



HAL
open science

La défaite électorale. Productions, appropriations, bifurcations

Frédéric Louault, Cédric Pellen

► **To cite this version:**

Frédéric Louault, Cédric Pellen (Dir.). La défaite électorale. Productions, appropriations, bifurcations. Presses universitaires de Rennes, pp.192, 2019, 9782753577138. 10.4000/books.pur.146337 . hal-03718570

HAL Id: hal-03718570

<https://hal.science/hal-03718570>

Submitted on 8 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sous la direction de
Frédéric LOUAULT et Cédric PELLEN

La défaite électorale
Productions, appropriations, bifurcations

Sommaire

Les auteurs

Introduction. Pour une sociologie politique de la défaite électorale – Frédéric LOUAULT et Cédric PELLEN

Première partie

Constructions et (non) acceptations de la défaite

1. Qu'est-ce qu'une défaite électorale sous la Monarchie de Juillet ? - Christophe VOILLIOT

2. Des défaites incontestables ? Le consentement au résultat électorale à l'épreuve de la dématérialisation du vote - Bouchra DAOUDI et Cédric PELLEN

3. Refuser la défaite. La trajectoire contestataire d'Andrés Manuel López Obrador et l'élection présidentielle de 2006 au Mexique - Alfonso MYERS GALLARDO et Frédéric LOUAULT

Deuxième partie

Trajectoires de battus

4. La « traversée du désert ». Les modalités de la reconversion post-défaite de Georges Clémenceau sous la Troisième République (1893-1902) – Cédric PASSARD

5. Survivre à la défaite jusqu'à en mourir. Les incidences de la défaite sur la carrière militante d'Andrzej Lepper en Pologne (1991-2011) - Cédric PELLEN

6. Défaites et bifurcations politiques. Le personnel politique du Parti des travailleurs au Brésil face à la défaite – Frédéric LOUAULT

Troisième partie

Les partis face à la défaite

7. Les défaites au Parti socialiste. La régulation par la « rénovation » du désordre partisan - Rémi LEFEBVRE

8. Des défaites indolores ? Les rapports ambivalents de la gauche radicale française aux résultats électoraux - Romain MATHIEU et Quentin WALD

Postface. Variations autour de l'Homme défait - Michel HASTINGS

Les auteurs

Bouchra DAOUDI, Doctorante en science politique, Sciences Po Grenoble, PACTE.

Michel HASTINGS, Professeur de science politique, Sciences Po Lille, IHTP.

Rémi LEFEBVRE, Professeur de science politique, Université de Lille 2, CERAPS.

Frédéric LOUAULT, Professeur de science politique, Université libre de Bruxelles, CEVIPOL

Romain MATHIEU, Docteur en science politique, Université de Lorraine, IRENEE.

Alfonso MYERS GALLARDO, Doctorant en politique comparée, Université de Salamanque, Département « Etat de Droit et Gouvernance Mondiale »

Cédric PASSARD, Maître de conférences en science politique, Sciences Po Lille, CERAPS

Cédric PELLEN, Maître de conférences en science politique, Université de Strasbourg, SAGE.

Christophe VOILLIOT, Maître de conférences en science politique, Université Paris-Nanterre, SOPHIAPOL.

Quentin WALD, Doctorant en science politique, Université de Rennes 1, IDPSP.

Introduction.

Pour une sociologie politique de la défaite électorale

Frédéric LOUAULT et Cédric PELLE

Avec l'avènement de l'élection comme principal mode de sélection et de légitimation des gouvernants, les démocraties contemporaines se donnent à voir comme des compétitions pacifiques pour l'accès aux positions de pouvoir politique. À échéances régulières, les citoyens sont appelés aux urnes pour distinguer par leurs votes ceux des candidats qui se verront attribuer un mandat public – les vainqueurs de la compétition – et ceux qui en seront tenus éloignés – les battus. Il est notable que dans la plupart des démocraties, les élections tendent à produire bien moins des premiers que des seconds. À titre d'exemple, lors des élections législatives françaises de 2017, seulement 577 hommes et femmes se sont fait élire députés alors que plus de 7000 n'y sont pas parvenus. Parmi ces milliers de candidats défaits, on retrouve quelques figures politiques nationales, dont un nombre record de députés et ministres sortants, mais aussi beaucoup de personnalités locales et surtout une foule d'anonymes. Certains visaient explicitement la victoire finale, et ont même parfois cru l'emporter jusqu'à l'ultime décompte des voix, alors que d'autres, nettement plus nombreux, n'ont jamais eu d'autres ambitions que de figurer « honorablement » ou de mettre en avant un projet politique. Pour certains, la confrontation à la défaite aura des effets majeurs – aux niveaux professionnel, personnel voire psychologique – alors que pour d'autres, elle ne constitue qu'une péripétie dans un parcours militant parfois déjà jalonné de candidatures infructueuses. Rares sont d'ailleurs les responsables politiques à ne jamais avoir fait au moins une fois l'expérience de la défaite électorale au cours de leur carrière.

Bien que la défaite électorale soit un phénomène fréquent et même, à plusieurs égards, structurant de la vie politique démocratique, elle n'a jusqu'à présent suscité qu'un intérêt de recherche réduit. Certes, à l'issue de chaque élection, les librairies se remplissent de témoignages, essais ou autres livres d'entretiens visant à rendre compte à chaud du revers électoral de tel camp ou de telle figure politique¹. Qu'ils soient l'œuvre des battus eux-mêmes,

¹ En 2017, les débâcles simultanées des deux principaux partis de gouvernement ont constitué en France une

de leurs proches, de leurs rivaux ou encore de journalistes politiques, ces « livres de défaite » n'ont cependant bien souvent qu'une faible portée analytique. Parties prenantes des luttes post-électorales d'interprétation et d'exégèse des résultats, ils relèvent essentiellement des registres de la justification ou de la controverse. En contraste avec cette profusion de livres politiques, les publications à vocation scientifique sur la défaite électorale sont restées rares, particulièrement dans l'espace francophone. Si les recherches sur le sujet sont limitées, sans être, nous le verrons, inexistantes, elles ont aussi tendance à privilégier les problématiques des causes et de la prévisibilité de la défaite. Les questions pourtant stimulantes des dynamiques constitutives d'une défaite, des modalités de sa réception par les différents acteurs (individuels ou collectifs) y étant confrontés, ou encore de ses incidences potentielles sur leurs carrières sont quant à elles restées largement sous-étudiées. C'est à pallier cette carence que le présent ouvrage entend participer. Plus spécifiquement, en réunissant des contributions empiriquement fondées sur des expériences de défaite électorale variées dans différents contextes historiques, géographiques et politiques, il entend montrer l'intérêt d'engager une véritable sociologie politique de la défaite, sensible aux caractéristiques, pratiques et représentations de ses protagonistes. Une telle approche de la défaite « au concret » nous paraît en effet ouvrir des pistes de recherche à la fois originales et pertinentes pour interroger les processus de (dé)construction des carrières politiques, d'engagement et de désengagement politique, de transformation des milieux partisans ou encore, plus largement, de définition des règles et limites de la compétition politique. Avant de détailler l'organisation de l'ouvrage et la manière dont s'articulent ses différents chapitres, il paraît utile de s'arrêter un instant sur la signification de la notion de défaite, et sur la manière dont elle a jusqu'ici été abordée dans les sciences sociales, particulièrement en histoire et en science politique.

Toutes les défaites ne sont pas des échecs, et inversement

Initialement, le mot défaite désigne un phénomène purement militaire². Lors de son apparition

aubaine pour les amateurs de ce sous-genre particulier de la littérature politique. Ils ont en effet pu se délecter de nombreux récits sur les « coulisses » à la fois de la déroute du Parti socialiste à la fin du quinquennat Hollande (par exemple : FELTESSE Vincent, *Et si tout s'était passé autrement*, Paris, Plon, 2017, 432 p. ; CAMBADELIS Jean-Christophe, *Chronique d'une débâcle 2012-2017*, Paris, L'Archipel, 2017, 224 p.) et de la défaite du candidat des Républicains au premier tour de l'élection présidentielle (par exemple : STEFANINI Patrick et BARJON Carole, *Déflagration. Dans le secret d'une élection impossible*, Robert Laffont, 2017, 404 p. ; LEMARIE Alexandre et GOAR Matthieu, *Les coulisses d'une défaite*, Paris, L'Archipel, 2017, 284 p.).

² On fait ici exception d'usages du mot de défaite aujourd'hui vieilliss et sans rapport avec notre propos, par exemple pour qualifier le débit d'une marchandise, une mauvaise excuse ou encore, en termes de galanterie, une sujétion du cœur. Cf. LITRE Emile, *Dictionnaire de la langue française. Tome 2*, Paris, Hachette, 1873-1874, p.1007.

en français au XVe siècle, ce participe substantivé du verbe défaire (dé-faire) vise en effet à qualifier la « mise en déroute d'une armée », c'est-à-dire sa dispersion dans le désordre³. S'il connaît rapidement un premier glissement sémantique pour signifier plus largement « la perte d'une bataille », sans que celle-ci ne s'accompagne plus nécessairement d'une débandade⁴, le terme reste longtemps cantonné au seul registre lexical de la guerre. Son utilisation par analogie pour qualifier le revers d'entreprises non-guerrières n'est ainsi attestée qu'à partir du XIXe siècle, essentiellement dans les domaines du sport de compétition et de la politique électorale qui se développent alors.

Dans son acception contemporaine, la défaite a une dimension nécessairement relationnelle. Elle suppose un rapport compétitif entre au moins deux acteurs, ou collectifs d'acteurs (armées, équipes sportives, partis politiques...), ayant pour enjeu un « trophée » (un territoire, une population, une médaille, une position de pouvoir politique...). Elle implique également une entente entre ces acteurs, formelle ou tacite, sur le cadre de leur interaction, ou pour le dire autrement sur les règles de la compétition, de son déroulement et de son enjeu. On ne peut pas mener, et a fortiori perdre, une bataille, un match ou une élection, sans un adversaire qui joue au même « jeu » que le nôtre. Dans cette optique, il nous paraît possible de définir en première approximation la défaite comme la reconnaissance par une partie de l'issue d'une compétition qui ne lui permet pas de prendre le dessus sur la ou les autre(s) partie(s) engagée(s) dans la compétition, selon les règles établies pour cette compétition et préalablement acceptées par l'ensemble des parties⁵. Cette reconnaissance met un terme à la compétition : les parties ayant pris le dessus et remporté le trophée mis en jeu sont qualifiées de vainqueurs ; les autres sont les battus. Il arrive qu'un ensemble de compétitions formellement indépendantes dans leur déroulement s'articulent pour former une compétition plus large. Dans le domaine sportif, une telle situation n'est pas rare, par exemple dans les compétitions par équipe de sports individuels comme la Coupe Davis en tennis. Elle se présente également fréquemment en politique. Ainsi, si les élections législatives françaises se composent de 577 scrutins compétitifs autonomes (un par circonscription uninominale) ayant

³ REY Alain (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2006, p.1391.

⁴ On peut ainsi lire dans un dictionnaire publié au milieu du XIX^e siècle: « Dans le langage militaire on appelle défaite l'action à la suite de laquelle, après avoir perdu plus ou moins de monde, on cède à l'ennemi le champ de bataille. [...] Ce que nous nommons défaite était appelé, par les anciens, déconfiture. [...] Mais lorsqu'une tactique plus savante a enchaîné les soldats et les corps les uns aux autres, les déconfitures, ou les dispersions complètes d'armées sont devenues plus rares. Le mot défaite a exprimé dès lors une partie perdue, non une ruine, puisqu'une défaite n'entraîne pas nécessairement une déroute », in DUCKETT M. W., *Dictionnaire de la conversation et de la lecture*, Paris, M. Lévy frères, 1853-1860, p.275.

⁵ LOUAULT Frédéric, *Les défaites électorales : le cas du Parti des travailleurs dans le Rio Grande do Sul (Brésil) - 1982-2008*, thèse pour le doctorat en science politique, Paris, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2011, p.19.

chacun pour enjeu l'attribution d'un mandat de député, elles ont également pour enjeu global la formation d'une majorité à l'Assemblée nationale. Dans ces situations, il est possible pour un acteur d'être à la fois vainqueur dans une compétition et battu dans l'autre (et inversement). Tous les députés de l'opposition vivent cette situation : ils ont gagné le droit d'être parlementaire à titre individuel mais leur parti a perdu collectivement celui d'être majoritaire⁶.

En matière électorale, la compétition présente une autre spécificité notable: son issue dépend d'une tierce partie, le corps électoral. Ce sont en effet des électeurs qui, par leur vote en faveur de tel ou tel participant à l'élection, se voient confier la tâche de distinguer parmi eux les vainqueurs des battus. Une telle opération n'est nullement spontanée. Elle est le produit d'un ensemble de procédures de récolte, d'agrégation et de décompte des voix qui, par le biais de technologies et dispositifs électoraux variables, aboutissent à la production d'un résultat puis à la distribution des trophées⁷. La défaite électorale peut dès lors s'entendre comme la reconnaissance par un candidat et/ou un parti investi dans une élection qu'il a obtenu un nombre de vote insuffisant pour remporter le ou les trophées politiques mis en jeu, selon les règles de production du résultat et de distribution de ces trophées établies pour l'élection et préalablement acceptées par ses participants. Cette définition de travail exclut à la fois les acteurs ayant annoncé leur candidature à une élection mais ayant décidé de s'en retirer avant le scrutin et ceux qui refusent d'en reconnaître le résultat. Pour pouvoir formellement parler de défaite électorale, il faut qu'il y ait participation à la compétition jusqu'à son terme, avec acceptation du dénouement défavorable par le battu. Comme le rappellent Daniel Gaxie et Patrick Lehingue, dans la compétition politique, « ce sont moins les trophées qui circulent entre les joueurs que l'acceptation antidatée du droit légitime du vainqueur d'agir au nom des trophées⁸ ».

A ce stade, il convient de préciser que, bien que la défaite soit régulièrement présentée comme un équivalent de l'échec, particulièrement dans le domaine politique, les deux termes ne sont pas, et n'ont jamais été, des synonymes. Comme nous venons de le voir, la défaite est l'un des résultats possibles d'un jeu ou d'une compétition (avec la victoire et l'égalité). C'est

⁶ Sur la non-naturalité des résultats électoraux et les luttes d'objectivation et d'attribution de sens dont ils sont l'objet : LEHINGUE Patrick, « Mais qui a gagné ? Les mécanismes de production des verdicts électoraux (Le cas des scrutins municipaux) », in LAGROYE Jacques, LEHINGUE Patrick et SAWICKI Frédéric (dir.), *Mobilisations Electorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005, p.323-360.

⁷ VOILLIOT Christophe, « L'opération électorale », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p.395-404.

⁸ GAXIE Daniel et LEHINGUE Patrick, *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, Presses Universitaires de France, p.10.

une donnée objective et reconnaissable. L'échec fait au contraire appel à des représentations individuelles, donc à un jugement subjectif. En psychologie, l'échec est ainsi communément défini comme l'absence de réussite dans une entreprise, c'est-à-dire un différentiel négatif entre des intentions et un résultat. L'échec n'est pas forcément relationnel. Il peut concerner un projet personnel tout autant qu'une entreprise collective, sans que ce projet ou cette entreprise ne s'inscrivent nécessairement dans le cadre d'une compétition. Si compétition il y a, on parle d'échec lorsque le résultat est considéré comme insuffisant pour satisfaire les intentions du joueur, que ce résultat soit une victoire, une défaite ou une égalité. Comme le note Cécile Milloud : « L'échec est une évaluation. (...) Elle désigne à la fois un processus dynamique et le résultat d'un processus. (...) L'échec n'est pas une donnée mais le fruit d'un travail de construction intellectuelle particulier : l'interprétation d'une donnée⁹. » En d'autres termes: la défaite et la victoire renvoient au résultat objectivable d'une compétition (ce qui ne signifie pas, nous le verrons, qu'ils sont aisément objectivables), alors que l'échec et le succès renvoient aux interprétations subjectives qui en sont données.

En outre, le couple victoire/défaite est antonymique-strict : il ne peut y avoir victoire d'une partie sans une défaite de l'autre partie. *A contrario*, le couple succès/échec est antonymique-souple : il peut y avoir succès d'une partie sans que ce succès constitue pour autant un échec pour l'autre, et inversement. Cette dissociation entre les deux couples sémantiques est parfois poussée à l'extrême. Ainsi, dans son essai *Eloge de la défaite*, l'historien Shimon Tzabar reverse-t-il le sens commun en exposant une perspective anti-clausewitzienne de la guerre. Prenant le contre-pied de la majorité des polémologues, il s'attache à y présenter la défaite comme « la meilleure issue de la guerre », comme celle qui présenterait à long terme le plus d'avantages pour les belligérants¹⁰. Non sans humour, il va jusqu'à proposer une série de conseils aux stratèges militaires et aux décideurs politiques pour atteindre cette défaite tant recherchée. S'inspirant explicitement de l'ouvrage de Tzabar, le chercheur Frédéric Bon et le journaliste Michel Antoine Burnier rédigent quelques années plus tard son pendant politique : *Que le meilleur perde. Éloge de la défaite en politique*. Dans cet essai plein d'ironie, ils y dépeignent la défaite électorale comme l'objectif ultime des gouvernants. À les croire : « L'amour de la défaite, ses éclatants privilèges, l'horreur du pouvoir, tel est le lourd secret du

⁹ MILLOUD Cécile, *L'échec en politique : contribution à l'étude des représentations et des stratégies de légitimation des candidats français*, Thèse de doctorat en science politique, Grenoble, Université Pierre Mendès-France de Grenoble, 2000, p.75.

¹⁰ TZABAR Shimon, *Eloge de la défaite*, Paris, Denoël, 1974, 194 p.

monde politique¹¹. » Au-delà de cette boutade contre-intuitive, force est de constater que dans le domaine militaire comme en politique, l'histoire regorge de « victoires à la Pyrrhus » et de « défaites glorieuses » qui nous rappellent que des victoires peuvent avoir le goût de l'échec et certaines défaites celui du succès.

L'un des partis pris de cet ouvrage est de distinguer clairement dans l'analyse la défaite électorale de l'échec politique. En optant pour une définition objective de la défaite électorale, comme une issue possible - parmi d'autres - d'une compétition pour des postes de pouvoir politique, il s'agit moins de s'intéresser au résultat en lui-même qu'à ses implications pour les acteurs qui le font et qui le vivent.

Saisir la défaite

Au regard de son étymologie, il n'est guère surprenant de constater que l'intérêt pour la défaite en tant qu'objet d'étude a longtemps été l'apanage des spécialistes du fait militaire. Ce sont en effet les historiens des batailles et les théoriciens de la stratégie et de la tactique qui, les premiers, se sont interrogés sur ses logiques constitutives. Par la reconstitution et l'analyse de batailles passées – de leurs théâtres d'opérations, des forces en présence, de la chronologie des engagements ou encore des choix de commandement – ils se sont attachés à rechercher « quelles erreurs tactiques, stratégiques, voire politiques en avaient été la cause¹² ». Dans le cas français, les « grandes » défaites qui ont jalonné l'histoire nationale – d'Alésia à Diên Biên Phu, en passant par Azincourt, Waterloo, Sedan ou encore mai 1940 – ont ainsi été l'objet de revisites, parfois monumentales¹³, mettant l'accent sur l'identification des facteurs expliquant que, dans la dynamique du combat, la victoire initialement espérée se soit finalement dérobée, parfois brutalement.

Avec le renouvellement de l'historiographie, initié notamment par l'école des *Annales* en France, ces analyses militaro-centrées des batailles, et spécifiquement des défaites, ont progressivement gagné en profondeur historique et sociologique. Le témoignage de Marc

¹¹ BON Frédéric et BURNIER Michel Antoine, *Que le meilleur perde. Eloge de la défaite en politique*, Paris, Balland, 1985, p.15.

¹² DEFRANCE Corinne et HOREL Catherine, « Réalités, perceptions et usages de la défaite en Europe », in DEFRANCE Corinne, HOREL Catherine et NERARD François-Xavier (dir.), *Vaincus ! Histoires de défaites. Europe, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2016, p.11.

¹³ A titre d'exemples : HOUSSAYE Henri, *1815. Tome II : Waterloo*, Paris, Perrin, 1898, 512 p. ou encore ROY Jules, *La bataille de Dien Bien Phu*, Paris, Julliard, 1963, 623 p.

Bloch sur la bataille de France, publié à titre posthume sous le titre *L'étrange défaite*, peut être considéré comme l'une des œuvres pionnières de ce changement de perspective¹⁴. Après avoir mené un examen minutieux, nourri de son expérience personnelle d'engagé volontaire, des défaillances militaires ayant accompagné la débâcle du printemps 1940, l'historien médiéviste y élargit le champ de son analyse à la société française de l'entre-deux-guerres dans son ensemble. Partant du postulat que « les états-majors ont travaillé avec les instruments que le pays leur avait fournis¹⁵ », il s'attache à mettre au jour les faiblesses politiques, sociales et morales ayant sapé la capacité des Français et de leur armée à résister à l'offensive allemande. Pour lui, loin d'être réductible à un revers militaire, le désastre de mai-juin 1940 constitue surtout un révélateur des profondes pathologies de la Nation française. Si l'approche symptomatique de la défaite adoptée par Marc Bloch reste essentiellement causale – il s'agit là encore de mettre le doigt sur les facteurs auxquels le revers peut être imputé¹⁶ – elle a posé les jalons d'un fructueux décloisonnement temporel et social de son étude.

Temporel en premier lieu, car dans son analyse de la défaite de 1940, Marc Bloch refuse de se focaliser sur le seul présent de la bataille de France. Pour lui, les raisons de la défaite militaire ne résident pas tant dans les logiques immédiates du déroulement des combats que dans ses préparatifs, et même plus largement, dans les conceptions de la guerre s'étant imposées durant les décennies précédentes dans l'armée et la société françaises. En d'autres termes, il invite à une approche historicisée de la défaite, sensible au contexte dans lequel elle advient et combinant des éléments explicatifs de court, moyen et long termes¹⁷. Cet intérêt pour l'amont de la défaite ouvre parallèlement la voie à une prise en compte de son aval. Si les défaites sont le produit d'un passé, elles conditionnent également les futurs potentiels. Certaines ont même une dimension proprement civilisationnelle, par l'ampleur des mutations politiques, sociales ou encore culturelles qu'elles induisent. C'est par exemple le cas des capitulations allemandes et japonaises de 1945 qui sont communément perçues comme des moments de bascule décisifs dans l'histoire contemporaine de ces pays¹⁸. D'une autre manière, c'est également le

¹⁴ BLOCH Marc, *L'étrange défaite. Témoignage écrit en 1940*, Paris, Société des Éditions Franc-Tireur, 1946, 196 p.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ DREVILLON Hervé, « La défaite comme symptôme », *Hypothèses*, n°11, vol. 1, 2008, p.287.

¹⁷ DEFANCE Corinne et HOREL Catherine, « Réalités, perceptions et usages de la défaite en Europe », art. cité, p.12.

¹⁸ A titre d'exemple: FULBROOK Mary, *German National Identity after the Holocaust*, Cambridge, Polity Press, 1999, 248 p.; ANDREW Gordon (ed.), *Postwar Japan as History*, Berkeley, University of California Press, 1993, 563 p.

cas de la bataille de Waterloo qui, au cours du XIX^e siècle, a progressivement acquis le statut de « défaite fondatrice » de la Nation française. Érigée en symbole de la résistance héroïque et sacrificielle face à l'ennemi, elle a contribué à l'émergence de ce que Jean-Marc Largeaud qualifie d'une véritable « culture de la défaite » en France¹⁹.

Le second apport notable de Marc Bloch au renouvellement des modes d'appréhension de l'objet « défaite » réside dans son invitation à le penser comme un phénomène composite, impliquant, au-delà de la seule armée, les différentes composantes de la société qui y est confrontée. Pour le dire autrement, la défaite n'est plus ici appréhendée comme un simple équivalent du revers militaire, mais comme un fait social plus large, dont participent des protagonistes variés, parmi lesquels des combattants bien sûr mais aussi de « simples civils ». Les perspectives de recherche offertes par cette nouvelle conception de la défaite sont particulièrement riches. Elles ont notamment permis de jeter les bases d'une approche que l'on pourrait qualifier d'« événementielle » de la défaite. Évidemment, il ne s'agit nullement ici de renouer avec une lecture essentialisante de l'« événement défaite », mais plutôt de l'aborder dans une démarche compréhensive centrée sur l'expérience qu'en ont les différents acteurs sociaux²⁰. Si la défaite fait événement, c'est en ce que, pour reprendre une expression d'Alban Bensa et Didier Fassin, elle induit « une rupture d'intelligibilité » pour ceux qui la vivent, qu'elle marque un « point de bascule à partir duquel le monde et le temps semblent subitement devoir s'ordonner autrement²¹ ». En plaçant le point de vue indigène au cœur de l'analyse, une telle perspective permet de souligner la diversité des rapports à la défaite. Certes, comme le note Guillaume Piketty, « qu'il soit engagé sur le champ de bataille ou spectateur forcé de l'événement guerrier, l'individu vit la défaite dans son corps et dans son esprit²² ». Ce vécu et ce ressenti sont cependant loin d'être uniformes d'un acteur à un autre. Ils varient en premier lieu en fonction de la configuration de la bataille et de la proximité au front. John Keegan l'a montré dans son ouvrage *Anatomie de la Bataille*, ce n'est pas la même

¹⁹ Cf. LARGEAUD Jean-Marc, *Waterloo dans la mémoire des Français (1815-1914)*, Thèse de doctorat en histoire, Lyon, Université Lumière-Lyon 2, 2000, 782 p. ; Pour une analyse comparative des modalités d'émergence de « cultures de la défaite », pensées comme des processus d'octroi de sens, de glorification et d'intégration au récit national des défaites, on pourra également lire : SCHIVELBUSCH Wolfgang, *The Culture of Defeat. On National Trauma, Mourning, and Recovery*, New York, Metropolitan Books, 2003, 403 p.; LARGEAUD Jean-Marc. « Cultures de défaite et cultures de la défaite en Europe et aux Amériques au XIX^e siècle », *Hypothèses*, vol. 11, n° 1, 2008, p. 321-331.

²⁰ Pour une clarification et discussion stimulantes des approches de l'événement en sciences sociales, on lira: BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETI Michel (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010, 387 p.

²¹ BENSA Alban et FASSIN Eric, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002, p.6.

²² PIKETTY Guillaume, « Souffrances et ambiguïtés de la défaite », *Hypothèses*, n°11, vol. 1, 2008, p.342.

chose d'avoir eu à éprouver dans sa chair le feu du combat à Azincourt, à Waterloo ou dans La Somme²³. C'en est encore une autre que d'avoir suivi le déroulement de la bataille perdue à relative distance, depuis l'« arrière » à la manière des citadins français en 1870²⁴ ou des civils japonais à la fin de la Seconde guerre mondiale²⁵. Mais l'expérience personnelle de la défaite peut également varier en fonction d'autres facteurs, tels que la position occupée dans l'espace social, l'appartenance religieuse ou ethnique, ou encore le positionnement politique. En somme, les logiques de la réception, du consentement et de l'interprétation de la défaite apparaissent conditionnées à la fois par le contexte de son advenue, et par les caractéristiques et trajectoires de ceux qui y sont confrontés. Pierre Laborie le souligne, la défaite, constitue « le modèle presque par excellence de l'évènement construit²⁶ », soumis à des lectures différenciées, si ce n'est concurrentielles, qui en brouillent les contours, aussi bien dans le temps court de son expérience que dans celui plus longs de sa mémoire.

Si ce panorama rapide des approches de la défaite militaire est loin d'être exhaustif, il dessine les contours d'une grille analytique heuristique pour penser les différentes modalités d'appréhension de la défaite en sciences sociales et orienter les travaux sur la défaite électorale. Les enjeux d'une défaite militaire et d'une défaite électorale diffèrent bien sûr largement, ne serait-ce qu'un niveau des implications pour les battus. Mais, parce qu'elles sont pareillement prises dans des représentations mouvantes et d'incessantes luttes d'interprétations, elles soulèvent des problématiques communes et posent des enjeux théoriques et méthodologiques comparables.

La science politique face à la défaite électorale

Contrairement à la défaite militaire, qui a donné lieu à une abondante littérature, la défaite électorale n'a pas fait couler beaucoup d'encre. Si elle ne fait clairement pas figure d'objet classique de la science politique, particulièrement pas dans l'espace francophone, elle a cependant suscité certains échanges stimulants, notamment aux États-Unis. En s'inspirant de la typologie des approches de la défaite militaire dressée précédemment, il paraît possible d'organiser les quelques recherches de science politique ayant porté plus ou moins

²³ KEEGAN John, *Anatomie de la bataille. Azincourt 1415. Waterloo 1815. La Somme 1916*, Paris, Robert Laffont, 1993 (1987), 324 p.

²⁴ AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *1870. La France dans la guerre*, Paris, Armand Colin, 1989, 420 p.

²⁵ DOWER John W., *Embracing defeat: Japan in the wake of World War II*, Londres, Norton, 1999, 676 p.

²⁶ LABORIE Pierre, « La défaite : usages du sens et masques du déni », in Cabanel Patrick et Laborie Pierre (dir.), *Penser la défaite*, Toulouse, Edition Privat, 2002, p.12.

directement sur la défaite électorale en trois approches distinctes, selon qu'elles se concentrent sur la recherche de ses causes, sur son ancrage contextuel ou enfin sur l'expérience qu'en font les battus.

Dans une perspective causale s'inspirant des stratégies militaires, les travaux pouvant être rattachés à la première orientation se proposent d'identifier, voire de hiérarchiser, les facteurs explicatifs des défaites électorales. Ils se donnent souvent pour objectif explicite d'améliorer la prévisibilité des scrutins, au moyen d'outils statistiques permettant de corrélérer les résultats à des variables comportementales (les caractéristiques ou attitudes des candidats) ou conjoncturelles (principalement la dynamique de la campagne électorale)²⁷. Tout un courant de la science politique nord-américaine, aujourd'hui encore très actif, a ainsi développé un intérêt paradoxal pour la défaite, assumant de s'y intéresser dans le seul but d'identifier les « recettes » pour l'éviter. Vaine recherche d'un absolu victorieux qui constitue *in fine* le déni même de l'essence démocratique : l'imprévisibilité relative des résultats. Ces recherches ont en outre produit leur lot de dérives psychologisantes et autres corrélations douteuses, par exemple entre la taille ou le tempérament d'un candidat et ses performances électorales²⁸. Cette approche visant à faire émerger quelques facteurs explicatifs primordiaux nous paraît avoir une valeur heuristique très limitée dans la mesure où elle simplifie à l'extrême les enjeux électoraux. Comme le souligne Michel Dobry, l'illusion étiologique qu'est la recherche des causes, des déterminants d'un événement « représente le plus souvent, dans l'état actuel de nos connaissances, un obstacle d'autant plus prégnant qu'il paraît justement au-dessus de tout soupçon méthodologique²⁹ ». Chaque élection comporte des enjeux propres et s'inscrit dans un contexte spécifique et fluctuant dont l'analyse ne peut faire totalement abstraction.

Une deuxième série de recherches place précisément au cœur de ses préoccupations l'ancrage contextuel des défaites. Plus spécifiquement, les auteurs pouvant y être rattachés appréhendent la défaite électorale comme un révélateur de l'état d'une configuration politique donnée. À leurs yeux, la réaction des candidats battus à leur défaite est en effet en mesure d'informer sur les équilibres politiques et institutionnels en vigueur. Au sein de la science

²⁷ Cf. CARVER Charles & SCHEIER Michael, "What Really Predicts Electoral Defeat?", *Psychological Inquiry*, vol. 1, n°1, 1990, p.70-73.

²⁸ HERMAN Peter, "Pessimistic Rumination and Electoral Defeat: A Shorter but Wider View", *Psychological Inquiry*, vol. 1 n°1, 1990, p.64-65.

²⁹ DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, p.50.

politique américaine, les liens entre défaite électorale, acceptation du résultat et stabilité démocratique ont ainsi été l'objet d'un intérêt soutenu depuis le début des années 1970. L'enquête de Chong Lim Kim sur les conditions du consentement à la défaite des battus à une élection locale aux États-Unis fait ici figure d'œuvre pionnière³⁰. Pour Kim, plus l'écart entre les bénéfices de la victoire et les coûts de la défaite est important, moins les perdants ont tendance à accepter la légitimité des règles démocratiques et à poursuivre leur activité politique. Cette recherche fondatrice a été prolongée par de nombreux travaux portant sur la perception qu'ont les candidats défaits de la compétence politique des électeurs³¹ ou encore sur les réactions des citoyens dont le favori n'a pas remporté l'élection³². Certains auteurs se sont particulièrement intéressés à l'influence des facteurs institutionnels comme le mode de scrutin, la configuration de l'offre ou le contexte électoral sur les conditions d'acceptation de la défaite par les candidats et leurs soutiens³³. Dans le cadre des *democratization studies*³⁴, d'autres ont plutôt cherché à préciser la corrélation entre niveau de consentement à la défaite et stabilité d'un régime pluraliste³⁵. En comparant les résultats de près de trois mille élections s'étant déroulées dans le monde entier depuis 1788, Adam Przeworski a ainsi prétendu démontrer que les premières expériences d'alternance dans les histoires électorales nationales, et en particulier les conditions d'acceptabilité des résultats par les battus, structurent durablement les trajectoires démocratiques et leur (in)stabilité³⁶. Si elles ne manquent ni d'intérêt ni d'ambitions, de telles recherches pèchent souvent par leur caractère surplombant et désincarné. En se focalisant sur la mise à jour de constantes dans les rapports entre

³⁰ LIM Kim Chong, "Political Attitudes of Defeated Candidates in an American State Election", *American Political Science Review*, vol. 64, n°3, 1970, p.879-887.

³¹ LIM Kim Chong & RACHETER Donald, "Candidates' Perception of Voter Competence: A Comparison of Winning and Losing Candidates", *American Political Science Review*, vol. 67, n°3, 1973, p.906-913.

³² BLAIS André et NADEAU Richard, "Accepting the Election Outcome: The Effect of Participation on Losers' Consent", *British Journal of Political Science*, vol.23, n°4, 1993, p.553-563; BOWLER Shawn et TODD Donovan, "Reasoning about institutional change: Winners, losers and support for electoral reforms", *British Journal of Political Science*, vol. 37, n°3, 2007, p.455-476.

³³ CAMPBELL Ross, "Winners, losers and the Grand Coalition : Political satisfaction in the Federal Republic of Germany", *International Political Science Review*, vol. 36, n°2, 2013, p. 168-184 ; HUBLART Pauline, *Les enjeux de la relégation dans l'opposition du CSV après les élections législatives de 2013 au Luxembourg*, Bruxelles, mémoire de Master en science politique, Université Libre de Bruxelles, 2016.

³⁴ Pour une synthèse critique de ce courant de recherche et de ses principaux postulats, on pourra lire : GUILHOT Nicolas et SCHMITTER Philippe C., « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique*, vol. 50, n°4-5, 2000, p.615-632.

³⁵ ANDERSON Christopher & TVERDOVA Yuliya, "Winners, Losers and Attitudes about Government in Contemporary Democracies", *International Political Science Review*, vol. 22, n°4, 2001, p.321-338 ; MOEHLHER Devra, "Critical Citizens and Submissive Subjects : Election Losers and Winners in Africa", *British Journal of Political Science*, vol. 39, n°2, 2009, p.345-366.

³⁶ PRZEWORSKI Adam, "Acquiring the Habit of Changing Governments Through Elections", *Comparative Political Studies*, vol. 48, n°1, 2015, p.101-129. Le même auteur avait défini basiquement, un quart de siècle plus tôt, la démocratie comme un « système dans lequel les partis perdent les élections », faisant de la défaite un enjeu central pour la stabilité des régimes démocratiques (PRZEWORSKI Adam, *Democracy and the market*, New York, Cambridge University Press, 1991, p.11).

acceptation de la défaite et légitimité d'un régime, elles tendent en effet à laisser dans l'impensé les incidences concrètes de la défaite pour les battus et à minorer l'influence de facteurs non-institutionnels sur l'état de la configuration politique.

En contraste, c'est justement l'intérêt pour les expériences individuelles et collectives de la défaite qui caractérise la troisième et dernière approche de la défaite électorale identifiable dans la littérature ; à nos yeux la plus fructueuse. Si les travaux pouvant y être rattachés se rejoignent par l'attention centrale qu'ils accordent aux implications de la défaite pour ceux qui y sont confrontés, ils se sont développés jusqu'à présent selon deux perspectives de recherche relativement distinctes. Dans la première, le primat est accordé à l'étude des stratégies d'interprétation et de reconstruction des résultats développées par les acteurs de la compétition politique à l'issue de la confrontation électorale. Certains travaux se sont ainsi attachés à identifier les processus par lesquels un résultat électoral en vient à être perçu comme un échec et certains responsables politiques à se voir assigner, souvent à leur corps défendant, l'étiquette infamante de « losers³⁷ ». D'autres se sont davantage concentrés sur les stratégies de (dé)responsabilisation par lesquels les battus s'attachent à se prémunir des conséquences potentiellement néfastes de la défaite en externalisant les causes. Frédéric Sawicki et Rémi Lefebvre ont ainsi montré comment une partie de la direction du parti socialiste s'est reposée sur la thèse d'une droitisation de la société française pour expliquer la défaite de son candidat au premier tour de l'élection présidentielle de 2002³⁸. De même, à un niveau plus individuel, les canadiens William Shaffir et Steven Kleinknecht ont mis en évidence que les responsables politiques confrontés à la défaite ont tendance, pour expliquer la perte de leur mandat, à privilégier des explications en termes d'accident ou de malchance, à celles impliquant leur responsabilité personnelle³⁹. La seconde perspective de recherche sur les expériences de défaite électorale privilégie quant à elle davantage l'étude de leurs conséquences « objectives » sur la trajectoire de ceux qui y sont confrontés. Prolongeant les travaux de James L. Payne sur la motivation politique⁴⁰, plusieurs auteurs ont ainsi étudié la défaite électorale comme une variable explicative du retrait politique⁴¹. Si beaucoup de ces

³⁷ Voir notamment : MILLOUD Cécile, *op. cit.* ; ABELES Marc, *L'échec en politique*, Paris, Circé, 2005.

³⁸ LEFEBVRE Rémi et SAWICKI Frédéric, « Défaite de la Gauche : le 21 Avril 2002 n'était pas un accident », *Savoir/Agir*, vol. 1, n°1, 2007, p. 23-28.

³⁹ SHAFFIR William et KLEINKNECHT Steven, "The Trauma of Political Defeat", *Canadian Parliamentary Review*, Vol 25, n°3, 2002, p.16-21.

⁴⁰ PAYNE James et al., *The Motivation of Politicians*, Chicago, Nelson Hall Publishers, 1984.

⁴¹ SQUIRE Peverill, "The Chances of Regaining One's Seat by Revenging a Defeat", *Polity*, vol.18, n°3, 1986, p.514-520 ; GILMOUR John & ROTHSTEIN Paul, "A Dynamic Model of Loss, Retirement and Tenure in the U.S. House of Representatives", *Journal of Politics*, vol. 58, n°1, 1996, p. 54-68 ; HERRICK Rebekah & NIXON David,

travaux s'appuient sur des approches quantitatives, on trouve également quelques analyses plus qualitatives sur les remises en causes individuelles post-défaites ou les stratégies de retour à la suite de défaites⁴². Au niveau collectif, la littérature sur les implications des défaites cherche essentiellement à évaluer dans quelle mesure les défaites électorales provoquent des changements dans les organisations partisans. Ces changements peuvent être observés à plusieurs niveaux : l'idéologie, le programme politique, les stratégies de conquête du pouvoir (alliances, campagnes électorales), le renouvellement du personnel dirigeant, le désengagement militant ou encore l'évolution des adhésions. Certains auteurs soulignent l'inertie des partis vaincus, leur résistance au changement et leurs difficultés à tirer collectivement les leçons de leurs défaites⁴³. D'autres considèrent au contraire la défaite comme un vecteur de changement dans les organisations partisans⁴⁴, voire comme une « bénédiction déguisée » leur permettant d'initier un salvateur processus « d'adaptation-innovation » au nouveau contexte politique⁴⁵.

Le présent ouvrage s'inscrit clairement dans le prolongement de ces travaux sur les expériences individuelles et collectives de la défaite électorale. Il défend l'intérêt de faire dialoguer les analyses des interprétations de la défaite électorale et celles de ses implications matérielles pour l'appréhender à la fois dans sa dimension subjective, comme un phénomène dont la portée et la signification est constamment (re)travaillée dans le cadre des luttes politiques, et dans sa dimension objective, comme un « événement » susceptible – selon les

"Is There Life After Congress? Patterns and Determinants of Post-Congressional Careers", *Legislative Studies Quarterly*, vol. 21, n°4, 1996, p.489-499; HOLMES Jeffrey, "There is Life after Parliament Hill but ... let the Candidate be Cautious", *Parliamentary Government*, vol. 48-49, 1995, p. 2-24; MONCRIEF Gary, "Terminating the Provincial Career: Retirement and Electoral Defeat in Canadian Provincial Legislatures, 1960-1997", *Canadian Journal of Political Science*, vol. 31, n°2, 1998, p.359-372.

⁴² GAÏTI Brigitte, « Des ressources politiques à valeur relative: le difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing », *Revue française de science politique*, vol. 40, n°6, 1990, p. 902-917 ; SHAFFIR William & KLEINKNECHT Steven, "Death at the polls. Experiencing and Coping with Political Defeat", *Journal of Contemporary Ethnography*, vol. 34, n° 6, 2005, p. 707-738.

⁴³ BUDGE Ian, "A New Spatial Theory of Party Competition: Uncertainty, Ideology and Policy Equilibria Viewed Comparatively and Temporally", *British Journal of Political Science*, vol. 24, n°4, 1994, p.443-467 ; NORRIS Pippa & LOVENDUSKI Joni, "Why Parties Fail to Learn. Electoral Defeat, Selective Perception and British Party Politics", *Party Politics*, vol.10, n°1, 2004, p.85-104.

⁴⁴ HARMEL Robert & JANDA Kenneth, "An integrated theory of party goals and party change", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 6, n° 3, 1994, p.259-287; HARMEL Robert et al., "Performance, Leadership, Factions and Party Change: An Empirical Analysis", *West European Politics*, vol. 18, n° 1, 1995, p.1-33 ; DICKSON Bruce, "The Lessons of Defeat. The Reorganization of the Kuomintang on Taiwan, 1950-1952", *The China Quarterly*, n°133, 1993, p.56-84 ; LANGSTON Joy, "Rising from the Ashes? Reorganizing and Unifying the PRI's State Party Organizations after Electoral Defeat", *Comparative Political Studies*, vol. 36, n°3, 2003, p.293-318 ; FELL Dafydd, "Lessons of Defeat : A Comparison of Taiwanese Ruling Parties' Responses to Electoral Defeat", *Asian Politics and Policy*, vol. 1, n°4, 2009, p. 660-681.

⁴⁵ ÁGH Attila, "Defeat and Success as Promoters of Party Change. The Hungarian Socialist Party after Two Abrupt Change", *Party Politics*, vol. 3, n°3, 1997, p. 430.

lectures qui en sont faites – d’induire des bifurcations dans les trajectoires des acteurs individuels ou collectifs y étant confrontés.

Organisation de l'ouvrage

On l’aura compris, plutôt que de chercher à identifier a posteriori les facteurs explicatifs de tel ou tel résultat électoral, l’objectif principal de cet ouvrage est d’ouvrir de nouvelles perspectives de recherche sur la défaite électorale et ainsi de mieux saisir les enjeux symboliques et matériels qu’elle soulève aux niveaux individuel et collectif. Dans cette optique, il réunit des travaux inédits et empiriquement fondés portant sur des expériences de défaite volontairement dissemblables dans des contextes historiques et géographiques variés. Sans prétention à l’exhaustivité, il s’agit en dressant un panorama raisonné de défaites aux dynamiques et implications différentes, de donner à voir l’apport heuristique des outils d’analyses de la sociologie politique, et notamment de ceux forgés dans le cadre des sociologies des mobilisations électorales, des carrières militantes et des organisations partisans, pour penser ce phénomène et ses implications concrètes. Nous espérons ainsi montrer la richesse de cet objet trop souvent délaissé dans la littérature et, pourquoi pas, susciter de nouvelles recherches qui permettraient de mieux en saisir les logiques. Plus spécifiquement, les contributions de cet ouvrage entendent poser les jalons d’une sociologie politique de la défaite électorale en explorant trois angles d’analyse complémentaires : le premier centré sur la production du verdict de défaite, le deuxième sur les potentielles bifurcations biographiques⁴⁶ des battus et enfin le troisième sur les appropriations partisans de la défaite.

Les trois premiers chapitres ont en commun d’interroger les conditions de production et d’acceptation du verdict de défaite pour caractériser un résultat électoral. Quels sont les différents acteurs participant à la construction de ce verdict ? Quelles variations observe-t-on d’un contexte à un autre dans le processus de formalisation des résultats ? Dans quelle mesure est-il possible pour les battus de nier la défaite ? A travers une analyse de l’élection parlementaire de 1839 dans le département de Tarn-et-Garonne, Christophe Voillot montre la

⁴⁶ Si elle est proche de la notion de « tournant de l’existence » (turning point) telle que définie par Andrew Abbott, à savoir un changement soudain ayant des conséquences qui réorientent un processus, la notion de bifurcation insiste davantage sur le caractère imprévisible des situations. Suivant Grossetti, on parle ici de bifurcation pour désigner « des situations dans lesquelles une séquence d’action partiellement imprévisible produit des effets durables ». Cité in : GROSSETTI Michel, « L’imprévisibilité dans les parcours sociaux », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 120, n°1, 2006, p. 15.

difficulté de parler de défaite en l'absence de lutte électorale publique. À ses yeux, cette notion est étroitement liée au modèle de l'élection libre et concurrentielle, et n'a guère de portée heuristique dans un contexte de compétition limitée ou sous contrôle comme celui de la monarchie de Juillet en France. Le deuxième chapitre se concentre plus spécifiquement sur les entreprises de résistance à la défaite centrées sur une remise en cause des modalités techniques d'organisation d'un scrutin. Bouchra Daoudi et Cédric Pellen y étudient les effets sur la définition et la gestion de la défaite électorale de l'introduction expérimentale de dispositifs de votes dématérialisés (électroniques ou par internet) en France depuis 2003. Le troisième chapitre, rédigé par Alfonso Myers Gallardo et Frédéric Louault traite quand-à-lui d'un cas de non-reconnaissance des résultats par un candidat officiellement reconnu comme battu. L'étude des différentes entreprises de contestation du scrutin développées par Andrés Manuel López Obrador à la suite de l'élection présidentielle mexicaine de 2006 donne à voir en négatif les fondements du travail de co-construction de la légitimité d'un résultat électoral.

Dans un deuxième temps, l'ouvrage se concentre sur les implications socio-biographiques des défaites électorales. Comment appréhender les effets diversifiés d'une défaite électorale sur les candidats battus et leurs entourages ? A quelles conditions la défaite peut-elle provoquer une bifurcation dans leur engagement individuel ? Quelles sont les logiques de repositionnement, de reclassement, et de reconversion post-défaite ? Dans le chapitre 4, Cédric Passard s'intéresse particulièrement aux conditions de possibilité d'un retour au premier plan des jeux politiques après une défaite cuisante. À travers l'étude de la « traversée du désert » de Clémenceau entre 1893 et 1902, il détaille les modalités concrètes de reconversion et de repositionnement ayant permis au « Tigre » de préserver certaines de ses ressources personnelles malgré la défaite dans le contexte de la Troisième République française. Le chapitre 5 souligne quant à lui, qu'à ampleur égale, les défaites électorales peuvent avoir des implications extrêmement variables pour celui qui les subit. En étudiant les différentes expériences de défaite du dirigeant syndical agricole Andrzej Lepper en Pologne, depuis son entrée en politique en 1991 jusqu'à son suicide en 2011, Cédric Pellen y montre que celles-ci ont des conséquences profondément différentes sur son engagement, et sa manière de le concevoir, selon leur temporalité et le cheminement de sa carrière politique. Le chapitre 6 propose quant à lui une étude des implications individuelles différenciées de la confrontation à la défaite au sein d'un même collectif partisan. En retraçant les cheminements du personnel politique du PT dans un Etat du Brésil depuis la première participation de ce parti à une élection (1982), Frédéric Louault y montre que la dépendance aux ressources

collectives pour résister à une défaite et poursuivre une carrière politique varie sensiblement selon les acteurs et les configurations électorales.

Enfin, dans un troisième temps, l'ouvrage s'interroge sur les incidences de la défaite pour les partis politiques. Dans quelle mesure les défaites modifient-elles les configurations internes des partis ? S'accompagnent-elles d'une évolution des manières de présenter et d'organiser les collectifs partisans, que ce soit à l'échelle nationale ou locale ? Comment participent-elles à la redéfinition des rapports de force et des jeux d'alliances en leur sein ? A travers une étude comparée de différentes défaites subies par le Parti socialiste ces vingt dernières années, le chapitre 7 s'intéresse spécifiquement à la gestion de la défaite par les partis de gouvernement quand celle-ci s'accompagne d'une relégation dans l'opposition. Rémi Lefebvre y montre que, si les défaites viennent perturber les jeux intrapartisans, leur répétition crée aussi des habitudes, des formes de routines de « gestion de crise » et des apprentissages collectifs. Le chapitre 8 traite quant à lui des implications de la défaite pour les partis n'occupant pas une position centrale dans le système partisan et n'ambitionnant a priori pas de remporter les élections. À travers une comparaison entre plusieurs partis de la gauche radicale française, Romain Mathieu et Quentin Wald y analysent la dynamique du travail interprétatif développé par les militants et les dirigeants en amont et en aval des élections pour relativiser leur résultat et, plus largement, leur importance dans les activités partisans.

Enfin, fidèle à l'ambition de l'ouvrage d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion, les « variations sur l'homme défait » de Michel Hastings proposent, en guise de postface, une série de chantiers possibles pour approfondir notre connaissance de la défaite électorale, et de ses multiples incidences sur ceux qui en font l'expérience.

1^{re} partie

Constructions et (non) acceptations de la défaite

1

Qu'est-ce qu'une défaite électorale sous la Monarchie de Juillet ?

Christophe VOILLIOT

« Il me paraîtrait peu opportun de susciter un candidat tel quel, dont la défaite trop éclatante réagirait d'une manière fâcheuse sur le Gouvernement qui l'aurait adopté pour sien. »

Extraits du rapport du Préfet de Tarn-et-Garonne au Ministre de l'intérieur du 20 février 1839.

Archives départementales de Côte d'Or 113 J 13.

Les candidatures officielles dont on retrouve aisément la trace dans la plupart des élections nationales de la France du XIX^e siècle se distinguent d'autres formes de candidatures recommandées par le rôle décisif qu'y jouent les agents de l'administration préfectorale. À partir de 1816, les préfets ont en effet été les principaux organisateurs des candidatures officielles autour d'un double impératif pratique : « faire voter » et « faire élire¹ ». La réussite des agents mobilisés à faire changer d'avis une partie des électeurs réunis dans les collèges électoraux (par rapport aux élections de 1815 ayant donné naissance à la « Chambre introuvable »), les a incités à reproduire les pratiques mises en œuvre lors des élections suivantes, mettant ainsi en forme un répertoire d'action électorale spécifique. Parmi les pratiques constitutives de ce répertoire on retrouve la « surveillance hiérarchique² » mais aussi des savoir-faire électoraux (comptage, prévision, mobilisation des électeurs, sélection des candidats) qu'Alain Garrigou analyse comme l'apparition de biens d'équipement pratiques et cognitifs liés à l'instrumentation du vote³. Au sein de ce répertoire figurent en bonne place des technologies d'Etat - par exemple l'affichage par voie de circulaire - mises en œuvre par des agents explicitement mobilisés en faveur de la réussite électorale de candidatures recommandées. Cette implication des agents de l'administration dans la

¹ VOILLIOT Christophe, *La candidature officielle. Une pratique d'État de la Restauration à la Troisième République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Carnot », 2005, 298p.

² « L'exercice de la discipline suppose un dispositif qui contraigne par le jeu du regard ; un appareil où les techniques qui permettent de voir induisent des effets de pouvoir, et où, en retour, les moyens de coercition rendent clairement visible ceux sur qui ils s'appliquent ». FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1993 (1^{ère} ed. 1975), p. 201.

³ GARRIGOU Alain, « La construction sociale du vote. Fétichisme et raison instrumentale », *Politix*, n° 22, 1993, p. 28-33.

production de candidatures implique de regarder la question de la défaite électorale de manière différente. Il est en effet nécessaire de se demander à qui attribuer la défaite et surtout à qui était-elle susceptible d'être attribuée dans ce contexte. Cette interrogation doit bien entendu être liée à l'incertitude qui entourait les candidatures à ces élections : comment peut-on subir une défaite lors d'un scrutin lorsqu'on n'est pas vraiment candidat où qu'aucun élément publicisé n'atteste d'une candidature ?

Dans le cadre de ce chapitre, j'ai choisi de m'intéresser en priorité aux élections à la Chambre des députés de la monarchie de Juillet (1830-1848), mais cette problématique vaut bien entendu pour l'ensemble des élections concernées par le répertoire d'action des candidatures officielles. D'un point de vue chronologique, ce choix s'explique par trois considérations : premièrement, il permet d'étudier les défaites électorales alors que le répertoire d'action de la candidature officielle est relativement stabilisé ; deuxièmement, il permet d'exploiter une documentation plus vaste liée à la professionnalisation du travail préfectoral⁴ ; troisièmement, il permet d'éviter de prendre en compte les effets liés aux changements des règles de l'élection comme ce serait le cas si nous avions étudié dans ce cadre les élections de la Restauration (1815-1830) où la législation fût modifiée de manière substantielle à plusieurs reprises⁵.

D'un point de vue méthodologique, l'analyse proposée mobilise des documents d'archives issus du fonds Hugues-Ièna Darcy (1807-1880) récemment constitué aux Archives départementales de Côte d'Or⁶. Après avoir été nommé conseiller de préfecture à Dijon en 1830 à la suite de la révolution de Juillet⁷, H.-I. Darcy occupe successivement les postes de sous-préfet de l'Yonne, de préfet du Tarn-et-Garonne, de l'Aube et du Gard. Révoqué en février 1848, il redevient préfet de la Moselle en janvier 1849, puis brièvement préfet du Rhône⁸ avant d'être nommé sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur du 17 novembre 1849 au 14 mars 1850. Il abandonne alors la politique pour les affaires et siège comme

⁴ KARILA-COHEN Pierre, « Compter les opinions : une utopie gouvernementale dans les premières années de la monarchie de Juillet (1832-1835) », in HARISMENDY Patrick (dir.), *La France des années 1830 et l'esprit de réforme*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Carnot », 2006, p. 121-135.

⁵ DE WARESQUIEL Emmanuel et YVERT Benoît, *Histoire de la Restauration, 1814-1830. Naissance de la France moderne*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1996.

⁶ Une sélection de documents issus de ces archives privées a été publiée au siècle dernier sous le titre *Hugues-Ièna Darcy, 1806-74*, Paris, Gauthier-Villars & Cie, 1926, 360 p.

⁷ Archives nationales F¹bl 158/3.

⁸ FORTENZER Thomas R., *French Provincial Police and the Fall of the Second Republic. Social Fear and Counterrevolution*, Princeton, Princeton Legacy Library, 2014 (1^{ère} ed. 1981), p. 72.

administrateur dans diverses sociétés jusqu'à sa mort en 1880⁹. Parce qu'il réunit l'intégralité d'une correspondance préfectorale, et non les seuls rapports et lettres conservés par les destinataires, le fonds Darcy permet de reconstituer avec une grande précision l'implication du préfet dans les luttes électorales et les réseaux mobilisés dans ce cadre. Analyser les élections législatives sous la monarchie de Juillet à partir d'une correspondance préfectorale pose néanmoins des problèmes de méthode qu'il est nécessaire de rappeler pour éviter toute erreur de perspective. On peut en effet se demander si le constat du rôle décisif joué par les préfets dans ces élections n'est pas en partie le produit d'un « effet de source », à savoir le recours quasi-exclusif à une seule source documentaire. Dans un article au titre suggestif, Pierre Karila-Cohen a bien montré les effets pervers de la tentation « consistant à prélever tout ou partie de ces dissertations préfectorales pour en faire le cœur du discours historique sur l'opinion dans tel ou tel département¹⁰ ». Notons néanmoins la faiblesse des autres sources disponibles : la presse sert à l'époque plus souvent à propager des rumeurs qu'à diffuser des informations fiables ; les archives privées des candidats sont peu nombreuses ; les volumes de mémoires sont très souvent peu diserts sur les épisodes électoraux, tout se passant comme si la répugnance sociale des élites sociales du XIX^e siècle à faire acte de candidature se prolongeait dans l'écriture rétrospective des épisodes électoraux. Par ailleurs, lorsqu'on dispose de l'intégralité de la correspondance des préfets, et pas uniquement les seuls documents conservés dans les archives publiques, on peut aisément mesurer l'ampleur de leur implication dans les compétitions électorales, implication qui est bien souvent largement supérieure à celle des candidats eux-mêmes¹¹.

Les ambiguïtés de la Monarchie de Juillet

La Monarchie de Juillet est un régime né pendant l'été 1830 d'une insurrection parisienne qui se conclut en apparence par une victoire de l'ancienne opposition « libérale¹² ». Le 3 août 1830, au lendemain de l'abdication du roi Charles X, les deux chambres réunies adoptent le

⁹ Il siège comme administrateur dans diverses sociétés dont la Compagnie des forges de Châtillon-Commentry avant d'occuper la présidence de la Société Commentry-Fourchambault et de l'Entreprise du gaz de Marseille. LAMBERT-DANSETTE Jean, *Histoire des entreprises et des chefs d'entreprise en France. Tome 1 : Le temps des pionniers, 1830-80*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 441 ; JOBERT Philippe (dir.), *Les patrons du Second Empire – Bourgogne*, Paris, Picard, 1991, p. 47-50.

¹⁰ KARILA-COHEN Pierre, « Les préfets ne sont pas des collègues. Retour sur une enquête », *Genèses*, n° 79, 2010, p. 117.

¹¹ QUERO Laurent et VOILLIOT Christophe, « Travail électoral et pratiques administratives dans le cadre du suffrage censitaire. Enquête sur un refus », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 26-27, 2003, p. 131-147.

¹² AGULHON Maurice, « 1830 dans l'histoire du XIX^e siècle », *Romantisme*, n° 28-29, 1980, p. 15-27.

principe d'une révision de la Charte de 1814 et appellent au trône le duc d'Orléans qui devient le 7 août « roi des Français » sous le nom de Louis-Philippe I^{er}. La Charte révisée est promulguée la semaine suivante. Les réformes les plus importantes sont cependant renvoyées à des lois organiques ultérieures, dont celle du 19 avril 1831 qui abaisse à 25 ans et à 200 francs l'âge et le cens pour être électeur et à 30 ans et à 500 francs l'âge et le cens pour être éligible à la Chambre des députés. Ces dispositions permettent une extension modeste du corps électoral, notamment dans la bourgeoisie industrielle et commerçante favorisée par les nouvelles modalités de calcul du cens (ajout de l'impôt des patentes, des centimes additionnels et des redevances fixes et proportionnelles). Elles ne remettent cependant pas en cause le double principe de sélection tenant compte de l'âge et de la fortune mis en place en 1814¹³. Le nombre d'électeurs habilités à participer aux six élections législatives organisées entre 1830 et 1848 reste ainsi très réduit.

Année d'élection	Électeurs inscrits	Suffrages exprimés
1831	166813	125 090
1834	171 015	129 211
1837	198 836	151 720
1839	201 271	164 862
1842	220 040	173 694
1846	240 983	199 827

Tableau 1 - Le corps électoral censitaire sous la Monarchie de Juillet

La monarchie de Juillet est marquée par une vie parlementaire riche, complexe, où les regards sont souvent tournés outre-manche pour tenter d'en comprendre et d'importer les logiques d'une monarchie constitutionnelle. Inversement, note Sylvie Aprile : « Il manque à la monarchie de Juillet, dans ces premières années, une idéologie claire sur laquelle se reposer¹⁴. » Il y a, au sein des administrations d'État, et plus largement au sein des élites bourgeoises de l'époque, des volontés de réforme, mais dont les résultats, en matière économique et sociale, sont bien minces. La liberté d'expression conquise de haute lutte en

¹³ MEURIOT Paul, « La population et les lois électorales en France de 1789 à nos jours », *Journal de la Société de statistique de Paris*, vol. 57, 1916, p. 298. En fait, la loi électorale de 1831 introduit également un troisième principe de sélection fondé sur le mérite en donnant le droit de vote sous certaines conditions aux membres et aux correspondants de l'Institut et aux officiers touchant une pension de retraite supérieure à 1200 francs et dont le montant des contributions excédait 100 francs. Cette dernière catégorie d'électeur était d'ailleurs numériquement limitée : 668 sur un total de 168 813 pour la France entière.

¹⁴ APRILE Sylvie, *La révolution inachevée (1815-1870)*, Paris, Belin, coll. « histoire de France », 2010, p. 65.

1830 a son revers : les gouvernants sont parfois sévèrement critiqués ou caricaturés, à l'instar du roi représenté dans la presse sous forme de « poire » par Charles Philipon¹⁵. Les premières années du régime sont aussi marquées par de nombreux conflits qui, de plus en plus, trouvent leur origine dans les conditions de travail des ouvriers et dans la formation d'une conscience de classe¹⁶, mais aussi – de manière plus classique – dans la résistance à l'extension des prérogatives des agents des administrations d'État¹⁷. Durant la décennie 1830, et singulièrement à partir de 1835, les luttes parlementaires sont vives. D'un côté, le roi qui souhaite imposer à la Chambre des députés, un chef du gouvernement, en l'occurrence le comte Molé ; de l'autre, des groupes parlementaires informels qui forment une « coalition » pour maintenir collectivement leur emprise de la Chambre des députés sur le gouvernement¹⁸. Leur mot d'ordre – « Le roi règne mais ne gouverne pas » – ne constitue pas un programme politique mais une défense pas nécessairement désintéressée de leurs prérogatives. L'échec de la coalition débouche sur une stabilisation libérale-conservatrice dont le héraut fut François Guizot qui dirige de fait le gouvernement d'octobre 1840 à février 1848. S'appuyant sur les députés « ministériels » élus grâce à l'appui des préfets et des agents de l'administration, il théorise son projet politique, en réponse à ceux qui réclament un élargissement du suffrage, à l'aide d'une formule demeurée célèbre : « Enrichissez-vous par le travail et l'épargne... et vous deviendrez électeurs. »

La défaite électorale vue par le préfet Hugues-Iéna Darcy

Nommé à vingt-sept ans sous-préfet à Sens (département de l'Yonne) en 1834, H.-I. Darcy s'implique fortement dans les élections de l'arrondissement. Il n'y rencontre guère de difficultés. S'appuyant sur le maire de Sens, Julien Vuitry, dont il fait un candidat ministériel¹⁹ avant de devenir son gendre, il donne entière satisfaction à ses supérieurs et aux notables influents de l'arrondissement comme le baron Louis Thénard. En 1839, il est nommé

¹⁵ ERRE Fabrice, *Le règne de la Poire. Caricatures de l'esprit bourgeois de Louis-Philippe à nos jours*, Seyssel, Champ Vallon, 2011 ; KERR David, *Caricature and French Political Culture, 1830-1846. Charles Philipon and the Illustrated Press*, Oxford, Clarendon Press, 2000 ; LE MEN Ségolène, « Gravures, caricatures et images cachées : la genèse du signe du roi en Poire », *Genèses*, n° 24, 2004, p. 42-69.

¹⁶ SEWELL William H., « La confraternité des prolétaires : conscience de classe sous la monarchie de Juillet », *Annales ESC*, vol. 36, n° 4, 1981, p. 650-671.

¹⁷ CARON Jean-Claude, *L'été rouge. Chronique de la révolte populaire en France, 1841*, Paris, Aubier, 2002.

¹⁸ VOILLIOT Christophe, « Esquisse d'une lutte des places. Les luttes parlementaires sous la monarchie de Juillet », communication au 12^e congrès de l'AFSP, Paris, juillet 2013.

¹⁹ Sur les élections législatives de 1834, voir VOILLIOT Christophe, « Des candidats contre les "extrêmes" : l'action électorale des préfets dans la préparation des élections législatives de 1834 », in BIARD Michel, GAINOT Bernard, PASTEUR Paul et SERNA Pierre (dir.), *"Extrême" ? Identités partisans et stigmatisation des gauches en Europe (XVIII^e-XX^e)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2012, p. 187-200.

préfet du département de Tarn-et-Garonne dans un contexte plus difficile. Si en apparence cette nomination peut apparaître comme une promotion administrative ordinaire, elle est en fait la conséquence des luttes parlementaires ayant donné naissance à la « coalition » contre le ministère Molé imposé à la Chambre des députés par le roi Louis-Philippe. C'est sa proximité avec le comte Molé²⁰ et son aptitude avérée à organiser les candidatures ministérielles qui en sont à l'origine : H.-I. Darcy est nommé pour remplacer un préfet jugé trop proche des adversaires du gouvernement. Arrivé à Montauban le 11 février 1839, en pleine campagne électorale²¹, il doit faire face à une situation électorale complexe, assez différente dans les quatre collèges du département (Montauban, Caussade, Castelsarrasin et Moissac). Le terme de défaite apparaît dans sa correspondance à propos des élections dans les collèges de Montauban et de Caussade dès son premier rapport au Ministre de l'intérieur dont je reproduis ici de larges extraits:

« Arrivé depuis trois jours à Montauban, j'ai reçu un très grand nombre de fonctionnaires et d'habitants notables de la ville ; j'ai profité de cette circonstance favorable pour obtenir des renseignements sur la situation politique du département. Je m'empresse de vous soumettre le résultat de mes informations ; mes notes seront décousues et incomplètes ; vous voudrez bien excuser l'imperfection du travail, en considérant le petit nombre d'heures dont je puis disposer.

[*Dans le Collège de Montauban*], l'élection [*du député sortant*] Mr. Janvier est probable ; j'espère qu'elle n'est point tout-à-fait certaine. Mes premiers efforts ont eu pour objet d'empêcher que l'opposition de gauche et celle de droite ne se réunissent en sa faveur ; il était à craindre que le parti légitimiste presque entier ne l'adopte pour son candidat. Les familles les plus puissantes l'ont pris sous leur patronage ; les comités des diverses nuances de l'opposition de gauche établis à Paris, n'ont négligé aucun effort pour que leurs collègues politiques de Montauban adoptent à leur tour Mr. Janvier. [...] Ils réussiront sans doute auprès de plusieurs électeurs ; mais ils auront aussi un bon nombre d'échecs. L'opposition de gauche ne pardonne point en général à Mr. Janvier de s'être constitué en quelque sorte à Paris l'homme d'affaires des légitimistes de Montauban.

Un homme considérable de l'opposition modérée, Mr. Debia, ancien député, qui postulait, et qui peut-être postulera encore la place de conseiller de préfecture, vacante par le décès de Mr. De Belvèze, est entré avec moi en communication ouverte ; et m'a déclaré que les voix dont il dispose se rallieraient sur tout autre candidat que sur Mr. Janvier. J'avais d'abord pensé que Mr. Debia pourrait être mis en avant ; je crois maintenant qu'un candidat étranger aurait des chances meilleures. Le nom de l'Amiral Baudin a été prononcé ; je me suis emparé de ce nom que la dernière victoire de Saint Jean de Ulua rend ici particulièrement recommandable ; l'opposition de

²⁰ DE SEDOUY Jacques-Alain, *Le Comte Molé ou la séduction du pouvoir*, Paris, Perrin, 1994.

²¹ La Chambre des Députés est dissoute le 2 février 1839 par Ordonnance du roi qui convoque les collèges électoraux pour le 2 mars.

la ville qui a pris pour thème l'humiliation prétendue de la France devant l'étranger, se ralliera sans doute volontiers autour d'un marin qu'un récent triomphe a illustré. [...]

Nos adhérents sont trop peu nombreux pour qu'il nous soit permis de choisir et de proclamer à haute voix notre candidat, j'ai préféré que l'opposition elle-même prenne l'initiative à l'égard de l'amiral Baudin, nous nuirions à sa cause en l'appuyant trop directement, il conviendrait que les journaux de Paris suivent la même ligne s'ils venaient à s'occuper de nos élections.

Il serait à désirer aussi que l'Amiral Baudin ne fût point porté dans d'autres collèges, cette circonstance refroidirait le zèle de ses amis improvisés de Montauban.

Enfin, vous me permettrez d'insister avec la plus grande force sur l'absolue nécessité de laisser provisoirement vacante la place de conseiller de préfecture de Tarn-et-Garonne, il y aurait un inconvénient grave à la donner maintenant à Mr. Debia qui perdrait ainsi son influence sur ses anciens amis politiques, inconvénient plus grave encore à la donner à un tiers ; je n'ai pas besoin d'insister sur ce point.

En somme, je le regrette, Mr. Janvier a de très grandes chances de réélection ; mais il ne serait pas impossible qu'il en perdît plusieurs avant le scrutin.

[*En ce qui concerne le Collège de Caussade*), je regrette d'être obligé de dire que je n'ai pu jusqu'à ce jour susciter aucun candidat contre [*le député sortant*] Mr. De Malleville, appuyé par une famille nombreuse, par le crédit personnel de [*l'ancien député*] Mr. De Preissac qui s'est établi à Montauban ; et même par les largesses qu'il a coutume dit-on de prodiguer dans les crises électorales, Mr. De Malleville tient fortement au sol : je n'ai pas rencontré une seule personne qui mit son succès en doute ; ou osât entrer en lice avec lui. On m'affirme que les élections de Caussade se pratiquent dans le genre anglais. Mr. De Malleville ou ses amis offrent aux électeurs de la campagne des moyens de transport, une hospitalité gratuite ; ses chances déjà si nombreuses sont encore augmentées par ces moyens secondaires. Toutefois je n'omettrai aucun effort pour susciter une candidature nouvelle, même avec la certitude d'une défaite au scrutin. »

Extraits du rapport du Préfet de Tarn-et-Garonne au Ministre de l'intérieur du 14 février 1839. Archives départementales de Côte d'Or 113 J 13.

Ainsi, dans les arrondissements de Montauban et de Caussade, la domination notabiliaire, renforcée par les pratiques clientélares propres aux députés sortants, fait clairement obstacle à la nomination d'un candidat soutenu par les agents de l'administration préfectorale. Il faut bien comprendre les implications pour le travail préfectoral, de l'existence de réseaux locaux stabilisés de notables dans le cadre d'une configuration de ce type. Claude-Isabelle BreLOT a montré, à propos de la Franche-Comté, comment une structure aristocratique, c'est-à-dire un réseau stabilisé de relations sociales, peut aller jusqu'à la mainmise de quelques familles sur la répartition des charges publiques²². Du fait de leur position centrale dans un espace de transaction restreint, certains des « chefs de réseau » furent en mesure de s'imposer ou de

²² BRELOT Claude-Isabelle, *La noblesse réinventée. Nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870*, Besançon, Annales littéraires, 1992.

s'opposer aux désignations royales. Lorsque de tels personnages ne bénéficiaient pas de l'onction du gouvernement royal pour l'obtention d'une charge publique, la puissance des réseaux locaux dont ils étaient les pivots pouvait être activée et fonctionner à leur profit exclusif. Le contrôle des nominations électives impliquait en effet que les réseaux préexistants ne s'opposent pas aux désignations royales qui, le plus souvent, ne faisaient que ratifier la prééminence locale de familles dont la légitimité aristocratique pesait sur ce type de transactions et plus particulièrement sur l'allégeance des électeurs censitaires.

Dans ces conditions, la défaite ministérielle se traduit par l'impossibilité de soutenir un candidat et non par le résultat du scrutin lui-même. C'est donc le préfet qui doit en quelque sorte prendre acte de cette défaite vis-à-vis de son supérieur, et ce avant même la réunion des collègues et l'élection. Voici comment H.-I. Darcy présente au ministre de l'Intérieur la situation dans l'arrondissement de Montauban le 20 février 1839, dix jours avant le scrutin:

« Il me paraîtrait peu opportun de susciter un candidat tel quel, dont la défaite trop éclatante réagirait d'une manière fâcheuse sur le Gouvernement qui l'aurait adopté pour sien. Le collège devant se réunir à Montauban, il est possible que nous parvenions à improviser une candidature le jour même de l'élection ; mais jusqu'à présent mes efforts sont demeurés sans effet. »

Extraits du rapport du Préfet de Tarn-et-Garonne au Ministre de l'intérieur du 20 février 1839.
Archives départementales de Côte d'Or 113 J 13.

Cette situation favorable aux députés sortants est mise en parallèle avec la faiblesse des moyens d'influence dont disposaient les agents de l'administration :

« L'autorité départementale est depuis longtemps désarmée. Son patronage est peu efficace. L'omnipotence a passé aux députés ; les aspirants aux places se tournent de préférence vers les candidats parlementaires qu'ils supposent devoir tôt ou tard reprendre auprès du Gouvernement leur crédit accoutumé. »

Extraits du rapport du Préfet de Tarn-et-Garonne au Ministre de l'intérieur du 20 février 1839.
Archives départementales de Côte d'Or 113 J 13.

La situation est d'autant plus difficile pour H.-I. Darcy que sa position locale est bien peu assurée. Non seulement il connaît très mal les élites sociales locales, alors que cette connaissance est indispensable à l'évaluation des chances électorales des uns et des autres, mais son autorité administrative est contestée par ses adversaires qui font courir le bruit de son prochain remplacement par son prédécesseur Prudent Bruley. Dans ces conditions, il ne

parvient guère à contrer les candidatures des députés sortants Mr de Malleville et de Mr Janvier dans les collèges de Caussade et de Montauban.

« J'ai eu l'honneur de vous informer par le télégraphe du résultat des élections de Tarn-et-Garonne. Le scrutin a confirmé les espérances et les craintes que j'avais exprimées précédemment.

[A Caussade] Mr. De Malleville a passé sans opposition.

[A Moissac] Mr. Duprat a obtenu une assez belle majorité malgré les efforts de ses trois concurrents.

A Castelsarrasin, la nomination de Mr. De Saget ou de Mr. Faune-D'Ere se trouve placée dans les mains des légitimistes ainsi que je l'avais pressenti. Parmi ceux-ci les uns menacent de s'unir aux amis de Mr. Faune-D'Ere, les autres se joindront à Mr. De Saget. Une dernière fraction restera neutre ; si cette se prolonge aujourd'hui, il est difficile de prévoir quel nom sera en définitive proclamé.

A Montauban-ville, nous avons touché le but, nous l'avions atteint sans les circonstances que je vais rapporter.

La gauche s'est obstinée malgré mes instances à vouloir repousser du bureau définitif Mr. Cornac, président du Tribunal civil, qui nommé par l'influence réunie de Mr. Persil alors Ministre, et de Mr. Janvier avait soutenu depuis 15 jours, d'une manière extrêmement active la candidature de ce dernier. Je savais que plusieurs officiers ministériels, disposés en faveur de Mr. Rous se refusaient néanmoins à expulser Mr. Cornac du bureau. Il était imprudent dès lors de compromettre au début les chances de Mr. Rous en le forçant à lutter contre Mr. Cornac qui pouvait obtenir ainsi une majorité factice qu'on ne manquerait pas d'exploiter au profit de Mr. Janvier. Mes craintes se sont vérifiées : Mr. Cornac a eu 36 voix de majorité, tandis que les scrutateurs en ont obtenus 15 seulement.

Cet échec apparent a exalté les légitimistes, et par une conséquence toute naturelle, a détaché de nos rangs ceux qui attendaient pour avoir un avis que le succès ait commencé de se déclarer.

Mais une circonstance plus grave encore a exercé une influence fatale sur l'élection : les lettres de Paris envoyées avec profusion, affirmaient que les chefs de la coalition devenus incessamment ministres, avaient pris l'engagement formel de replacer Mr. Bruley au poste même qu'il avait perdu. On a poussé la précaution jusqu'à écrire que celui-ci toucherait son traitement à partir du jour de mon installation comme si mon temps d'exercice était une sorte d'interrègne qui ne dût pas compter. Enfin les effets de mon prédécesseur sont restés à Montauban, m'a-t-on dit, et on a été autorisé à expliquer ce retard par le prochain retour de ce dernier. Il est arrivé de là qu'une démobilisation véritable s'est emparée d'une portion des électeurs qui ont la coutume de voter avec l'administration ; indécis entre le Préfet d'aujourd'hui et le Préfet de demain, ils ont passé dans les rangs du parti qui menaçait le plus fort, c'est-à-dire celui [du député sortant] Mr. Janvier. »

Extraits du rapport du Préfet de Tarn-et-Garonne au Ministre de l'intérieur du 4 mars 1839.
Archives départementales de Côte d'Or 113 J 13.

Cet exemple nous montre que la défaite électorale n'est pas, dans ce type d'élections,

réductible à l'arithmétique du scrutin et aux seuls votes des électeurs censitaires. Pour un préfet, l'impossibilité de soutenir des candidats ministériels est déjà une défaite en soi. À cette défaite en rase campagne, il eût préféré une défaite « honorable », le terme revient à plusieurs reprises sous sa plume, c'est-à-dire une confrontation entre deux candidats où il eût été en mesure de déployer au profit de l'un d'entre eux le répertoire d'action de la candidature officielle. Dans ce cas au moins, le jeune préfet aurait pu faire preuve et donner à voir ce savoir-faire électoral et cette capacité d'influence qui, de plus en plus souvent à l'époque, étaient exigés des agents de l'administration. Conséquence directe de cet échec électoral, le 18 octobre 1839, H.-I. Darcy était nommé dans l'Aube et quitta Montauban pour Troyes, vraisemblablement à la demande des parlementaires qu'il avait en vain combattus.

Défaites et configurations électorales

La variété des configurations électorales sous la monarchie de Juillet ne permet pas d'analyser en bloc les différentes séquences électorales. La notion même de défaite, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, ne s'applique véritablement qu'à certaines configurations. Car pour qu'il y ait défaite, encore faut-il qu'il y ait candidature publique. D'une certaine manière la défaite avant d'être un fait social est une propriété configurationnelle. Cela nous amène à distinguer radicalement la notion de défaite à la fois de celle de verdict et de celle de résultat. Le résultat de l'élection est la traduction arithmétique des suffrages exprimés en fonction des règles de comptabilisation (et le cas échéant de traduction des voix en sièges) en vigueur. Le verdict est l'ensemble des conséquences politiques liées aux opérations électorales, dont au premier chef la désignation de représentants, mais aussi des représentations et des commentaires qui accompagnent ces désignations. La défaite est par conséquent une variété de verdict qui prend sens à partir d'une candidature préalable contraignant en quelque sorte les différents observateurs à évaluer de manière binaire (défaite ou victoire) les conséquences pour le candidat et ses soutiens du résultat de l'élection.

En m'appuyant sur le schéma des configurations électorales sous la monarchie de juillet que j'ai initialement élaboré avec Laurent Quéro²³, je souhaiterais montrer que la défaite électorale ne prend véritablement sens que dans les configurations de type 2 et 3, celles où la

²³ QUERO Laurent et VOILLIOT Christophe, « Du suffrage censitaire au suffrage universel : Evolution ou révolution des pratiques électorales ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°140, décembre 2001, p.35 ; VOILLIOT Christophe, « L'analyse configurationnelle des élections », Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches en science politique, Nanterre, Université Paris-Nanterre, 2017.

concurrence entre différents candidats déclarés fait de la victoire de l'un d'entre eux, et par conséquent de la défaite des autres, l'issue logique de cette compétition.

<i>CARACTERISTIQUES</i>	CONFIGURATIONS		
	<i>Type 1 : Domination notabiliaire</i>	<i>Type 2 : Concurrence entre notables et/ou notabilités</i>	<i>Type 3 : Candidature ministérielle</i>
Taille du collège électoral	faible	Forte	variable
Différenciation des positions relatives	faible	OUI	faible
Mobilisation	faible	forte	variable
Implication de l'administration préfectorale	faible	discrète	forte
Travail d'anticipation « électoral »	pas nécessaire	OUI	OUI
Modalité de nomination des candidats par le «centre»	Ratification	Sélection possible au cours du scrutin	Sélection
Possibilité de candidature extérieure	NON	variable	OUI

Tableau 2 - Configurations électorales et suffrage censitaire

La première configuration (domination notabiliaire) se caractérise par une faible différenciation des positions relatives et une faible mobilisation autour des enjeux électoraux. Ce type de configuration est d'autant plus probable que le nombre d'électeurs, et surtout d'éligibles, est faible. La nomination s'apparente alors à une « épreuve » de la domination exercée par un joueur ou une famille de joueurs dont le capital de relations sociales est retranscrit en bulletins de votes. Le vote s'inscrit alors dans le cours des relations sociales ordinaires. Ni la mobilisation des agents de l'administration ou d'agents électoraux privés, ni les rivalités entre joueurs ne viennent troubler à l'occasion du scrutin une configuration stable qui repose sur des « chaînes d'interdépendance » à la fois courtes et solides²⁴. Une telle configuration rend d'ailleurs quasi-impossible le succès de candidats extérieurs à la

²⁴ Norbert Elias définit les chaînes d'interdépendance comme « la transformation de l'ensemble des relations sociales dans le sens d'un renforcement des dépendances et des contrôles réciproques et multipolaires ». ELIAS Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Presses-Pocket, 1993 (1970), p. 79.

circonscription électorale. Dans ces configurations, la nomination électorale n'est qu'une confirmation de la puissance sociale des notables. Il n'y a pas de candidatures à proprement parler et par conséquent ni victoire ni défaite.

La deuxième configuration (concurrence arbitrée) se caractérise par des rivalités sociales entre joueurs, notables ou notabilités, dont les chances de puissance sont comparables. Ces rivalités peuvent trouver dans la nomination électorale et dans les postes offerts à cette occasion un terrain de lutte. À la longue, ce type d'épreuve affaiblit l'autorité « traditionnelle » des notables car elle oblige les électeurs censitaires à faire des choix et à le faire publiquement en s'appropriant des clivages politiques définis dans d'autres arènes. De plus, cette concurrence peut entraîner une forme de surenchère coûteuse dans l'investissement électoral où vont s'épuiser les ressources personnelles des candidats²⁵. Lorsque chacun des candidats à la nomination se proclame également « fidèle » au gouvernement en place, ce type de configuration contraint les agents de l'administration à adopter une position d'arbitre afin de ne pas s'aliéner le soutien du vainqueur dont l'identité était difficile à prévoir. Dans ces configurations, c'est cette dynamique concurrentielle qui oblige les candidats potentiels à se déclarer et à faire usage de « biens d'équipement pratiques » : professions de foi, réunions publiques, scrutins préparatoires, articles de presses, etc.

La troisième configuration (candidature recommandée) correspond à la présence ce que l'on désignait sous la monarchie de Juillet sous le terme de candidature ministérielle. L'ampleur du répertoire d'action dont disposaient les agents de l'administration dans leur soutien contraignait les autres candidats potentiels, y compris les notables, soit à un affrontement direct, soit à la recherche préalable de l'obtention du précieux label préfectoral qui était alors interprété comme un ralliement au gouvernement. Ce type de configuration pouvait être assez stable, surtout s'il y avait beaucoup de fonctionnaires publics parmi les électeurs. Inversement, les pratiques de la candidature officielle pouvaient susciter des contestations qui dépassaient les limites du jeu électoral et favoriser des coalitions d'opposants comme en 1834 où ponctuellement il y eu des alliances électorales entre légitimistes et républicains²⁶. Dans ces configurations, il y a asymétrie des candidatures : les candidats ministériels bénéficient du

²⁵ Le phénomène est surtout perceptible à partir du moment où l'augmentation du nombre d'électeurs à mobiliser va accroître les dépenses à effectuer. Sur cette question, voir PHELIPPEAU Éric, *L'invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République*, Paris, Belin, 2002.

²⁶ VOILLIOT Christophe, « Des candidats contre les "extrêmes" : l'action électorale des préfets dans la préparation des élections législatives de 1834 », art. cité.

soutien des agents de l'administration, au premier chef de ceux qui ont la qualité d'électeur, alors que les candidats de l'opposition, étroitement surveillés²⁷, sont beaucoup plus limités dans leurs moyens d'action. Lorsque les candidats d'opposition sont des candidats « exotiques », le plus souvent des figures de l'opposition parlementaire, il est fréquent que leur nom serve de ralliement aux électeurs dans plusieurs collèges simultanément.

Quoi qu'il en soit, pour apprécier le poids d'une défaite électorale dans les configurations de type 2 et 3, dont le poids relatif augmente dans les années quarante, il faut tenir compte de la situation personnelle des candidats, qu'ils soient candidats ministériels ou candidats d'opposition. Lorsqu'ils sont « étrangers à la localité », leur défaite a beaucoup moins de répercussions que lorsqu'ils appartiennent au cercle étroit des élites de l'arrondissement ou du département. Le tableau ci-dessous synthétise les différents cas de figure.

	Candidat « local »	Candidat « exotique »
Candidat ministériel	Remise en cause de la stratégie suivie par le préfet du département si première candidature ; défaite <i>intuiti personae</i> si député sortant.	Erreur sans conséquence pour le préfet du département si le choix a été imposé par le ministère de l'intérieur.
Candidat d'opposition	Perte de l'accès aux ressources offertes par l'administration ; stigmatisation éventuelle.	Défaite sans conséquence si candidatures multiples.

Tableau 3 - Essai de typologie des conséquences d'une défaite électorale

Rétrospectivement, l'historien peut entrevoir des conséquences imprévues à plus long terme des défaites électorales. Beaucoup des républicains « de la veille » élus représentants en avril 1848 ont ainsi bénéficié à cette occasion de la notoriété et des réseaux construits dans le cadre de candidatures d'opposition, alors vouées à la défaite, sous la Monarchie de Juillet. C'est le cas, par exemple, de Victor Guichard, candidat d'opposition dans l'arrondissement de Sens (département de l'Yonne) dont H.-I. Darcy se félicite en 1834 de mettre en échec la candidature dans une lettre au Baron Thénard.

« Vous avez été sans doute informé, Monsieur le Baron, que Mr. Guichard et ses amis se multiplient dans toutes les communes de l'arrondissement. Mr. Guichard s'invite à la table des électeurs ruraux, pénétre

²⁷ VOILLIOT Christophe, « Le rôle des préfets dans les pratiques de la surveillance électorale au XIX^e siècle », in LAURENT Sébastien (dir.), *Politique sous surveillance*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2011, p.141-157.

dans les cafés, se montre sur les marchés publics, serre la main à tout venant : ce sont les *hustings* transportés à Sens. Je désire bien vivement que Mr. Guichard en soit pour ses frais d'invention.

Par malheur, il n'y a point à Sens d'esprit politique. Une grande majorité se prononcerait contre Mr. Guichard Républicain. Elle sera beaucoup plus faible contre Mr. Guichard cultivateur, avocat gratuit des causes de ses voisins, fils de l'ancien Receveur général du département. En un mot, c'est plutôt l'individu, que le représentant d'une doctrine que les électeurs songeront à nommer. »

Lettre au baron Thénard du 13 juin 1834. Archives départementales de Côte d'Or 113 J 13.

C'est en lien avec l'intensité de ces pratiques de sollicitation qu'il juge parfaitement inconvenantes, d'où le recours à un mot anglais pour les stigmatiser, que le préfet Darcy envisage la défaite du candidat d'opposition. Sa défaite sera d'autant plus grande que sa candidature aura été publiquement exposée. Ce faisant, il nous livre sans doute une des clefs de la signification d'une défaite électorale pour les élites administratives de la monarchie de Juillet.

La notion de défaite me semble, au vu de ce qui précède, étroitement liée à une conception moderne de l'élection, autrement-dit au modèle de l'élection libre et concurrentielle. Avant que ce modèle ne s'impose durablement, sous la Troisième République dans le cas français, il y eu bien des élections sans défaite(s) ! Les nominations électives auxquelles procédaient les collèges électoraux de la monarchie de Juillet n'impliquaient pas nécessairement en effet une lutte électorale publique, mettant en jeu la réputation et la puissance sociale de candidats déclarés et identifiés comme tels. Dans ces conditions, il convient sans doute de faire de la défaite électorale un des sous-produits du passage d'un modèle électif à l'autre²⁸. Comme élément d'un verdict adossé à une arithmétique liée au comptage des votes, la défaite électorale est une modalité singulière d'objectivation du réel. Soumis à de multiples épreuves (élections primaires, débats publics, sondages, etc.), les candidats aux élections du XXI^e siècle ne sont plus vraiment en mesure d'échapper à ces verdicts, même s'ils persistent parfois à multiplier les arguties discursives pour tenter de convaincre leurs interlocuteurs qu'ils ont échappé à la défaite... Inversement, l'autonomie croissante du champ politique limite l'impact social de ces défaites de plus en plus considérées comme l'équivalent des compétitions sportives. La banalisation de la défaite électorale est donc une dimension parmi d'autres de la professionnalisation politique. Aucune défaite n'est jamais définitive ce qui montre bien le caractère relatif des verdicts électoraux. Il n'y a plus grand-chose de tragique

²⁸ Sur cette notion de nomination élective, voir VOILLIOT Christophe, « L'opération électorale », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2015 (2^e ed.), p. 425-435.

dans la politique électorale...

C'est pourquoi le (bon) mot de Talleyrand, « il ne suffit pas de réussir. Il faut que les autres échouent » prendrait aujourd'hui un sens bien différent de celui qu'il pouvait avoir pour ses contemporains en 1815²⁹. La défaite électorale est née, dans le cas de la France, de l'implication durable d'agents de l'État dans le processus de sélection des représentants. Le terme de défaite n'est donc compréhensible que dans le cadre d'un processus singulier de construction d'un État parlementaire. C'est peu dire que toute tentative de traduction de ce terme suppose de prendre en compte les particularités de ce processus. Cette conclusion, aussi fragile et provisoire qu'elle puisse paraître, a d'ailleurs des implications quant à la nature même de l'explication du vote (ou si l'on préfère de la « science électorale »). L'identification des candidats ou des partis défaits n'est pas nécessairement un invariant de l'explication raisonnée des opérations électorales. Elle n'a de sens que par rapport à un type particulier de compétition : l'élection libre et concurrentielle qui, parce qu'elle est fréquemment identifiée à l'idéal-type de la démocratie représentative, nous semble malgré tout préférable aux autres³⁰.

²⁹ VOILLIOT Christophe, « Les incidents électoraux et la contestation des pratiques de la candidature officielle en 1816 », in BOURDIN Philippe, CARON , Jean-Claude et BERNARD Mathias (dir.), *L'incident électoral de la Révolution française à la V^e République*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise-Pascal, coll. « histoires croisées », 2002, p. 97.

³⁰ Le « malgré tout » est une allusion à la critique des élections que l'on retrouve dans plusieurs publications récentes. Voir IHL Olivier, « Démocratie et élection », *Revue française de science politique*, vol. 64, n° 4, 2014, p. 784-790.

Des défaites incontestables ? Le consentement au résultat électoral à l'épreuve de la dématérialisation du vote

Bouchra DAOUDI et Cédric PELLEN

« Moi, qui me dit que le résultat qui est imprimé par l'urne électronique est le bon ? Je ne vois pas mon bulletin ou mon enveloppe quand je vote donc qui me dit que les voix sont bien comptées ? Non, ça ne devrait pas se passer comme ça, ce n'est pas ça le progrès, ce n'est pas une machine qui me dit « Bon untel a gagné, untel a perdu et point à la ligne ». Ce n'est pas ça la démocratie, la démocratie c'est que chacun puisse voir ce qui se passe, que chacun soit d'accord. Là c'est comme si on ne nous demandait même pas notre avis. C'est ça le progrès ? Tout est caché et puis voilà juste un ticket avec le résultat et taisez-vous ?! »

Entretien avec Gilles¹, électeur électronique, 2014.

Depuis une quinzaine d'années, les expériences de vote dématérialisé se sont banalisées en France, d'abord avec les machines à voter électroniques, auxquelles ont aujourd'hui recours une soixantaine de communes, puis avec le vote par internet, proposé en 2012 aux électeurs établis à l'étranger. Les conditions d'adoption de ces nouvelles technologies électorales, les modalités concrètes de leur mise en œuvre et leurs effets sur le geste électoral ont récemment donné lieu à de stimulantes études. Dans une perspective souvent comparative, celles-ci ont permis de préciser les contours et limites d'une hypothétique future « e-démocratie »². Étonnamment, la question des implications de la dématérialisation du vote sur la production et la gestion des verdicts électoraux, et particulièrement de celui de défaite, a jusqu'ici été relativement peu discutée par cette littérature foisonnante, du moins en Europe³. C'est

¹ Les prénoms des enquêtés ont tous été modifiés.

² Cf. GUGLIELMI Gilles et IHL Olivier (dir.), *Le vote électronique*, Paris, LGDJ L'Extensio éditions, 2015, 323p. ; VEDEL Thierry, « L'idée de démocratie électronique. Origines, visions, questions », in PERRINEAU Pascal (dir.), *Le désenchantement démocratique*, La Tour-d'Aigues, Editions de l'Aube, 2003, p. 243-266.

³ L'influence des dispositifs de vote sur la confiance dans les résultats électoraux a été l'objet d'une attention plus poussée aux États-Unis, notamment suite à l'élection présidentielle de 2000 marquée par d'importantes difficultés de comptage dans l'état de Floride. À titre d'exemple : EVANS David & PAUL Nathanaël, "Election Security : Perception and reality", *IEEE Security & Privacy*, vol. 2, n°1, 2004, p.24-31 ; TOKAJI Daniel P., "The Paperless Chase : Electronic Voting and Democratic Values", *Fordham Law Review*, vol. 73, n°4, 2005, p.1712-1836 ; Les controverses récentes sur d'éventuels piratages informatiques lors de l'élection présidentielle de 2016 susciteront certainement un regain d'intérêt pour le sujet.

précisément à combler cet angle mort que ce chapitre entend participer.

Dans quelle mesure l'introduction de machines à voter électroniques et du vote par internet s'accompagne-t-elle d'une reconfiguration de l'espace de construction et de légitimation des résultats électoraux ? Quelles sont les incidences du recours à des formes dématérialisées d'expression des suffrages sur le consentement à la défaite des candidats battus et de leurs soutiens ? Telle sont les questions auxquelles nous nous efforcerons ici de fournir des éléments de réponse à partir du cas français. Notre propos s'appuiera sur des données empiriques tirées principalement, d'une part, d'observations ethnographiques effectuées dans des bureaux de vote équipés d'urnes électroniques lors des élections présidentielle et législatives de 2012 puis européennes de 2014 et, d'autre part, d'entretiens semi-directifs réalisés avec cinquante-deux personnes ayant pris part à un scrutin électronique, que ce soit en tant que candidats, électeurs, membres de bureaux de vote ou encore militants associatifs.

La dématérialisation du vote en France

Loin d'être figés ou homogènes, les dispositifs matériels et symboliques qui encadrent l'acte de vote sont les produits de l'histoire électorale et peuvent connaître d'importantes variations d'un contexte à un autre⁴. En France, les règles et pratiques gouvernant l'expression des citoyens ont ainsi profondément évoluées depuis les premières élections au suffrage universel (masculin) d'avril 1848. Le geste électoral a été l'objet d'un travail de codification particulièrement intense sous la III^e République. En 1913, après des décennies de controverses, une loi « ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote, ainsi que la sincérité des opérations électorales » est adoptée au Parlement⁵. Elle consacre la généralisation de l'enveloppe uniforme et de l'isoloir ; deux technologies de vote qui, avec le bulletin standardisé et l'urne, ont conservé jusqu'à aujourd'hui une place centrale dans le rituel de vote « à la française ».

Contrairement aux États-Unis, où l'« isoloir automatique Myers » est introduit dès les années 1890, il faut attendre 1969 pour que le monopole du « vote papier » ne soit timidement remis en cause en France. La loi électorale est alors amendée pour rendre possible l'utilisation à titre

⁴ DELOYE Yves et IHL Olivier, « Pour une histoire matérielle de la démocratie », *Critique*, n°697-698, vol. 6, 2005, p.484-495. Voir aussi : FAUCHER Florence et HAY Colin, « Les rituels de vote en France et au Royaume-Uni », *Revue Française de Science Politique*, vol. 65, n°2, 2015, p.213-236.

⁵ GARRIGOU Alain, « Le secret de l'isoloir », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1988, vol. 71, n°1, p.22-45.

expérimental de machines à voter dans les communes de plus de 30 000 habitants. Ces appareils sont présentés par leurs partisans comme un gage de modernisation du processus électoral, censé permettre l'éradication de la fraude et la production rapide d'un résultat fiable⁶. Lors des élections législatives de 1973, des machines à voter sont pour la première fois utilisées dans vingt-sept communes pour l'essentiel situées en Ile-de-France et en Corse. L'expérience s'avère peu concluante. Les nombreuses défaillances et le coût élevé des appareils les exposent à la critique et conduit à leur abandon. Durablement décrédibilisés par cet échec, les machines à voter tombent à nouveau dans l'oubli pendant plusieurs décennies. Ce n'est qu'au début des années 2000 que le développement de l'informatique convainc les responsables politiques d'essayer une nouvelle fois de « techniciser » l'acte de vote. Deux nouveaux dispositifs sont alors expérimentés : les machines à voter électroniques (ou « urnes électroniques ») et le vote par internet (ou « vote par correspondance électronique »).

L'utilisation de machines à voter électroniques est rendue possible dans les communes de plus de 3500 habitants par un arrêté du ministère de l'Intérieur du 17 novembre 2003. Différents types d'arguments sont alors mobilisés pour justifier l'introduction de ce nouveau dispositif. Le premier est, comme en 1969, celui de la modernité et de l'efficacité. Les maires qui décident d'en équiper leurs bureaux de vote en font d'ailleurs presque systématiquement un vecteur de promotion de l'avant-gardisme de leur commune. Le deuxième argument est d'ordre économique. Les urnes électroniques enregistrant et comptabilisant directement les votes, elles rendent inutiles la coûteuse distribution de bulletins et enveloppes. Elles permettent par ailleurs de réduire le travail des services municipaux les jours de scrutins. Enfin, les fabricants de machines à voter électroniques mobilisent un troisième argument au fondement empirique plus fragile : celui de la participation. À les croire, ces dispositifs de vote seraient en effet susceptibles de favoriser la participation des jeunes électeurs du fait de leur familiarité avec les appareils informatiques.

La ville de Brest est la première à recourir aux urnes électroniques à l'occasion des élections régionales et cantonales de mars 2004. Elle est suivie quelques semaines plus tard par dix-sept autres communes pour les élections européennes. Le nombre de municipalités équipées atteint les quatre-vingt-trois lors de l'élection présidentielle de 2007. Certaines difficultés d'usage ont par la suite conduit le gouvernement à « geler le périmètre des communes utilisatrices ».

⁶ DOMPNIER Nathalie, « Les machines à voter à l'essai. Notes sur le mythe de la modernisation démocratique », *Genèses*, n°49, vol. 4, 2002, p.74-78.

Depuis 2008, seules soixante-quatre villes sont autorisées à utiliser des urnes électroniques⁷. Elles ont le choix pour s'équiper entre trois modèles agréés par le ministère de l'Intérieur : l'urne Point & Vote de la société espagnol Indra Sistemas, l'urne iVotronic de l'Américain ES&S et enfin l'urne ESF1 du fabricant néerlandais Nedap, de loin la plus utilisée en France⁸. Le principe de fonctionnement de ces trois modèles est similaire : l'électeur effectue son choix puis le valide par le biais de boutons ou de cases tactiles situées sur la façade de l'urne électronique qui en confirme l'enregistrement en affichant la mention « a voté ». Si le suffrage est totalement dématérialisé, le geste électoral conserve certaines similarités formelles avec le vote papier. D'une part, comme dans la procédure « classique » l'électeur doit pour pouvoir voter se rendre au bureau de vote dont il dépend, y présenter une pièce d'identité et sa carte électorale et enfin signer une liste d'émargement. D'autre part, les urnes électroniques ressemblent dans les faits grandement aux traditionnels isolements puisque, toute comme eux, elles doivent « comporter un dispositif qui soustrait l'électeur aux regards pendant le vote⁹ ».

Le vote par Internet, qui a été introduit par une loi du 28 mars 2003, rompt quant à lui beaucoup plus nettement avec le rituel de vote traditionnel. Tout d'abord il s'agit d'un dispositif de vote à distance permettant à l'électeur d'exprimer son suffrage à l'aide d'un ordinateur personnel depuis le lieu de son choix. Il lui suffit pour ce faire de se connecter au site de vote géré par le ministère de l'Intérieur et d'y renseigner un numéro d'électeur et un code qui lui ont été communiqué en amont par des voies d'acheminement non similaires (SMS et courrier par exemple). Une fois son choix effectué parmi les candidats proposés (ou le vote blanc), il reçoit un récépissé par mail qui confirme l'enregistrement de son vote. Contrairement au vote à l'urne (électronique ou classique), le vote par internet présente la spécificité d'être un vote par anticipation qui doit être finalisé avant le jour officiel du scrutin. S'il apparaît à plusieurs égards révolutionnaire, il reste strictement encadré en France. Expérimenté en 2003 à l'occasion de l'élection des délégués de l'Assemblée des Français de l'étranger en Amérique du Nord (États-Unis et Canada), son élargissement s'est depuis limité aux seuls expatriés pour l'élection de leurs conseillers consulaires et de leurs députés. Pour

⁷ Pour une synthèse des modalités d'introduction des dispositifs de vote électronique en France, on pourra se référer à : ANZIANI Alain et LEFEVRE Antoine, « Vote électronique : préserver la confiance des électeurs », *Rapport d'information du Sénat*, n°445, 85 p.

⁸ En 2012, Nedap équipait 92% des communes ayant opté pour les urnes électroniques, contre seulement 5% pour iVotronic et 3% pour Indra. Cf. ENGUEHARD Chantal et GRATON Jean-Didier, « Machines à voter et élections politiques e France : étude quantitative de la précision des bureaux de vote », *Cahiers Droit, Sciences & Technologies*, n°4, 2014, p.167.

⁹ Article L.57-1 du code électoral créé par la loi 69-419 du 11 mai 1969.

cette population dispersée géographiquement, le vote par correspondance électronique présente l'avantage indéniable de résoudre à peu de frais le problème récurrent de l'accessibilité aux bureaux de vote, nettement moins nombreux à l'étranger qu'en métropole. Lors des élections législatives de 2012, plus de la moitié des votants français établis hors de France ont d'ailleurs privilégié le vote par internet aux votes à l'urne ou par courrier qui leur restaient proposés en parallèle. Si le vote par internet a été suspendu pour raisons de sécurité pour les élections législatives de 2017, le gouvernement s'est engagé à le rendre à nouveau disponible rapidement pour les français de l'étranger afin de faciliter leur acte de vote¹⁰. C'est ce même souci d'accessibilité qui a présidé ces dernières années à la mise en place de plus en plus fréquente de dispositifs de vote par internet pour les élections professionnelles ou pour des scrutins partisans¹¹.

Si le recours au vote électronique s'est relativement banalisé en France depuis son introduction dans le code électoral il y a moins de quinze ans, il constitue toujours pour les élections officielles l'exception à la norme archi-dominante du vote papier. A peine plus de deux millions d'électeurs, soit moins de 5% de l'ensemble du corps électoral, se voient aujourd'hui offrir la possibilité d'exprimer leur scrutin par le biais d'une urne électronique (1,1 millions d'inscrits dans les 64 communes équipées) ou par internet (un million d'inscrits sur les listes électorales consulaires avant le moratoire de 2017). Il faut dire que les dispositifs de vote dématérialisé restent controversés et sont souvent l'objet de contestations durables là où ils ont été introduits.

Des dispositifs de vote controversés

Les municipalités ayant opté pour le vote électronique ont toutes développé, avant les premières élections concernées par le nouveau dispositif, d'importantes campagnes de

¹⁰ En mars 2017, le ministre de l'intérieur Mathias Fekl a annoncé la suspension immédiate du dispositif de vote par internet proposé aux électeurs français établis à l'étranger pour cause de « niveau de menace extrêmement élevé de cyberattaques ». Lors des élections législatives de 2017, les électeurs expatriés n'ont ainsi pas eu la possibilité de voter électroniquement et ont donc dû, comme avant 2012, se déplacer à l'urne ou voter par correspondance postale. Les modalités de la refonte et de la sécurisation du vote par internet pour les Français de l'étranger, qui a fait l'objet d'un marché public fin 2015, devraient être dévoilées avant les élections européennes de 2019.

¹¹ La loi Travail du 8 août 2016 encourage le recours au vote par internet dans le cadre des élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise. De même, la plupart des partis politiques ont fait du vote en ligne un dispositif commun, et même parfois exclusif, pour leurs consultations internes, qu'il s'agisse de la désignation de leurs candidats (par exemple, la primaire de l'UMP pour les élections municipales de Paris en 2014 ou celle des écologistes pour la présidentielle en 2016) ou la définition de leurs orientations programmatiques (par exemple, la consultation des électeurs écologistes sur un rassemblement à gauche organisée en février 2017).

communication à destination de leurs administrés. Par exemple, en 2004, la ville pionnière de Brest a organisé des séances publiques de présentation de ses nouvelles urnes électroniques et a publié une série d'articles dans son bulletin municipal afin d'expliquer leur fonctionnement, tout en promouvant leur modernité, leur simplicité d'usage et leur efficacité. Ces stratégies de légitimation du changement de dispositif de vote se sont cependant presque toujours confrontées à de fortes résistances, qui prennent parfois même la forme de véritables « contre-campagnes » de promotion du vote papier.

Parmi les opposants au vote dématérialisé, on retrouve des citoyens sceptiques quant à la fiabilité des nouveaux dispositifs. C'est par exemple le cas des membres de l'association « ordinateurs de vote » créé par des informaticiens en 2005¹². Dans les mois précédant l'élection présidentielle de 2007, ce collectif citoyen organise une série de manifestations visant à sensibiliser les citoyens et les responsables politiques aux problèmes de sécurité posés par les urnes électroniques. Il diffuse également une pétition demandant un moratoire sur les urnes électroniques qui réunit plus de 70 000 signatures et est remise au Président de la République. Des initiatives plus individuelles peuvent aussi être observées. Ainsi, à l'occasion des élections municipales de 2008, Gérard se mobilise pour obtenir le retour du vote papier dans sa commune. Bien qu'il ne soit affilié à aucun groupement, il décide d'imprimer et de distribuer un tract dressant une analogie entre le vote électronique et l'« affaire Kerviel » alors au cœur de l'actualité. Pour lui, si le trader a pu contourner les contrôles boursiers, il ne fait guère de doute qu'il est possible de trafiquer des résultats électroniques :

« Il y a eu un scrutin juste après le scandale de Kerviel, je me suis permis de faire des tracts en forme de bulletins de vote “Je vote pour Kerviel” avec toute une argumentation expliquant que "Si Kerviel a pu le faire à la Société Générale, n'importe qui peut le faire aux élections" Evidemment qu'un parti peut le faire ! »

Entretien avec Gérard, militant anti-vote électronique, 2012

Les actions de contestation des dispositifs de vote dématérialisé impliquent également fréquemment des membres de l'opposition municipale, indépendamment de leur parti d'appartenance. En prenant le contre-pied de la décision du maire d'opter pour les urnes électroniques, ceux-ci s'efforcent de tirer un profit politique des réserves et de l'inquiétude suscitées par le nouveau dispositif. Dans une commune de la région parisienne, les

¹² Cf. www.ordinateurs-de-vote.org; dernière consultation le 20 février 2018.

responsables locaux d'Europe Ecologie - Les Verts ont ainsi intégré la question du retour au vote papier à leur plateforme électorale, alors même que leur parti a eu à plusieurs reprises recours à ce dispositif de vote lors de scrutins internes :

« A chaque élection, on organise des actions pour sensibiliser les électeurs. Par exemple, lors de la dernière élection présidentielle (en 2012), on a organisé un referendum, par vote papier, sur le retour au vote papier dans la commune. C'était un referendum citoyen à l'arrache, on a mis les affiches une semaine avant, on a fait un communiqué de presse et puis on a mis une urne sur le marché et les gens ont voté. On a eu à peu près 200 votes en juste une matinée. »

Entretien avec Odile, candidate d'Europe Ecologie-Les Verts, 2014

Dans certains cas, la dénonciation du vote électronique dépasse le seul cadre de la controverse publique pour se déplacer sur le terrain judiciaire. Plusieurs recours ont ainsi été déposés pour contester l'installation d'urnes électroniques. La non-conformité de l'équipement sélectionné est le motif de plainte le plus récurrent. Ce fut par exemple le cas en 2008 à Issy-les-Moulineaux, où un référé introduit par des membres de l'opposition a contraint la municipalité et son fournisseur à remplacer l'ensemble des machines à voter avant même leur première utilisation :

« Lors de la formation (aux nouvelles modalités de vote) on s'est aperçu que les machines que la mairie nous avait présentées n'étaient pas celles qui avaient été homologuées par le ministère de l'Intérieur. Et elles n'étaient même pas toutes du même modèle. Il y en a certaines qui disposaient de claviers braille et d'équipements audio et il y en avait d'autres qui avaient un cache pour qu'on ne puisse pas utiliser ces fonctions-là parce qu'elles étaient inutilisables. Du coup, il y avait des machines avec des caches et des machines sans et le cache était un bout de papier qui tombait et qu'il fallait remettre avec du scotch, la classe ! Donc on a bien vu que tous les appareils n'étaient pas les mêmes et en plus on ne savait pas trop quel logiciel ils allaient y mettre (...). Bref, le matériel qui avait été livré, ce n'était pas celui qui était homologué. Du coup, on a déposé un recours en référé. Mais au moment où il allait être examiné par le juge, le fournisseur a effectué une nouvelle livraison avec cette fois les bonnes machines à voter. Du coup, le référé a été abandonné. Ensuite, la mairie a chargé le prestataire en disant que c'est lui qui avait fait une erreur. Mais au final peut-être qu'ils ont juste changé la façade des machines. Rien ne nous garantit que ce n'est pas le même matériel qu'avant. D'ailleurs, ça ne changerait pas grand chose puisque personne ne sait vraiment comment ça marche ces machines. »

Entretien avec François, délégué de candidat, 2012

Des recours ont également été déposés au motif que certaines machines à voter, quand bien

même elles respecteraient les agréments ministériels, seraient susceptibles de créer une rupture de l'égalité devant le vote. Une semaine avant les élections européennes de 2009, la mandataire de la liste Europe Ecologie-Les Verts en Isère a ainsi saisi le préfet, puis le Conseil d'Etat, pour contester l'utilisation des machines à voter dans les communes de Meylan et de Voiron. Selon elle, le nombre élevé de listes en présence (21 au total dans la circonscription) poserait pour les personnes âgées ou malvoyantes un problème de lisibilité de l'écran et compromettrait ainsi à la fois la sincérité du vote et la capacité de tous les électeurs d'y prendre part également¹³.

Nous le verrons, ces recours n'aboutissent que rarement. Néanmoins, la dynamique de contestation dont ils participent témoigne des difficultés persistantes du vote dématérialisé à s'imposer comme la nouvelle norme électorale. Dans les différentes communes ayant opté pour l'urne électronique, l'argument de la modernité n'a pas suffi à lever toutes les réserves suscitées par le nouveau dispositif. Le fait que les machines à voter électroniques soient des appareils informatiques, dont la maîtrise du fonctionnement nécessite des connaissances pointues peu accessible au commun des électeurs, entretient le scepticisme quant à leur fiabilité et leur sûreté. D'autant plus, que l'actualité regorge d'exemples de bugs ou de piratages retentissants qui ont fissuré le mythe d'une infailibilité des ordinateurs. Au-delà de ces considérations techniques, la défiance de nombreux citoyens face aux dispositifs de vote électronique peut également s'expliquer par la rupture de leur routine électorale que ceux-ci impliquent. Comme le note Yves Déloye, le vote n'est pas seulement un acte civique mais aussi « une activité collective et publique dont la dimension sociale est prédominante »¹⁴. Or, la dématérialisation du vote bouscule fortement l'environnement relationnel qui structure habituellement les différentes étapes du rituel électoral, depuis l'ouverture du scrutin jusqu'à la proclamation des résultats¹⁵. Ce faisant, elle ébranle les conditions habituelles de la production du « verdict » de l'élection et fragilise les fondements de son acceptation par les battus.

L'opacité de la production électronique des résultats

¹³ Décision n°329109 du Conseil d'Etat, rendu le 25 novembre 2009 par les 5^e et 4^e sous-sections réunies.

¹⁴ DELOYE Yves, « L'élection au village. Le geste électoral à l'occasion des scrutins cantonaux et régionaux de mars 1992 », *Revue française de science politique*, vol. 43, n°1, 1993, p.105.

¹⁵ MONNOYER-SMITH Laurence, « Derrière l'urne, le citoyen ? Les rituels de vote sont-ils intangibles ? » in DAHMANI Ahmed et al. (dir.), *La démocratie à l'épreuve de la société numérique*, Paris, Editions Karthala, 2007, p. 139-148.

« Il est 19h00 en ce dimanche 25 mai 2014, jour d'élections européennes. Le président du bureau de vote d'une commune de Seine-et-Marne équipé d'une urne électronique regarde sa montre. Il vérifie l'heure sur l'écran de la machine à voter et proclame la clôture du scrutin. Devant ses assesseurs, il annonce : « Nous allons maintenant passer au dépouillement ». Bien que celui-ci soit selon le code électoral une cérémonie publique, aucun électeur n'est présent pour y assister¹⁶. Le président de bureau de vote entre le code de clôture du scrutin sur l'écran tactile de l'urne électronique et autorise l'un des assesseurs à brancher l'imprimante. « Je vais à présent lancer l'impression du résultat des élections européennes » déclare-t-il solennellement. De l'imprimante sort alors un ticket semblable aux tickets de caisse sur lequel apparaît le nombre de suffrages exprimés, le nombre de votes blancs et la distribution des voix par candidats. Le président et les assesseurs signent le bulletin pour le valider. Il est 19h02, le dépouillement est terminé. »

Extrait de carnet de terrain, 25 mai 2014

Ainsi se déroule le dépouillement dans le cadre d'une élection électronique. La rapidité avec laquelle le résultat est produit contraste nettement avec le long processus de décompte des émargements, d'ouverture manuelle des enveloppes et de dénombrement des bulletins, caractéristique du traditionnel vote papier. Avec les urnes électroniques et le vote par Internet, le travail d'agrégation des suffrages est délégué à un ordinateur à qui il revient de dévoiler, de manière quasi-instantanée, les résultats et l'identité des vainqueurs et perdants de l'élection.

Formellement, le bureau électoral a exactement la même composition (un Président, un secrétaire et aux moins deux assesseurs) et les mêmes prérogatives (veiller au bon déroulement du scrutin) que le vote soit électronique ou matériel. Dans la pratique néanmoins, le rôle du bureau est doublement affecté par la dématérialisation du vote. D'une part, le fait que le comptage des voix soit entièrement informatisé réduit grandement son pouvoir de contrôle de cette phase décisive de l'élection. Ses membres en sont réduits à valider les données figurant sur le ticket imprimé par la machine sans avoir véritablement eu la possibilité de surveiller et de vérifier les modalités de leur production. Ce sentiment d'impuissance face au dispositif informatique est parfaitement résumé par Guillaume, qui a été scrutateur pour le vote par internet lors des élections législatives des Français de l'étranger en 2012 :

« J'ai vu une annonce qui disait qu'ils cherchaient des gens pour être délégué des candidats au niveau du bureau de vote électronique. Je me suis dit que voir ce qui se passe par Internet, ça soit

¹⁶ Ce fut le cas pour tous les dépouillements auxquels nous avons assisté et ce, quelque soit la commune et le type d'élection.

être intéressant et donc voilà, je me suis porté volontaire pour être délégué d'un candidat du Parti Pirate. [...] Et donc là en fait, il s'agissait de se relayer pour surveiller pendant sept jours en continu (soit la période d'ouverture du vote par internet) des gens en train de surveiller l'écran de vidéo-surveillance d'une caméra qui filmait le serveur du site de vote. Franchement, ça sert à quoi ? C'est vraiment un sketch. On demande aux gens d'être là parce qu'il faut être là, ça fait un peu officiel, mais effectivement c'est ridicule. J'avais trouvé ça assez édifiant. »

Entretien avec Guillaume, délégué de candidat, 2013

D'autre part, en cas de difficultés lors du vote ou du dépouillement, les membres du bureau peuvent se voir déposséder de leur capacité à restaurer l'ordre du scrutin au profit d'un nouvel acteur : le fabricant de la machine à voter. S'il n'est pas explicitement mentionné par le code électoral, celui-ci est souvent dans les faits le seul à disposer de la compétence technique nécessaire pour résoudre rapidement d'éventuels dysfonctionnements perturbant le scrutin ou le dépouillement. En témoigne Gilles, assesseur à Boulogne Billancourt lors de l'élection présidentielle de 2007, pour laquelle la commune s'était pour la première fois équipée d'urnes électroniques :

« Le premier jour du scrutin, il y a carrément le patron de Nedap France dans le bureau de vote. Il a fait de Boulogne une véritable vitrine pour sa boîte. C'est la deuxième ville la plus riche après Paris donc il a fait beaucoup de pub autour du fait qu'il avait équipé Boulogne. Pendant le scrutin, on a vu défiler dans le bureau des délégations étrangères, notamment asiatiques, qui venaient voir comment ça se passait. [...] Et puis il y a eu cette fois très marrante, où le maire de Boulogne n'a pas réussi à faire marcher la machine au dépouillement. Il s'est affolé [...] C'était très marrant. Il s'est totalement affolé et il n'a plus voulu toucher à rien et il a dit « Amenez-moi le marchand, Amenez-moi le marchand, Amenez-moi le marchand ! ». Donc il a fallu attendre que le mec vienne, c'est lui qui a fait le dépouillement. Même le maire ne savait pas faire marcher la machine. [...] Vous savez le dépouillement ça consiste à appuyer sur une série boutons et à tourner la clé et le papier sort, on doit le sortir trois fois et puis voilà mais c'est effectivement un technicien de la société Nedap qui l'a fait le soir du premier tour. »

Entretien avec Gilles, assesseur, 2012

Outre cet affaiblissement sensible du rôle des membres du bureau, l'informatisation du vote a également pour conséquence la réduction de leurs interactions avec les électeurs ; voire sa suppression totale avec le vote par internet. Lors d'un vote papier, le dépôt du bulletin dans l'urne est souvent l'occasion d'un échange, même rapide (la rituelle formule « a voté »), entre l'électeur et le Président du bureau et/ou ses assesseurs¹⁷. Or, avec les machines à voter

¹⁷ Cf. DELOYE Yves, « L'élection au village. Le geste électoral à l'occasion des scrutins cantonaux et régionaux

électroniques, cette étape est abolie, l'urne et l'isoloir ne faisant plus qu'un. Les possibilités d'interactions se trouvent dès lors limités aux seuls moments très administratifs de la vérification de l'identité et de l'émargement.

L'appauvrissement de la dimension sociale, voire conviviale, de l'acte de vote se donne particulièrement à voir au moment du dépouillement. Certes, la difficulté à trouver parmi les inscrits des volontaires pour décompter les bulletins est, en France, un problème récurrent dans tous les bureaux de vote. Néanmoins, nos observations tendent à laisser penser que le recours aux urnes électroniques, et a fortiori au vote par internet, accentue davantage encore la distance des électeurs à l'égard du processus électoral. Ainsi, lors des différents scrutins que nous avons observés, pas le moindre électeur ne s'est présenté pour assister au dépouillement électronique, laissant les membres du bureau effectuer cette opération seuls, parfois avec l'aide d'un technicien informatique. Pour comprendre ce phénomène, nous avons mené des entretiens avec des électeurs qui avaient l'habitude d'être scrutateurs avant le passage de leur commune au vote électronique. Le principal argument qu'ils mobilisent pour expliquer qu'ils aient cessé de participer au dépouillement est celui de leur inutilité maintenant que c'est un ordinateur qui mène le décompte :

« Avant je participais au dépouillement pour donner un coup de main mais maintenant c'est plus la peine. [...] Il n'y a plus de dépouillement. C'est fini ça avec les machines, on a le résultat directement donc pas besoin de faire de dépouillement. [...] Maintenant, je vais directement à la mairie pour voir les résultats sur le grand écran. »

Entretien avec Louis, électeur, 2013

« Moi je ne vais pas aller regarder bêtement une imprimante qui me sort un ticket de caisse, c'est ça maintenant le dépouillement. [...] On doit juste attendre gentiment sans rien dire ! Moi dans ces conditions je reste chez moi, j'en ai d'autres des machines à regarder chez moi ! »

Entretien avec Philippe, électeur, 2014

Ainsi, l'informatisation du vote vide le rituel du dépouillement de l'essentiel de son sens social pour les citoyens. Plus qu'une simple opération arithmétique, le long décompte (et recompte) public des enveloppes, des émargements et des bulletins constitue dans les dispositifs de vote papier un rituel de construction et de validation collective du « verdict des urnes ». Symboliquement, il érige le corps électoral en garant de la sincérité et de la fiabilité

de mars 1992 », art. cité, p.100.

du résultat. L'automatisation du dépouillement caractéristique des dispositifs de vote électronique n'est dès lors pas anodine. En transférant toute la responsabilité du résultat à une machine au fonctionnement opaque, elle peut rendre son acceptation plus difficile, particulièrement pour les candidats malheureux. D'ailleurs, au contraire de ce qu'avançaient certains de ses partisans au début des années 2000, les dispositifs de vote électronique n'ont nullement mis fin aux contestations post-électorales. Leur introduction s'est au contraire accompagnée d'une recrudescence des recours.

Des recours voués à l'échec

Les principaux motifs de contestation d'une élection devant le juge électoral sont le non-respect des dispositions relatives à l'organisation des activités de propagande, le financement illicite des campagnes électorales ou encore l'inéligibilité d'un candidat. Les recours mettant en cause la sincérité des modalités de collecte et de décompte des suffrages sont quant à eux beaucoup plus rares. Les spectaculaires cas de bourrage d'urne ou de fraude au dépouillement sont dans les faits devenus exceptionnels. S'il reste réduit, le nombre de contestation de la régularité des opérations de vote et de dépouillement a connu une augmentation notable depuis l'introduction des dispositifs de vote électronique¹⁸.

L'examen des différentes requêtes déposées à l'issue d'élections mobilisant des urnes électroniques ou le vote par internet montre une transformation des motifs de contestation. Alors qu'habituellement ce sont surtout des manquements humains (des électeurs, des candidats ou des membres du collège électoral) qui sont l'objet des griefs, les arguments mobilisés pour contester un scrutin électronique sont presque toujours d'ordre technique. Avec la dématérialisation du vote, ce sont en effet désormais des dysfonctionnements des ordinateurs ou des logiciels de vote qui sont le plus susceptibles d'influencer l'issue du scrutin. Dans ces conditions, une bonne connaissance du code électoral ne suffit plus à bâtir une requête devant le juge. De solides compétences en informatique sont également nécessaires. Néanmoins, force est de constater que même lorsqu'elles articulent habilement arguments juridiques et informatiques, les requêtes contre un scrutin électronique n'aboutissent que rarement et n'ont jusqu'à présent jamais conduit à la moindre annulation du résultat.

¹⁸ Ainsi, lors des élections législatives de 2012, la procédure de vote par internet a donné lieu à des recours dans huit des onze circonscriptions des Français établis hors de France. Cf. « Élections législatives de juin 2012, bilan du contentieux devant le Conseil constitutionnel », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 41, 2013.

Il faut dire que la législation française ne prévoit pas de régime spécifique au traitement des recours pour le vote dématérialisé¹⁹. Le juge électoral examine tous les contentieux électoraux sur les mêmes fondements juridiques, quelque soit le dispositif de vote en vigueur. Cet état de fait peut lui rendre difficile d'appréhender certaines situations problématiques inédites suscitées par le recours à l'outil informatique. Ainsi, même quand elles sont manifestes, les erreurs ou imprécisions de calcul des ordinateurs de vote ne sont que rarement prises en considération par le juge. En atteste le cas de cette candidate malheureuse, dont le recours a été rejeté alors même que le nombre de voix que lui attribuait la machine était matériellement impossible.

« En 2008, je me suis présenté aux élections cantonales. Après l'annonce des résultats, il y a eu un cafouillage. Dans un premier temps, le procès verbal centralisateur mentionnait que j'avais réuni 10% des voix. Or, pour se qualifier au second tour des cantonales, il faut faire 10%. Donc on s'est rendu à la préfecture avec le PV pour déposer ma candidature pour le second tour. Entre temps, d'autres candidats mécontents ont téléphoné au préfet en lui disant « Regardez, là il y a un problème avec le PV, potentiellement elle n'a pas les 10% nécessaires pour se maintenir ». En fait, d'après la machine j'avais obtenu seulement 9,999% des voix, qui avait été arrondi à 10% sur le PV. En réalité il ne me manquait pas une voix pour atteindre les 10%, il me manquait 0,6 voix. S'il m'avait manqué une voix, j'aurais trouvé ça normal de ne pas être qualifié au second tour mais là, il me manquait moins d'une voix. C'était un quiproquo. Mais le préfet a considéré que je n'avais pas 10% et a donc décidé de retirer ma candidature pour le second tour. Nous on a fait un recours au tribunal administratif. Le juge nous a débouté en disant que certes il manquait moins d'une voix, mais qu'il manquait quand même quelque chose pour passer au second tour. Et que donc on ne satisfait pas les conditions légales pour se qualifier. Nous on a rétorqué "Il manque moins d'un électeur, s'il y avait eu un éleveur en plus, il y aurait eu 0,4 voix de trop et le seuil n'était pas de plus 0,4". Mais le tribunal n'a pas pris en compte le caractère aberrant de la situation... Mais on a aussi mobilisé d'autres arguments, comme le décalage qu'il y avait entre le nombre d'émargements et le nombre de voix enregistré par la machine. [...] Cumulé ça faisait presque une dizaine [...] Mais tout ce qu'on a essayé, on l'a perdu. À chaque fois le juge nous disait "C'est agréé par le ministère de l'Intérieur", il se référait toujours à l'agrément des machines par le ministère de l'Intérieur pour nous dire "Donc c'est légal". »

Entretien avec Odile, candidate d'Europe Ecologie-Les Verts, 2014

La réticence dont les juges électoraux ont jusqu'ici fait preuve à admettre un moyen fondé sur un dysfonctionnement informatique rend extrêmement difficile de faire reconnaître qu'il a pu

¹⁹ GRATON Jean-Didier, « Le contentieux électoral en matière politique », in FAVIER Laurence (dir.), *La démocratie dématérialisée. Enjeux du vote électronique*, Paris, Le Seuil, 2011, p 91-123.

être porté atteinte à la sincérité d'un scrutin électronique. Les voix étant totalement dématérialisées, il est très délicat, y compris pour un informaticien aguerri, de montrer avec certitude qu'elles ont été mal enregistrées ou mal décomptées par l'urne électronique. Comme le note Chantal Enguehard : « L'absence de preuves de vote matérielles à recompter exclut toute vérification indépendante des résultats énoncés par la machine à l'issue du scrutin²⁰. » Quant à identifier le caractère intentionnel ou non d'une telle erreur, cela tient de la gageure.

« Le problème c'est qu'avec l'informatisation, le système de vote est plus compliqué et devient donc incontestable. On a déjà essayé de contester un vote électronique. On nous a répondu « Apportez-nous la preuve ». Le problème c'est qu'il n'y a plus de preuve. C'est-à-dire qu'un électron, quand il passe dans un circuit ne laisse pas de traces, donc l'élection, elle aussi devient non traçable [...] Cela rend impossible toute contestation... « Prouvez-moi que la machine a fraudé », « Je peux pas vous le prouver, votre truc il est invérifiable ! », « Donc le scrutin est bon ! ». Voilà. »

Entretien avec Dominique, chercheur en informatique, 2014

Plus d'une décennie après l'introduction de dispositifs de vote électroniques en France, force est de constater qu'ils n'ont pas rendu les résultats électoraux plus précis. Au contraire, on observe des écarts plus fréquents et plus importants entre les nombres de votes et les nombres d'émargements dans les bureaux équipés d'urnes électroniques que dans ceux ayant toujours recours au vote papier²¹. De même, plusieurs expériences menées notamment aux États-Unis et aux Pays-Bas ont rappelé qu'il était parfaitement envisageable de frauder un ordinateur de vote, voire d'en modifier les résultats à distance²². Malgré ces failles bien documentées, le vote électronique reste perçu comme infaillible par le juge électoral français. Le refus, ou l'incapacité, de ce dernier à amender son mode d'examen des contentieux électoraux a pour conséquence le rejet systématique des recours remettant en cause la sincérité des résultats produits par des ordinateurs de vote. Cette situation, sur laquelle certains responsables politiques commencent à s'interroger²³, est source d'incompréhension et de frustration chez les requérants qui voient leurs réserves – parfois sérieuses – sur la régularité de l'élection et

²⁰ ENGUEHARD Chantal, « Vote électronique et preuve papier », *14^e colloque international « De l'insécurité numérique à la vulnérabilité de la société »*, Paris, juin 2007, p.4.

²¹ ENGUEHARD Chantal et GRATON Jean-Didier, « Machines à voter et élections politiques en France : étude quantitative de la précision des bureaux de vote », *Cahiers Droit, Sciences & Technologies*, n°4, 2014, p.159-198.

²² Par exemple : TADAYOSHI Kohno & al., « Analysis of an electronic Voting System », Oakland, *IEEE Symposium*, 2004.

²³ Voir par exemple : ANZIANI Alain et LEFEVRE Antoine, *op. cit.* ; ROCHEBLOINE François, « Proposition de loi visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral », enregistrée à la Présidence de l'Assemblée nationale le 21 janvier 2015.

donc de son résultat systématiquement évacuées sans autre forme de procès :

« A chaque fois qu'on dépose des PV et des recours, ça tombe dans le puits sans fond de la préfecture. Il ne se passe jamais rien. C'est extrêmement frustrant. [...] Et bien on en a rien à faire, il ne se passe rien, vous pouvez faire tous les rapports que vous voulez, tous les PV à la préfecture, il ne se passe rien, aucune conséquence [...] je suis assez désespéré, c'est décourageant. »

Entretien avec Didier, délégué de candidat, 2013

Conclusion

Comme le notent Richard Nadeau et André Blais : « La viabilité d'une démocratie électorale dépend *in fine* de sa capacité à s'assurer le soutien d'une partie substantielle des individus qui ne sont pas satisfaits par l'issue d'une élection²⁴. » La reconnaissance par les candidats malheureux et leurs partisans de la légitimité et de l'équité des dispositifs matériels et juridiques encadrant l'élection apparaît comme une condition incontournable à cette acceptation du verdict des urnes et de leur propre défaite²⁵. En France comme dans les autres démocraties représentatives, la consécration de l'élection concurrentielle comme mode de désignation des gouvernants s'est d'ailleurs accompagnée d'une progressive codification et procéduralisation des opérations électorales visant à en garantir la fiabilité et la sincérité. Cette institutionnalisation du vote, dont la loi de 1913 a constitué une étape importante, s'est traduite par une ritualisation, voire une sacralisation, de l'acte de vote et des modalités de construction des résultats. La routinisation des pratiques et savoir-faire a contribué à produire un large consensus sur la légitimité des élections et de ceux en sortant vainqueur, y compris parmi les candidats défaits et leurs partisans.

L'analyse menée dans ce chapitre montre que l'introduction récente et partielle de dispositifs de vote électronique en France a profondément perturbé ce consensus. La substitution de l'ordinateur de vote à l'urne transparente a érodé la dimension symbolique et sociale de l'acte de vote, et ce faisant a nuit à son efficacité politique à assurer le consentement des battus.

²⁴ NADEAU Richard et BLAIS André, "Accepting the Election Outcome: The Effect of Participation on Losers' Consent", *British Journal of Political Science*, vol. 23, n°4, 1993, p.553

²⁵ Stephen Weatherford fait ainsi de l'« équité procédurale » (*procedural fairness*) l'un des fondements de la légitimité politique. Il l'a défini comme un « système structuré pour garantir que les problèmes [ici la désignation des mandataires de positions de pouvoir politique] sont réglés d'une manière régulière, prévisible et permettant un accès égal et transparent aux arènes de prise de décision ». WEATHERFORD Stephen, "Measuring Political Legitimacy", *The American Political Science Review*, vol. 86, n°1, 1992, p.150.

Poussant à l'extrême l'isolement de l'individu électeur²⁶, les machines à voter électroniques et le vote par Internet ne disposent pas de la présomption de neutralité que les dispositifs de vote papier se sont assurés au fil des scrutins. La non-matérialité du vote complexifie son appréhension par l'électeur alors que le transfert du pouvoir d'agrégation des voix de scrutateurs incarnant le corps électoral à une machine au fonctionnement opaque suscite la méfiance. L'impossibilité de recompter les scrutins et la nécessité de faire appel en cas de difficultés à un technicien informatique, c'est-à-dire à un acteur privé extérieur au bureau de vote, peuvent entretenir le doute quant à la sincérité des résultats produits, particulièrement parmi ceux auxquels ils ne sont pas favorables. D'autant plus, que la transformation radicale des conditions d'exercice de l'acte de vote et de construction des résultats électoraux induites par le vote électronique ne s'est jusqu'ici guère accompagnée d'une reconfiguration des moyens légaux de contestation dont disposent les candidats défaits. Le code électoral et les juges chargés de le faire respecter n'ont en effet toujours pas pleinement intégré les spécificités du vote dématérialisé et les nouvelles sources de contentieux dont il peut être porteur. Cette inadéquation du cadre juridique fragilise davantage encore la confiance dans les résultats des élections électroniques qui apparaissent légalement incontestables, alors même qu'ils sont plus souvent contestés que ceux des votes papiers. Ainsi, faute d'une véritable réflexion sur ses implications sociales, juridiques et politiques, la mise en place de dispositifs de vote électronique semble avoir eu en France des effets quasiment inverses de ceux escomptés par ses initiateurs. Présentés comme des vecteurs de modernisation et de relégitimation de l'acte de vote dans un contexte de déclin de la confiance dans la démocratie électorale²⁷, les machines à voter électroniques et le vote par internet ont au contraire eu tendance, là où ils ont été expérimentés, à appauvrir le rituel électoral, à renforcer la suspicion quant à la sincérité de son issue et, ce faisant, à miner les fondements de l'assentiment politique et de la reconnaissance de leur défaite par les battus.

« On sait tous comment ça marche ces histoire de machines de vote. C'est comme à la Star Ac', ils font gagner le candidat qu'ils veulent même quand personne n'a voté pour lui. Je dis pas que c'est truqué tout le temps partout mais bon, quand quelqu'un a gagné on ne sait pas si c'est parce qu'on a voté pour lui ou bien parce que ça les arrange... »

Entretien avec Chloé, électrice, 2011

²⁶ FAUCHER Florence et HAY Colin, « Les rituels de vote en France et au Royaume-Uni », art. cité, p.234.

²⁷ Voir : GRUNBERG Gérard, MAYER Nonna et SNIDERMAN Paul M. (dir.), *La démocratie à l'épreuve*, Paris, Presses de la FNSP, 2002, 352 p.

3

Refuser la défaite. La trajectoire contestataire d'Andrés Manuel López Obrador et l'élection présidentielle de 2006 au Mexique

Alfonso MYERS GALLARDO et Frédéric LOUAULT

« Vous et moi savons que la cause que nous défendons est historique pour le Mexique. Nous ne sommes pas rassemblés pour soutenir un homme mais pour défendre le principe de la liberté du peuple de choisir ses dirigeants. Nous nous battons pour faire reconnaître notre succès et pour défendre la démocratie. Nous ne pouvons pas accepter qu'avec l'argent, un groupe de personnes fasse élire un président illégitime. [...] Nous sommes convaincus que notre triomphe sera avéré. Nous ne tolérons pas que notre adversaire se réfugie derrière des arguments techniques alors que c'est la démocratie qui est en jeu. »

Discours d'Andrés Manuel López Obrador, Mexico (Place du Zócalo), 16 juillet 2006

Lors de l'élection présidentielle mexicaine de 2000, la victoire du candidat du Parti Action Nationale (PAN), Vicente Fox, sur celui du Parti de la Révolution Institutionnelle (PRI), Francisco Labastida, semble confirmer la démocratisation du pays et son passage au multipartisme. Le PRI, qui contrôlait l'exécutif fédéral de manière ininterrompue depuis 1929, accepte l'issue du scrutin¹. De manière inattendue, le Président sortant, Ernesto Zedillo (PRI), reconnaît même la défaite de son parti avant l'annonce des résultats définitifs par l'Institut Fédéral Electoral (IFE) actant ainsi une alternance électorale historique.

En 2006, l'élection présidentielle suivante donne lieu à un scénario tout à fait différent. Deux candidats principaux s'affrontent pour succéder à Vicente Fox: Felipe Calderón (PAN) et Andrés Manuel López Obrador, qui a été investi par le Parti de la Révolution Démocratique

¹ ALARCÓN OLGUÍN Víctor, "Los partidos políticos ante la transición", in MEYENBERG LEYCEGUI Yolanda (ed.), *El dos de Julio: Reflexiones posteriores*, México, Instituto de Investigaciones Sociales, UNAM, 2001, p. 325-333; ALCÁNTARA Manuel & FREIDENBERG Flavia, *Partidos políticos de América Latina: Centroamérica, México y República Dominicana*, México, FCU & Ed. Universidad de Salamanca, 2003.

(PRD). Créé en 1989 par des dissidents du PRI, ce parti se positionne sur la gauche de l'échiquier politique mexicain. López Obrador emmène la *Coalition pour le Bien de Tous*, qui regroupe le PRD, le Parti du Travail et le Parti Convergence.

A l'issue d'une campagne électorale très tendue, le scrutin présidentiel (majoritaire à un tour) est extrêmement indécis. Les sondages réalisés à la sortie des urnes placent Calderón et López Obrador au coude à coude, dans la marge d'erreur. Les deux camps revendiquent la victoire. Cette « élection serrée dans un contexte polarisé »² met au défi les institutions électorales et les acteurs du jeune jeu démocratique mexicain. Il faut attendre quatre jours avant que les résultats officiels ne soient communiqués. Finalement, le 6 juillet, l'IFE déclare Calderón vainqueur avec moins de 0,6% d'avance sur López Obrador. Cette annonce ouvre l'un des épisodes les plus déstabilisants et polarisants de la vie politique mexicaine³. López Obrador refuse catégoriquement d'accepter sa défaite et dénonce des fraudes. Dans les mois suivant le scrutin il développe de nombreuses actions contestataires pour tenter, en vain, de faire invalider le résultat, d'empêcher l'investiture de Calderón et, enfin, de se faire reconnaître malgré tout comme le seul Président légitime.

L'objectif de ce chapitre est d'analyser les enjeux de cette défaite contestée par le candidat de la gauche mexicaine en 2006. Nous nous intéresserons particulièrement aux stratégies de dénonciation du résultat et à la mobilisation du registre de la « fraude électorale » par le candidat battu. Alors que les travaux académiques se sont jusqu'ici surtout interrogés sur la qualité des élections mexicaines de 2006 dans un contexte de transition politique et d'apprentissage démocratique⁴, notre objet sera moins la fraude en elle-même que les usages politiques qui en sont faits dans un contexte de démocratisation récente. Il ne s'agira pas de savoir si le scrutin a, ou non, été entaché de tricheries. Nous explorerons plutôt comment, sur fond d'un résultat très serré, s'est développé un climat de défiance entre les principaux protagonistes de la configuration électorale, qui a durablement fragilisé les institutions

² SONNLEITNER Willibald, « Elections serrées dans des contextes polarisés », in DABENE Olivier (dir.), *Amérique latine. Les élections contre la démocratie ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p.131-159.

³ CORDOVA VIANELLO Lorenzo, "Elecciones Competidas: Las Lecciones del Caso Mexicano en 2006", in ZETTY Bou et al. (ed.), *Resultados Electorales Ajustados. Experiencias y Lecciones Aprendidas*, San José, IIDH-CAPEL, 2008.

⁴ A titre d'exemple: SCHEDLER Andreas, "Inconsistencias contaminantes: Gobernación electoral y conflicto post-electoral en las elecciones presidenciales de 2006 en México", *América Latina Hoy*, n°51, 2009, p. 41-59 ; PESCHARD Jacqueline, "Elecciones 2006 en México: La legitimidad disputada", in ALCÁNTARA Manuel & GARCIA DIEZ Fátima (ed.), *Elecciones y Política en América Latina*, México, Ed. Porrúa, 2008. Les travaux d'Hélène Combes sur les mobilisations post-électorales constituent une exception notable dans cette littérature à dominante normative : COMBES Hélène, « Camper au cœur du pouvoir. Le plâton post-électoral de 2006 à Mexico », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 2010, vol. 17, n°2, p. 53-70.

démocratiques mexicaines. Nous interrogerons particulièrement l'ancrage historique des mobilisations contestataires mises en œuvre par les partisans du candidat du PRD dans les semaines suivant l'annonce d'un résultat leur étant défavorable par l'IFE. Le refus de reconnaître les résultats des élections apparaît en effet comme une constante dans la carrière politique de López Obrador. Depuis le début de son engagement dans les années 1980, son activisme militant se caractérise par une dénonciation constante des fraudes électorales et par l'organisation régulière de mobilisations pacifiques contre les autorités supposément « truqueuses ». Bien qu'il se soit présenté régulièrement à des élections depuis sa première candidature en 1988, López Obrador n'a jusqu'à présent officiellement accepté le verdict des urnes que lorsqu'il en a été reconnu vainqueur : en 2000 pour l'élection régionale de Mexico, puis en 2018 lorsqu'il a finalement été élu Président de la République du Mexique.

Notre chapitre sera organisé en quatre temps. Dans une première partie, notre attention portera sur la carrière militante de López Obrador avant 2006. Nous montrerons que, à la suite de sa participation à la création du parti d'opposition PRD, il a progressivement acquis un savoir-faire de contestation des résultats électoraux, qui participe initialement d'une entreprise d'illégitimation des pratiques du pouvoir du parti hégémonique PRI. Dans une deuxième partie, nous nous intéresserons aux modalités heurtées d'entrée en campagne de López Obrador pour l'élection présidentielle de 2006 et aux importants espoirs de victoire que sa candidature suscite au sein de la gauche mexicaine. La troisième partie de ce chapitre portera sur l'après-élection, et plus spécifiquement sur les différentes actions contestataires mises en œuvre par López Obrador pour refuser le résultat. Nous verrons que celles-ci s'inspirent largement de celles qu'il a déjà eu l'occasion de mettre en œuvre lors de ses précédentes défaites contestées au cours des années 1990. Enfin, dans une quatrième et dernière partie, nous nous pencherons sur la manière dont López Obrador s'attache à ancrer sa contestation dans la durée après 2006, afin d'entretenir son statut de principal opposant à un gouvernement fédéral dont il n'a eu de cesse de remettre en cause la légitimité démocratique, jusqu'à ce qu'il remporte l'élection présidentielle le 1^{er} juillet 2018 avec 53,2% des suffrages et plus trente points d'avance sur son principal adversaire.

Les savoir-faire contestataires de López Obrador

A la fin des années 1980, le PRI est secoué par des dissensions internes menées par l'ancien gouverneur de l'Etat du Michoacán, Cuauhtémoc Cárdenas. Dénonçant les modalités de

désignation du candidat du parti alors hégémonique à l'élection présidentielle de juillet 1988, celui-ci prend l'initiative de se présenter contre le candidat officiellement investi, Carlos Salinas de Gortari. Il refuse ensuite de reconnaître la victoire de ce dernier⁵ et initie en 1989 la création d'un nouveau parti politique d'opposition, le PRD. Réunissant d'anciens cadres du PRI et des dirigeants de mouvements sociaux (syndicats, associations, etc.), le PRD se positionne comme un mouvement politique de gauche. Il peut compter sur le soutien de plusieurs personnalités politiques locales influentes, particulièrement dans la région de Mexico, et se caractérise par sa grande diversité interne (avec un grand nombre de tendances) ainsi que son faible degré d'institutionnalisation⁶.

Jeune cadre dirigeant du PRI dans l'Etat de Tabasco, López Obrador est l'un des membres fondateurs du PRD. Soutien de Cuauhtémoc Cárdenas, il se présente à son tour en tant que dissident au poste de gouverneur de Tabasco en novembre 1988. Lui aussi refuse de reconnaître sa défaite face au candidat du PRI et s'engage dans une longue entreprise de contestation des résultats. Dénonçant des fraudes massives, il appelle ses partisans à lutter à travers tout le pays pour obtenir l'annulation du scrutin. Malgré la faiblesse des mobilisations initiales, López Obrador, devenu président du PRD dans l'Etat de Tabasco, poursuit pendant plusieurs années son combat pour la destitution du gouverneur élu.

Après avoir publié un ouvrage sur les fraudes électorales du PRI qui obtient une audience nationale⁷, il initie en novembre 1991 une grande marche pacifique entre Tabasco et la capitale Mexico - « l'exode de la démocratie » - pour dénoncer publiquement la fraude lors des élections de 1988. Le 11 janvier 1992, les cinq-cents participants à cette marche de plus de mille kilomètres arrivent Place du Zócalo – la place des trois pouvoirs de la ville de Mexico. Ils y sont accueillis par près de trente mille sympathisants du PRD. Face à l'ampleur de cette mobilisation, le gouvernement fédéral de Carlos Salinas accepte de reconnaître les victoires de l'opposition dans certaines localités de l'Etat de Tabasco, d'y négocier la mise en place de gouvernements de coalitions entre le PRI et le PRD et, finalement, de pousser le

⁵ Des présomptions de fraudes pèsent sur l'élection présidentielle de 1988. Alors que les premières estimations donnent Cuauhtémoc Cárdenas en tête, une panne du système informatique interrompt la transmission des résultats préliminaires. Il faut ensuite attendre près d'une semaine pour que les résultats ne soient publiés. Ils donnent une nette victoire à Carlos Salinas de Gortari (PRI). Dénonçant des manipulations, Cuauhtémoc Cárdenas appelle ses partisans à se mobiliser contre le PRI et son nouveau Président.

⁶ Voir par exemple : PESCHARD Jacqueline, "El fin del sistema de partido hegemónico", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 55, n°2, 1993, p. 97-117 ; PALMA Esperanza, "La crisis institucional como normalidad: un balance del PRD en 2003", *El Cotidiano*, n°122, 2003, p. 39-43 ; PALMA Esperanza, "El PRD: Proceso de aprendizaje, trayectoria electoral y organización". *El Cotidiano*, n°100, 2000, p.198-205.

⁷ LÓPEZ OBRADOR Andrés Manuel, *Tabasco, víctima del fraude electoral*, México, Nuestro Tiempo, 1990.

gouverneur à la démission le 29 janvier 1992⁸. Obtenues plus de trois ans après l'élection, ces spectaculaires concessions du pouvoir central renforcent le crédit du jeune PRD⁹ et permettent à López Obrador de s'imposer comme une personnalité publique d'envergure nationale, avec l'image d'un homme politique combatif et radical.

En 1994, López Obrador présente à nouveau sa candidature au poste de gouverneur de Tabasco. Une fois encore, l'élection aboutit à la victoire du candidat du PRI, Roberto Madrazo, et à sa contestation par le PRD¹⁰. Comme six ans auparavant, López Obrador refuse obstinément de reconnaître la légitimité du résultat. À nouveau, il publie un ouvrage dénonçant les manœuvres électorales du PRI¹¹ et organise une marche contestataire entre Tabasco et Mexico, baptisée cette fois « Caravane pour la démocratie ». Contrairement à son prédécesseur, le nouveau Président Ernesto Zedillo (PRI) refuse cependant de céder aux revendications du PRD. López Obrador initie alors de nouvelles actions pour publiciser les irrégularités qui, selon lui, ont entaché l'élection du gouverneur de Tabasco. En 1995, quarante-cinq caisses remplies des documents détaillant les comptes de campagne de Roberto Madrazo sont déposées sur la place du Zócalo à Mexico. Selon López Obrador, ces documents prouvent que le candidat du PRI a dépensé plus de cinquante millions de dollars pour se faire élire, soit davantage que Bill Clinton lors de l'élection présidentielle américaine de 1992. En février 1996, López Obrador, lance un nouveau « mouvement de résistance civile » contre la corruption et la fraude politique. Avec des militants du PRD, il organise l'occupation d'installations de l'entreprise pétrolière nationale (Petróleos Mexicanos – PEMEX) pour dénoncer le soutien financier illégal qu'elle aurait apporté à Madrazo lors de la campagne de 1994.

Les nouvelles protestations post-électorales organisées par López Obrador dans l'Etat de Tabasco et à travers le pays renforcent sa réputation d'homme politique intègre et opiniâtre, qui lutte de manière non-violente contre un régime frauduleux. Elles lui permettent progressivement de se faire reconnaître comme le principal chef de file des gauches mexicaines, statut qu'il confirme lors des élections internes du PRD de juin 1996. Fort de

⁸ CEDEÑO DEL OLMO Manuel, "Elecciones en Tabasco y la pugna por la gubernatura, 1988-1994. Los nudos de la transición regional", *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, vol. 40, n° 161, 1995, p. 161-182.

⁹ MEDINA Juan, "Los herederos del populismo. La experiencia del PRD y el Frente Grande", *Nueva sociedad*, vol. 157, 1998, p. 87-106.

¹⁰ PRUD'HOMME Jean François, *Los conflictos electorales estatales y las relaciones interpartidistas nacionales en México (1988-1994)*, México, Documento de Trabajo CIDE, n° 61, 1997.

¹¹ LÓPEZ OBRADOR Andrés Manuel, *Entre la historia y la esperanza: Corrupción y lucha democrática en Tabasco*, México, Grijalbo, 1995.

l'appui des principaux cadres du parti, dont son dirigeant historique, Cuauhtémoc Cárdenas, López Obrador est élu président du parti avec plus de 75% des suffrages des délégués. Ironiquement, lui qui s'est fait connaître pour son combat contre les irrégularités électorales doit à son tour faire face à des accusations de fraudes à cette occasion. Deux candidats malheureux à la présidence du PRD, Heberto Castillo et Amalia García, l'accusent en effet d'avoir manipulé l'appareil partisan pour s'offrir la victoire¹², particulièrement dans l'Etat de Tabasco où il a obtenu près de 98% des suffrages. Cependant, peu suivis dans leur démarche, les deux hommes renoncent finalement à tout recours et acceptent de reconnaître l'irréversibilité de leur défaite¹³.

Dans un contexte d'ouverture de la compétition politique nationale, López Obrador cherche à consolider la place du parti comme alternative principale au PRI. Il y parvient lors des élections générales de 1997, au cours desquelles le PRD s'impose comme la deuxième force politique du pays avec 125 députés à l'Assemblée nationale (contre 239 pour le PRI, en net recul, et 121 pour le PAN) et obtient son premier exécutif local, avec l'élection de Cuauhtémoc Cárdenas comme Chef du gouvernement du District Fédéral de México. Lors des élections locales de 1998 et 1999, le parti renforce son implantation territoriale en remportant trois nouveaux postes de gouverneur dans les états de Zacatecas, de Tlaxcala et de Baja California Sur. À l'issue de son mandat à la tête du PRD, López Obrador est désigné comme le candidat du parti pour succéder à Cuauhtémoc Cárdenas à la tête du gouvernement du District Fédéral de México lors des élections de 2000. En dépit du net recul électoral du PRD¹⁴, López Obrador parvient à se faire élire à la tête de l'exécutif de la capitale. À quarante-sept ans, après plus de vingt années d'engagement politique au PRI puis au PRD, c'est la première fois qu'il accède à une position de pouvoir institutionnel.

Dans la peau du favori

Les cinq années passées par López Obrador à la présidence du gouvernement du district

¹² MARTÍNEZ GONZÁLEZ Víctor Hugo, *Fisiones y fusiones; divorcios y reconciliaciones: la dirigencia del Partido de la Revolución Democrática, 1989-2004*, México, Centro de Estudios Políticos y Sociales Monterrey, 2005, 271 p.

¹³ ARMENDÁRIZ RAMÍREZ Guillermo, *PRD: las fracciones y la organización la articulación intrapartidista*, México, Universidad Autónoma Metropolitana, Tesis de Licenciatura, 1999.

¹⁴ Lors de l'élection présidentielle, Cuauhtémoc Cárdenas ne se place qu'en troisième position avec moins de 17% des voix et le PRD subit une véritable déroute aux élections législatives fédérales, perdant plus de la moitié de ses sièges par rapport aux élections précédentes (53 députés contre 125 en 1997) et se plaçant loin derrière le PRI et le PAN. À Mexico, López Obrador obtient un résultat sensiblement inférieur à celui de son prédécesseur (37,7% des voix contre 48,8%), mais suffisant pour devancer de quelques points son principal rival du PAN.

fédéral de Mexico lui permettent de renforcer son statut de prétendant sérieux à la présidence de la République. Fort d'une côte de popularité record, il apparaît comme le « candidat naturel » du PRD pour les élections de 2006¹⁵.

Dans les derniers mois de son mandat à Mexico, il est cependant impliqué dans plusieurs scandales qui menacent sa trajectoire de présidentiable. Tout d'abord, début 2004, des vidéos montrant certains de ses alliés politiques prendre part à des délits de corruption et de blanchiment d'argent sont diffusées à la télévision. À ce « videoescándalos » succède rapidement une seconde affaire impliquant cette fois directement López Obrador. Le 17 mai 2004, le Procureur Général de la République (PGR) engage en effet une procédure contre lui pour abus d'autorité et non-respect d'une décision judiciaire¹⁶. Il l'accuse d'avoir manqué à ses obligations de chef du gouvernement de la capitale en n'ayant pas bloqué un chantier de voirie qui faisait pourtant l'objet d'un arrêté suspensif. L'affaire, connue comme « El Encino » (du nom du terrain du chantier), donne lieu à une véritable passe d'arme politique, juridique et médiatique entre le gouvernement fédéral du Président Vicente Fox – représenté par le Procureur – et López Obrador, qui dénonce une manœuvre du PAN pour l'empêcher de se présenter à l'élection présidentielle.

Suite à la levée de son immunité par la Chambre fédérale le 7 avril 2005, López Obrador renoue avec le répertoire d'action contestataire sur lequel il a fondé sa notoriété au cours des années 1990. Le 24 avril, il appelle à un « mouvement de résistance civile pacifique » et réunit plusieurs centaines de milliers de ses partisans sur la place du Zócalo pour dénoncer les attaques du gouvernement fédéral à son encontre¹⁷. L'ampleur de cette mobilisation et son retentissement médiatique sont telles que le Président Vicente Fox, craignant des débordements, décide finalement de mettre fin à la procédure judiciaire contre López Obrador. Une rencontre est même organisée entre les deux hommes au Palais présidentiel, au cours de laquelle Vicente Fox annonce vouloir que l'élection présidentielle de 2006 se déroule dans un « climat apaisé, transparent, pacifique et ordonné¹⁸ ». Libéré de toutes poursuites judiciaires et renforcé politiquement par son coup de force du 24 avril, López Obrador peut officialiser sereinement son entrée en campagne. Le 11 août 2005, il expose ses

¹⁵ LAWSON Chappell & MORENO Alejandro, "Estudio panel México 2006: Midiendo el cambio de opiniones durante la campaña presidencial", *Política y gobierno*, vol. 14, n° 2, 2007, p 437-461.

¹⁶ BALDERAS Rita & PALMA Esperanza, "Una evaluación del PRD después de la alternancia de 2000", in GUTIÉRREZ, Roberto et al. (ed.), *México 2006: Implicaciones y efectos de la disputa por el poder político*, México, UAM-A México, 2007, p.114-121.

¹⁷ "Apoyo al dirigente quiebra el silencio", *El Universal*, 25 avril 2005.

¹⁸ *La Jornada*, 7 mai 2005.

« Cinquante engagements basiques devant le Peuple du Mexique » et est investi candidat de la « Coalition pour le Bien de Tous » (PRD-PT-Convergencia) pour l'élection présidentielle du 2 juillet 2006.

Si cinq candidats prétendent à la magistrature suprême, la campagne électorale tend rapidement à se focaliser sur les deux d'entre eux perçus comme les favoris: le candidat du PAN et du gouvernement sortant Felipe Calderón d'une part, et López Obrador d'autre part. Au début de l'année 2006, la majorité des sondages d'opinion placent ce dernier en tête des intentions de vote, même si l'écart avec Calderon reste souvent dans la marge d'erreur. Ces enquêtes pré-électorales positives nourrissent les espoirs de victoire parmi les soutiens du candidat de gauche. La confiance en un succès de López Obrador reste d'ailleurs très élevée au sein du PRD jusqu'au jour du scrutin. Elle résiste également à la campagne très agressive menée par ses différents opposants, au premier rang desquels le PAN et les partisans de Felipe Calderón bien sûr, mais aussi le PRI et même une partie du clergé de l'Eglise catholique du Mexique¹⁹. Pour affaiblir López Obrador, les membres de l'équipe de Felipe Calderón n'hésitent pas à inonder les chaînes de télévision de spots négatifs, le traitant de menteur et de traître, le comparant au dirigeant vénézuélien Hugo Chávez ou encore le dépeignant comme un « un danger mortel pour le Mexique ». Si le candidat du PAN se désolidarise officiellement de ces attaques qui enfreignent la loi électorale, celles-ci entretiennent un climat politique délétère et polarisant jusqu'au jour du vote²⁰.

En somme, dès la campagne électorale, on peut identifier trois facteurs laissant présager que l'acceptation du résultat de l'élection présidentielle de 2006 par les protagonistes de la compétition électorale pourrait être encore plus délicate que six ans auparavant, lors de la première alternance historique à la tête de l'Etat. Premièrement, le potentiel contestataire du principal candidat d'opposition, López Obrador. Celui-ci donne d'ailleurs à voir, dès les prémices de la campagne électorale, son importante capacité de mobilisation protestataire en initiant une manifestation pour écarter les menaces judiciaires qui pèsent alors sur sa candidature. Deuxièmement, la grande incertitude qui entoure le résultat de l'élection et dont témoigne les enquêtes pré-électorales. Et enfin, troisièmement, le climat de tension intense qui se développe au cours de la campagne électorale, et qui exacerbe la défiance entre les

¹⁹ LEHOUCQ Fabrice, "¿Qué es el fraude electoral? Su naturaleza, sus causas y consecuencias", *Revista mexicana de sociología*, vol. 69, n°1, 2007, p. 1-38; AGUAYO QUEZADA Sergio, *Vuelta en U*, México, Editorial Taurus, 2007.

²⁰ TREVIÑO Javier, *Inequidad y miedo: las elecciones federales de 2006 vistas por tv*, México, Propuesta Cívica-IFE, 2007.

partisans de Calderón et ceux de López Obrador.

L'inacceptable défaite

Dans un article intitulé « Le messie tropical » et publié quelques jours avant l'élection présidentielle de 2006, l'historien Enrique Krauze envisage trois scénarios différents pour le scrutin²¹ : une victoire historique de López Obrador, une large défaite de López Obrador et enfin une défaite serrée de López Obrador (avec une marge inférieure à sept points). Dans ce dernier cas, Krauze anticipe que le candidat du PRD refusera de reconnaître sa défaite et aura recours à des dispositifs de contestation des résultats électoraux inspirés de ses expériences passées : dénonciation de fraude et de complot, appel à la « résistance civile », manifestations ou encore occupations de l'espace publique. Le déroulement effectif de l'élection de 2006, qui reste l'un des épisodes les plus controversés de l'histoire politique contemporaine du Mexique²², va venir valider l'intuition d'Enrique Krauze.

Le 2 juillet 2006 au soir, les premières estimations confirment le caractère extrêmement serré de l'élection présidentielle : les résultats de tous les sondages sortis des urnes se situant dans la marge d'erreur. Dans ces conditions, le Secrétariat du gouvernement exhorte l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus électoral (candidats, partis politiques, médias, etc.) à ne pas communiquer d'informations sur les résultats, afin d'éviter la diffusion de rumeurs contradictoire. À 23h, le Président de l'IFE annonce que le décompte rapide ne permet pas d'indiquer des tendances fiables et qu'il faudra donc attendre le dépouillement complet pour avoir les résultats. Il précise en outre que l'écart entre les deux premiers candidats est « très faible, comme on ne l'a jamais vu au Mexique²³ ». En dépit de cette incertitude et des appels à la réserve, les représentants du PAN et du PRD s'empresent de proclamer leur candidat vainqueur. Le directeur de campagne de López Obrador invite même ses partisans à se réunir sur la place du Zócalo pour fêter ce succès historique. La joie des dizaines de milliers de personnes qui répondent à son appel est cependant de courte durée.

Dès le lendemain de l'élection, le 3 juillet, le PREP (Programme de Résultats Electoraux

²¹ KRAUZE, Enrique, "López Obrador : El mesías tropical", *Letras Libres*, vol. 16, 2006.

²² CORDOVA VIANELLO, Lorenzo, "Elecciones Competidas: Las Lecciones del Caso Mexicano en 2006", in ZETTY Bou et al. (ed.), *Resultados Electorales Ajustados. Experiencias y Lecciones Aprendidas*, San José, Cuadernos CAPEL, vol. 52, 2008.

²³ *El Universal*, "Mensaje íntegro de Ugalde", 2 juillet 2006.

Préliminaires) déclare qu'après dépouillement de 98,4% des bulletins, Calderón a une avance de 1,04% sur López Obrador. Le jour suivant, il est décidé de mettre à l'écart plus de deux millions de bulletins litigieux, ce qui renforce les suspicions et les tensions entre les camps opposés²⁴. L'avance de Calderón n'est plus estimée alors qu'à 0,64%. Le 5 juillet, l'IFE annonce procéder à un ultime décompte des voix dans l'ensemble des trois cents districts électoraux du pays. Le lendemain, les juges électoraux déclarent officiellement l'élection de Felipe Calderón en tant que Président de la République avec 35,89% des suffrages exprimés, contre « seulement » 35,31% pour López Obrador. Alors que plusieurs chefs de gouvernement étranger adressent leurs félicitations à Calderón et que les missions internationales d'observation électorale certifient la sincérité du scrutin, López Obrador et les cadres du PRD font part de leur refus de reconnaître ce résultat.

Dénonçant d'importantes irrégularités dans le déroulement du scrutin (bureaux de vote non conformes, tentative de pression de représentants du PAN sur des électeurs, etc.) et lors du décompte réalisé par le PREP (comportement suspect de certains agents de l'agence, invalidation de votes a priori conformes, etc.), ils exigent un nouveau décompte des voix dans chacun des 120 000 bureaux de vote répartis sur le territoire mexicain. Après examen, le recours de López Obrador est rejeté par l'IFE puis par le Tribunal Electoral du Pouvoir Judiciaire de la Fédération (TEPJF). Reconnaisant certaines irrégularités dans le dépouillement, cette dernière institution autorise néanmoins le 5 août un recomptage partiel des voix dans près de 12 000 bureaux de vote. Du 9 au 13 août, des centaines de milliers de bulletins sont ainsi réexaminés par des scrutateurs dans un climat de tension extrême. Finalement, le TEPJF procède à l'annulation de plus de 150 000 suffrages, 80 500 pour Calderón et 73 500 pour López Obrador. Les gains du candidat du PRD sur son adversaire du PAN étant insuffisants pour inverser le résultat de l'élection, le TEPJF confirme la victoire de Calderón et annonce la fin du processus électoral. López Obrador et ses partisans refusent à nouveau d'accepter cette décision. Pour eux, seul un recomptage complet aurait pu permettre de trancher définitivement le différent et de produire un résultat transparent et acceptable. À leurs yeux, la décision des juges de l'élection de limiter le recomptage à certains bureaux de vote interroge sur leur neutralité et maintient le doute sur la sincérité du scrutin et du

²⁴ APARICIO Javier, "Análisis estadístico de la elección presidencial de 2006: ¿Fraude o errores aleatorios?", *Política y gobierno*, vol. 16, 2009, p. 225-243 ; CASTAÑEDA Gonzalo & IBARRA Ignacio, "Detección de fraude con modelos basados en agentes: las elecciones mexicanas de 2006", *Perfiles latinoamericanos*, vol. 18, n°36, 2010 p. 43-69.

dépouillement²⁵. Malgré le rejet de leurs recours, les alliés de López Obrador décident donc de poursuivre leur contestation des résultats par d'autres moyens extra-institutionnels.

La stratégie de contestation développée par López Obrador après les élections de 2006 s'inspire largement de ses expériences précédentes de défaites. À l'issue de chacune de ses candidatures malheureuses, il s'est en effet efforcé de mettre en scène dans l'espace public son « combat » (*lucha*) contre les responsables politiques « fraudeurs ». Pour se faire, il a toujours pu compter sur les importantes ressources du PRD. Bien articulé aux mouvements sociaux, le PRD dispose en effet d'un important réservoir de militants expérimentés, d'une grande proximité avec les milieux intellectuels et d'une très bonne implantation locale dans l'Etat de México, qui lui permet d'être visible au cœur de la capitale fédérale. L'élection présidentielle de 2006 donne une nouvelle opportunité à López Obrador et au PRD de faire la preuve de leur puissance mobilisatrice. Comme en 1988 puis en 1994, lorsqu'il avait brigué le poste de Gouverneur de l'Etat de Tabasco, López Obrador appelle ses soutiens à organiser une résistance civile pacifique en occupant l'espace public. C'est à nouveau sur la place du Zócalo de Mexico qu'il convie ses partisans. Un grand campement est établi au cœur symbolique du pouvoir mexicain pour dénoncer les fraudes électorales supposées, critiquer la partialité des juges de l'élection et appeler à un recomptage complet des votes. L'enjeu étant cette fois d'ordre national, la manifestation de Zócalo s'enrichit d'un nouvel élément : son auto-proclamation théâtralisée en tant qu'« Assemblée », représentante légitime du peuple mexicain.

Une « Première Assemblée » est convoquée le 8 juillet, alors que la demande de López Obrador d'organiser un recompte « bureau de vote par bureau de vote » est encore en cours d'instruction par le TEPJF. En marge de cette assemblée, López Obrador invite tous les militants de gauche du pays à venir le rejoindre à México dans le cadre d'une grande « Marche nationale pour la démocratie ».

Le 16 juillet, une « Deuxième Assemblée » est organisée à México, à l'issue d'une marche citoyenne réunissant plusieurs centaines de milliers de personnes. L'objet de la manifestation est à nouveau d'obtenir un recompte intégral des voix. Dans le même temps, environ trois-cents « campements citoyens » sont installés sur plusieurs grands axes de la Capitale. Opérant

²⁵ ACKERMAN John Mill, "The Limits of Transparency: the Case of Mexico's Electoral Ballots", *Mexican Law Review*, vol. 8, n° 1, 2007.

comme des centres d'information du mouvement de résistance civile pacifique, ces campements réunissent des sympathisants de López Obrador, des militants du PRD, des intellectuels et des personnalités publiques de la gauche mexicaine. Ils entravent pendant plusieurs jours la circulation dans le centre de la Capitale et suscitent des tensions avec les riverains et les forces de l'ordre.

Finalement, une « Troisième Assemblée » est organisée le 30 juillet, sur le modèle de la seconde, c'est-à-dire une marche citoyenne dans le centre de la capitale suivie par un grand rassemblement place du Zócalo. Trois décisions fortes sont prises par les soutiens du candidat du PRD lors de cette nouvelle « Assemblée ». Tout d'abord, il est annoncé que quoi qu'il arrive, ils reconnaîtront López Obrador comme le seul « Président légitime » du Mexique à compter du 20 novembre 2006. Ensuite, les manifestants annoncent qu'ils empêcheront par tous les moyens Calderón de prêter serment et d'entrer en fonction en tant que Président le 1^{er} décembre. Enfin, troisièmement, il est décidé de créer un Large Front Progressiste (*Frente Amplio Progresista*) et une « Convention Nationale Démocratique » pour renforcer le dialogue entre les différentes forces politiques d'opposition et préciser les prochaines étapes du mouvement de résistance au gouvernement du PAN.

La décision de refuser coûte de coûte la victoire de Calderón divise au sein du PRD. Certains dirigeants du parti ne cachent pas leur crainte de fragiliser les institutions étatiques et le jeune pluralisme mexicain en adoptant une posture trop intransigeante. C'est notamment le cas de Cuauhtémoc Cárdenas, fondateur du PRD et candidat pour du parti aux élections présidentielles de 1988, 1994 et 2000. Il se montre très critique du choix de López Obrador d'initier des campements protestataires à travers le pays et aussi de sa prétention à se faire reconnaître comme le « président légitime », en rébellion contre les institutions établies. Une quarantaine de députés du PRD s'associent à la démarche de Cárdenas et manifestent publiquement leur désaccord avec les actions définies lors de la troisième « Assemblée ». Dans la foulée, ils décident d'engager des discussions avec le PAN pour trouver une solution de sortie de crise et reconnaître la victoire de Calderón en échange d'une alliance législative.

Malgré ces premiers désistements d'importance, López Obrador s'en tient dans les semaines suivantes au plan d'action défini fin juillet. Le 20 novembre, sur une place du Zócalo noire de monde, la figure du militantisme de gauche et sénatrice Rosario Ybarra (PRD-PT) lui enfile solennellement une écharpe présidentielle et lui fait prêter serment en tant que « Président

légitime du Mexique ». Suite à cette « investiture citoyenne », López Obrador annonce son intention de nommer un gouvernement parallèle à celui du PAN et de mener une grande tournée à travers le Mexique pour faire connaître son programme alternatif. Si la mobilisation du 20 novembre est festive et pacifique, le rituel d'investiture et le discours de López Obrador dont elle est le théâtre contribuent à renforcer encore la conflictualité post-électorale et les fractures internes de la gauche. Alors que les dirigeants du PAN et du PRI dénoncent une tentative de coup d'Etat, les dirigeants du parti Convergence, jusqu'alors soutiens de López Obrador, décident de s'en désolidariser. Comme les cadres du PRD réunis autour de Cuauhtémoc Cárdenas, ils l'appellent à accepter la décision finale du Tribunal électoral et à reconnaître enfin la victoire de Calderón.

Le 1^{er} décembre, jour de la passation officielle de pouvoir entre le président sortant Vicente Fox et Felipe Calderón, la tension est palpable dans la Capitale. Le Congrès est le théâtre de vifs échanges verbaux et d'accrochages physiques entre des parlementaires du PAN et des députés pro-López Obrador. Certains de ces derniers tentent même de bloquer l'entrée du bâtiment afin d'empêcher la tenue de la prestation de serment. Calderón est contraint de faire son entrée par une porte dérobée, sous la protection de la Garde présidentielle. L'investiture du nouveau « Président constitutionnel » est finalement expédiée en quelques minutes dans une ambiance mouvementée qui l'empêche de prononcer son discours d'entrée en fonction. Parallèlement à ce « sabotage » de la cérémonie d'investiture de Calderon au Congrès, les partisans de López Obrador organisent une grande manifestation dans les rues de Mexico. À la tête du cortège, celui qui continue à se présenter comme le vainqueur légitime des élections prononce un discours très agressif à l'encontre du PAN et appelle les citoyens à se rebeller contre le gouvernement. Si les mobilisations du 1^{er} décembre peuvent globalement être considérées comme des succès – l'investiture de Calderón est profondément perturbée et López Obrador fait une nouvelle fois la preuve de sa capacité de mobilisation – elles marquent aussi le début de l'essoufflement du mouvement de contestation initié en juillet. Certes le « Président légitime » et son « gouvernement » continuent à se mobiliser sans relâche pour obtenir le recompte des voix et faire reconnaître leur légitimité. Néanmoins, ils peinent à entraver le fonctionnement du nouveau gouvernement Calderón, à maintenir l'intérêt médiatique pour leur mobilisation, et à maintenir durablement l'unité de leur camp.

Réorienter et routiniser la contestation

Malgré l'entrée en fonction de Calderón, López Obrador continue à refuser obstinément de reconnaître la légitimité des résultats de l'élection présidentielle. Il réoriente néanmoins ses actions de contestation pour les adapter à la nouvelle situation. Il ne s'agit plus tant pour lui de priver Calderón du mandat de Président, qu'il exerce désormais, que d'entretenir sa stature de premier opposant et de garant de la démocratie mexicaine. D'une part, renouant avec une habitude prise lors de première défaite contestée en 1988 à Tabasco, il publie un ouvrage intitulé *La mafia nous a volé la Présidence* pour dénoncer les fraudes qui auraient selon lui entachées le scrutin de 2006, et particulièrement son dépouillement²⁶. D'autre part, il privilégie désormais aux grands rassemblements contestataires dans la capitale — qui impliquent une confrontation directe avec le pouvoir fédéral et les forces de l'ordre - des rencontres décentralisées de taille plus réduite. Il s'engage alors avec ses douze « ministres » dans une tournée de longue haleine à travers le Mexique. Au total, au cours des années 2007 et 2008, López Obrador se rend dans plus d'un millier de municipalités pour développer un réseau de « représentants du gouvernement légitime », qui revendique plus d'un million et demi de membres et est présenté comme la base d'une administration parallèle à celle du gouvernement officiel²⁷. Outre faire reconnaître son autorité, cette tournée vise surtout pour López Obrador à entretenir sa légitimité personnelle en tant que leader de la gauche et à se positionner comme un acteur central et incontournable dans les luttes internes au PRD. Comme le note Hélène Combes, lors des visites de López Obrador: « Chacun vient faire acte de présence dans son bastion ou dans sa circonscription. On se doit d'être là, au côté du grand leader national. Dès la réunion préparatoire, la composition de l'estrade apparaît bien comme un élément essentiel. (...) Face à la multitude d'organisations et aux rivalités entre dirigeants, l'estrade devient l'espace symbolique de la lutte partisane, le lieu où s'exprime l'appui à López Obrador et surtout le lieu où l'on souhaite capter son leadership. Paradoxalement, elle devient aussi l'espace où s'affirme la suprématie du parti sur le mouvement de López Obrador. Les élus du PRD sont là, qu'ils soient proches du « président légitime » ou moins proches, et parlent au nom du parti²⁸. »

²⁶ LOPEZ OBRADOR Andrés Manuel, *La mafia que nos robó la Presidencia*, México, Grijalbo, 2007. Comme lors de ses défaites précédentes, la publication d'ouvrages fait partie prenante du registre contestataire post-électoral de López Obrador. Celui-ci publiera trois ans plus tard un nouvel ouvrage prolongeant sa démarche et le positionnant dans la perspective des élections de 2012 : LOPEZ OBRADOR Andrés Manuel, *La mafia que se adueño de México... Y el 2012*, México, Penguin Random House, 2010.

²⁷ Sur la tournée post-électorale de López Obrador à travers le Mexique, voir COMBES Hélène, « Battre campagne avec le « président légitime » du Mexique. Carnet de terrain », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 1, n°71, 2009, p. 47-67.

²⁸ *Ibid.*, p. 60-61.

La mise en scène des interventions publiques de López Obrador dans les différentes municipalités où il se rend lors de sa tournée masque cependant mal les divisions croissantes au sein de la direction nationale du PRD. Devant déjà faire face depuis plusieurs mois aux critiques des proches de Cárdenas, il voit son nombre de soutiens se réduire à nouveau sensiblement à l'approche des élections régionales de 2007. Plusieurs cadres du parti de gauche décident en effet alors de se désolidariser de sa stratégie selon eux jusqu'au-boutiste et l'appellent à rentrer dans l'ordre constitutionnel. Pour compenser ces défections, López Obrador cherche de nouveaux appuis en dehors du parti, notamment à l'étranger et parmi les intellectuels²⁹. Dans le même temps, il tente d'étoffer le programme de gouvernement parallèle pour l'autonomiser de celui du PRD. Il s'efforce également d'intensifier ses prises de position dans les débats législatifs, notamment en s'engageant vigoureusement contre le projet de réforme énergétique porté par le PAN. Ainsi, en 2008, il prend l'initiative de lancer une grande consultation citoyenne sur le thème de l'énergie et de créer un « Mouvement National pour la Défense du Pétrole National » qui mène notamment une spectaculaire occupation du Congrès³⁰. Ces initiatives individuelles, prises sans concertation avec les instances du PRD, intensifient les tensions entre López Obrador et son parti. Elles renforcent en son sein le courant dit des Chuchos (« les chiens »). Créé après l'élection de 2006 par deux cadres du PRD (Jesús Ortega et Jesús Zambrano), celui-ci plaide pour que le parti se désolidarise de López Obrador et engage un rapprochement stratégique avec le PAN (notamment en vue de contrer la montée du PRI aux élections législatives de mi-mandat, prévues en de 2009³¹).

Les élections internes au PRD de 2008 sont dominées par l'opposition entre les alliés de López Obrador et les partisans des Chuchos. À l'issue d'un vote interne entaché d'irrégularités, ce sont finalement ces derniers qui revendiquent la victoire³². Une fois de plus, mais cette fois dans sa propre formation politique, López Obrador refuse dans un premier temps de reconnaître sa défaite. Ses soutiens commencent même une occupation du siège du

²⁹ En 2007, deux documentaires ont été réalisés sur ce sujet par le cinéaste mexicain Luis Mandoki : *Qui est Monsieur López ? (¿Quién es el señor López?)* et *Fraude: México 2006*.

³⁰ FOURNIER María de Lourdes, GUERRERO Claudia & SALAZAR Pedro, "Encuestas y participación ciudadana en asuntos públicos: la consulta ciudadana sobre la reforma energética", *Revista legislativa de estudios sociales y de opinión pública*, vol. 3, n°5, 2010, p.97-120.

³¹ MYERS GALLARDO Alfonso, "Derrotas Electorales y Estrategias de Competencia Partidista: El caso del PRI en México", in MARTÍNEZ Gabriel & MYERS GALLARDO Alfonso (ed.) *Nociones Sobre Democracia y Buen Gobierno*, Salamanca, Ed. Ratio Legis, 2012, p. 99-134.

³² ESPEJEL ESPINOZA Alberto, "Una explicación de las elecciones fraudulentas de dirigencia nacional. El caso del Partido de la Revolución Democrática (1999-2008)", *Convergencia. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 21, n°65, p. 119-145.

PRD pour réclamer un nouveau scrutin « transparent et sincère ». S'ils acceptent finalement de reconnaître les résultats du vote interne, cet épisode contestataire aggrave considérablement la crise interne du PRD et, plus largement, sa position dans le paysage politique mexicain. Aux élections parlementaires de 2009, le PRD réunit moins de 15% des voix. Le parti perd soixante-quatre sièges de députés fédéraux (soit 55% de sa représentation parlementaire) et est relégué loin derrière ses rivaux du PAN et du PRI. Ce piètre résultat permet à López Obrador de revenir sur le devant de la scène partisane. Il a en effet beau jeu de pointer l'incapacité de ses rivaux au sein du PRD à faire fructifier son résultat à la présidentielle et à conforter la position du parti comme la principale force d'opposition démocratique du pays. Fort du statut de « Président légitime », dont il continue à se revendiquer, mais aussi de sa capacité à maintenir une certaine popularité personnelle dans les sondages d'opinion, il s'attache à légitimer sa prétention au leadership sur la gauche mexicaine, notamment dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012 à laquelle il ne cache pas son ambition de participer. Malgré ses dénonciations répétées des fraudes, López Obrador n'a en effet paradoxalement jamais eu de cesse d'exprimer son désir de continuer à jouer le jeu de la compétition électorale pour accéder au pouvoir.

Conclusion

La combinaison entre une campagne électorale polarisée, des attentes de victoire déjouées pour le *challenger*, un résultat serré et une compétition arbitrée par des institutions électorales considérées comme peu fiables, constitue un contexte *a priori* favorable à la non-reconnaissance de la défaite par le camp perdant. On retrouve précisément ces quatre éléments lors des élections mexicaines de 2006. La question de la reconnaissance de la défaite est d'autant plus sensible que le Mexique sort à peine d'une période de plus de soixante-dix ans (1929-2000) sous la domination d'un parti hégémonique, le PRI. Malgré l'alternance de 2000, ce régime qualifié de « dictature parfaite » par l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa³³ marque alors encore fortement les imaginaires et les pratiques politiques. De quoi alimenter la défiance des *challengers* à l'heure de subir une courte défaite. Mais un autre facteur peut permettre d'expliquer les tensions post-électorales dans le cas ici considéré : la carrière contestataire du candidat battu. Andrés Manuel López Obrador a été un témoin et un acteur central de la période d'ouverture du régime vers une plus grande compétitivité électorale. Entré dans la carrière politique au sein du PRI, il a ensuite contribué avec acharnement à

³³ LLOSA Mario Vargas, "México es la dictadura perfecta", *El País*, 01/09/1990.

l'affirmation du pluralisme politique. Son entrée dans la carrière électorale est marquée par deux défaites, en 1988 puis en 1994, alors qu'il brigue le poste de Gouverneur de l'Etat de Tabasco. Par deux fois, López Obrador conteste avec véhémence la sincérité des résultats. Et par deux fois il prolonge sa rhétorique de refus de la défaite par une série d'actions protestataires contre les autorités politiques (manifestations, marches, occupations, boycott, etc.). L'engagement dans ces mobilisations de longue haleine, lui permet de se faire connaître et reconnaître au niveau national comme une personnalité politique ferme et combative.

Derrière les enjeux contextuels de l'élection de 2006, le refus d'un verdict des urnes défavorable est donc une constante dans la trajectoire politique de López Obrador, tout comme la mobilisation d'un répertoire d'action visant à faire évoluer en sa faveur les rapports de force post-électoraux. Ce répertoire reproduit un agencement similaire d'actions contestataires d'une élection à l'autre (occupation de l'espace public, marches citoyennes, publication d'ouvrages...), tout en s'enrichissant ponctuellement de nouveaux éléments (avec notamment en 2006, l'imitation des symboles et rituels du pouvoir institutionnel). Au-delà de la volonté affichée de faire pression sur les autorités électorales et politiques afin de faire reconnaître une fraude et invalider les résultats, les mobilisations post-électorales sont avant tout pour López Obrador un moyen de maintenir une position centrale dans la compétition interne à son propre camp politique. Cette posture structurellement protestataire lui permet de se présenter en victime d'un jeu politique biaisé, et ainsi, en externalisant les responsabilités de ses défaites électorales, à pouvoir continuer à faire fructifier son capital politique dans l'opposition. Pour l'élection présidentielle de 2012, c'est à nouveau lui qui a été désigné candidat de l'alliance emmenée par le PRD. Malgré une large défaite – le candidat du PRI, Enrique Peña Nieto, a été élu avec 38,2% des suffrages contre 31,6% pour López Obrador, soit une différence de 3,5 millions de suffrages – il est parvenu à reproduire ce schéma et à mobiliser une nouvelle fois son répertoire contestataire. Il n'a d'ailleurs jamais reconnu officiellement sa défaite.

Pour avoir beaucoup perdu et beaucoup contesté, López Obrador a développé un rapport ambigu à la démocratie. Il est considéré tantôt comme un militant opiniâtre, héraut malheureux de la démocratie mexicaine, tantôt comme un mauvais perdant, incapable de se plier au verdict des urnes. Il n'en demeure pas moins un personnage central de la vie politique mexicaine, qui a réussi à survivre en politique – et même consolider son capital politique – malgré les défaites. Tel un phénix qui renaît de ses cendres électorales, López Obrador a de

nouveau été le candidat de la gauche pour l'élection présidentielle de 2018, cette fois-ci sous l'étiquette d'une nouvelle organisation politique, le Mouvement de Régénération Nationale (Morena), créée en 2012 après sa deuxième défaite à l'élection présidentielle. Après trente ans d'une carrière électorale contestataire, l'acharnement de López Obrador a finalement été payant, puisqu'il a remporté haut la main cette élection. Avec 53,2% des votes, il a signé une victoire écrasante et incontestable, loin devant les candidats de l'alliance PAN/PRD, Ricardo Anaya (22,3%) et du PRI, José Antonio Meade (16,4%). S'il est en partie lié à des facteurs conjoncturels, notamment le fort rejet du gouvernement sortant et la dégradation des relations avec les Etats-Unis à la suite de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, ce succès ne constitue pas moins une alternance historique dans l'histoire du Mexique. Au niveau personnel, cette élection marque l'apogée tardive d'une carrière politique qui s'est structurée sur les défaites et à travers les défaites.

2^e partie

Trajectoires de battus

La « traversée du désert ».
Les modalités de la reconversion post-défaite de
Georges Clémenceau sous la Troisième République
(1893-1902)

Cédric PASSARD

« Ce qui m'intéresse, c'est la vie des hommes qui ont échoué car c'est le signe qu'ils ont essayé de se surpasser. »

Citation attribuée à Georges Clémenceau

Avec la mise en place progressive d'un véritable marché électoral et d'une professionnalisation de l'activité politique, la Troisième République consacre la victoire ou la défaite à l'élection comme le moment déterminant du cursus politique. De fait, dans cette nouvelle configuration où la compétition pour les suffrages prend le pas sur la nomination électorale¹, le vote, en accordant – ou pas – aux candidats l'onction du suffrage universel, fait désormais figure non seulement, certes, de rite d'institution et d'ordination mais aussi potentiellement de rite de « désinstitution » et de « désordination ». En effet, dans cette période d'installation durable de la démocratie électorale en France où se construit l'apprentissage d'un métier et d'une vocation politiques de plus en plus fondés sur la victoire électorale, érigée en source suprême de légitimité, la défaite devient une expérience aux conséquences redoutables – et d'ailleurs souvent redoutées – sur les trajectoires des battus. Dans la plupart des cas, elle marque même la fin d'une carrière politique, surtout lorsqu'elle intervient à l'issue d'un premier mandat².

A cet égard, le cas de la défaite de Georges Clémenceau aux élections législatives de 1893 apparaît intéressant à étudier à plus d'un titre. Alors qu'il avait été constamment réélu depuis 1876 et qu'il avait acquis, à gauche, le statut de chef de l'opposition à la politique des

¹ Voir PHELIPPEAU Éric, *L'invention de l'homme politique moderne*, Paris, Belin, 2002, 367 p. ; VOILLIOT Christophe, *La candidature officielle. Une pratique d'État de la Restauration à la Troisième République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Carnot », 2005, 298 p.

² Par exemple, MAYEUR Jean-Marie (dir.) *Les parlementaires de la Seine sous la Troisième République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995, p. 201.

républicains modérés, cette défaite, de par son ampleur et les conditions dans lesquelles elle se déroule, se révèle, pour lui, un cuisant échec au point qu'il est amené à s'éloigner de la scène politique institutionnelle et à chercher dans d'autres activités les voies d'une reconversion. Pourtant, contre toute attente, celui qu'on disait politiquement fini amorce son retour neuf ans plus tard par son élection au Sénat. S'ouvre alors une seconde carrière politique pour « le Tigre³ » qui voit l'éternel opposant accéder lui-même aux responsabilités gouvernementales. Clémenceau façonne, par là même, une nouvelle mythologie démocratique qui n'a cessé, depuis, d'être convoquée : celle de la « traversée du désert » où l'homme politique, brutalement désavoué, doit s'inventer une nouvelle vie, avant d'amorcer un glorieux retour qui efface l'ancienne humiliation⁴. La traversée du désert incarne ainsi cette épreuve censée révéler les « Grands Hommes », ceux qui, parce qu'ils parviennent à se relever de leur infortune, semblent, en définitive, indestructibles, comme si ce qui ne les avait pas tués les rendait plus forts (pour parodier le célèbre aphorisme de Nietzsche). Le personnage de Clémenceau participe de cet imaginaire du Phoenix qui alimente l'antienne selon laquelle, en politique, on ne peut jamais être déclaré définitivement mort.

S'il a acquis, par la suite, le statut de référence, invoquée, jusqu'à aujourd'hui, par les hommes politiques face à la disgrâce des urnes, le cas de Clémenceau n'est pas, pour autant, à l'époque, classique. Au contraire puisque, comme nous l'avons déjà souligné, une débâcle électorale compromet alors généralement la poursuite d'une carrière politique. Le choix de porter attention à ce cas répond, de ce point de vue, davantage de sa spécificité voire de son exceptionnalité, que de sa représentativité. Il ne s'agit pas pour autant de céder à l'illusion biographique⁵, mais bien de l'envisager précisément dans ce en quoi il fait cas⁶, au sens où l'on parle de « cas d'école » ou de « cas d'espèce ». Autrement dit, l'objet de cet article est de comprendre le paradoxe même que donne à voir Clémenceau : comment ce dernier parvient-il à revenir en politique après son retentissant revers de 1893 et cette longue « traversée du désert » ? Une si tardive rentrée en scène amène à interroger la temporalité de carrières politiques scandées par les échéances électorales et, partant, la gestion des ressources partisans pendant une telle période de « tunnel » car, comme l'a souligné Brigitte Gaïti à

³ Ce surnom, comme celui du « tombeur de ministères », lui est donné dès ces années de lutte contre les « opportunistes ».

⁴ Voir notamment DELPORTE Christian, *Come back ! Ou l'art de revenir en politique*, Paris, Flammarion, 2014, 310 p.

⁵ *La Libre Parole*, 15 décembre 1892.

⁶ Dans une littérature abondante, citons PASSERON Jean-Claude et REVEL Jacques (dir.), *Penser par cas*, Paris, Editions de l'EHESS, 2005, 291 p. ; BECKER Howard et RAGIN Charles (dir.), *What is a case ? Exploring the foundations of social inquiry*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 242 p.

propos du difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing, « loin de pouvoir créer par sa seule volonté, ses calculs, ses manipulations ou sa publicité, les conditions de son propre succès, l'entrepreneur politique se voit "tenu" par les ressources qu'il peut investir dans la compétition, par l'existence d'agents ou de groupes disposés à [lui] accorder une attention, un soutien⁷ ».

Le retour tardif de Clémenceau en politique n'avait ainsi rien d'évident et tout porte même à croire qu'il n'était pas recherché ni même anticipé par le principal intéressé. Il convient donc de se méfier de toute vision téléologique qui, se plaçant à la fin de l'histoire, tendrait à supposer que les choses devaient forcément se dérouler comme elles se sont passées. Il faut, en revanche, interroger les conditions historiques et sociales qui ont rendu possibles, *in fine*, sa résistance à la défaite et son retour inattendu en politique après une si longue sortie. De ce point de vue, les modalités de repositionnement ou de reclassement apparaissent déterminantes, c'est-à-dire qu'on ne peut analyser les incidences sociobiographiques de la défaite électorale sur la carrière politique (approche diachronique) sans les référer aux logiques ou stratégies de reconversion et de renégociation identitaire que celle-ci induit et qui sont elles-mêmes fonction des dispositions et des ressources potentiellement mobilisables dans les autres sphères de vie (approche synchronique⁸) car, comme le notait déjà Erving Goffman dans un texte consacré à l'adaptation à l'échec, « on peut chercher dans un rôle des compensations à des préjudices subis dans d'autres⁹ ». Dans cette « carrière de la défaite¹⁰ » de Clémenceau, nous distinguerons, à partir de là, schématiquement trois grandes phases¹¹ : d'abord, l'abandon de rôle politique impliqué par la défaite électorale (phase de « répudiation »), la reconstruction de soi après la défaite ensuite (phase de « rédemption ») et la réhabilitation politique enfin (phase de « résurrection »).

⁷ GAITI Brigitte, « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing », *Revue Française de Science Politique*, vol. 40, n°6, 1990, p. 915.

⁸ Voir notamment FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, 319 p. ; BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETTI Michel (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'évènement*, Paris, La découverte, 2010, 397 p. ; LECLERCQ Catherine et PAGIS Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n°84, vol. 4, 2011, p.5-23.

⁹ GOFFMAN Erving, « Calmer le jobard : quelques aspects de l'adaptation à l'échec », in CASTEL Robert, COSNIER Jacques et JACOB Isaac (dir.), *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris, Minuit, 1989, p. 295.

¹⁰ Le concept de carrière, au sens que lui donne la sociologie interactionniste depuis E. Huges, nous semble heuristique pour appréhender à la fois les changements objectifs de positions ou de rôle de l'intéressé, mais aussi les mises en sens subjectives qui y sont accolées.

¹¹ Outre les nombreuses biographies anciennes ou contemporaines de Clémenceau, notre travail s'appuie sur une exploration de première main de sa correspondance et de la presse de l'époque.

La répudiation : perdre son rôle

La défaite électorale n'implique pas nécessairement un *exit* politique, encore moins prolongé, même si elle conduit, au moins, à faire temporairement son deuil d'un mandat ou d'une fonction politique en revenant à la vie civile ou en trouvant à se reclasser dans une autre position politique. Les incidences de la défaite sont, de fait, largement dépendantes de sa nature même et/ou de la manière dont elle se réalise. Il y a des défaites plus ou moins honorables. En l'occurrence, celle de Clémenceau ne lui laisse d'autre choix que de sortir du jeu politique et d'apprendre à « devenir un ex¹² ».

La disgrâce avant la défaite

Pour comprendre les conséquences de sa défaite sur la trajectoire de Clémenceau, il importe de préciser les circonstances dans lesquelles elle se produit. En effet, les incidences biographiques de la défaite se construisent largement en amont même de celle-ci. À cet égard, il convient de se méfier d'une lecture trop linéaire : les « effets » de la défaite sont, en partie, dépendants de ses « causes » et de ses conditions de survenue. Celles-ci impactent donc la possibilité et les modalités même d'un retour politique. Autrement dit, ce que la défaite produit est largement tributaire de ce dont elle est le produit. En la matière, la campagne de Clémenceau aux élections de 1893 s'inscrit dans un climat de forte animosité contre ce dernier qui est compromis par le récent scandale de Panama. Clémenceau se trouve alors mis en cause pour ses relations et son ancienne amitié avec l'homme d'affaires Cornelius Herz, qui a été, pendant deux ans, l'actionnaire de son journal, *La Justice*. Or, Herz est l'un des principaux protagonistes du scandale, impliqué pour la corruption de certains députés et comme maître-chanteur. Clémenceau devient la cible d'une violente campagne de presse. Son nom se trouve ainsi mêlé à celui des « chéquards ». Dans *La Libre Parole*, le quotidien d'extrême droite qui a le premier dénoncé l'affaire, Edouard Drumont le met directement en cause : « Sait-on quel est le personnage qui a demandé à Cornelius Herz de se dessaisir de cette liste de chèques qu'il tenait comme pièce comptable du baron de Reinach ? C'est Clémenceau¹³. » Les attaques contre Clémenceau sont relayées dans la presse d'information comme *Le Matin* ou *Le Petit Journal* (dont le tirage dépasse le million d'exemplaires) et se prolongent à la Chambre où Clémenceau est violemment pris à partie par les députés

¹² FUCHS EBAUGH Helen-Rose, *Becoming an Ex. The process of role exit*, Chicago, University of Chicago Press, 1988, 268 p.

¹³ DRUMONT Edouard, *La Libre Parole*, 15 décembre 1892.

nationalistes notamment. Dans un discours resté célèbre lors de la séance parlementaire du 20 décembre 1892, Déroulède fustige Clémenceau en reprenant à son compte les soupçons qui pèsent sur ce dernier :

« Qui donc parmi nous est venu proposer de faire place [à Herz] dans nos rangs ? Qui donc a peu à peu, et si vite en même temps, introduit, patronné, nationalisé en France cet étranger ? [...] Il y a fallu un Français, un Français puissant, influent, audacieux, qui fut tout ensemble son client et son protégé, son interlocuteur et son soutien. [...] Or ce complaisant, ce dévoué, cet infatigable intermédiaire si actif et si dangereux, vous le connaissez tous, son nom est sur toutes vos lèvres ; mais pas un de vous, pourtant, ne le nommerait. [...] Eh bien moi, je le nomme : c'est M. Clémenceau ! Voilà la vérité ! [...] Signalons à la vindicte publique le plus habile, le plus redoutable, le plus coupable de ces complaisants. »

Intervention de Paul Déroulède à la Chambre des députés, séance du 20 décembre 1892

Il s'ensuit un duel fortement médiatisé entre les deux députés. Aucun n'en sort vainqueur, mais, comme le signale un des biographes de Clémenceau, « atteint dans son prestige de croquemitaine, dans sa réputation légendaire de duelliste, il fait moins peur. Les crapauds bavèrent plus fort¹⁴ ». De fait, au cours des mois suivants, une nouvelle affaire vient ternir la renommée de Clémenceau. Un dénommé Norton, interprète-juré à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, fournit à Edouard Ducret, directeur du journal *La Cocarde* un bordereau qui atteste que Clémenceau, connu pour son anglophilie, aurait reçu vingt-mille livres du gouvernement britannique pour empêcher l'alliance de la France avec la Russie et l'intervention de la France en Egypte. Déroulède moque à la Chambre « l'ami de Cornelius Herz, l'ami de l'Angleterre » et l'accuse d'être un « agent de l'étranger¹⁵ ». Mais le document mettant en cause Clémenceau se révèle un faux grossier rapidement démasqué et Ducret et Norton sont condamnés par la justice.

Bien que blanchi des accusations lancées contre lui, Clémenceau reste atteint dans sa réputation et fragilisé dans sa position politique. Au cours de la campagne électorale, ses adversaires n'hésitent pas à mobiliser encore la rhétorique de l'escroc, du vendu, du traître contre celui que l'on appelle par dérision « sir Georges Clémenceau ». Une semaine avant le premier tour, *Le Petit Journal* publie, en une de son supplément illustré, une caricature le représentant en train de jongler avec des sacs de livres sterlings¹⁶. 40 000 exemplaires de ce

¹⁴ SUAREZ Georges, *Clémenceau*, Paris, Les Editions de France, 1934, p. 111-112.

¹⁵ *Ibid.*, p. 114-115.

¹⁶ « Le pas du commandité », *Le Petit Journal. Supplément illustré*, 19 août 1893.

supplément sont livrés aux électeurs de Draguignan dans la rue ou même à domicile. Sur les affiches placardées dans toute la circonscription et dans les rassemblements publics, on le brocarde comme l'agent de la Grande-Bretagne comme le relate, avec délectation, *Le Petit Journal* :

« Dans toutes les réunions où il ose se présenter, il est invariablement salué par une clameur vengeresse, par ce terrible *Aoh, yes!* qui a le don de l'énerver et de l'exaspérer. C'est l'insaisissable et invincible revanche de la colère publique qui concentre dans un raccourci simple et expressif tous ses griefs contre l'homme de l'Angleterre, contre le candidat du *Times*. Sous cette marée de cris méprisants, le criminel leader de l'extrême gauche perd pied : il est successivement débordé dans tous les auditoires, dans toutes les communes et dans tous les cantons. Le refrain ironique rompt l'effet des litanies de la bande clémenciste. Le ridicule prend une forme impalpable, subtile, intangible, qui blesse et tue presque sans lutte l'adversaire ahuri, décontenancé, mis en pièces. »

« Les litanies de M. Clémenceau », *Le Petit Journal*, 19 août 1893.

De son côté, la presse locale, majoritairement hostile à Clémenceau moque le « député exotique » et lui reproche de ne pas avoir défendu les intérêts des électeurs varois. Un pamphlet bihebdomadaire, *L'Anti-Clemenciste*, est même créé pour l'occasion. Le prestige de Clémenceau se retrouve ainsi fortement abîmé sous l'effet conjoint de deux propagandes électorales, « l'une venant de Paris et dirigée par ses adversaires de toujours, boulangistes et opportunistes, l'autre issue des milieux politiques locaux qui mettent à profit les remous du scandale de Panama pour se débarrasser d'un député "exotique"¹⁷ ». La violente campagne contre Clémenceau se traduit dans les résultats. Au premier tour, le 20 août, Clémenceau est mis en ballottage. Au deuxième tour, il n'obtient que 8 610 voix (sur 18 296 votants) et se retrouve donc battu par l'avocat Joseph Jourdan, soutenu par une coalition hétéroclite de gauche et de droite.

La « mort politique » du Tigre

Non seulement la défaite est rude mais les conditions dans lesquelles elle s'opère la rend encore plus sévère pour Clémenceau qui se trouve désavoué et humilié. Aussi celle-ci apparaît-elle comme le « gros événement¹⁸ » du scrutin et fait la une des quotidiens du

¹⁷ MALARTIC Yves, « Comment Clémenceau fut battu aux élections législatives à Draguignan en 1893 », *Province historique*, janvier-mars 1962.

¹⁸ *Le Figaro*, 4 septembre 1893.

lendemain. Un ensemble de commentaires, souvent cruels, s'emparent de sa débâche pour proclamer la sentence de mort politique de l'ancien tombeur de ministères. « Il faut relire, dans les histoires de la Révolution française, les pages sur le 9 Thermidor et les scènes qui suivirent la mort de Robespierre, pour se faire une idée des événements d'hier soir. [...] C'est la mort politique d'un homme éminemment puissant par lui-même, et soutenu encore par toutes les forces administratives¹⁹ », écrit, par exemple, *Le Gaulois*. La déconvenue est d'autant plus lourde que beaucoup des candidats appuyés par Clémenceau et son journal, *La Justice*, ont été également battus. Aussi la chute du « Tigre » est-elle plus largement interprétée comme celle de l'ensemble de son parti. « Avec M. Clemenceau, c'est plus qu'un orateur de premier ordre qui disparaît, plus même qu'un chef de parti, c'est un système politique, le système de l'ancienne concentration et de la tyrannie des radicaux sur le gouvernement qui s'évanouit²⁰ » analyse *Le Temps*. Plus vindicatif, *Le Petit Journal* annonce « la fin du clémencisme » dans un article intitulé « La justice du peuple » :

« Dans le Var, M. Clémenceau est à terre [...] La défaite écrasante de l'homme néfaste auquel la France doit tant de désordres et de crises, qui a si longtemps annulé les ministres les mieux intentionnés, déprimé notre influence extérieure, sera une leçon éclatante pour les mauvais citoyens qui osaient encore le soutenir, comme pour nos ennemis du dehors. [...] C'est la bande clémenciste qui est désormais disqualifiée tout entière par le maître souverain, par le suffrage universel. Ce n'est pas impunément que ces faux radicaux, que ces démocrates de contrebande ont bravé la colère du pays ; voilà la justice du peuple qui parle : ils disparaissent en masse. »

Le Petit Journal, 4 septembre 1893.

Satires, caricatures ou pamphlets s'emparent aussi de l'événement pour railler le vaincu à l'instar de cette « lettre de faire-part » qui circule immédiatement après la défaite :

« Vous êtes prié d'assister au convoi, sacré service et nom de Dieu d'Enterrement du citoyen Clémenceau décédé dans la fleur du tripotage, le 3 septembre 1893, au lendemain de l'anniversaire des massacres révolutionnaires, d'une indigestion prise dans l'assiette au beurre, au repas des 104 . Muni du sacrement du suffrage universel, le défunt a vomi son âme sur les orteils de Dieu le Père. [...] La voiture mortuaire, nouvellement construite par Cornélius Herz, partira de *la Justice*, pour se rendre au Palais-Bourbon, où sera célébré le service des Pots-de-Vin. Pour la circonstance, le monument sera tendu de draperie lamée d'argent fourni par les contribuables. De la place des Invalides seront tirés 21 coups de canon que boiront leurs électeurs. »

« Invitation à l'enterrement de MM. Clémenceau et Floquet », pamphlet de septembre 1893

¹⁹ *Le Gaulois*, 5 septembre 1893.

²⁰ *Le Temps*, 5 septembre 1893.

La rédemption : s'inventer un nouveau rôle

Les conditions dans lesquelles la défaite se produit en font donc une véritable épreuve voire une « blessure identitaire²¹ » pour Clémenceau qui doit non seulement braver l'hallali mais aussi chercher les voies d'une sortie de rôle aussi honorable que possible.

La tentation de la fuite

La mise en spectacle de la débâcle impose d'abord au battu de reconnaître la défaite et d'affronter l'humiliation. « Le disgracié doit prouver publiquement son contrôle des émotions, au risque sinon de subir la double peine du ridicule qui sanctionne alors la perte de face »²². Le candidat déchu reste ainsi jugé sur sa capacité à accepter dignement sa dégradation. Il faut garder « la tête haute²³ », « sauver la face²⁴ ». Alors que des bruits circulent sur le fait que Clémenceau pourrait quitter Draguignan, en catimini, par le train de nuit, afin d'éviter de tumultueuses manifestations, l'ancien député choisit de partir en pleine journée, rejoignant même la gare à pied, sous les sifflets de ses adversaires qui lui lancent des « Herz ! » et des « Aoh yes ! ». En coulisses, la réaction de Clémenceau apparaît plus équivoque. « On dit que M. Clémenceau a eu deux violentes attaques de nerfs ; ses amis soutiennent, au contraire, qu'il a supporté le coup avec une crânerie incroyable. "Le gamin de Paris, me disait l'un deux, a pris le dessus chez lui hier au soir, et il a fini par blaguer sa défaite avec un esprit endiablé"²⁵ ». La défaite aurait même plongé Clémenceau dans le désarroi selon Alexandre Zévaès qui cite une lettre adressée par celui-ci à son ami Charles Edmond, bibliothécaire du Sénateur : « J'ai été méconnu dans mon foyer, trahi dans mes amitiés, lâché dans mon parti, ignoré par mes électeurs, suspecté par mon pays. Je suis criblé de dettes et je n'ai plus rien, plus rien, plus rien²⁶. » D'autres biographes, comme Georges Suarez²⁷ ou Maurice Martin du Gard²⁸, le décrivent prêt à s'exiler aux États-Unis et à s'y faire

²¹ POLLACK Michael, *Une identité blessée : études de sociologie et d'histoire*, Paris, Métailié, 1993, 415 p.

²² HASTINGS Michel, « Disgrâce » in FAGGION Lucien et REGINA Christophe (dir.), *Dictionnaire de la méchanceté*, Paris, Max Milo, 2013, p. 107.

²³ GOFFMAN Erving, « Calmer le jobard : quelques aspects de l'adaptation à l'échec », art. cité, p. 295.

²⁴ GOFFMAN Erving, *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974, 230 p.

²⁵ *Le Gaulois*, 5 septembre 1893.

²⁶ Cité par ZEVAES Alexandre, *Le tigre. La vie passionnée de Clémenceau*, Paris, René Julliard, 1949, p. 153.

²⁷ SUAREZ Georges, *op. cit.*, p. 122-125.

²⁸ Dans ses *Mémoires*, cité par WINOCK Michel, *Clémenceau*, Paris, Perrin, 2014, p.273.

naturaliser, voire au bord du suicide : « Je ne suis pas vaincu, je suis mort » aurait déclaré Clémenceau. Si ces affirmations sont symptomatiques du récit ou de la mythologie qui entoure l'homme déchu, décrit comme abandonné de tous et au bord du gouffre, elles sont cependant sujettes à caution ; « tous les témoignages véridiques et confirmés montrent que, dès le soir de la défaite, Clémenceau se montra décidé à faire face²⁹ ». Le 6 septembre, Clémenceau écrit ainsi au comte d'Aunay :

« Je vous assure que je prends toute cette aventure avec une belle tranquillité. Il n'y a en moi aucune envie de récriminer, de pester, de m'indigner. La matière ne manquerait pas, mais à quoi bon ? Ce que je ressens vivement, en revanche, c'est une profonde admiration pour les huit mille braves gens qui ont eu l'héroïsme de résister à tout. Ils ont vraiment fait des prodiges. Je ne l'oublierai pas. »

CLEMENCEAU Georges, *Correspondance (1858-1929)*, Paris, Robert Laffont-BNF, 2008, p. 220-221.

Les chemins de la reconversion : entre opportunités et contraintes

L'humiliation encaissée et assumée, la défaite implique encore l'épreuve de la reconversion et de la redéfinition de soi. Donné pour politiquement mort, Clémenceau se retrouve, de fait, exclu du champ politique, contraint à une « bifurcation radicale³⁰ ». Déconsidéré et dépourvu de mandat électif, il n'a non seulement plus les moyens de jouer un rôle dans ce champ, mais il est aussi dans la nécessité de chercher une autre activité. Clémenceau fait, en effet, partie de ces nouveaux entrepreneurs qui vivent de la politique. Privé des revenus issus de son activité parlementaire, il doit donc trouver ailleurs une source de rémunération d'autant qu'il s'est fortement endetté pour faire survivre le quotidien *La Justice* qu'il dirige. Or, la solution, qui consisterait à renouer avec son métier d'origine, celui de médecin, paraît peu concevable. Clémenceau a alors 52 ans et il n'a plus de cabinet médical depuis 1885 : il ne peut donc prétendre à l'exercice, du moins immédiat et rentable, de la profession. Mais s'il est médecin de formation, Clémenceau présente aussi certaines qualités d'un homme de lettres. Au cours de sa jeunesse, il s'est exercé à la critique littéraire et théâtrale, a traduit en français l'ouvrage de Stuart Mill sur *Auguste Comte et le positivisme*, et a même participé, lorsqu'il était étudiant

²⁹ DUROSELLE Jean-Baptiste, *Clémenceau*, Paris, Fayard, 1988, p. 310.

³⁰ Selon l'expression de Frédéric Louault qui distingue deux types de bifurcations suite aux défaites électorales : les bifurcations « mineures » (lorsqu'il s'agit de mobilités professionnelle au sein de l'espace politique professionnel) des bifurcations « radicales » (lorsqu'il s'agit d'une sortie, volontaire ou subie, de l'espace politique professionnel). LOUAULT Frédéric, « Ruptures de carrières politiques : le personnel politique face à la défaite électorale », Grenoble, *10^e Congrès de l'Association Française de Science Politique*, 2009.

dans le Quartier Latin, à la création de périodiques comme *Le Travail* (en décembre 1861) ou *Le Matin* (juin 1862). C'est d'ailleurs à travers cette activité journalistique que Clémenceau s'initie et s'intègre à la politique. La presse représente en effet un mode d'accès privilégié à la profession politique, en particulier pour les acteurs extérieurs aux filières notabiliaires de recrutement politique³¹ dans la mesure où elle constitue non seulement une forme d'apprentissage du débat et du conflit politiques, mais offre aussi une notoriété ou d'autres types de ressources, notamment financières ou partisans, favorables à la carrière politique. Aussi, « sous la III^{ème} République, [...] l'homme qui brigait un siège parlementaire devait s'assurer l'appui d'un journal ou fonder un nouveau périodique³² ». Depuis 1880, Clémenceau possède et dirige son propre journal, *La Justice*, qui incarne un des principaux organes du mouvement radical et permet de le structurer en l'absence de parti encore organisé. Si le journalisme sert ainsi souvent de moyen d'entrée dans le champ politique, dont il apparaît comme un « champ adventice³³ », il peut aussi représenter un refuge, une porte de sortie honorable voire un moyen de rester dans la partie en poursuivant, d'une autre manière, l'activité politique.

Interrogé sur ses intentions suite à sa défaite, Clémenceau demeure énigmatique mais met d'emblée en avant son journal : « Je ne me suis jamais laissé interviewer lorsque j'étais député, ce n'est pas pour commencer aujourd'hui que je rentre dans la vie privée. D'ailleurs, n'ai-je pas mon journal, pour y dire, en temps utile, tout ce qu'il faudra dire !³⁴. » Jusqu'à présent, Clémenceau s'est cependant peu investi dans la rédaction même de son quotidien, se contentant surtout d'y faire reproduire ses discours. Directeur de *La Justice* depuis 13 ans, il n'y a écrit que 12 articles au total (un seul depuis 1882)³⁵. Il entend désormais intervenir directement comme éditorialiste et rédacteur en chef du journal (en succédant à Camille Pelletan qui, lui, a été réélu). Clémenceau doit ainsi s'inventer et apprendre un nouveau rôle, celui de journaliste quotidien. Certes, les compétences valorisées dans les champs politique et journalistique sont, en partie, interchangeables car la Troisième République consacre une définition de l'excellence politique qui repose largement sur l'éloquence et la culture

³¹ DOGAN Mattei, « Les filières de la carrière politique en France », *Revue française de sociologie*, 1967, n°8, p. 468-492 ; JOANA Jean, *Pratiques politiques des députés français au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 1999, chap. 5.

³² DOGAN Mattei, « Les filières de la carrière politique en France », art. cité, p. 482.

³³ OFFERLÉ Michel, *Sociologie de la vie politique française*, Paris, La découverte, coll. Repères, 2004, 123 p.

³⁴ « Les intentions de M. Clémenceau », *Le Gaulois*, 6 septembre 1893.

³⁵ Selon le décompte de WORMSER Georges, *La République de Clémenceau*, Paris, PUF, 1961, 522 p.

lettrée³⁶ ; Clémenceau, connu pour ses talents d'orateur, peut donc espérer réinvestir certaines de ses aptitudes d'homme politique dans cette activité, en particulier la maîtrise de la parole, d'autant que le métier de journaliste est encore peu professionnalisé³⁷. Toutefois, l'écriture journalistique requiert des dispositions et des savoir-faire qui ne sont pas exactement les mêmes que ceux du parlementaire et les qualités du tribun ne sont pas nécessairement celles du journaliste. Certains de ses amis se montrent d'ailleurs sceptiques quant à sa capacité à mener une telle tâche : « Pensez-vous que Clémenceau ait eu raison de se lancer dans le journalisme ? [...] Il va s'user à une besogne pour laquelle il n'est pas fait, et sans profit³⁸. » De même, Albert Clémenceau écrit dans une lettre à propos de son frère : « Je crois bien qu'il aura quelque peine à se résoudre à l'article quotidien³⁹. » Clémenceau lui-même aurait douté d'une telle vocation : « Je ne sais pas écrire. Ce n'est pas mon métier. Je ne suis pas journaliste » aurait-il affirmé à son ami Charles Edmond⁴⁰. Ses biographes ont insisté sur la difficulté qu'avait Clémenceau à écrire, tandis qu'il parlait avec aisance. Perfectionniste, il corrige et remanie sans cesse ses papiers⁴¹. La reconversion de Clémenceau, bien qu'elle se situe dans le prolongement de son activité politique et repose sur des ressources et certaines compétences acquises à travers celle-ci, n'a donc rien de naturel pour autant. La situation financière fragile de son journal, comme la sienne propre, impose cependant à Clémenceau une telle reconversion. Il lui faut s'assurer des revenus réguliers, ce qui lui offre l'activité de journaliste. Aussi ne se contente-t-il pas d'écrire un article quotidien dans son journal, mais il publie, à la pige, dans de nombreuses feuilles ou revues, notamment *La Dépêche de Toulouse* (en moyenne 4 articles par mois entre 1894 et 1902), *Le Journal*, *L'Echo de Paris*, *L'Aurore*... Il se montre ainsi très prolifique : de janvier 1901 jusqu'en mars 1902, il rédige même, seul, un hebdomadaire qu'il a créé, *Le Bloc*. On estime que son activité de journaliste lui permet de percevoir jusqu'à environ 30000 francs par an, soit trois fois plus que son indemnité parlementaire⁴².

Faire de la politique autrement

³⁶ ROUSSELLIER Nicolas, *Le Parlement de l'éloquence*, Paris, Presses de la FNSP, 1997, 298 p. ; LE BART Christian, *La politique en librairie*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 40-49.

³⁷ DELPORTE Christian, *Les journalistes en France (1880-1950)*, Paris, Seuil, 1999, 449 p.

³⁸ Lettre de Jean-François Raffaelli à Gustave Geffroy du 9 octobre 1893 (cité par DUROSELLE Jean-Baptiste, *op. cit.*, p. 313)

³⁹ Lettre d'Albert Clémenceau à Gustave Geffroy du 29 septembre 1893 (cité dans *ibidem*, p. 313).

⁴⁰ SUAREZ Georges, *op. cit.*, p. 125.

⁴¹ DAUDET Léon, *La vie orageuse de Clémenceau*, Paris, Albin Michel, 1938, p.141 ; DUROSELLE Jean-Baptiste, *op. cit.*, p 339-340.

⁴² *Ibidem*, p. 339-340.

Si elle est une nécessité, imposée notamment pour des motifs matériels, cette reconversion dans le journalisme est aussi un exutoire, un moyen pour Clémenceau de continuer la politique sous d'autres formes. En dehors de la scène politique officielle, Clémenceau ne se veut pas, pour autant, en retrait de la politique. En témoigne son premier éditorial qui paraît le 3 octobre 1893, soit un mois jour pour jour après sa défaite, et qui a pour titre « En avant ! ». Si l'article, consacré à la défense des travailleurs, n'évoque pas sa situation personnelle, il révèle bien que Clémenceau n'a pas abandonné toute velléité d'intervenir dans le débat public. Par ses écrits, il prend, en effet, position dans toutes les grandes controverses de l'époque, qu'elles relèvent de l'actualité ordinaire ou de sujets de fond sans cesse à l'ordre du jour : réformes sociales, laïcité, affaires coloniales, politique européennes et relations internationales... Le journalisme permet non seulement à Clémenceau de bénéficier d'une large tribune publique et de diffuser ainsi ses opinions sur l'ensemble des sujets politiques, mais aussi d'adopter une posture d'extériorité par rapport au jeu politique et à la « politique militante », de gagner en hauteur. Clémenceau s'enorgueillit de pouvoir parler de politique loin du tumulte et des contraintes du théâtre parlementaire et présente le journal comme le lieu d'une prise de parole, sinon d'une discussion, plus sereine, plus noble et finalement plus démocratique :

« Le hasard des événements m'a jeté dans la politique militante, et trente années durant, de tous mes moyens, avec toutes mes facultés, j'ai combattu pour ma cause. On m'enlève la tribune, j'écris. N'est-ce pas tout simple ? La tribune retentit, mais elle ne permet que des discussions déterminées, limitées d'avance, toujours enchevêtrées de questions personnelles [...]. La plume à la main, l'homme est maître de sa pensée [...] Quel plaisir de pouvoir exposer ses idées, les défendre, sans que la clameur des sots nous accuse de vouloir renverser ou remplacer un ministre. Et puis, personne pour nous interrompre de quelque platitudo, ou pour nous dire "Vous sortez de la question". Nous en sortirons, nous en rentrerons, nous traiterons tous les sujets, quand et comme il nous plaira et il se trouvera peut-être, en fin de compte, que nous aurons mieux travaillé pour préparer des citoyens à la République, que si notre mauvais destin nous avait donné sur la chose publique une autorité dont il doit être difficile de tirer quelque bien, puisque tout le monde s'accorde à en tirer tant de mal. »

Georges Clémenceau, « Avant-propos », *La Dépêche*, 6 août 1894.

Désormais à l'écart des lieux officiels du pouvoir, Clémenceau revendique, en entamant cette nouvelle carrière de journaliste, une autre manière de faire de la politique, davantage en prise avec le peuple parce qu'elle échappe aux médiations parlementaires ou partisans qui brident la parole. De fait, si l'époque est marquée par une forte imbrication entre la vie politique et

celle des journaux⁴³, les deux espaces se présentent néanmoins aussi comme rivaux. Le journal se pose en effet en concurrent de la scène parlementaire, en fonctionnant comme un « dispositif oblique »⁴⁴ qui permet d'échapper aux contraintes de celle-ci ou en servant de tribune alternative pour ceux qui en sont exclus. Après l'épreuve de la défaite et l'opprobre qu'il a connu, Clémenceau peut ainsi espérer reconstruire, à travers son activité de journaliste, son image d'homme public en s'adressant directement à un public bien plus vaste que l'auditoire parlementaire et en affichant fermement ses convictions en dehors de toute affiliation aux partis politiques en cours de construction. À ce titre, il n'hésite pas à recourir à la polémique, en maniant la plume comme une arme politique. Cette liberté de ton s'exprime aussi dans la variété des domaines dans lesquels Clémenceau intervient et qui dépassent largement le seul périmètre de la politique. Il s'en explique d'ailleurs :

« L'homme n'est pas seulement un animal politique. [...] De quel droit va-t-on mettre des compartiments dans la pensée, et dire à l'écrivain qui a pris l'homme pour sujet : "Aujourd'hui, tu fais de la science, demain ce sera de la littérature." [...] Que je parle d'un projet de loi ou d'un livre, d'un discours de M. Dupuy ou d'une pièce de théâtre, je continuerai dans différents sillons de semer le même grain. [...] Tout se tient. La conception démocratique de l'homme doit se retrouver et se vérifier dans tous les ordres de la pensée. »

Georges Clémenceau, « Avant-propos », *La Dépêche*, 6 août 1894.

La résurrection : reprendre et transcender son rôle

Paradoxalement c'est en abandonnant la vie politique active au profit d'une activité journalistique et littéraire que Clémenceau va (re)trouver les ressources et les ressorts pour un retour dans la politique professionnelle bien que celui-ci ne soit pas recherché au départ. En effet, la considération qu'il acquiert à travers son nouveau rôle et son engagement dans l'affaire Dreyfus lui permettent de reconstruire sa légitimité et de revêtir une autre étoffe, mais il peut aussi s'appuyer sur l'autorité spécifique conquise par les « intellectuels » pour intervenir, de nouveau, dans le champ politique. L'affaire Dreyfus dont il apparaît comme l'un des principaux protagonistes⁴⁵ fait office, à cet égard, de nouveau *turning point*⁴⁶ dans sa

⁴³ Voir notamment DULONG Delphine, *La construction du champ politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 326-331 ; FERENCZI Thomas, *L'invention du journalisme : naissance de la presse moderne à la fin du XIX^e siècle*, Paris, Payot, 1996, 275 p.

⁴⁴ SAMINADAVAR-PERRIN Corinne, *Les discours du journal*, Saint-Etienne, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2007, p. 68.

⁴⁵ JULLIARD Jacques, « Clémenceau et l'affaire Dreyfus », *Mil Neuf Cent*, 1993, vol. 11, p. 48.

⁴⁶ Au sens où l'entend Andrew Abbot comme un changement court conduisant à la « réorientation d'un

carrière.

Le salut par l'écriture ?

Si l'activité de journaliste permet à Clémenceau de poursuivre le combat politique par d'autres moyens, elle l'amène aussi sur d'autres terrains. En annonçant son arrivée comme chroniqueur, *La Dépêche de Toulouse* précise ainsi que « cette collaboration littéraire montrera M. Clémenceau sous un jour tout nouveau, sera une grosse surprise pour le public ; elle ne surprendra aucun de ceux qui connaissent en M. Clémenceau, le fin lettré, l'artiste délicat⁴⁷ ». Clémenceau attache, en effet, un soin particulier à l'écriture de ses articles. Il fait partie de ces nombreux hommes politiques de l'époque qui sont imprégnés de références et de culture littéraires. Celles-ci sont alors fortement présentes dans l'univers politique et représentent des dispositions attendues de ses acteurs, leur absence étant généralement brocardée⁴⁸. La proximité entre politique et littérature est alors facilitée par le rôle de la presse, qui demeure elle-même faiblement professionnalisée et fonctionne comme un « lieu-frontière⁴⁹ » entre ces deux champs. De fait, le journalisme est aussi un moyen, pour Clémenceau, de développer une ambition littéraire. Il réunit ainsi une sélection de ses articles dans maints recueils⁵⁰ qu'il introduit par des préfaces ayant la forme de petits essais philosophiques. Il s'essaye aussi à la publication d'un roman en 1898, *Les Plus forts* (qui paraît d'abord en feuilleton dans *L'Illustration*), d'un essai⁵¹, de nouvelles⁵² et même d'une pièce de théâtre⁵³. On peut analyser cette activité prolifique et polymorphe comme une forme de « thérapie par l'écriture⁵⁴ », mais elle traduit aussi la « profonde circularité entre les formes littéraires et les formes journalistiques, due à la coïncidence essentielle entre les deux systèmes professionnels pendant quelques dizaines d'années – le même personnel circule dans les champs journalistique et littéraire⁵⁵ ».

processus ». ABBOT Andrew, *Time Matters: On theory and Method*, Chicago, The University of Chicago Press, 2001, 318 p.

⁴⁷ Cité par WINOCK Michel, *op. cit.*, p. 274.

⁴⁸ Henri Rochefort parle ainsi des candidats ouvriers de 1881 comme de « candidats sans orthographe ». Voir OFFERLÉ Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel ouvrier avant 1914 », *Annales ESC*, vol. 39, n°4, 1984, p. 709.

⁴⁹ MULHMANN Géraldine, *Une histoire politique du journalisme. XIX^e-XX^e siècle*, Paris, PUF, 2004, 247 p.

⁵⁰ *La Mêlée sociale* (1895) ; *Le Grand Pan* (1896) ; *Au fil des jours* (1900) ; *Aux embuscades de la vie* (1903).

⁵¹ *Au pied du Sinaï* (1898)

⁵² *Figures de Vendée* (1903)

⁵³ *Le Voile du bonheur* (1901)

⁵⁴ DELPORTE Christian, *Come back ! Ou l'art de revenir en politique*, *op. cit.*, p. 78-79.

⁵⁵ THERENTY Marie-Eve, *La littérature au quotidien. Poétiques journalistiques au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 2007, p. 18.

A travers cette prétention d'écrivain-journaliste, Clémenceau peut espérer reconquérir une partie de son capital symbolique mis à mal par la défaite électorale. Elle lui permet d'endosser une identité plus large que celle de simple homme politique et de se construire finalement une autre forme de reconnaissance que celle apportée par l'élection, parce que davantage fondée sur un « régime de singularité⁵⁶ ». La réussite de Clémenceau en la matière est cependant mitigée. Ses œuvres littéraires, comme son roman ou sa pièce de théâtre, attirent, certes, la curiosité mais ne sont pas un franc succès, à l'inverse de ses recueils d'articles et de ses essais qui attirent davantage le public. Si les qualités oratoires de Clémenceau n'ont jamais été remises en cause, même par ses adversaires politiques, son talent d'écrivain est davantage discuté, son style parfois moqué, au point d'être « renvoyé à sa condition indélébile d'homme politique⁵⁷ ». Dans un éditorial du *Figaro*, intitulé « Clémenceau littéraire », Maurice Barrès ironise ainsi :

« A la tribune du Parlement, je sentais les mouvements mêmes de sa vie ; dans son livre, je ne trouve que les agitations d'un truqueur parlementaire. [...] Il est fréquent qu'un bon orateur soit mauvais écrivain. Il n'est d'ailleurs mauvais, répétons-le encore, que s'il sort du personnel et, selon sa manie, prétend philosopher. Il ne médite pas ses sujets et tient avec un accent autoritaire des propos superficiels. Il faudrait dans l'intelligence de M. Clémenceau une sorte de service de voirie qui la débarrassât des habitudes amassées en vingt-années de politique. Mais l'homme a cinquante-quatre ans. [...] Après tout, s'il ne nous donne pas de bons livres, il nous fournit un bon spectacle. »

Maurice Barrès, « Clémenceau littéraire », *Le Figaro*, 20 mai 1896.

De même, Ferdinand Brunetière, directeur de la *Revue des Deux Mondes* et académicien, le fustige en ces termes :

« Galimatias... Métaphores aussi creuses que prétentieuses. [...] Pendant que le Dr Clémenceau faisait ou défaisait des ministères, nous prenions la peine d'étudier les questions que nous voulions traiter un jour et à la discussion desquelles ne l'ont peut-être suffisamment préparé ni sa carrière politique, ni ses études médicales. »

Ferdinand Brunetière, cité par Michel Winock, *Clémenceau*, Paris, Perrin, 2014, p. 270

D'autres jugements, quoique moins nombreux, sont davantage bienveillants, comme celui

⁵⁶ HEINICH Nathalie, *L'Elite artiste : excellence et singularité en régime démocratique*, Paris, Gallimard, 2005, 370 p.

⁵⁷ LE BART Christian, « L'écriture comme modalité d'exercice du métier politique », *Revue Française de Science Politique*, vol. 48, n°1, 1998, p. 94.

d'Octave Mirbeau, devenu l'ami de Clémenceau au moment de sa défaite électorale :

« Ecrivain, il l'est dans toute l'étendue que nous donnons à ce mot. Son style est bref, mais clair et vibrant. Le verbe mord âprement et profondément le cœur de la phrase, et la pensée l'illumine. [...] Ce que j'admire chez Clémenceau, c'est qu'il ne se sert du fait particulier que pour s'élever aux plus hautes généralisations de la pensée. »

Octave Mirbeau, *Journal des Goncourt*, 29 décembre 1892⁵⁸

Le retour en grâce

Bien que la valeur littéraire de Clémenceau ne fasse pas l'unanimité, il n'empêche que ce dernier s'intègre au monde des arts et des lettres et le fréquente assidûment. Il participe notamment, le 1^{er} mars 1895, au banquet organisé au Grand-Hôtel à Paris pour célébrer la remise du grade d'officier de la Légion d'honneur à Edmond de Goncourt. Le banquet réunit trois cents personnes, la « fine fleur du monde littéraire⁵⁹ » ou artistique : poètes (Coppée, Mallarmé...), écrivains ou romanciers (Barrès, Daudet, Huysmans, Loti, Mirbeau, Zola...), peintres, sculpteurs, savants, historiens et éditeurs. Clémenceau est admis à la table d'honneur et figure même parmi les orateurs de la soirée. L'événement est important : dix-huit mois après sa défaite et alors qu'il ne débute encore que sa nouvelle carrière d'écrivain-journaliste, Clémenceau fait sa « rentrée en scène dans la vie publique⁶⁰ » et se trouve officiellement introduit dans le cénacle des lettres. De ce point de vue, il a pu compter sur l'entremise de son ami, Gustave Geffroy, critique d'art et de la littérature à la *Justice* et également proche de Goncourt. Geffroy parvient, en effet, à vaincre les réticences de Goncourt pour lui faire accepter la présence active de l'homme politique que ce dernier tenait en piètre estime, le jugeant corrompu⁶¹. Dans son discours, Clémenceau célèbre, à travers Goncourt, la « République des lettres », « la gloire des penseurs, des écrivains, des maîtres, continués par ceux d'aujourd'hui, qui ont fait de la langue française le plus puissant organe de diffusion de lumière parmi le genre humain⁶² ». Clémenceau devient rapidement un familier des salons et des dîners où il se mêle au monde de la vie intellectuelle, littéraire et artistique, même s'il n'est jamais reconnu comme un grand écrivain.

⁵⁸ Cité par DUROSELLE Jean-Baptiste, *op. cit.*, 1998, p. 338.

⁵⁹ ROYER Paul, « Le banquet Goncourt », *Gil Blas*, 3 mars 1895.

⁶⁰ Selon la formule de Poincaré citée par DUROSELLE Jean-Baptiste, *op. cit.*, p. 322

⁶¹ *Ibid.*, p. 318-319.

⁶² Le discours est reproduit dans *Le Grand Pan* (1896).

Or, Clémenceau va pouvoir s'appuyer sur l'autorité et la force collective de ces « intellectuels » pour intervenir dans le champ politique. L'affaire Dreyfus apparaît comme l'élément décisif de ce point de vue. À partir de 1897, Clémenceau commence à être persuadé, notamment par son ami Auguste Scheurer-Kestner, le vice-président du Sénat, que la condamnation de Dreyfus en 1894 était illégale. S'il n'est pas immédiatement convaincu de l'innocence du capitaine, Clémenceau s'engage dans le combat pour la révision du procès. C'est d'ailleurs Clémenceau, devenu éditorialiste à *L'Aurore*, qui trouve le titre à la « lettre ouverte au président de la République » qu'Emile Zola y publie le 13 janvier 1898 : « J'accuse... ! ». La cause de Dreyfus conduit Clémenceau à une nouvelle conversion professionnelle puisqu'il décide de plaider, en février 1898, aux côtés de son frère, l'avocat Albert Clémenceau, dans le procès intenté par le ministre de la guerre contre Zola et *L'Aurore*. Clémenceau se retrouve ainsi au cœur de cette affaire qui conduit à connecter les différents champs sociaux (celui de la politique, de la presse, des lettres, de la justice, ...) entre eux⁶³. On lui doit d'ailleurs l'usage du terme d'« intellectuels » pour désigner l'engagement des hommes de lettres, de science, de pensée dans le combat dreyfusard⁶⁴. Dans ses nombreux articles en faveur de la révision du procès de Dreyfus (plus de 660 au total⁶⁵) il témoigne de son admiration pour ces « intellectuels » comme Zola :

« Emile Zola a parlé, a agi, devrais-je dire. Qu'on soit ou non de son avis, qu'on juge ou non qu'il a dépassé la mesure, il faut reconnaître à cet homme de lettres, enrichi par un labeur assidu de quarante années, deux belles qualités : le désintéressement, le courage. Il a eu le bonheur de vivre jusqu'ici éloigné de la politique. Il y entre par un coup d'éclat sous l'impulsion d'un sentiment irrésistible. [...] Et voyez l'effet de la grande leçon pour nos politiques. Dès qu'un homme s'est jeté au plus fort de la bataille, risquant tout sur un mot, résolu, quoi qu'il en pût coûter, à aller jusqu'au bout ; l'élan s'est communiqué de toutes parts. Des *intellectuels* ont suivi, puis du peuple, avec cette seule devise : Pour la justice et pour la vérité. »

Georges Clémenceau, « Le sabre et le goupillon », *La Dépêche*, 18 janvier 1898.

A l'instar de tels « intellectuels » dont la particularité est d'« intervenir dans le champ politique même, mais avec des armes qui ne sont pas celles de la politique⁶⁶ », Clémenceau mène le combat pour Dreyfus en affirmant « contre tous les raisons d'Etat, l'irréductibilité des valeurs de vérité et de justice, et, du même coup, l'indépendance des gardiens de ces valeurs

⁶³ Suivant la logique de désectorisation propre aux situations de « conjoncture fluide ». Voir DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, 319 p.

⁶⁴ CLEMENCEAU Georges, « A la dérive », *L'Aurore*, 23 janvier 1898.

⁶⁵ Ils ont été réunis en sept volumes parus entre 1899 et 1903 chez Stock.

⁶⁶ BOURDIEU Pierre, *Les règles de l'art*, Paris, Points Essais, 1998, p. 219.

par rapport aux normes de la politique (celles du patriotisme par exemple)⁶⁷ ». À l'écart du pouvoir, Clémenceau peut se réclamer de l'éthique de conviction des « intellectuels » et accuser les « politiciens uniquement préoccupés de leur "chère circonscription" ⁶⁸ » d'abandonner l'idéal républicain :

« Ce qui est curieux, c'est qu'au moment même où l'on voit les politiques, par déformation professionnelle coutumière, en venir à sacrifier ce qu'ils appellent dédaigneusement « l'idéal » pour le bas intérêt du jour, des "Intellectuels" qui, sans être républicains de profession, sont les serviteurs de l'idée, s'acharnent à défendre contre des républicains égarés la cause de l'idée républicaine. »

Georges Clémenceau, « Les hommes et l'idée », *La Dépêche*, 3 juin 1900.

Pour Clémenceau, il ne s'agit pas, en effet, de s'engager pour un seul homme, Dreyfus, mais pour des principes généraux :

« L'affaire Dreyfus eut, pour nous, dès le premier jour, l'intérêt d'une abominable injustice à réparer. Mais il n'est pas un de nos lecteurs qui ne sache que j'ai infatigablement poursuivi, avec la réparation de la justice au profit d'un seul, la réparation des abus au profit de tous. [...] En dehors de Dreyfus, au-dessus de Dreyfus même, il y a l'idée de justice à servir. »

Georges Clémenceau, « La politique unipolitique », *La Dépêche*, 6 mai 1900

Cette « intransigeance » pour de tels principes, Clémenceau la revendique, avec la même ardeur, dans l'ensemble de ses combats que ce soit contre le cléricisme, dans les affaires coloniales et internationales ou encore en matière sociale. Il se construit, par là même, l'image d'un homme de conviction et indépendant, d'un républicain farouchement attaché à la défense des droits et libertés individuels, tout en cultivant un rôle de censeur ou de guide dont la parole est écoutée, sinon crainte.

La rentrée en scène

Annoncé comme politiquement mort en 1893, Clémenceau se retrouve donc, cinq ans plus tard, à la faveur de l'affaire Dreyfus, en position favorable pour sortir de son « purgatoire » et réinvestir de l'intérieur le champ politique. Mais la conversion des ressources acquises hors de l'espace politique institutionnel en ressources politiques n'est pas mécanique. Elle

⁶⁷ *Ibid.*, p. 216.

⁶⁸ CLEMENCEAU Georges, « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus », *La Dépêche*, 29 mai 1900.

nécessite un travail de validation et de reconnaissance par les agents mêmes du champ politique. Or, l'absence de véritable leadership au sein des mouvements radicaux conduit ces derniers à rechercher une telle autorité charismatique. L'entreprise individuelle de Clémenceau rencontre ainsi les intérêts collectifs de groupes partisans sans l'appui desquels la reconstitution du capital symbolique de Clémenceau aurait peu de poids dans la compétition électorale. Dès 1898, les radicaux de l'arrondissement de Draguignan offrent la candidature à leur ancien député pour les élections législatives du mois de mai. Pourtant, Clémenceau décline, affirmant préférer poursuivre le combat à l'extérieur de la politique institutionnelle :

« Dans les luttes cruelles qui développent tant de haines du côté des dominations menacées, j'ai conquis des inimitiés nombreuses et puissantes [...]. Leur coalition m'a enlevé le mandat législatif auquel je n'aurais pas de moi-même renoncé ! Vous l'avouerez-vous ? Le lien rompu, j'ai trouvé ma liberté précieuse. L'action parlementaire veut, avec les électeurs comme avec les élus, une collaboration quotidienne qui ne va pas sans quelques sacrifices. Laissez-moi cette liberté de vouloir et de faire. Je ne l'emploierai qu'à tâcher, chaque jour, de me rendre digne de vos suffrages passés... »

Lettre de Clémenceau citée dans *Le Figaro*, 18 avril 1898.

Une nouvelle occasion lui est cependant fournie quatre ans plus tard. Une élection sénatoriale partielle doit avoir lieu dans le Var. Quelques semaines avant celle-ci, le maire de Draguignan et des élus locaux proposent, de nouveau, à Clémenceau, alors âgé de soixante et un ans, de s'y présenter. Une telle candidature offre, en effet, l'avantage d'éviter une concurrence locale entre les différents conseillers généraux ou d'arrondissement. Seul Clémenceau, en raison de son prestige propre et de son envergure nationale, apparaît en mesure de rallier, sous son nom, les différents groupements radicaux et radicaux-socialistes. Clémenceau reste d'abord réticent, d'autant qu'il a défendu autrefois la suppression du Sénat. En outre, il réitère sa volonté de continuer le combat politique en journaliste plutôt qu'en parlementaire. Il se laisse pourtant finalement convaincre, sans doute par des proches comme son frère Albert et son éditeur Stock. Ces derniers insistent, d'abord, sur la précarité de sa carrière de journaliste et écrivain. Son hebdomadaire, *Le Bloc*, connaît une mauvaise situation financière et il est donc tributaire des journaux qui l'emploient comme rédacteur. L'indemnité sénatoriale, de ce point de vue, constitue un revenu assuré non négligeable (9 000 francs par an). Par ailleurs, ils soulignent qu'une telle élection revêt une importance, non pas seulement pour lui-même, mais pour tous ceux qui avaient combattu, avec lui, en faveur de Dreyfus. Enfin, une élection au Sénat lui permettrait de retrouver une place de premier plan : au Sénat, le parti républicain n'a

pas de chef et il pourrait jouer ce rôle et y exercer une influence plus importante qu'à la Chambre, ce qui le mettrait en situation favorable pour obtenir un ministère. Clémenceau accepte donc finalement cette candidature qui présente peu de risques. Il peut, en effet, compter sur sa connaissance des élus locaux et l'appui de nouveaux réseaux d'amis et de partisans qu'a suscités son engagement dans l'affaire Dreyfus. De nombreuses personnalités saluent ainsi la candidature de Clémenceau, à commencer par Jaurès qui écrit :

« C'est une joie pour tous les républicains, pour tous les démocrates, de voir rentrer dans l'action immédiate l'homme qui, assailli par tant de haines, avait opposé à l'orage une fermeté invincible et un infatigable labeur et avait sans cesse agrandi son idéal de justice sociale. Certes Clémenceau, hors du Parlement, n'avait pas été hors du combat. [...] Mais c'était grand dommage que sa vigoureuse et nette parole ne se fit plus entendre. [...] C'est par la parole et l'action que l'homme public peut exercer une influence immédiate. Hors des assemblées on peut préparer l'avenir ; mais c'est dans les assemblées surtout que l'on agit sur le présent. »

JAURES Jean, « Clémenceau au Sénat », *La Dépêche*, 14 mars 1902.

Jaurès conclut que si Clémenceau n'a été jusqu'ici qu'un « un homme d'opposition », le temps est désormais venu qu'il puisse accéder au pouvoir. Après une rapide campagne dans le Var auprès des délégués sénatoriaux, Clémenceau est élu triomphalement le 6 avril par 344 suffrages sur 474 votants (478 inscrits). Dans l'ensemble, la presse de droite se révèle discrète, se contentant de rendre compte de son élection dans de rapides entrefilets, même si, à l'extrême droite, le journal de Henri Rochefort, *L'Intransigeant*, se moque de l'entrée de Clémenceau au Sénat qu'il compare à un nouvel enterrement politique :

« L'ancien ami de Cornélius Herz et du baron de Reinach a exagéré en finissant dans la peau d'un sénateur. Triste fin pour l'homme dont tout le programme politique tint dans cette courte formule : *Suppression du Sénat*. [...] Il est vrai que le nouveau sénateur a passé sa vie entière à renier ses promesses et à lâcher ses amis. Il a renié la France en pactisant avec le traître. Il se rend justice en prenant aujourd'hui sa retraite dans l'ignominie sénatoriale. *De profundis !* »

POSSIEN Adolphe, « Le suicide de M. Clémenceau », *L'Intransigeant*, 8 avril 1902.

La presse de gauche, à l'inverse, rend hommage à la « rentrée en scène » de Clémenceau en considérant que son élection lui rend justice et qu'elle est un marchepied vers de nouvelles responsabilités. La défaite de 1893 semble ainsi réparée, voire oubliée :

« Nous ne disons pas que l'élection de M. Clémenceau soit pour lui une revanche. Sa

personnalité est trop haute pour avoir subi jamais une défaite au sens exact du mot. Il nous l'a bien prouvé. Lorsqu'il quitta le Parlement, il entre d'un seul coup dans le journalisme et la littérature, et là, comme à la tribune, il se fit une place que l'on ne peut définir que d'une manière en disant qu'il était Clémenceau. Nul n'a oublié ses puissants articles de la *Justice* et moins encore la rude et admirable campagne menée par lui au moment de l'affaire Dreyfus. C'est en défendant, selon son expression, le "bloc républicain" qu'il rentra dans la politique militante. Aujourd'hui il y prend définitivement place. Parti du département du Var, grâce aux efforts inouïs de la réaction, il y revient en victorieux que l'on a été chercher dans la retraite hautaine qu'il ne demandait pas à quitter. »

La Lanterne, 8 avril 1902.

L'extrait illustre bien la « légende dorée » que le retour politique de Clémenceau permet de fabriquer, en projetant sur ce dernier un imaginaire héroïque ou charismatique. Clémenceau, sanctifié par sa retraite – ce qu'on appellera plus tard sa « traversée du désert » – se trouve inscrit dans une aristocratie de l'individu, hissé au rang de « Grand Homme ». Après son élection au Sénat, il connaît d'ailleurs une ascension politique fulgurante puisqu'« en quatre ans, ce sexagénaire qui avait quitté la politique sous les injures devait réaliser ce qu'il n'avait pas réussi à obtenir en dix-sept ans de députation : devenir ministre et, peu de mois après, président du Conseil⁶⁹ ». L'ancien « tombeur des ministères », l'homme de l'opposition irréductible, accède désormais au pouvoir.

Conclusion

Sous la Troisième République, le cas de Clémenceau, qui non seulement survit politiquement à sa défaite électorale mais parvient à revenir sur le devant de la scène politique, paraît très atypique. C'est paradoxalement par son éloignement (contraint) de la vie politique institutionnelle que Clémenceau trouve non seulement le moyen de résister à l'échec mais aussi, de manière inattendue, les conditions d'un nouvel accomplissement politique. En effet, à défaut de conquérir une position dominante dans le champ littéraire, Clémenceau réussit à reconvertir certaines de ses dispositions politiques dans le champ de la presse, ce qui lui permet de continuer à peser sur le champ politique, de l'extérieur d'abord, avant de s'y réinvestir ensuite de l'intérieur à la faveur de circonstances et d'opportunités spécifiques. L'exemple de Clémenceau illustre, en définitive, la relative substituabilité des ressources politiques, journalistiques et littéraires qui existe à cette époque encore marquée par une

⁶⁹ DUROSELLE Jean-Baptiste, *op. cit.*, p. 468.

certaine porosité entre ces différents champs⁷⁰. La connexité de ces champs apparaît, de fait, déterminante tant dans les possibilités et les modalités de la reconversion post-défaite de Clémenceau que dans celles de son retour politique.

Episode alors singulier, la « traversée du désert » de Clémenceau fonctionne aujourd'hui comme le modèle d'une épreuve, parfois d'ailleurs mise en scène, censée révéler la dimension ou les vertus d'un personnage politique lorsqu'il se retrouve banni – de manière plus ou moins durable et subie – des lieux du pouvoir. Elle alimente l'imaginaire messianique de « l'homme providentiel⁷¹ », mais fournit aussi la trame d'un récit, rassurant pour tous les recalés du suffrage, où l'ancien répudié se trouve réhabilité, où la réussite se conquiert aussi paradoxalement par l'échec.

⁷⁰ LE BART Christian, « L'écriture comme modalité d'exercice du métier politique », art. cité, p. 35.

⁷¹ Voir GIRARDET Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Points Seuil, 1986, p.63-p.95.

Survivre à la défaite jusqu'à en mourir. Les incidences de la défaite sur la carrière militante d'Andrzej Lepper en Pologne (1991-2011)

Cédric PELLEN

« Pour moi le succès ou l'échec n'est jamais définitif en politique. [Un politicien] n'est pas une étoile qui brille tout en haut dans le ciel un jour et s'effondre brutalement comme une météorite le lendemain. Si on pense comme ça, ça ne sert à rien de chercher à se relever. Moi je préfère croire que le principe dominant en politique c'est celui de la sinusoïde : une fois on est tout en haut, une fois en bas, puis à nouveau en haut. »

Andrzej Lepper, entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008¹.

Dans les démocraties contemporaines, l'exercice du pouvoir politique est censément précaire. La mise en concurrence régulière des positions dirigeantes s'est en effet imposée comme l'une des caractéristiques fondamentales des régimes démocratiques représentatifs². La vie politique y est rythmée par la succession d'échéances électorales au cours desquels les citoyens sont susceptibles de renouveler leurs gouvernants, en ne reconduisant pas les sortants ou en promouvant des outsiders. Pour les acteurs politiques en compétition, ces échéances constituent autant d'épreuves dont les résultats valident ou invalident leur prétention à la représentativité et déterminent leur accès, ou leur maintien, à des positions de pouvoir³. Leur engagement durable dans le jeu politique apparaît dès lors conditionné à leur aptitude à mobiliser en leur faveur suffisamment d'électeurs pour bien figurer lors de ces confrontations et y remporter le(s) mandat(s) mis en jeu. Souvent, leur propension à durer en politique dépend également d'une autre aptitude, plus rarement évoquée, celle à « survivre » à la défaite ou, pour le dire autrement, à poursuivre une activité politique malgré une performance insuffisante pour obtenir, ou conserver, un mandat. En effet, si une défaite est parfois synonyme de « mort politique », elle peut aussi, à certaines conditions, ne constituer pour le(s) battu(s) qu'une péripétie aux implications passagères et limitées sur la poursuite de leur engagement.

¹ Les entretiens mobilisés dans ce chapitre ont été réalisés en polonais. Leur traduction a été faite par l'auteur.

² MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996, p.223-234.

³ GAXIE Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 2003, p.39.

Ce chapitre entend participer à une meilleure compréhension de ces implications différenciées d'une confrontation à la défaite pour les protagonistes de la compétition politique. Son postulat de départ est que toutes les défaites ne se valent pas et que leur « coût » varie selon au moins trois facteurs complémentaires. Tout d'abord, bien sûr, selon leur ampleur, entendue ici comme le décalage entre le résultat escompté et celui effectivement obtenu. Ensuite, selon qu'elles s'accompagnent ou non d'un changement de situation pour le battu, par exemple la perte d'une position de pouvoir et des ressources symboliques ou matérielles pouvant y être attachées. Enfin, et c'est cette dimension que cette contribution entend particulièrement interroger, selon leur temporalité, et plus précisément selon leur inscription dans le parcours de vie de celui qui la subit. Les réactions et attitudes face à la défaite apparaissent en effet largement conditionnées par le vécu et les expériences passées des battus, dans la compétition politique bien sûr, mais aussi dans d'autres espaces sociaux, professionnels voire familiaux. Autrement dit, des défaites d'envergures comparables sont susceptibles d'avoir des sens et conséquences radicalement distincts en fonction des parcours personnels et des logiques antérieures de l'engagement de ceux qui y sont exposés. En ce sens, il paraît impossible de saisir les dynamiques de bifurcations ou, à l'inverse, de continuités induites par une défaite électorale sans appréhender celle-ci dans sa dimension processuelle, en la resituant par rapport à la trajectoire passée du battu et à la perception qu'il s'en fait. La notion de carrière militante héritée de l'approche interactionniste apparaît ici particulièrement heuristique⁴. Elle offre en effet la possibilité de penser ensemble cette double dimension objective et subjective du parcours militant et d'éclairer ainsi les conditions auxquelles une défaite électorale peut contribuer à en infléchir le déroulement.

Pour développer ces pistes de réflexion, nous avons fait le choix dans le cadre de ce chapitre de focaliser notre propos sur un cas en particulier, celui de l'homme politique polonais Andrzej Lepper. S'il est surtout connu dans son pays d'origine pour son ascension politique aussi spectaculaire qu'inattendue au début de la décennie 2000, Andrzej Lepper présente

⁴ Selon Howard Becker, la notion de carrière recouvre deux dimensions : « Dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive ». Cf. BECKER Howard, *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985 (1963), p.126. Sur l'usage de la notion de carrière pour appréhender l'engagement militant : FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, 2001, p.199-215 ; AGRIKOLIANSKY Éric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, 2001, p.27-47.

l'intérêt d'avoir régulièrement été confronté à la défaite électorale tout au long de sa carrière politique, depuis son entrée en activisme en 1991, dans les premiers mois de la démocratie polonaise « post-communiste », jusqu'à son décès en 2011. Il nous paraît ainsi constituer un cas particulièrement adapté à la mise à jour des incidences socio-biographiques variables des défaites électorales mais aussi de leurs effets durables sur les dynamiques et logiques de l'engagement militant.

Andrzej Lepper : neufs défaites, trois victoires et un enterrement

Gestionnaire d'une ferme d'Etat puis exploitant agricole individuel du temps du communisme, Andrzej Lepper s'engage en politique au lendemain du changement de régime, alors qu'il a déjà presque quarante ans et est père de famille. Il participe à la création du mouvement syndical et partisan Samoobrona (Autodéfense) et s'impose à sa tête comme l'un des principaux animateurs des importantes manifestations agricoles qui se développent en Pologne au cours de la décennie 1990⁵. Rapidement, il s'efforce de capitaliser électoralement sur sa notoriété naissante. Après plusieurs tentatives infructueuses, il parvient à se faire élire conseiller régional en 1998 puis député en 2001, à la faveur d'une percée de Samoobrona aux élections parlementaires. En réunissant plus de 10% des votes exprimés, le mouvement s'impose comme la troisième force politique nationale. Andrzej Lepper devient alors l'un des hommes politiques les plus influents du pays. Il accède successivement aux fonctions de Vice-Maréchal de la Diète (en 2001 puis de 2005 à 2006), de ministre de l'Agriculture (de 2006 à 2007) et même de Vice-Premier ministre (de 2006 à 2007). Son expérience au sommet de l'Etat est cependant de courte durée. Lors des élections législatives anticipées de 2007, Samoobrona ne franchit pas le seuil électoral et Lepper est brutalement dépossédé de tous ses mandats politiques. Il ne parviendra jamais à les reconquérir. Le 5 août 2011, deux mois avant de nouvelles élections parlementaires pour lesquelles il avait déjà fait acte de candidature, il est retrouvé pendu dans son bureau au siège national de Samoobrona.

Les spécialistes de la vie politique polonaise se sont essentiellement intéressés aux succès d'Andrzej Lepper. De nombreux auteurs ont cherché à comprendre comment cet activiste agricole extérieur aux élites de l'ancien régime communiste comme de l'ancienne dissidence était parvenu à attirer suffisamment d'électeurs pour faire entrer Samoobrona au Parlement

⁵ FORYS Grzegorz & GORLACH Krzysztof, "The Dynamics of Polish Peasants Protests under Post-communism", *Eastern European Countryside*, n°8, 2002, p.47-65.

puis au gouvernement au début de la décennie 2000. Tous ne partagent pas la même lecture des causes de sa réussite électorale inattendue. Alors qu'une partie met en exergue ses hypothétiques charisme ou sens stratégique⁶, d'autres insistent davantage sur l'influence de facteurs externes, notamment les recompositions politiques et la crise socio-économique connues par la Pologne au tournant du millénaire⁷. Néanmoins, au-delà de leurs divergences, ces auteurs tendent à se rejoindre pour penser l'ascension politique d'Andrzej Lepper et de son mouvement comme une « poussée » aussi soudaine qu'éphémère ; certains n'hésitant pas à la comparer à un « accès de fièvre » ou au « passage d'une comète⁸ ».

En se focalisant sur le court apogée politique d'Andrzej Lepper, ces analyses éludent largement l'ancienneté et la constance de son engagement électoral. Or, si on l'appréhende dans sa globalité, la trajectoire politique de Lepper se caractérise moins par sa brève réussite électorale que par une longévité et une résistance à la défaite remarquables dans la Pologne post-communiste. Loin d'avoir connu un succès immédiat, il doit en effet s'y reprendre à cinq fois avant d'obtenir son premier mandat, plus de sept ans après le début de son engagement politique. Au total, entre 1991 et 2011, il ne parvient à se faire élire qu'à trois reprises en douze tentatives (en 1998, 2001 et 2005).

Dans le cadre de ce chapitre, nous nous proposons de replacer les nombreuses défaites électorales d'Andrzej Lepper au cœur de l'analyse de sa carrière militante. En retraçant les implications de ses confrontations répétées à la défaite sur son engagement et sur les représentations qu'il s'en fait, nous chercherons à saisir les logiques de son maintien en politique malgré les déconvenues électorales, parfois sévères, auxquelles il a dû faire face. Dans cette optique, nous distinguerons quatre séquences chronologiques autour desquelles s'organisera notre propos : celle de son entrée en activisme et de sa première expérience de défaite en 1991, celle de l'intensification de son engagement multi-positionné malgré ses défaites électorales répétées au cours de la décennie 1990, celle de la découverte tardive de la victoire qui bouleverse les logiques de son investissement militant au début des années 2000 et enfin, celle de la poursuite obstinée de son engagement malgré la perte de tous ses mandats

⁶ A titre d'exemple: PISKORSKI Mateusz, "Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej", in KOWALCZYK Krzysztof & SIELSKI Jerzy (dir.), *Polskie partie i ugrupowanie parlamentarne*, Toruń, Adam Marszałek, 2004, p.197-226; KACKI Marcin, *Lepperiada*, Varsovie, Czarne, 2013, 208 p.

⁷ KROK-PASZKOWSKA Ania, "Samoobrona: The Polish self-defence movement", in MUDDE Cas & KOPECKY Petr (dir.), *Uncivil Society? Contentious Politics in Post-Communist Europe*, Londres, Routledge, 2003, p.114-133 ; SZAWIEL Tadeusz, "Kryzys demokracji a poparcie systemu politycznego w Polsce", in MARKOWSKI Radosław (dir.), *Populizm a demokracja*, Varsovie, ISP-PAN, 2004, p.145-171.

⁸ Par exemple: GADOMSKI Witold, "Kometa Lepper", *Gazeta Wyborcza*, 06/08/2011.

entre 2007 et 2011. Au niveau méthodologique, l'analyse proposée s'appuie essentiellement sur des matériaux recueillis dans le cadre d'une recherche menée entre 2004 et 2010 sur le mouvement Samoobrona, particulièrement des entretiens semi-directifs avec des cadres du mouvement (dont Andrzej Lepper), des documents internes et des archives de presse⁹.

Une défaite inaugurale sans préjudice

Le 27 octobre 1991, des élections parlementaires « entièrement libres » sont organisées en Pologne pour la première fois depuis l'entre-deux-guerres¹⁰. Près de 6 700 candidats issus de 111 comités électoraux concourent pour l'un des 460 sièges de députés à la Diète mis en compétition. Andrzej Lepper, alors âgé de 37 ans, fait partie d'entre eux. Avec deux autres agriculteurs de la région de Koszalin (Nord-Ouest de la Pologne), où il possède et gère une exploitation agricole depuis plus de dix ans, il prend part à la constitution d'un comité électoral local non-partisan. Celui-ci ne réunit finalement que 1,35% des scrutins exprimés dans la circonscription (0,03% à l'échelle nationale) ; un résultat nettement insuffisant pour obtenir un mandat.

Alors même qu'elle constitue le premier signe tangible de son engagement en politique depuis son bref passage au Parti communiste à la fin des années 1970¹¹, cette candidature infructueuse aux élections de 1991 est rarement évoquée dans les biographies de Lepper. Dès 1993, le premier ouvrage lui étant consacré mentionne à peine cet épisode. Un autre événement est alors privilégié comme point de départ de sa carrière militante : sa participation en juillet 1991 à la création d'un collectif d'agriculteurs surendettés à Koszalin : le Comité Communal d'Autodéfense Agricole (Gminny Komitet Samoobrony Rolnictwa : GKSR). Dans ce livre d'entretien, Lepper présente en effet ce rapprochement informel avec des exploitants de son voisinage peinant tout comme lui à rembourser leurs dettes comme le moment de sa prise de conscience de la nécessité de s'investir dans la lutte politique¹².

L'omission de sa première participation à une élection dans la mise en récit des débuts de la

⁹ PELLEN Cédric, *Sociologie d'un groupement politique illégitime. Le mouvement Samoobrona (Autodéfense) en Pologne (1991-2010)*, Bordeaux, Thèse pour le doctorat en science politique, Sciences Po Bordeaux, 2010, 700p.

¹⁰ MILLARD Frances, "The Polish Parliamentary Elections of October 1991", *Soviet Studies*, vol. 44, n°5, 1992, p.837-855.

¹¹ Conformément aux usages en vigueur sous le régime communiste, Andrzej Lepper adhère au Parti Ouvrier Unifié de Pologne en 1978 lorsqu'il est nommé à la direction d'une ferme d'Etat. Il le quitte dès 1980, lorsqu'il abandonne le secteur agricole public pour monter une exploitation individuelle.

¹² UL Jan et LEPPER Andrzej, *Samoobrona : dlaczego? przed czym?*, Varsovie, Wyraz, 1993, p.4-5.

carrière militante de Lepper n'est surprenante qu'en apparence. Tout d'abord, bien sûr, car celle-ci s'est soldée par un résultat médiocre dont il n'y a pas lieu de se vanter. Mais surtout car l'investissement effectif de Lepper dans l'arène électorale reste alors extrêmement limité : l'examen de la presse locale ne permet pas de retrouver la moindre trace de sa participation à une action de mobilisation électorale et il est même avéré qu'il ne se trouve pas dans la circonscription de Koszalin dans les semaines précédant le scrutin. Du 5 octobre au 14 novembre, il ne quitte en effet pas la capitale Varsovie, où il participe à un campement de protestation d'agriculteurs surendettés initié par le syndicat agricole Solidarité rurale. La principale raison pour laquelle Lepper s'implique si peu dans la campagne est que le comité électoral auquel il participe a été initié par le GSKR avec comme objectif principal, non pas d'obtenir des mandats, mais de publiciser le problème du surendettement agricole dans la région. Particulièrement peu contraignante, la loi électorale du 28 juin 1991 rend alors possible de telles candidatures de témoignage¹³, y compris pour des groupes très faiblement dotés en ressources financières et militantes comme le GSKR. En revanche, s'engager dans une campagne électorale active - avec des tracts, des affiches ou encore des réunions publiques - apparaît nettement plus coûteux, et largement hors de portée pour Lepper et ses camarades. Un tel investissement s'avère par ailleurs rapidement inutile pour eux. À partir d'août 1991, l'appropriation progressive de la question du surendettement par les principaux syndicats agricoles nationaux, dont Solidarité rurale, leur ouvre en effet de nouvelles opportunités pour faire connaître leurs difficultés et porter leurs revendications auprès des responsables politiques.

Bien que cuisante, la défaite d'Andrzej Lepper lors des élections législatives de 1991 lui est pour ainsi dire indolore. S'étant très peu investi dans l'élection, aussi bien en termes de temps, de moyens que d'espoir de succès, il ne paraît guère affecté par son piètre résultat et sa non-élection. D'autant moins, que sa candidature constitue une simple composante d'activités militantes naissantes qu'il déploie principalement, et cette fois avec une réussite indéniable, dans l'arène des mobilisations contestataires. En parallèle de ses activités professionnelles et familiales, il s'engage en effet de plus en plus intensément au cours de l'automne 1991 dans des actions de protestation visant à publiciser le problème du surendettement agricole, d'abord localement puis à Varsovie. Au sein du campement initié par Solidarité Rurale dans la

¹³ Sur l'influence des lois électorales successives sur le processus de codification de la compétition politique polonaise: HEURTAUX Jérôme, *La démocratie par le droit. Pologne 1989-2006*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, 288 p.

capitale, il s'impose rapidement comme l'un des principaux représentants des manifestants en menant une grève de la faim très médiatisée¹⁴. En novembre, le gouvernement le convie même à participer, aux côtés de responsables syndicaux agricoles, à la négociation puis à la ratification d'un protocole d'accord prévoyant un plan d'aide aux agriculteurs surendettés. Son engagement militant au sein du GSKR apparaît alors pleinement couronné de succès, et sa candidature infructueuse aux élections législatives totalement anecdotique.

La résilience à la défaite d'un militant multi-positionné

Le 31 mai 1993, à la suite de l'adoption par la Diète d'une motion de censure à l'encontre du gouvernement, le Président de la République Lech Wałęsa annonce la dissolution du Parlement. Dès le lendemain de cette décision inattendue, Andrzej Lepper fait part de son intention de se présenter aux élections anticipées prévues pour le mois de septembre. Deux ans après sa première candidature, il n'a plus grand chose en commun avec l'anonyme agriculteur qu'il était alors. D'une part, il se consacre désormais à plein temps au militantisme, déléguant à sa femme et à son fils aîné la gestion de son exploitation agricole. Loin d'avoir mis fin à son engagement avec les accords de novembre 1991, il n'a en effet eu de cesse de l'intensifier à sa suite, d'abord en participant à la création d'un nouveau syndicat agricole, le Syndicat Agricole Autodéfense (ZZR Samoobrona) dont il est élu président en janvier 1992, puis en initiant le lancement d'un parti politique, l'Alliance Autodéfense (Przymierze Samoobrona) dont il prend également la tête en juin 1992. D'autre part, à la veille des élections de 1993, Andrzej Lepper peut se prévaloir d'une notoriété qui lui était totalement étrangère lors de ses premiers pas en politique. Les nombreuses actions de protestation qu'il initie à la tête du ZZR Samoobrona au tournant des années 1992 et 1993, notamment de spectaculaires blocages routiers et occupations de bâtiments publics, lui permettent en effet de se faire reconnaître comme l'un des opposants les plus actifs, et les plus radicaux, à la politique économique du gouvernement.

Fort de cette visibilité personnelle, mais aussi des ressources collectives progressivement accumulées par le mouvement Samoobrona dans le cadre de ses activités protestataires¹⁵,

¹⁴ Pour plus de précisions sur les logiques de la progressive affirmation d'Andrzej Lepper au sein du campement de protestation : PELLEN Cédric, *op. cit.*, p.97-104.

¹⁵ Par ressources collectives nous entendons ici les différents type de capitaux qu'un collectif est en mesure d'accumuler et de faire bénéficier à ses membres dans la compétition politique : OFFERLÉ Michel, *Les partis politique*, Paris, PUF, 2006, p.35-49.

Andrzej Lepper affiche des ambitions élevées pour les élections de septembre 1993. Se revendiquant d'un vaste mouvement de la société contre les élites, il n'hésite pas à prédire un raz-de-marée électoral en sa faveur. Plus modestement, il confesse au mois de juillet viser un score de 7%, qui permettrait à son mouvement de faire son entrée au Parlement avec une trentaine d'élus. Les résultats effectivement obtenus vont se révéler bien en deçà de ces attentes. À l'issue d'une campagne difficile¹⁶, Samoobrona ne réunit que 2,78% des voix, loin du seuil de 5% nécessaire à l'obtention de mandats. Dès la proclamation des premières estimations, il est d'ailleurs présenté par les principaux médias nationaux comme faisant partie des grands perdants du scrutin.

S'il reconnaîtra ultérieurement avoir alors été déçu par le résultat¹⁷, Lepper récuse fermement sur le moment toute lecture dépréciative de la performance électorale de Samoobrona. Accusant les médias de partialité, et sous-entendant même la possibilité de fraude, il s'attache à la requalifier comme encourageante en insistant notamment sur sa bonne tenue dans son « fief » de Koszalin. Cette entreprise de dénégation de l'échec ne fait cependant pas l'unanimité au sein du mouvement. Rapidement, elle est contestée par plusieurs de ses cadres, dont son vice-président Janusz Bryczkowski qui dénonce publiquement la mauvaise gestion de Lepper. Face à ces critiques inédites, ce dernier fait preuve de fermeté. Dans les mois suivant l'élection de 1993, il mène une véritable purge au sein de Samoobrona en excluant systématiquement les membres osant contester son leadership, dont Bryczkowski et plusieurs dirigeants historiques. Si cette manière brutale de gérer les oppositions internes lui permet de renforcer son emprise sur le mouvement, les vagues de départ qu'elle suscite affaiblissent sensiblement ses structures et sa capacité d'action.

Malgré la crise interne consécutive aux élections de 1993, Andrzej Lepper réaffirme les ambitions électorales de Samoobrona en présentant sa candidature à l'élection présidentielle de 1995. À rebours des sondages peu encourageants, il affiche tout au long de sa campagne une confiance inébranlable en sa capacité à être élu, déclarant même à quelques jours du

¹⁶ Cf. PELLEN Cédric, « Des difficultés d'entrer en politique : le mouvement *Samoobrona* dans la Pologne postcommuniste », *Critique Internationale*, n°58, 2013, p.133-152

¹⁷ Le 25 juin 2008, Andrzej Lepper nous confie ainsi lors d'un entretien à Varsovie : « En 1993, c'était une campagne difficile mais nous étions sur la vague et nous pensions vraiment pouvoir passer le seuil électoral. Ces élections étaient très importantes pour nous et nous avons été très déçus. Mais maintenant, je regarde ça avec du recul et je me dis que sûrement c'était mieux ainsi. Nous n'étions peut-être pas encore prêt à faire notre entrée au Parlement ».

scrutin que « le cœur et la voix du peuple (lui) ont dit (qu'il) deviendrai Président »¹⁸. Il est sèchement éliminé au premier tour avec moins de 1,5% des voix. À nouveau, il conteste vigoureusement le qualificatif d'échec pour son résultat et s'attache à imputer son non-succès au système politico-médiatique et à ses supposées magouilles¹⁹. Si cette entreprise de relativisation et d'externalisation des responsabilités de la défaite lui permet de faire l'économie d'une autocritique, elle peine une nouvelle fois à convaincre. Dans les semaines suivant l'élection, Lepper doit faire face à une résurgence des critiques internes qui se solde comme deux ans auparavant par l'exclusion, ou la démission, de nombreux membres du mouvement.

Le scénario de 1993 et 1995 se répète une troisième fois lors des élections parlementaires de 1997. Bien que le mouvement Samoobrona ne dispose plus que d'une base militante extrêmement réduite et peine à exister dans l'arène des mobilisations protestataires, Andrzej Lepper l'engage à nouveau dans la compétition électorale. Les certitudes qu'il affiche au cours de la campagne sont une fois encore nettement démenties dans les urnes. Les listes Samoobrona réunissent à peine dix mille électeurs pour les élections de la Diète (soit 0,08% du total des suffrages exprimés) et cinquante mille pour les sénatoriales (0,2% du total). Ce résultat, de loin le plus mauvais du mouvement depuis sa création, acte pour la plupart des commentateurs la fin de l'aventure Samoobrona. De fait, si Lepper réitère son intention de poursuivre son engagement militant, il ne peut plus se prévaloir que du soutien d'une poignée d'irréductibles sympathisants.

« Les élections de 1997, c'était le moment le plus difficile de notre existence, et même moi je ne m'attendais pas [à un tel résultat]. Mais c'était une dépression politique, et certains croyaient que c'était la fin de Samoobrona, qu'il n'allait pas pouvoir se reconstruire, que c'était la fin de Lepper. À ce moment-là, avec un groupe des membres, nous avons pris la décision que nous allions malgré tout continuer à mener une activité politique. [...] Il restait très peu de gens, une poignée, les plus dévoués. Nous n'avions pas de local, pratiquement plus aucun moyen financier. C'était vraiment spécial. »

Andrzej Lepper, entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008.

Deux éléments complémentaires peuvent être avancés pour expliquer le refus obstiné de Lepper de cesser ses activités militantes malgré la succession de défaites électorales, de plus

¹⁸ "Lepper słyzy głos", *Gazeta Wyborcza*, 31/08/1995, p.3

¹⁹ Une semaine avant le scrutin déjà, il déclarait déjà lors d'un meeting à Cracovie : « Si jamais je perds, ce sera la preuve qu'ils ont falsifié les élections » : "Jeśli przegra Lepper", *Gazeta Wyborcza*, 03/11/1995, p.3

en plus cuisantes, qu'il connaît entre 1993 et 1997. Le premier est que l'intensité de son investissement au sein de Samoobrona – il s'y consacre à plein temps depuis sa création en 1992 – et les rétributions symboliques qu'il en a tiré au début de la décennie ont eu pour conséquence d'augmenter progressivement le coût psychique et social de la défection²⁰. Renoncer à la présidence du mouvement, même très fragilisé, implique en effet de rompre avec une représentation valorisante de lui-même, en tant que meneur d'hommes et pourfendeur de l'ordre établi, mais aussi avec des réseaux militants qui ont constitué l'essentiel de ses relations sociales pendant presque cinq années. Le second élément à prendre en compte est que les défaites électorales de Samoobrona et la désintégration presque totale de ses structures militantes ne s'accompagnent guère d'une remise en cause du statut de syndicat agricole représentatif dont il dispose depuis 1992. Ainsi, bien que sa déroute aux élections de 1997 mette à jour la faiblesse de sa base de soutien effective, Andrzej Lepper peut, à son issue, continuer à revendiquer une certaine représentativité et à siéger au sein des différents organes consultatifs agricoles, notamment le conseil national des chambres d'agriculture. Ainsi, le caractère multi-positionné du mouvement Samoobrona, à la fois syndical et partisan, lui permet de trouver dans l'espace du syndicalisme agricole des compensations aux préjudices subis dans l'arène électorale, atténuant ainsi les implications, symboliques comme matérielles, de ses défaites électorales successives sur son engagement militant.

La découverte tardive du succès

Le 23 septembre 2001, Samoobrona réalise la surprise des élections législatives. Dans un contexte de profonde recomposition du paysage partisan²¹, le mouvement d'Andrzej Lepper réunit contre toute attente plus de 10% des scrutins exprimés et fait son entrée au Parlement avec 53 députés à la Diète (sur 460) et 2 sénateurs (sur 100). Les scènes de joie des militants sont abondamment diffusées dans les médias et les analyses des causes de cette percée inattendue se multiplient dès le lendemain du vote. Lui-même triomphalement élu député à Koszalin, Lepper jubile devant les caméras de télévision. Alors qu'il était donné pour mort politiquement moins de quatre ans auparavant, il est parvenu à déjouer tous les pronostics pour hisser son mouvement au statut de troisième force politique nationale.

²⁰ FILLIEULE Olivier, "Some Elements of an Interactionist Approach to Political Disengagement", *Social Movement Studies*, vol. 9, n°1, 2010, p.1-15.

²¹ SZCZERBIAK Aleks, "Old and New Divisions in Polish Politics: Polish Parties' Electoral Strategies and Bases of Support", *Europe-Asia Studies*, vol. 55, n°5, 2003, p.729-746.

L'improbable succès de Samoobrona en 2001 trouve ses racines dans le vaste mouvement de contestation agricole qui se développe en Pologne à la fin de la décennie 1990. Totalemment exsangue après sa déroute aux législatives de 1997, le mouvement profite de la résurgence des mobilisations paysannes à partir de l'été 1998 pour reconstituer de solides réseaux militants et renouer avec une notoriété qui lui faisait défaut depuis des années²². Dans un premier temps, Andrzej Lepper et la poignée de sympathisants lui étant restés fidèles bénéficient de la formation inédite d'un front paysan unitaire avec les autres syndicats agricoles nationaux pour prendre part à des actions de protestation de grande ampleur qu'ils auraient été incapables de mettre en œuvre de manière autonome. Dans un second temps, par leurs pratiques subversives et étiquetées comme radicales lors de ces actions, ils parviennent à progressivement orienter le mouvement de contestation en leur faveur et à attirer des milliers de nouveaux adhérents à travers le pays.

Ayant réussi à faire « revenir à la vie » son mouvement dans l'arène des mobilisations contestataires, Andrzej Lepper s'attache rapidement à le réinvestir dans la compétition électorale. Sans doute échaudé par l'expérience de 1997, il privilégie dans un premier temps une stratégie d'alliance avec d'autres groupements mieux établis. Pour les élections locales de 1998, Samoobrona participe ainsi à la coalition électorale Przymierze Społeczne initiée par le Parti Paysan Polonais (PSL)²³. Bien que d'une ampleur limitée²⁴, ce partenariat lui permet d'obtenir ses premiers mandats dans des conseils communaux, cantonaux et régionaux. Sept ans après son entrée en militantisme, Andrzej Lepper accède lui-même pour la première fois à une position électorale en devenant conseiller de sa région natale de Poméranie Occidentale. L'alliance avec le PSL fait cependant long feu. Dans la perspective des élections présidentielle et parlementaire de 2000 et 2001, Lepper lui privilégie un rapprochement avec des organisations ouvrières et nationalistes qu'il espère plus profitable. Cet hétéroclite « bloc national-populaire » se fissure cependant à son tour à quelques mois de la présidentielle. Mettant ses réticences initiales de côté, Lepper décide alors de présenter sa candidature et

²² A ce sujet on permettra de renvoyer à : PELLEN Cédric, « Les manifestations paysannes polonaises de 1998-1999. Politisation, médiatisation et personnalisation d'une mobilisation contestataire », *Politix*, n°86 ; 2009, p.167-188. Voir aussi : ZALEWSKI Frédéric, « Démobilisation et politisation de la paysannerie en Pologne depuis 1989 », *Critique internationale*, n°31, vol. 2, 2006, p.145-159.

²³ Sur ce parti né en 1990 d'une union entre le parti paysan officiel sous le communisme et de groupements revendiquant l'héritage du mouvement agrarien historique: ZALEWSKI Frédéric, *Paysannerie et politique en Pologne : trajectoire du Parti paysan polonais du communisme à l'après-communisme. 1945-2005*, Paris, Michel Houdiard, 2006, 214 p.

²⁴ Au final environ 120 membres de *Samoobrona* se présentent dans six voïvodies (sur seize) sur les listes du *Przymierze Społeczne*, qui réunissent au total plus de 10 000 candidats au niveau national.

d'engager ainsi à nouveau Samoobrona de manière autonome dans la compétition électorale. S'appuyant sur les structures militantes reconstituées lors des manifestations agricoles, il mène une campagne de terrain particulièrement active²⁵ au cours de laquelle il s'attache à élargir sa base de soutien au-delà des seuls agriculteurs en se présentant comme le porteur d'une « nouvelle voie de développement économique et humain, alternative au socialisme et au capitalisme ».

Le 8 octobre 2000, Andrzej Lepper réunit 3,05% des voix exprimées au premier tour de l'élection présidentielle. Une nouvelle fois cette performance électorale est loin des différents objectifs qu'il s'était publiquement assigné – se qualifier au second tour, dépasser les 10% des voix ou encore devancer le candidat du PSL. Elle est néanmoins sensiblement supérieure aux attentes des sondages, qui le créditaient de moins de 2% des intentions de vote. Andrzej Lepper ne cache d'ailleurs pas sa satisfaction lors de la soirée électorale. Se réjouissant d'avoir fait mentir les sondages, il analyse son résultat comme le signe de la montée en puissance de Samoobrona et y voit une défaite porteuse d'espoirs pour l'avenir. Fort de l'emprise qu'il s'est assuré sur la direction du mouvement, il parvient cette fois sans peine à imposer en interne cette interprétation de sa défaite et à constituer les élections législatives de l'année suivante en principal horizon d'action du mouvement. L'implication précoce des militants dans l'arène électorale permet à Samoobrona de présenter pour la première fois des candidats dans toutes les circonscriptions et de mener une campagne de terrain dynamique. Elle constitue ainsi un important facteur explicatif de la capacité de mobilisation électorale inédite dont le mouvement fait preuve en septembre 2001.

L'entrée au Parlement a des implications majeures pour Samoobrona. Au niveau financier tout d'abord. Désormais éligible aux aides publiques aux partis, le mouvement perçoit plus de dix millions d'euros de subventions entre 2002 et 2007, auxquelles il convient d'ajouter les indemnités touchées par ses parlementaires. Outre lui permettre de recruter des dizaines de permanents et de se doter d'un nouveau siège dans le centre de Varsovie, cet afflux massif d'argent public favorise la professionnalisation politique de ses principaux cadres. Eux qui étaient dans leur majorité des syndicalistes agricoles bénévoles ont désormais accès à des ressources leur permettant de se consacrer à plein temps à leurs activités politiques. L'entrée

²⁵ Andżelika Wardęga estime que dans les mois précédant le premier tour Andrzej Lepper est le candidat qui visite le plus de communes à travers le pays. WARDEGA Andżelika, "Kampania przed Kampania czyli przedwyborcze napinanie muskulow", *Studia politologiczne*, vol. 6, p.245.

de Samoobrona au Parlement s'accompagne également d'une profonde réorganisation de ses structures et modes d'action. Dès 2002, Lepper initie en effet une entreprise de « normalisation partisane » visant à l'adapter aux exigences de la politique institutionnelle. Les changements les plus notables sont le renoncement du mouvement aux pratiques protestataires, la mise en sommeil de sa branche syndicale et la promotion au sein de sa hiérarchie de personnalités extérieures au monde agricole aux caractéristiques socio-professionnelles en conformité avec les principes dominants de recrutement du personnel politique, tels que des avocats, des professeurs d'université ou encore des entrepreneurs. Andrzej Lepper lui-même s'efforce d'amender son image publique afin de rompre avec la réputation de radicalisme sur laquelle il a pourtant fondé une partie de sa notoriété. Désormais désireux de se faire reconnaître comme un homme d'Etat responsable, il s'efforce d'adopter un registre de langage et un style vestimentaire en conformité avec les pratiques dominantes dans l'espace parlementaire, limitant le recours aux insultes dont il était jusqu'alors coutumier et ne portant plus que d'impeccables costumes.

Les transformations importantes connues par Samoobrona et son président au cours de la IV^e législature de la Diète (2001-2005) ne nuisent guère dans un premier temps à leurs performances électorales. Ayant confirmé son statut de troisième force politique nationale aux élections locales de 2002 et européennes de 2004, le mouvement obtient même un nombre record de votes lors des élections présidentielle et parlementaires de 2005. Il s'impose alors comme un acteur incontournable pour la constitution d'un gouvernement majoritaire et participe en mai 2006 à la formation d'une coalition inédite avec les conservateurs de Droit et Justice (PiS) et les nationalistes de la Ligue des Familles Polonaises (LPR). Samoobrona obtient trois ministères dans le nouveau gouvernement, dont celui de l'Agriculture pour Andrzej Lepper nommé par ailleurs à la prestigieuse fonction de vice-Premier ministre. Le Président de Samoobrona peut savourer son succès. Quinze ans après son entrée en politique, il est parvenu à se hisser à la tête de l'une des principales administrations de l'État polonais et à imposer son mouvement comme l'une des forces politiques les plus puissantes du pays. À distance de son passé d'anonyme agriculteur puis d'activiste agricole controversé, Andrzej Lepper évolue désormais au cœur du pouvoir politique polonais. Sa réussite inattendue semble alors récompenser son obstination à poursuivre son engagement militant malgré les déconvenues électorales, ainsi que l'ambitieuse entreprise de « normalisation » à laquelle il a soumis son mouvement après son entrée au Parlement.

L'impossible répétition de l'histoire

Le 9 juillet 2007, Andrzej Lepper est démis de ses fonctions ministérielles par le Premier ministre Jarosław Kaczyński (PiS) qui l'accuse d'être impliqué dans une affaire de corruption. La coalition gouvernementale ne résiste pas à cet épisode et des élections anticipées sont convoquées pour le 21 octobre. Elles tournent à la débâcle pour Samoobrona. Ne réunissant que 1,5% des voix, le mouvement réalise une performance bien inférieure aux estimations préélectorales les plus pessimistes et est brutalement évincé du Parlement²⁶. Le soir du scrutin, Andrzej Lepper apparaît très affecté. Il quitte la soirée électorale de Samoobrona avant même l'annonce officielle des résultats et laisse pour la première fois le soin aux autres cadres du mouvement de les commenter devant les journalistes et les militants incrédules. Rapidement des divergences se font jour dans leurs interprétations de la défaite.

D'une part, plusieurs dirigeants du mouvement s'accordent avec les principaux observateurs de la vie politique polonaise pour considérer que la défaite de Samoobrona est définitive. Estimant que le mouvement est condamné par son piètre résultat, ils en démissionnent, soit pour mettre fin à leur engagement politique, soit pour rejoindre une autre formation. Près de la moitié des cadres nationaux et régionaux du parti, dont la quasi-totalité de ceux l'ayant rallié après 2002, font défection de la sorte dans les quinze jours suivant l'élection. D'autre part, des dirigeants « historiques » de Samoobrona s'efforcent de développer une interprétation moins pessimiste du résultat, y voyant un simple reflux électoral lié à des erreurs dans la gestion du parti. Dans cette optique, Krzysztof Filippek, vice-président du mouvement depuis 1998, appelle à l'organisation d'un Congrès extraordinaire ayant vocation à redéfinir les principes de fonctionnement du mouvement. Tout en maintenant publiquement son soutien à Lepper, il érige l'entreprise de « normalisation partisane » initiée par ce dernier en 2002 comme responsable de la déroute de 2007 et plaide pour un retour de Samoobrona à ses origines rurales, syndicales et contestataires. Finalement, Lepper lui-même va proposer dans les jours suivant le scrutin une troisième interprétation du résultat de Samoobrona. S'il ne renie pas le terme d'échec, il s'efforce d'en relativiser la portée et d'en externaliser les responsabilités en la présentant comme un revers temporaire lié aux « magouilles » de Jarosław Kaczyński. Répugnant une nouvelle fois à toute autocritique et remise en cause de son autorité, il rejette fermement les appels à mettre en débat les modalités d'organisation de

²⁶ Au cours du mois d'octobre Samoobrona est créditée d'intentions de vote comprises entre 2,5% pour les plus sondages les pessimistes et 5% pour les plus optimistes.

Samoobrona à l'occasion d'un Congrès extraordinaire. Un refus qui pousse Filipek et ses proches à faire à leur tour défection.

Dans les mois suivant les élections parlementaires anticipées 2007, Samoobrona donne l'image d'un parti en perdition. Alors que les démissions successives minent profondément sa base militante et son implantation territoriale, le mouvement doit faire face à d'importantes difficultés financières et judiciaires. Privé des dotations publiques qui, depuis 2001, constituaient l'essentiel de ses revenus²⁷, il est acculé par ses créanciers. Il se trouve dans l'impossibilité de continuer à rémunérer ses permanents et à conserver les locaux qu'il avait acquis à travers le pays. En outre, plusieurs anciens députés du parti, désormais privés de leur immunité parlementaire, sont convoqués par la justice dans les mois suivant l'élection. Andrzej Lepper lui-même fait l'objet de plusieurs mises en examen pour corruption, pour falsification de signatures lors de l'enregistrement de comités électoraux ou encore pour harcèlement sexuel sur des employés de Samoobrona²⁸.

En dépit de ces sérieux ennuis financiers et judiciaires, de la perte de tous ses mandats et de son isolement politique croissant, Andrzej Lepper refuse une nouvelle fois opiniâtrement de mettre fin à son engagement politique. Aux journalistes qui l'interrogent sur le sujet, il n'a de cesse d'exprimer sa certitude qu'il renouera avec le succès dans un proche avenir. « Samoobrona existe depuis dix-sept ans et nous avons déjà survécu à des moments difficiles. Nous survivrons à nouveau et nous reviendrons » déclare-t-il ainsi fin 2007²⁹. L'ancienneté de son engagement militant, ses expériences antérieures de défaites et le fait qu'il a déjà réussi par le passé un inattendu come-back politique sont les principaux arguments mobilisés par Lepper pour justifier sa confiance inébranlable dans la future « résurrection » de son mouvement. Rapidement d'ailleurs, il s'efforce de dresser des analogies entre la défaite électorale de 1997 et celle de 2007, présentant cette dernière comme une simple répétition de la première. Dans cette optique, loin de marquer la fin du mouvement, elle ne constituerait qu'une nouvelle anicroche sur son parcours heurté qui, comme une décennie auparavant,

²⁷ L'examen des comptes déposés par le parti *Samoobrona* auprès de la Commission électorale nationale révèle ainsi, qu'en 2006, sur les 27,34 millions de zloty (environ 6,8 millions d'euros) de revenus annuels déclarés par le parti, pas moins de 27,24 millions, soit 99,6%, proviennent de fonds publics. "Uchwała Panstwowej Komisji Wyborczej z dnia 23 lipca 2007 r. w sprawie sprawozdania Samoobrony RP o zrodach pozyskania srodków finansowych", PKW, 23/07/2007.

²⁸ En décembre 2006, une ancienne employée et élue locale de *Samoobrona*, Aneta Krawczyk, dénonce des pratiques de « promotion canapé » au sein du parti. Elle accuse Andrzej Lepper ainsi qu'un des vice-présidents du mouvement d'avoir conditionné son recrutement à des faveurs sexuelles. Condamné en première instance à deux ans et trois mois de prison ferme, Andrzej Lepper décède avant que le jugement en appel ne soit rendu.

²⁹ "Andrzej Lepper marzy: Samoobrona przetrwa", *Gazeta Wyborcza*, 22/11/2007

préfigurerait son retour au cœur des jeux politiques. Faisant siennes les propositions initiales de Krzysztof Filipiek, Andrzej Lepper annonce d'ailleurs en décembre 2007 une réorganisation du mouvement Samoobrona dans le sens de son retour « aux activités syndicales et protestataires sur lesquelles il a construit ses succès³⁰ ».

Cette conviction affichée en une répétition de l'histoire, en une inéluctable nouvelle ascension de Samoobrona, se fonde sur une négation des profondes transformations de la conjoncture socio-politique polonaise. Or, le renoncement progressif des autres syndicats agricoles à des modes d'action contestataire et la bipolarisation tendancielle de la compétition politique rendent hautement improbables à la fin de de la décennie 2000 à la fois l'émergence d'une vague de manifestations paysannes comparable à celles des années 1998-1999 et une recomposition du paysage partisan du type de celle ayant marqué les élections parlementaires de 2001. Au-delà de ces facteurs contextuels, il convient également de noter que, malgré ses déclarations, Andrzej Lepper ne se comporte pas de la même manière après la défaite électorale de 2007 que dix ans auparavant. Alors qu'il avait pleinement renoué avec le syndicalisme agricole et le militantisme de terrain à la fin des années 1990, il continue à se conduire comme un éminent homme d'Etat après 2007. Plutôt que de parcourir le pays pour promouvoir Samoobrona et tenter de (re)mobiliser des militants, il ne quitte guère la capitale Varsovie, partageant le plus clair de son temps entre le siège national du parti, où il s'aménage même une chambre, et les plateaux de télévision, où il exprime inlassablement sa croyance dans son retour prochain au pouvoir.

Andrzej Lepper ne réussira jamais ce second come-back. Loin de renouer avec ses succès passés, Samoobrona continue en effet à se déliter dans les mois suivant son éviction du Parlement. Bien qu'ayant conservé le statut de syndicat agricole national, il s'avère incapable de redévelopper sa base militante et les différentes actions de protestation qu'il s'efforce d'organiser ne rallient jamais plus de quelques dizaines de personnes. Dans les urnes aussi, le mouvement multiplie les déconvenues. Les élections sénatoriales partielles de 2008, européennes de 2009, présidentielle et locales de 2010 se soldent toutes par des défaites sans appel pour le parti qui, outre creuser un peu plus son déficit à chaque scrutin³¹, perd la quasi-totalité de ses derniers élus. Lors de l'élection présidentielle de 2010, Andrzej Lepper réunit à

³⁰"Wystąpienie programowym Przewodniczący Partii Andrzej Lepper", 10/12/2007, www.samoobrona.org.pl.

³¹ Selon la Commission électorale nationale, les sommes disponibles sur les comptes du parti Samoobrona au 31 décembre 2009 s'élèvent à seulement 6,34 złoty (environ 1,5 euros)...

peine deux cent mille électeurs (1,28% des voix), soit dix fois moins que cinq ans auparavant... Ce sont finalement les élections législatives du 9 octobre 2011 qui actent la relégation groupusculaire de Samoobrona. Ayant eu toutes les peines du monde à présenter des candidats et à mener campagne, le parti ne réunit alors que neuf mille voix à l'échelle nationale (0,07% des scrutins exprimés), encore moins que lors de sa déroute de 1997. Andrzej Lepper n'assiste cependant pas à cette ultime débâcle. Il a en effet été retrouvé pendu dans son bureau deux mois auparavant. La mort brutale d'Andrzej Lepper a suscité de nombreuses spéculations. Si les théories du complot fleurissent jusqu'à aujourd'hui, les plus populaires faisant porter la responsabilité de son décès aux services secrets voire à l'ancien Premier ministre Kaczyński, le rapport du procureur de Varsovie a, lui, conclu à un suicide. L'enquête a en effet révélé qu'Andrzej Lepper s'était éloigné de ses proches et traversait une « grave dépression nerveuse liée à ses dettes colossales, à sa chute politique et à ses inculpations judiciaires »³². Confronté depuis plusieurs mois à de sérieuses difficultés économiques, judiciaires mais aussi électorales, Andrzej Lepper a mis un terme de la plus brutale des manières à deux décennies d'engagement militant intense qui lui auront permis de s'imposer contre toute attente comme l'une des figures politiques majeure de la Pologne post-communiste.

Conclusion

Le parcours politique d'Andrzej Lepper est atypique à plusieurs égards. D'une part, car son « ascension » de simple agriculteur à leader syndical puis à homme politique de premier plan est pour le moins exceptionnelle. Elle apparaît même unique en Pologne, où l'on observe depuis le changement de régime de 1989 une démobilisation politique tendancielle du monde agricole³³ et un fort élitisme dans la sélection du personnel politique³⁴. D'autre part car, si l'ascension électorale d'outsiders prétendant bousculer les équilibres politiques établis n'est pas rare dans les démocraties européennes, particulièrement pas en Pologne, peu d'entre eux parviennent comme Lepper à accéder à des postes situés au sommet de la hiérarchie des positions de pouvoir politique. Malgré cette singularité, ou peut-être grâce à elle, la carrière militante d'Andrzej Lepper constitue un cas d'étude propice à la mise en évidence des incidences variables de la confrontation à la défaite électorale.

³² "Prokuratura ustaliła, dlaczego Andrzej Lepper popełnił samobójstwo", *Gazeta Wyborcza*, 19/12/2012.

³³ ZALEWSKI Frédéric, « Démobilisation et politisation de la paysannerie en Pologne depuis 1989 », art. cité.

³⁴ HEURTAUX Jérôme, « Démocratie populaire versus Démocratie élitaire : les inégalités politiques et leurs justifications en Pologne », *La Nouvelle Alternative*, vol. 62, n°19, 2004, p.39-50.

Premièrement, elle donne à voir que la capacité de résilience à la défaite d'un acteur politique dépend largement des ressources et soutiens qu'il parvient à entretenir à son issue dans le champ politique bien sûr³⁵, mais aussi dans des champs connexes. Le multi-engagement de Lepper, à la fois partisan et syndical, constitue en effet la principale clé de compréhension de sa surprenante endurance à la défaite tout au long des années 1990. Malgré ses échecs répétés dans la compétition électorale, il peut alors continuer à puiser dans les ressources matérielles et symboliques de son syndicat pour poursuivre son engagement et entretenir sa prétention à la représentativité. Pour reprendre Erving Goffman, c'est ici le « manque d'intégration rigide des rôles sociaux qui rend possible la compensation : on peut chercher dans un rôle [leader syndical dans le cas de Lepper] une consolation à des préjudices subis dans l'autre [ici candidat et chef de parti]³⁶. » À l'inverse, la spécialisation croissante de son engagement dans la seule sphère de la politique institutionnelle au cours des années 2000, parce qu'elle l'a privé de la base de repli en cas de disette électorale que constituait le syndicat, explique en grande partie son inaptitude à se remettre de la défaite de 2007.

Deuxièmement, l'étude de la carrière militante d'Andrzej Lepper montre également que les transformations biographiques induites par un engagement de longue durée³⁷ peuvent avoir pour effet d'accroître le coût de la défaite, particulièrement pour les acteurs issus comme lui des milieux sociaux habituellement les moins bien représentés en politique. Au fil des années, à mesure qu'il devenait un activiste à plein temps puis un homme politique professionnel, Lepper s'est éloigné de ses anciens environnements personnels et professionnels. Tant et si bien, qu'à la moitié des années 2000, il n'a quasiment plus rien en commun avec l'anonyme agriculteur qu'il était quinze ans auparavant. Ayant fait l'expérience de la notoriété, du succès électoral et de l'exercice de mandats politiques importants, il s'efforce alors de se produire comme un homme d'Etat éminent. Dans le même temps, il a aussi profondément reconfiguré son entourage. Bien qu'il se soit toujours plu à se présenter comme un homme simple, attaché à sa terre et sa famille, Lepper ne passe dans les faits plus guère de temps ni dans sa ferme, ni avec sa femme et ses enfants. À partir de son entrée au Parlement en 2001, il tend à leur préférer la compagnie de ses nouveaux collaborateurs politiques à Varsovie, pour la plupart des hommes urbains ambitieux et hautement qualifiés. Néanmoins, la faillite électorale de

³⁵ Cf. GAITI Brigitte, « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing », *Revue Française de Science Politique*, vol. 40, n°6, 1990, p.902-917.

³⁶ GOFFMAN Erving, « Calmer le jobard : quelques aspects de l'adaptation à l'échec » in CASTEL Robert, COSNIER Jacques et JACOB Isaac (dir.), *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris, Editions de Minuit, 1989, p.295.

³⁷ FILLIEULE Olivier et NEVEU Erik (ed.), *Activists Forever? The Long-Term Impacts of Political Activism in Various Contexts*, Cambridge, Cambridge University press (à paraître en 2018).

Samoobrona lors des élections de 2007, va confronter à Lepper au coût de cette transformation radicale. Sa rupture physique et cognitive avec son milieu d'origine lui rend alors impossible d'envisager revenir à sa vie passée et quitter une élite politique varsovienne qui, bien que l'ayant accueilli un temps, ne l'a jamais pleinement acceptée. L'éloignement de sa famille et le délitement rapide de son ancienne « cour » le laissent alors dans un état de profond isolement qui perdure jusqu'à son décès.

6

Défaites et bifurcations politiques Le personnel politique du Parti des travailleurs au Brésil face à la défaite

Frédéric LOUAULT

« Quand les résultats sont sortis et que j'ai vu que je n'étais pas réélu, bien sûr que c'était une expérience très dure. Cela m'a fait très mal. [...] Parce qu'après avoir passé 18 ans comme député et que tout à coup tu ne l'es plus, tu te demandes : "et maintenant, qu'est-ce que je suis ?". Je n'étais rien. Juste un ex-député. »

Marcos Rolim (ancien député fédéral du Parti des travailleurs), entretien réalisé à Porto Alegre le 19 novembre 2007¹.

Le 31 août 2016, la présidente du Brésil Dilma Rousseff était destituée par le Congrès. Cette alternance non électorale mettait fin à quatorze années de domination du Parti des travailleurs (PT) sur l'exécutif fédéral (2003-2016). Après quatre victoires consécutives – Lula élu en 2002 puis réélu en 2006 ; Dilma Rousseff élue en 2010 puis réélue en 2014 – le PT était brutalement renvoyé dans l'opposition. Considérant l'élection comme le principal pilier de la légitimité démocratique et contestant le bienfondé de la procédure de destitution, les soutiens de Dima Rousseff ont dénoncé un coup d'Etat. De nombreux analystes ont quant à eux souligné l'usage abusif de cet outil de contrôle de démocratie qu'est la procédure de destitution et son instrumentalisation par les opposants au PT à des fins politiques². Quelques semaines plus tard, le 2 octobre 2016, le PT encaissait un second choc, électoral cette fois-ci, avec une cinglante défaite aux élections municipales. Il perdait près des deux-tiers de son implantation, tant en termes de nombre de municipalités contrôlées (256 en 2016 contre 644 en 2012) qu'en termes d'électorat (6,8 millions de votes au premier tour en 2016 contre 17,2 millions en 2012). Ce fut son pire résultat depuis deux décennies. En moins de trois mois, le

¹ Tous les entretiens mobilisés dans ce chapitre ont été réalisés en portugais. Leur traduction a été faite par l'auteur.

² LOUAULT Frédéric, « Brésil : la démocratie corrompue », *Les Etudes du CERI*, Dossier « Amérique latine. L'année politique 2016 », n°226-227, 2017, p.19-26.

parti s'est donc trouvé éjecté de toutes les positions de pouvoir qu'il occupait dans l'exécutif fédéral et d'importants viviers de reclassement au niveau local. Le parti est sorti exsangue de cette séquence politique. Dans un contexte de crise partisane et faisant face à une fermeture inédite de la structure des opportunités de reclassement, de nombreux dirigeants ont quitté le parti (dont douze de ses soixante-dix députés fédéraux), tandis que des milliers d'individus qui avaient construit leur carrière à travers le parti se sont retrouvés sans emploi et sans perspective de reclassement.

Ces deux événements, circonscrits dans une temporalité courte, permettent de replacer les expériences de défaites électorales dans le cadre plus large de la compétition politique. Les élections ne sont qu'un élément parmi d'autres dans les luttes pour la conquête et la conservation des positions de pouvoir. Les enjeux des défaites électorales se doivent d'être contextualisés et relativisés. L'acceptation des défaites électorales et l'adaptation des acteurs du jeu politique aux évolutions des rapports de force post-électorales constituent un élément central de la stabilité démocratique. En plus des enjeux liés à la structuration du cadre politique, les défaites ont des incidences biographiques non négligeables sur le personnel politique. C'est sur cet aspect que le présent chapitre se propose d'apporter une contribution, en évaluant dans quelle mesure les défaites électorales perturbent les carrières politiques. Comment les élus et leurs collaborateurs rebondissent-ils après la perte d'un mandat ? Comment s'opère la compétition interne pour le reclassement politique ? Quel est le rôle du collectif partisan dans les logiques de reclassement ?

Le PT est un cas particulièrement stimulant pour observer de tels enjeux, dans la mesure où il a développé, depuis sa création en 1980, un rapport paradoxal aux défaites électorales. L'histoire du Parti des travailleurs (PT) au Brésil s'est d'abord construite et écrite sur des défaites, qu'elles soient politiques dans une acception large ou directement liées aux compétitions électorales. Olívio Dutra, l'un des dirigeants historiques du parti, considère même les défaites comme étant au cœur du processus de constitution du PT :

« Combien de défaites nous avons vécu avant de gagner des élections ! Dans les syndicats, dans les mouvements sociaux, au niveau électoral... Lors de la propre construction du PT, à la fin des années 1970, il y a eu beaucoup de discussions, beaucoup de débats et de nombreuses défaites. Mais les défaites ne nous ont jamais empêché de perfectionner notre projet original. On peut perdre une élection, pourvu qu'on ne s'éloigne pas du chemin. »

Olívio Dutra (ancien maire de Porto Alegre, ancien gouverneur du Rio Grande do Sul, ancien

ministre des Villes,) entretien réalisé à Porto Alegre le 9 octobre 2007.

Le rapport du PT aux défaites a toutefois beaucoup évolué entre son baptême électoral en 1982 et l'élection de Lula en 2002. En trente ans, le parti a connu trois grands types de défaites, chacun soulevant des enjeux spécifiques pour les carrières politiques individuelles. (1) Les défaites fondatrices, dans le contexte de démocratisation (1982-1985), lorsque le PT s'organisaient et consolidaient son projet politique. Dans cette configuration, les candidats étaient des *outsiders*. (2) Les défaites de positionnement dès la fin des années 1980, alors que le PT se structure et se professionnalise autour d'un projet de (re)conquête du pouvoir. Dans cette configuration, les candidats sont des *challengers*. Dans ces deux premiers cas, la défaite constitue un manque à gagner. Elle bloque l'accès aux mandats électifs et aux avantages qui en dépendent, mais elle ne provoque a priori pas de perturbation majeure dans les trajectoires politiques. (3) Les défaites de retrait, quand les candidats du PT ne parviennent pas à conserver des positions de pouvoir et subissent des alternances électorales. Dans cette configuration, les candidats ont le statut d'*incumbents* et la défaite provoque la perte de mandats électifs et des avantages qui en dépendent.

Nous nous intéresserons dans ce chapitre à cette dernière catégorie. Ce sont en effet les défaites de retrait qui soulèvent les enjeux les plus cruciaux, tant pour le collectif partisan que pour le personnel politique (candidats, militants professionnalisés, etc.). Notre analyse porte moins sur les effets des défaites pour le PT en tant qu'organisation que sur les implications pour les individus qui occupaient des positions de pouvoir à travers ce parti (élus, collaborateurs, personnel de confiance dans les cabinets et administrations contrôlés par le parti, etc.), les conditions de leur mobilité post-défaite ainsi que le rôle du collectif partisan dans les logiques de reclassement³. Pour ce faire, nous proposons une étude longitudinale et multi-niveau portant sur les défaites de retrait subies par le PT dans l'Etat du Rio Grande do Sul (PT/RS) depuis 1982. Le choix de ce cas répond à une double logique. D'abord parce que c'est dans cet Etat que le PT a connu ses défaites de retrait les plus emblématiques, notamment la perte en 2002 du gouvernement du Rio Grande do Sul (que le PT gouvernait depuis janvier 1999), puis celle en 2004 de l'exécutif municipal de Porto Alegre (gouvernée depuis janvier 1989). Ensuite parce que le focus sur une unité fédérative intermédiaire permet

³ Dans le prolongement des réflexions de Pierre Bourdieu, nous entendons ici le reclassement comme le résultat d'une stratégie visant à maintenir ou améliorer une position sociale face à une dévaluation ou menace de dévaluation. Voir BOURDIEU Pierre, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°24, novembre 1978, p. 2-22.

de mieux saisir les logiques de circulation du personnel politique entre les différents niveaux de pouvoir. Au niveau méthodologique, notre travail repose sur une enquête qualitative réalisée entre 2005 et 2010 à partir d'un échantillon non représentatif, construit de manière discriminante parmi l'ensemble du personnel politique du PT/RS. Le premier groupe a été constitué à partir d'individus ayant eu au moins une expérience directe de défaite en tant que candidats. Il se compose d'une population de 25 individus (totalisant 145 candidatures dont 73 expériences de défaite à différents niveaux de pouvoir). Le second groupe se compose d'individus ayant subi les effets indirects d'une défaite de retrait en tant que collaborateurs politiques. Cet échantillon d'appui fut principalement mobilisé afin d'intégrer à l'analyse le personnel politique non élu. Notre second groupe se compose de 21 individus ayant été démis de leurs fonctions à l'occasion des alternances de 2002 (gouvernement du Rio Grande do Sul) et de 2004 (gouvernement de Porto Alegre). En travaillant à partir de ces deux défaites de retrait consécutives, nous pouvions considérer les rapports entre défaites électorales et mobilités du personnel politique dans une double perspective processuelle et multi-niveaux.

D'un point de vue théorique nous considérons les défaites électorales comme des points de tournant (*turning points*) dans les trajectoires ou induire des « logiques de perturbation »⁴. Pour ce qui est des enjeux individuels, nous nous plaçons dans la lignée du modèle sociologique du cheminement, et, plus précisément le sous-modèle bifurcatif, qui consiste à étudier les points de discontinuité dans les processus. Le terme bifurcation désigne « des situations dans lesquelles une séquence d'action partiellement imprévisible produit des effets durables⁵ ». Dans les cas de défaites électorales, les acteurs se retrouvent face à des événements partiellement imprévisibles, voire surprenants (et ce en dépit des efforts pour prévoir les résultats). L'imprévisibilité de ces événements est toutefois relative : les individus n'ont pas de contrôle réel sur le résultat, mais les issues possibles peuvent être anticipées et le moment de l'élection est connu. Les acteurs peuvent donc organiser l'imprévisibilité. En ce sens les bifurcations engendrées par les défaites électorales suivent la logique du carrefour⁶. Pour le personnel politique, les élections constituent donc des paliers qui pourront entraîner des redéfinitions de cheminements professionnels allant jusqu'à la « mort » politique. Notre étude consiste donc à évaluer l'influence d'une forme spécifique de perturbation – les défaites

⁴ DE CONINCK Frédéric et GODARD Francis, « L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation. Les formes temporelles de la causalité », *Revue Française de Sociologie*, n°31, 1990, p.37.

⁵ BIDART Claire, « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations bibliographiques », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. 120, n°1, 2006, p.29-58.

⁶ GROSSETTI Michel. « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 120, n°1, 2006, p. 19.

de retrait – sur le type de bifurcation. Deux grands types de bifurcations peuvent être identifiés : les bifurcations mineures (reclassement dans l'espace politique professionnel, réorientation de l'engagement politique, etc.) et les bifurcations majeures (sorties volontaires ou subies de l'espace politique professionnel, désengagement politique, etc.). Nous nous intéressons ici particulièrement aux bifurcations mineures, qui constituent la forme la plus courante dans le cas que nous avons étudié. Les individus mettent en place des stratégies de reclassement qui leur permettent de se maintenir dans l'espace politique professionnel malgré la fermeture de la structure des opportunités et l'augmentation de la compétitivité interne pour l'obtention de postes. Nous analysons différentes formes de reclassement au sein de l'espace politique professionnel et proposons, pour chacune d'entre elles, des trajectoires-types identifiées lors de notre recherche. Dans une première partie, nous présentons les types de reclassements politiques post-défaites. Trois formes de bifurcations mineures sont présentées : les bifurcations avec reclassement par le bas (replis de carrières), les bifurcations avec reclassement horizontal (relocalisations) et les bifurcations avec reclassement par le haut (primes à la défaite). Puis nous examinons dans une seconde partie les logiques partisanses et patronnées des reclassements politiques.

Rebondir après les défaites : les formes du reclassement

Au Brésil, les postes électifs sont distribués entre l'exécutif et le législatif sur trois niveaux de pouvoir : municipal, étatique, fédéral. Il y a au total 64.761 postes électifs au Brésil (596 au niveau fédéral ; 1.113 au niveau des états fédérés ; 63.052 au niveau municipal). Tous les représentants sont élus pour quatre ans (sauf les sénateurs qui ont des mandats de huit ans), avec un décalage de deux ans entre les élections générales et municipales. En plus des postes électifs, des centaines de milliers de postes de confiance politique – les *cargos de confiança* – sont pourvus à tous les niveaux de pouvoir dans les cabinets et les administrations (dont plus de 23.000 dans l'exécutif fédéral) ainsi que dans les assemblées législatives⁷. Officiellement, le *spoils system* brésilien permet aux titulaires de mandats électifs de s'assurer la loyauté de leurs équipes. Derrière cet argument politique, le pouvoir de nomination des dirigeants est un puissant instrument pour consolider leurs clientèles électorales, tisser et entretenir des réseaux de dépendances politiques. La perte d'une position de pouvoir est donc synonyme de perte de ressources symboliques et matérielles pour les candidats, dont les réseaux de loyauté risquent

⁷ GARCIA LOPEZ Felix (ed.), *Cargos de confiança no presidencialismo de coalizão brasileiro*, Brasília, IPEA, 2015.

de se déliter, comme l'a montré Nadège Ragaru dans le contexte de la Roumanie post-communiste⁸. À l'inverse, les nombreux postes de confiance se libérant à chaque élection peuvent servir de points de chute conjoncturels pour des candidats battus. L'obtention d'un poste de confiance permettra donc aux candidats non (ré)élus – et soumis à une stricte interdiction du cumul des mandats – de se maintenir en politique en vue d'un retour sur la scène électorale dès l'échéance suivante. Lorsqu'il s'agit d'un poste à forte visibilité, qui offre le contrôle sur un vivier d'emplois et/ou une importante manne financière, le reclassement par nomination peut même servir à la fois de matelas et de tremplin. La récurrence des scrutins et la structure des opportunités de reclassement réduisent donc au Brésil l'irréversibilité des défaites électorales. Par ailleurs, si le rapide *turn-over* du personnel politique génère une forte instabilité, il favorise aussi des évolutions rapides dans la carrière politique.

L'éventail des possibilités de reclassement s'ouvre et se referme au gré des victoires et défaites. Cette structure d'opportunités à double entrée (niveau de pouvoir : local, régional, fédéral ; type de pouvoir : exécutif, législatif) est importante à considérer lorsque l'on analyse les mobilités politiques au Brésil. La perte simultanée de plusieurs organes de pouvoir par un parti (diminution des groupes législatifs et perte d'organes exécutifs) entraîne une pénurie de postes et une inflation des demandes de reclassement. Dans des configurations défavorables, la compétition pour les postes s'intensifie au sein d'un groupe partisan et les renversements de loyautés risquent de se multiplier (*party switching*). Bien que suscitant un fort attachement parmi ses membres, en comparaison avec les autres partis brésiliens, le PT n'est pas protégé contre ces volatilités individuelles. Et cette tendance s'est renforcée dans les années 2000, avec la professionnalisation du personnel politique :

« Pendant les seize années d'administration populaire [à Porto Alegre, 1988-2004], le PT a aidé à la déconstruction des dirigeants en ascension. Comment? En faisant d'elles des *cargos de confiança* et des *cabos eleitorais*. Et il ne les a pas qualifiées. Cela a dévalorisé des personnes très bonnes, bien meilleures que moi, qui pourraient être ici aujourd'hui. Et que s'est-il passé? Ces personnes, après la défaite, sont allées vers le Parti Populaire Social, sont allées vers n'importe quel autre espace. Donc les défaites ont eu un poids en un sens fondamental. »

Maristela Maffei (alors députée municipale de Porto Alegre), entretien réalisé à Porto Alegre le 12 novembre 2007.

⁸ RAGARU Nadège, « En quête de notabilité. Vivre et survivre en politique dans la Bulgarie post-communiste », *Politix*, vol. 17, n°67, 2004, p.71-99.

Plusieurs membres du PT ont ainsi changé de parti à la suite des défaites de retrait subies par le PT en 2002 pour le gouvernement de l'Etat du Rio Grande do Sul et en 2004 pour le gouvernement municipal de Porto Alegre. Cette fuite a cependant été contenue par les possibilités d'absorption du personnel politique au niveau fédéral après l'élection de Lula en 2002 à la présidence de la République. Pour les membres de notre échantillon ayant quitté le parti, comme la députée municipale Maristela Maffei ou l'ancien vice-maire de Porto Alegre et député fédéral José Fortunati, le retrait fut présenté comme une rupture affective douloureuse :

« Le PT c'était ma vie. [...] Je te confesse que quitter le PT [en 2004, pour le Parti communiste brésilien] fut un des moments les plus tristes, les plus douloureux de ma vie. Ce fut comme perdre mon utérus.»

Maristela Maffei (alors députée municipale de Porto Alegre), entretien réalisé à Porto Alegre le 12 novembre 2007.

« Le choix de quitter le PT [en 2002 pour le Parti Démocratique Travailleiste] fut un moment de réflexion long et douloureux. Ce fut, sans aucun doute, le moment le plus douloureux. Je devais abandonner un fils, que j'avais aidé à élever. Ce fut une grande peine. »

José Fortunati (ancien député fédéral et ancien vice-Maire de Porto Alegre), entretien réalisé à Porto Alegre le 27 novembre 2007.

Qu'il se fasse à travers le parti ou au moyen d'un changement d'appartenance partisane, le reclassement politique permet de limiter l'impact déstructurant des défaites sur les carrières politiques. Pour les battus, le reclassement est une manière d'amortir la chute, de s'ajuster le mieux possible à la perte. L'obtention d'un nouveau poste revêt aussi une dimension symbolique et psychologique, dans la mesure où elle contribue à apaiser les battus (ce que Goffman appelle « calmer le jobard »). Le reclassement consiste à proposer au battu « un statut qui diffère de celui qu'il a perdu ou qu'il n'a pas pu atteindre, mais qui offre malgré tout la possibilité de devenir quelque chose ou quelqu'un »⁹. Goffman présente plusieurs modalités d'apaisement : conférer au perdant un statut différent dans le même environnement (ce que nous qualifions ici de *bifurcation mineure* dans l'espace politique professionnel), lui conférer un statut qu'il estimera semblable dans un environnement différent (ce que nous qualifions de *bifurcation majeure* hors de l'espace politique professionnel), lui proposer de tenter à nouveau sa chance (ce qui passe dans la compétition électorale par une

⁹ GOFFMAN Erving, « Calmer le jobard : quelques aspects de l'adaptation à l'échec », in CASTEL Robert, COSNIER Jacques et JACOB Isaac (dir.), *Le parler frais d'Erwing Goffman*, Paris, Minuit, 1989, p. 277-300.

temporalisation). Le premier mode d'apaisement, auquel nous nous intéressons ici, permet aux exclus de la compétition électorale de se maintenir dans l'espace politique professionnel au prix d'une transformation de rôle et de statut. Il prend trois formes : (a) la plus courante est le reclassement par le bas, à travers lequel l'individu se rabat vers un niveau de pouvoir inférieur (du fédéral vers l'étatique ou le municipal ; de l'étatique vers le municipal). (b) La seconde forme est le reclassement horizontal : l'individu parvient à se maintenir au même niveau de pouvoir (passage de l'exécutif vers le législatif, d'un exécutif local vers un autre exécutif local, etc.). (c) La troisième forme, plus exceptionnelle, est un reclassement par le haut : malgré la défaite, l'individu se projette vers un organe de pouvoir à un niveau supérieur. Le sens du reclassement ne renseigne pas automatiquement sur l'évolution du statut. Un reclassement par le bas peut être perçu par l'individu comme améliorant son statut. De même, un reclassement par le haut peut s'accompagner d'une perte de statut (par exemple lorsqu'un ancien secrétaire municipal devient collaborateur d'un député d'Etat). Nous présentons dans ce paragraphe quelques cas illustrant les principaux types de mobilités politiques post-défaites.

Ronger son frein : les reclassements par le bas

Les reclassements par le bas peuvent concerner autant des collaborateurs ayant subi les conséquences indirectes d'une défaite de retrait que des candidats non réélus. Après la défaite collective du PT en 2002 dans le Rio Grande do Sul, de nombreux collaborateurs se sont ainsi rabattus sur des postes dans les exécutifs municipaux encore contrôlés par le PT, au premier rang desquels celui de Porto Alegre. Ces vellétés de reclassements ont suscité des tensions internes, les *cargos de confiança* en poste dans l'administration municipale refusant de laisser leur place aux battus de l'échelon supérieur. Ironie des jeux de mobilité politique, bon nombre de ces personnes avaient été arrachées quatre ans plus tôt de l'exécutif municipal de Porto Alegre – lorsqu'Olívio Dutra avait remporté l'exécutif du Rio Grande do Sul – pour renforcer le gouvernement étatique. Pour les candidats non réélus, les reclassements par le bas impliquent des replis de carrières, souvent considérés comme temporaires. L'individu doit ronger son frein et gérer ses ressources politiques pour préparer une nouvelle opportunité (l'élection suivante). Il s'attachera donc à trouver une fonction politiquement visible, lui permettant de consolider sa base électorale. Après sa défaite en octobre 1998, le député fédéral sortant Clóvis Ilgenfritz a ainsi pu bénéficier d'une nomination au poste de secrétaire de la Planification du Rio Grande do Sul. Membre fondateur du PT, il a été appelé

directement par son « ami » Olívio Dutra, élu au même moment gouverneur de l'Etat. Clóvis Ilgenfritz avait occupé cette fonction quelques années auparavant (1989-1992) dans l'exécutif municipal de Porto Alegre, déjà aux côtés d'Olívio Dutra. Après deux années d'exercice dans l'exécutif étatique, Clóvis Ilgenfritz fut évincé « à cause d'injonctions politiques ». Il put cependant réintégrer en 2001 à la chambre fédérale des députés en qualité de suppléant, profitant de ce qu'il considère comme une « coïncidence » politique. Il bénéficia de la démission d'un député titulaire élu maire aux élections municipales d'octobre 2000. Le reclassement dans l'exécutif fut donc une parenthèse entre deux expériences électorales. De nouveau candidat à la réélection en 2002, il se retira de la compétition quelques mois avant le scrutin pour des raisons personnelles (l'accident d'un de ses fils) et chercha un nouveau reclassement. En octobre 2002, Lula fut élu à la présidence de la République. Ayant appris la situation de son ancien trésorier du PT¹⁰, il lui proposa un poste à Brasília. Voulant rester près de son fils dans le Rio Grande do Sul, Clóvis Ilgenfritz refusa cette proposition de reclassement par le haut. Mais dans le Rio Grande do Sul la nouvelle configuration était tout autre. Le PT/RS venait de perdre l'exécutif étatique. Cette défaite généra une course au reclassement, une pagaille individualiste entre octobre et décembre 2002. Olívio Dutra, qui achevait son mandat de gouverneur, lui confia un poste de second plan au sein de l'Agence de régulation du Rio Grande do Sul (AGERGS). Un nouveau reclassement que Clóvis Ilgenfritz eut du mal à digérer :

« Comme je n'étais d'aucune tendance, comme je ne pouvais pas aller à Brasília (Lula m'a invité mais je ne pouvais pas aller à Brasília pour ces raisons familiales, je devais rester près de mon fils)... Ici les postes sont liés aux tendances, donc... Bon, je ne me suis pas battu pour ça, pour obtenir un poste. Ils m'ont donné comme lot de consolation [rire ironique] un poste de conseiller de l'agence de régulation du Rio Grande do Sul (AGERGS). Je disais à Olívio : 'c'est presque une Sibérie. Vous m'avez envoyé en Sibérie'. J'ai accepté ce poste parce qu'il fallait que je survive d'un côté. D'un autre côté parce que c'était une expérience pilote. Donc j'y suis allé. »

Clóvis Ilgenfritz (ancien député fédéral, alors directeur financier de la Compagnie nationale de Gestion Thermique d'Energie Electrique lors de l'entretien), entretien réalisé à Porto Alegre le 3 décembre 2007

Faute d'alternative, Clóvis Ilgenfritz accepta ce reclassement par le bas. Il intégra l'AGERGS, dont il devint ensuite président. Il y resta trois ans, jusqu'à bénéficier, fin 2005, d'un nouveau mouvement de chaises musicales lié à des élections, lors duquel le Président Lula intervint

¹⁰ Clóvis Ilgenfritz fut trésorier national du PT de 1982 à 1990, tandis que Lula présidait le parti.

directement :

« Fin 2005, Lula est venu pour une réunion à Porto Alegre. Avec lui il y avait César Alvarez (son conseiller spécial), qui m'avait remplacé à l'exécutif national du PT. César m'appelle et me dit : "Clóvis, Lula est ici à Porto Alegre, à l'hôtel Piazza. Il me dit qu'il ne va pas à la réunion qui était prévue parce qu'il est très fatigué. Il l'a déplacée. Il a un peu de temps et il aimerait discuter avec toi." J'y suis allé, je suis resté jusqu'à minuit. Et là, Lula m'a dit : 'tu dois travailler avec nous'. Je lui ai répondu : "S'il y avait quelque chose ici dans le Rio Grande do Sul j'accepterais". Et là est apparu Júlio Quadros qui était alors président de la Compagnie nationale de Gestion Thermique d'Energie Electrique (CGTEE) et qui allait être candidat en 2006 pour le poste de député d'Etat (et qui était président municipal du PT). Celui qui était alors directeur financier de la CGTEE allait quitter ce poste pour occuper le poste de directeur-président à la place de Júlio Quadros. Et on m'a proposé d'être le nouveau directeur financier. »

Clóvis Ilgenfritz (ancien député fédéral, alors directeur financier de la Compagnie nationale de Gestion Thermique d'Energie Electrique lors de l'entretien), entretien réalisé à Porto Alegre le 3 décembre 2007

L'exemple de Clóvis Ilgenfritz – qui a navigué entre des positions électives et nominatives à plusieurs niveaux de pouvoir – illustre certains enjeux des reclassements par le bas. Prise dans une temporalité plus large, la trajectoire de Clóvis Ilgenfritz nous aide aussi à relativiser le poids des défaites dans les mobilités politiques. Si les défaites électorales sont effectivement susceptibles de faire fluctuer une carrière politique, elles sont un facteur parmi d'autres de circulation du personnel (ici le facteur familial a été prépondérant).

Trouver un matelas : les reclassements horizontaux

Après les défaites, certains candidats et collaborateurs parviennent à se faire reclasser de manière horizontale, dans un autre organe du même niveau de pouvoir. Ces reclassements horizontaux peuvent s'opérer entre deux organes exécutifs, du législatif vers l'exécutif, ou de l'exécutif vers le législatif. Dans le dernier cas, les reclassements sont plus complexes, car l'offre de reclassement dépasse largement la demande. Après la perte de l'exécutif du Rio Grande do Sul en 2002, quelques membres du gouvernement Olívio Dutra ont eu des opportunités d'intégration dans d'autres gouvernements étatiques contrôlés par le PT : Mato Grosso do Sul, Acre, Piauí. Mais c'est à l'échelon municipal que l'on retrouve le plus grand nombre de reclassements horizontaux. Là encore, une victoire du PT dans une municipalité peut permettre d'absorber une partie du personnel évincé dans un autre organe de pouvoir.

Après la défaite de 2004 à Porto Alegre, de nombreux cadres du PT de Porto Alegre ont rejoints les exécutifs d'autres municipalités du Rio Grande do Sul, où le PT avait conquis ou conservé le pouvoir (Bagé, Cachoeirinha, Gravataí, Santa Maria, São Leopoldo, Viamão).

Les mobilités horizontales ne se limitent bien sûr pas aux situations de défaites électorales. Les relocalisations ont aussi pour objectif un transfert des savoirs et savoir-faire entre les municipalités du PT. Lors des élections municipales de 1996, le PT avait été reconduit pour un troisième mandat consécutif à Porto Alegre et avait également remporté quatre autres municipalités (Alvorada, Caxias do Sul, Gravataí, Viamão). Ces nouvelles administrations s'étaient inspirées des pratiques mises en œuvre depuis 1989 à Porto Alegre (en particulier le budget participatif) et avaient recruté des personnes qui avaient travaillé dans l'exécutif de Porto Alegre. L'ancienne maire d'Alvorada, Stela Farias, explique bien les enjeux de ces transferts de compétences :

« Cette victoire [à Alvorada, en 1996] nous a fait peur. Nous ne pensions pas que nous pouvions gagner. Ça nous a fait peur de gagner cette élection. Nous n'étions pas prêts à gagner ! Bon, je dois te dire que nous sommes allés à Porto Alegre pour chercher les meilleurs cadres politiques pour monter notre gouvernement. Comme nous n'avions aucune expérience... Et cela a généré un conflit entre moi et mon parti. Parce que le parti voulait que le gouvernement municipal ne soit composé que de membres du PT d'Alvorada et pas de Porto Alegre : "ça doit être des gens d'ici... C'est nous qui avons battu campagne, et maintenant on va chercher des gars de POA". J'ai tapé sur la table et j'ai dit non, on n'a pas d'expérience ! Cela peut être la seule expérience que le PT connaîtra à Alvorada. Il ne faut pas perdre ça. Il ne faut pas gâcher cette opportunité. À l'époque il y avait un député qui est mon grand ami et qui est une référence politique très importante pour moi, qui est Flávio Koutzii. Flávio est venu ici à Alvorada pour nous aider. Il nous a aidés à trouver des cadres politiques de Porto Alegre. Comme ça faisait déjà deux mandats accomplis à Porto Alegre, il y avait pas mal de monde qui était passé par le gouvernement de Porto Alegre, qui avait accumulé de l'expérience. Et une bonne partie de nos secrétaires municipaux nous les avons fait venir de là. Dans la constitution du gouvernement, on mettait toujours un compagnon expérimenté de Porto Alegre et un compagnon d'Alvorada pour apprendre, comme adjoint. On a monté une bonne équipe, techniquement et politiquement. »

Stela Farias (ancienne maire d'Alvorada, alors députée de l'Etat du Rio Grande do Sul), entretien réalisé à Porto Alegre le 14 novembre 2007

Ces transferts libérèrent un certain nombre de positions de pouvoir, dont purent bénéficier des personnes qui avaient été candidates à un poste de député municipal à Porto Alegre mais n'avaient pas été élues. La députée municipale Helena Bonumá, non réélue en 1996, intégra

ainsi le gouvernement municipal de Porto Alegre en janvier 1997. De même, la nomination de plusieurs députés municipaux titulaires à des postes de secrétaires municipaux permit à une autre candidate (Maristela Maffei) – qui n’avait terminé que deuxième suppléante – d’assumer son premier mandat en tant que députée municipale et de lancer sa carrière électorale malgré sa non-élection initiale. En ce qui concerne les candidats non élus, le reclassement horizontal peut également être synonyme de tremplin. Carlos Todeschini (candidat non élu à un poste de député municipal de Pelotas en 1988 puis en 1992) a ainsi fait de son expérience dans l’exécutif un instrument de projection électorale :

« La première fois j’avais fini premier suppléant, et la deuxième fois deuxième suppléant. Comme j’avais des relations avec Tarso Genro, je suis allé à Porto Alegre, le 1^{er} janvier 1993. Là, j’ai occupé un poste de confiance : chef de cabinet du directeur des Egouts pluviaux (DEP) pendant trois ans. Puis j’ai été assistant-ingénieur de Tarso pendant un an. Ensuite, en 1997, j’ai été directeur adjoint du DEP. En 2000, j’ai été choisi pour être directeur général du DEMA. J’y suis resté jusqu’en 2004. Et en 2004 [année où le PT a perdu l’administration de Porto Alegre], j’ai été le député municipal le mieux élu du PT. »

Carlos Todeschini (alors député municipal de Porto Alegre), entretien réalisé à Porto Alegre le 26 novembre 2007.

La synthèse biographique utilisée par Carlos Todeschini n’est pas neutre. L’enchaînement utilisé (défaites en 1988 puis en 1992 → expérience dans l’exécutif → élection facile en 2004) fait de l’exécutif municipal un passage obligé dans le processus de conquête d’un mandat. S’il oublie de mentionner qu’il fut aussi le candidat ayant dépensé le plus d’argent dans la campagne électorale, il pose clairement son élection comme découlant d’une ascension progressive dans la hiérarchie des postes nominatifs : d’un poste d’assesseur dépourvu de visibilité (chef de cabinet), il est devenu directeur adjoint, puis directeur général dans des domaines sensibles pour la population de Porto Alegre (l’accès au tout-à-l’égout et le logement).

Se projeter malgré la défaite : les reclassements par le haut

Enfin, les candidats et collaborateurs peuvent bénéficier, dans certaines configurations, d’un reclassement par le haut. Paradoxalement, il arrive que ce type de mobilité s’accompagne d’une perte de statut. Tel est le cas lorsqu’un ancien député municipal devient « simple » assesseur parlementaire au niveau étatique ou fédéral. Marcelo Danéris, député municipal de

Porto Alegre, s'est retrouvé dans cette situation après sa réélection manquée en 2004. Marcelo Danéris adhère au PT en 1996, à l'âge de 26 ans. Son entrée se fait par la base, au niveau zonal (organisation de quartier). S'il confesse volontiers son manque de capital militant, il se fait remarquer lors des débats et réunions internes. Il intègre avec aisance les codes partisans et gravit rapidement les échelons internes. Il sera élu trésorier, puis président de la zonale n°158. Entre 1996 et 1998, ce passionné d'histoire se rapproche de la tendance *Esquerda democrática*. Il y côtoie des figures importantes du PT/POA, dont Flávio Koutzii (alors député d'Etat) et Henrique Fontana (député municipal, nommé secrétaire municipal de la santé en janvier 1997), qui deviendra son parrain politique. Aux élections de 1998, Henrique Fontana est élu député fédéral. Il propose à Marcelo Danéris de devenir l'un de ses collaborateurs à Brasília. En janvier 1999, Marcelo Danéris entre dans la carrière politique professionnelle. Fort de cette première expérience, il se lance dans la compétition électorale dès les élections municipale d'octobre 2000. Pour son baptême électoral, il termine cinquième suppléant sur la liste du PT, grâce à l'appui politique d'Henrique Fontana. En janvier 2001, le nouveau maire Tarso Genro nomme cinq députés municipaux titulaires à des postes de secrétaires municipaux. Marcelo Danéris devient donc député municipal à trente ans, après seulement quatre ans d'ancienneté dans le PT. Il incarne cette nouvelle génération du PT, aux antipodes des logiques historiques du recrutement partisan (sélection de candidats jouissant d'une longue expérience partisane et militante préalable). À la fin de son premier mandat à la Chambre municipale, Marcelo Danéris est de nouveau candidat mais ne parvient pas à se faire réélire (il termine premier suppléant). Le PT ayant également perdu l'exécutif municipal, Danéris ne peut pas espérer la démission d'un député titulaire à court terme. Il doit donc chercher une autre voie de reclassement. C'est alors que s'opère son reclassement par le haut. C'est une nouvelle fois l'intervention de Henrique Fontana qui lui permet de se maintenir en politique. Réélu député fédéral deux ans plus tôt, Fontana proposa à Danéris de le rejoindre à Brasília. Dès janvier 2005, il en fit son directeur de cabinet. Danéris travailla deux ans aux côtés de Fontana : un an et demi à Brasília puis six mois à Porto Alegre, où il coordonna sa campagne pour les élections générales de 2006. À la suite de ces élections (lors desquelles Fontana fut réélu pour un troisième mandat consécutif), Marcelo Danéris put finalement retourner à la Chambre municipale de Porto Alegre. Il bénéficia en effet de la démission d'une députée municipale titulaire ayant été élue députée fédérale.

Si certains reclassements par le haut impliquent une perte de statut, d'autres sont au contraire assortis de primes à la défaite. Ces cas de rebonds sont restreints à des configurations

exceptionnelles. De nombreux membres du gouvernement du Rio Grande do Sul (contrôlé par le PT entre 1999 et 2002) ont été appelés pour travailler au sein de l'exécutif fédéral après les élections d'octobre 2002. Parmi eux, soulignons quatre exemples forts de prime à la défaite. Olívio Dutra, le gouverneur sortant, fut nommé en janvier 2003 ministre des Villes du gouvernement Lula. Si Olívio Dutra perçoit son entrée au gouvernement fédéral comme une ascension dans la hiérarchie des postes de pouvoir, cette période de transition suscita chez lui des sentiments contradictoires :

« Le 1^{er} janvier 2003, je laisse mon mandat de gouverneur de l'Etat, je le passe à l'adversaire ici, mais j'assume un poste d'une plus grande importance avec le ministère des Villes dans un gouvernement qui est le nôtre, victorieux au niveau national. Donc on vit, dans un court laps temporel, des situations de défaite et de victoire. »

Olívio Dutra (ancien maire de Porto Alegre, ancien gouverneur du Rio Grande do Sul, ancien ministre des Villes,) entretien réalisé à Porto Alegre le 9 octobre 2007.

Miguel Rossetto, le vice-gouverneur sortant, devint quant à lui ministre du Développement Agraire. Il géra ce portefeuille durant tout le premier gouvernement Lula (2003/2006). Dilma Rousseff, secrétaire des Mines et Energies du Rio Grande do Sul, fut nommée en janvier 2003 ministre des Mines et Energies. Elle fut ensuite Premier ministre (2005-2010) puis présidente de la République du Brésil (2010-2016). Enfin, Tarso Genro, qui avait été en 2002 le candidat du PT pour le poste de gouverneur du Rio Grande do Sul, fut nommé à la tête du Conseil de Développement Economique et Social. Il devint par la suite ministre de l'Education (2004), président intérimaire du PT (2005), ministre des Relations institutionnelles (2006), puis ministre de la Justice (2007-2010). Ces expériences nominatives lui permirent de faire fructifier son capital politique et de redevenir en 2010 le candidat du PT au poste de gouverneur du Rio Grande do Sul, élection qu'il remporta dès le premier tour.

Ces quatre figures politiques permirent le reclassement par le haut de plusieurs dizaines de collaborateurs. Guaracy Cunha, ancien Secrétaire de la communication de l'Etat du Rio Grande do Sul, a par exemple intégré le ministère du Développement agraire. D'autres ont rejoint des postes de second plan dans l'exécutif fédéral à la suite de la défaite du PT à Porto Alegre, en 2004. Ancien membre du Secrétariat municipal de la Communication de Porto Alegre, Alexandre Costa est ainsi devenu assesseur de presse de Tarso Genro en janvier 2005, au ministère de l'Education. Il avait alors 37 ans et aucune expérience politique en dehors du niveau municipal. Lorsqu'il arriva à Brasilia, Alexandre Costa fut surpris par le nombre de

gaúchos (natifs du Rio Grande do Sul) qui avaient été reclassés au niveau fédéral entre 2003 et 2005 :

« [A Brasília] il y a plein de *gaúchos* ! Et pas seulement au sein du Ministère de l'Éducation. Il y a plusieurs ministères qui comptent beaucoup de *gaúchos*. Les gens plaisantent en disant qu'il y a beaucoup de *gaúchos* actuellement à Brasília... Il en est ainsi parce que nous avons perdu toutes les sphères politiques de pouvoir ici. Nous n'avons pas seulement perdu le pouvoir politique, mais aussi les postes, les emplois. Les postes n'ont pas nécessairement à voir avec les emplois, mais ils finissent par se transformer en emplois. Et comme le PT est devenu un grand parti, il y a beaucoup de gens qui ont façonné leur vie en fonction du gouvernement. Ce qui est une erreur. De nombreuses personnes ont abandonné leur profession et ont construit leur profession au sein du gouvernement. Elles y ont laissé leurs vies. »

Alexandre Costa (ancien membre du Secrétariat municipal de la Communication de Porto Alegre, alors assesseur de presse d'un ministre), entretien réalisé à Porto Alegre, 24 avril 2005.

Alexandre Costa présentait à l'époque l'échelon fédéral comme l'ultime espace de reclassement pour les professionnels du PT exclus du pouvoir dans le Rio Grande do Sul. Un espace qui se refermera à son tour en août 2016, avec la destitution de Dilma Rousseff par le Congrès brésilien et le renvoi du PT dans l'opposition.

Le parti et le patron : les logiques du reclassement post-défaite

Si le reclassement post-défaite prend différentes formes, il peut également répondre à diverses logiques. Dans la première, un individu contrôlant l'accès à des positions de pouvoir en choisit lui-même et librement les bénéficiaires. Cette pratique, très employée au Brésil, s'inscrit dans le sillage historique des relations de patronage. Dans la seconde, c'est une organisation (comme le collectif partisan) qui gère la distribution des postes politiques dont il dispose. Les liens de dépendance se déplacent donc de l'individu vers le groupe. Ce second schéma est rare au Brésil, où le système électoral favorise l'individualisation des pratiques politiques et où la plupart des partis politiques sont des machines électorales au service de notables. Quelques formations politiques très structurées, comme le PT, font exception. Mais même dans le cas du PT, les reclassements ont tendance à suivre des logiques de plus en plus individualisées. Bien sûr, les conditions des reclassements sont complexes et ne se réduisent jamais à des facteurs purement individuels ou purement collectifs. Toutes les stratégies de reclassement sont mixtes. Nous considérons toutefois que le reclassement peut suivre une *logique patronnée* ou une *logique partisane*.

Les filières partisans du reclassement post-défaite

Dans les périodes de marchandages post-électorales, la répartition des postes de pouvoir ne suit pas des règles claires. Les conditions d'octroi d'une position de pouvoir sont rarement explicitées. Il est donc difficile de cartographier les logiques du reclassement, c'est-à-dire d'associer une logique de reclassement à un organe de pouvoir. En ce qui concerne le PT, nous pouvons néanmoins identifier quelques points de régularité : (1) les collaborateurs des députés et sénateurs sont choisis directement par les élus ; (2) les collaborateurs des groupes PT dans les assemblées législatives sont sélectionnés par le parti, en tenant compte du rapport de force entre les tendances internes ; (3) les *cargos de confiança* des exécutifs sont recrutés à travers une logique mixte (le choix nécessite même souvent une négociation avec des forces politiques extérieures, à savoir les partis de la base alliée). Les secrétaires et ministres choisissent personnellement leurs proches collaborateurs, tandis que les postes dans les entreprises publiques et agences étatiques sont pourvus à la suite de négociations entre les tendances internes (dont les logiques sont souvent cachées aux reclassés eux-mêmes). Si l'on en croit l'ancien député fédéral Marcos Rolim, la répartition des postes serait même devenue un aspect central lors des réunions du PT, au point d'éclipser les débats idéologiques et programmatiques :

« Il n'y a pas de discussion interne dans le PT, sur rien, depuis de nombreuses années. Le PT se réunit seulement pour parler de pouvoir. La question est : "Quel est le poste que je vais avoir ? Qui sont les candidats ? Avec qui je vais disputer la visibilité ? Je ne sais pas si la nomination de notre compagnon va être garantie pour tel poste, donc on va se réunir pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il le nomme. Comment est-ce qu'on va partager le gâteau de l'Etat ?". C'est ça. Le PT est devenu cela. Une machine de pouvoir. »

Marcos Rolim (ancien député fédéral, alors consultant en droits de l'homme lors de l'entretien), entretien réalisé à Porto Alegre le 22 novembre 2007.

Lorsque certains membres loyaux du parti ou d'une tendance sont exclus d'une position de pouvoir, il n'est pas rare que la « machine de pouvoir » s'active afin de faciliter leur reclassement. Gilmar Eitelwein, qui a bénéficié de cette mobilisation partisane, assume pleinement la logique de son entrée à l'Assemblée législative du Rio Grande do Sul en 2005, à la suite de son éviction de l'administration municipale de Porto Alegre : « très bien, j'ai trouvé ce travail. Mais je l'ai obtenu parce que j'ai été indiqué par le parti ». Il regrette même

de ne pas avoir fait ses preuves en trouvant un emploi par lui-même, indépendamment. À l'inverse, certaines personnes qui avaient pu occuper des postes de confiance sans être membres du PT (beaucoup avaient été recrutés en 1999 pour répondre aux nouveaux besoins de personnel qualifié après la conquête de l'exécutif du Rio Grande do Sul) ont connu des difficultés à retrouver un poste politique après la défaite :

« Après la défaite de 2004, j'ai activé pas mal de contacts, dans des endroits où j'avais travaillé. Et j'ai continué à essayer en politique aussi. Comme j'avais travaillé quelque temps avec le PT, j'ai cherché, bien sûr, à l'Assemblée législative par exemple, avec des députés d'Etat. J'ai essayé à l'Assemblée car il y avait quelques postes de confiance pour des journalistes. Mais de ce que j'en ai su à ce moment, ils n'embauchaient que des adhérents, donc je n'avais aucune chance. J'avais essayé à la Chambre municipale de Porto Alegre, aussi... »

José Walter Castro Alves (ancien membre du Secrétariat municipal de la Communication de Porto Alegre, alors assesseur de la députée municipale Maristela Maffei), entretien réalisé à Porto Alegre le 27 avril 2005.

José Walter de Castro Alves se dit sympathisant du PT. Mais il a toujours refusé de s'encarter au parti, considérant le fait d'être à la fois journaliste et adhérent comme une « compromission ». Malgré cette intransigeance, il a finalement obtenu un reclassement horizontal dans le législatif municipal. Pour ce faire, il a mobilisé des ressources politiques personnelles accumulées lors de ses expériences précédentes. Après trois mois de chômage, il s'est fait recruter directement par la députée Maristela Maffei, qu'il avait côtoyée quelques années plus tôt, déjà à la Chambre municipale. Il a donc dû contourner la filière partisane pour pouvoir se maintenir en politique.

Mais plus que le parti, ce sont les tendances qui contrôlent les principales filières du reclassement. C'est pourquoi certains membres du PT qui n'appartiennent à aucune tendance se sentent lésés et critiquent avec véhémence les recrutements collectifs du PT. Clóvis Ilgenfritz considère les jeux de tendances comme la principale cause de son isolement :

« A l'époque on parlait de politique. Maintenant c'est plus une lutte pour l'espace. (...) Et moi je suis *out*, parce que je ne suis pas de leur camp, je ne suis d'aucun camp. Ils me respectent, me font des éloges, me rendent des hommages, mais au moment de la participation ceux qui sont retenus ce sont ceux qui ont derrière eux soit un mandat, soit une tendance. »

Clóvis Ilgenfritz (ancien député fédéral, alors directeur financier de la Compagnie nationale de Gestion Thermique d'Energie Electrique lors de l'entretien), entretien réalisé à Porto Alegre le 3

Le modèle organisationnel du PT, qui repose sur la démocratie interne et la compétition entre différents courants, renforce l'influence des groupes intra-partisans. Dans les périodes post-électorales, le poids des tendances internes s'avère décisif. Dans le Rio Grande do Sul, c'est la tendance *Démocratie Socialiste* qui contrôle le plus de ressources. Les défaites accumulées dans cet Etat entre 2002 et 2010 n'ont pas transformé sensiblement ce rapport de forces. Mais d'autres tendances, comme *Mouvement PT* ou *Gauche Démocratique*, ont aussi une capacité de nomination. En ce qui concerne la répartition des postes dans le pouvoir législatif, José Valdir Rodrigues souligne l'importance d'appartenir à une tendance bien représentée pour obtenir un poste d'assesseur auprès du groupe PT :

« La sélection des assesseurs, c'est un rapport de forces politiques. C'est une dispute politique. On prend en considération le poids et la force des tendances politiques internes, mais il faut aussi que la personne indiquée ait le bon profil. J'avais le profil, parce que je connais bien la Chambre municipale, j'ai été député municipal, je suis un des fondateurs du parti (ça pèse aussi). Mais quand je suis entré, la tendance *Movimento PT* avait élu Margarete Morães, Maristela Maffei et Aldacir Oliboni. Soit trois députés et moi en suppléant. Donc le poids de ce courant était très important. »

José Valdir Rodrigues (ancien député municipal de Porto Alegre, alors assistant de la députée municipale), entretien réalisé à Porto Alegre le 28 novembre 2007

Pour certains types de postes, l'appui d'une tendance est donc un facteur important pour bénéficier d'un reclassement. On retrouve ce critère pour de nombreuses nominations post-défaites dans des postes liés aux organes exécutifs. La création d'une représentation régionale du ministère de la Culture à Porto Alegre en 2005 illustre bien ces enjeux. Après la défaite du PT en 2004, plusieurs forces politiques se mobilisent pour qu'une coordination du programme fédéral *Culture Vive* soit créée pour la région Sud, avec un siège à Porto Alegre. Quatre représentations existaient déjà, à Rio de Janeiro, São Paulo, Belo Horizonte et Fortaleza. Arguant le bilan de la politique culturelle mise en œuvre durant ses seize années de gestion, la direction municipale du PT parvient en 2005 à faire créer ce nouveau pôle à Porto Alegre, avec quatre postes. Certains membres évincés du secrétariat municipal de la Culture (SMC/POA) – qui était contrôlé par la tendance *Démocratie Socialiste* – pensent pouvoir y trouver un reclassement. Mais les quatre postes sont récupérés par une autre tendance, *PT Ample*, majoritaire au niveau national. La coordination de la structure est confiée à une

ancienne secrétaire de la Culture de la municipalité de Santa Rosa, près de la frontière avec l'Argentine. Cette nomination, imposée depuis le niveau fédéral, génère un fort ressentiment au sein de la direction municipale du PT. La directrice se retrouve isolée dans une bulle fédérale contrôlée par le *PT Amplo* dans un milieu partisan local acquis à la *Démocratie Socialiste*. Après plusieurs mois de bataille, le gouvernement fédéral envoie un message d'apaisement. Un cinquième poste est créé et revient à Denise Pereira, ancienne membre du SMC/POA et proche de la démocratie socialiste : « j'ai eu un poste à cause de ça », résume l'intéressée, qui a pris ses fonctions en juin 2006 après un an et demi d'instabilité professionnelle.

La considération des jeux de pouvoir intra-partisans est donc inévitable pour comprendre les logiques du reclassement. Au niveau fédéral, une autre variable importante se combine aux effets de tendances : l'origine géographique. Les solidarités régionales priment même souvent sur les affinités idéologiques. Dans les ministères contrôlés par des *gaúchos* après la victoire de Lula, plus de 80% des postes de confiance auraient été distribués à des personnes originaires du Rio Grande do Sul :

Enquêteur : Et ceux qui sont à Brasília, sont dans les ministères des gaúchos ?

Enquêté : « Ils le sont. Ils le sont. Ils le sont. La grande majorité. Non pas qu'il n'y en a pas dans les autres ministères. Mais disons qu'on retrouve cette corrélation dans 80% des cas. C'est la même chose pour les autres. Cela démontre un certain appareillage, qui n'est pas seulement l'appareillage qui existait ici dans le Rio Grande do Sul en relation avec les personnes qui étaient employées. »

Alexandre Costa (ancien membre du Secrétariat municipal de la Communication de Porto Alegre, alors assesseur de presse d'un ministre), entretien réalisé à Porto Alegre, 24 avril 2005.

On retrouve le même phénomène dans les ministères dirigés par des personnalités politiques originaires d'autres états (particulièrement São Paulo et le Minas Gerais). Les directions étatiques du PT ont donc un rôle tout aussi important que la direction nationale à l'heure de pourvoir les postes. Elles constituent des fusibles pour les reclassements par le haut.

La logique de patronage dans les reclassements post-défaites

L'autre logique du reclassement politique est d'ordre individuel : la réintégration dans l'espace politique professionnel résulte de l'intervention directe d'une personne-ressource : le

patron. Nous en avons déjà esquissé plusieurs exemples dans la partie précédente. Comme l'explique Erving Goffman, le perdant se retrouve souvent dans une position de faiblesse qui l'empêche de s'adapter par lui-même à l'événement déstabilisateur. Son reclassement nécessite donc, du moins dans un premier temps, l'intervention d'un tiers (que Goffman qualifie de « modérateur »). Il s'agit en général de « quelqu'un qui domine le jobard d'au moins deux ou trois échelons d'autorité », d'un ami, ou encore d'un pair¹¹.

Les « modérateurs » peuvent aussi être des individus avec lesquels le perdant a travaillé lors de sa carrière professionnelle. Telle fut la logique suivie par Vitor Ortiz (secrétaire de la Culture de Porto Alegre entre 2000 et 2004), qui obtint début 2005 un poste à Rio de Janeiro, au sein de la Fondation nationale des Arts (Fundarte, liée au Ministère de la Culture). Il assume totalement le caractère individuel de son reclassement, regrettant même de ne pas avoir pu faire de même envers ses anciens collègues :

« J'ai donc été secrétaire deux ans, jusqu'à fin 2004, lorsque nous avons perdu les élections. J'ai dû quitter mes fonctions le 31 décembre 2004. Et le 18 janvier 2005, j'avais déjà pris mes fonctions à Rio de Janeiro, pour travailler à la Fondation nationale des Arts (Fundarte), liée au Ministère de la Culture.

Q : Tu connaissais déjà la personne qui t'a appelé là ?

R : J'avais travaillé avec lui en 2002, au sein du programme gouvernemental à Porto Alegre. Puis nous nous étions rencontrés à Barcelone dans le cadre de l'Agenda 21. Il est membre du PT aussi. Il y avait à la Fundarte plusieurs directions. Il occupait l'une d'elles. Il avait assumé son poste en 2003. J'avais déjà été invité pour travailler avec lui, mais j'avais refusé pour pouvoir intégrer le secrétariat municipal de la Culture de Porto Alegre. Puis, après la défaite du PT, il m'a à nouveau proposé. Cette fois-ci j'ai accepté. Il n'y avait pas d'autre proposition plus intéressante. »

Vitor Ortiz (ancien Secrétaire Municipal de la Culture de Porto Alegre, ancien député municipal de Viamão, alors directeur des relations institutionnelles de la Biennale du Mercosur), entretien réalisé à Porto Alegre le 2 octobre 2007.

Ancien secrétaire des Relations avec la communauté à Porto Alegre (CRC, organe clé du budget participatif), Assis Brasil a occupé de nombreux postes dans l'exécutif municipal. Militant historique du PT, il est très bien implanté dans les réseaux internes. Après la défaite de 2004, il a pourtant lui-aussi dû entrer dans un tel rapport de dépendance pour obtenir un reclassement horizontal dans le législatif municipal :

¹¹ GOFFMAN Erving, « Calmer le jobard : quelques aspects de l'adaptation à l'échec », art. cité, p.287.

On a perdu en octobre 2004. Dès novembre j'ai commencé à chercher la possibilité d'un travail. J'ai reçu une invitation pour travailler avec une des députées du PT qui avait été élue. Au début je devais travailler pour elle, en tant qu'assesseur dans son cabinet. Fin décembre, je suis allé dans l'Etat de Santa Catarina pour prendre un peu de vacances. Et le 3 janvier au soir, elle m'appelle et me dit: 'il y a une place pour toi à la Chambre, au sein du groupe PT. Donc tu ne vas pas travailler avec moi. Il y a une proposition du groupe pour que tu deviennes directeur du Patrimoine et des Finances de la Chambre municipale. Et tu commences demain après-midi!'. J'ai dû rentrer. »

Assis Brasil (ancien coordinateur du Budget participatif de Porto Alegre, alors directeur du patrimoine et des finances de la chambre municipale des députés de Porto Alegre), entretien réalisé à Porto Alegre le 27 avril 2005

A l'image de Vitor Ortiz et Assis Brasil, les battus de notre échantillon ont le plus souvent privilégié des réseaux de reclassement individuels. Les démarches visant à obtenir un reclassement via le parti viennent en complément, en cas de difficulté à faire valoir son capital politique auprès d'un entrepreneur de reclassement. Quelle qu'en soit la forme, bénéficiaire d'un reclassement individuel nécessite d'appartenir au premier cercle de confiance de la personne-ressource et d'accepter de contracter une dette politique vis-à-vis d'elle. En ce sens, les nominations individuelles entretiennent une culture politique de patronage, reposant sur l'asymétrie et la dépendance.

Conclusion

Comme nous l'avons souligné dans ce chapitre, les défaites ont des effets concrets sur les trajectoires politiques et professionnels du personnel politique. Dans la lignée des travaux sur l'imprévisibilité dans les parcours sociaux et sur les ruptures biographiques, nous avons considéré les défaites électorales comme des éléments perturbateurs susceptibles d'influencer le cheminement du personnel politique et de provoquer des bifurcations. Pour Erving Goffman, l'histoire d'un engagement personnel peut se clore de trois manières : (1) bénéficier d'une promotion, (2) abdiquer et changer de rôle volontairement, (3) être privé de sa position à son insu. C'est dans la troisième situation qu'il faut « calmer le jobard ». Du point de vue du perdant, l'apaisement représente un processus d'ajustement à une situation impossible¹². Pour le personnel politique, cet ajustement peut se faire de plusieurs des manières suggérées par Goffman : la temporalisation puis l'obtention d'une nouvelle opportunité de se qualifier pour le rôle perdu ou non obtenu (échéance électorale future pour les candidats battus) ; l'obtention

¹² GOFFMAN Erving, « Calmer le jobard : quelques aspects de l'adaptation à l'échec », art. cité, p.287.

d'un poste différent de celui qu'il a perdu ou qu'il n'a pas obtenu, mais qui permet de conserver un statut acceptable et de rester dans le même milieu ; l'obtention d'un poste conférant un statut considéré comme équivalent, mais exercé dans un environnement différent. Nous nous sommes intéressés aux deux premières manières, qualifiées de bifurcations mineures, qui furent les plus courantes dans le cas du PT/RS. Si plupart des battus parviennent à retrouver un poste politique, ils doivent toutefois s'adapter aux redéfinitions du champ des possibles engendrées par la reconfiguration des positions de pouvoir. Pour ce faire, ils entrent dans un jeu de dépendances et combinent différentes ressources, individuelles et partisans. Le reclassement ne s'en fait pas moins sous contrainte et les battus doivent généralement se résoudre à accepter des postes moins reconnus que ceux qu'ils occupaient avant d'avoir subi la défaite. Mais toutes les bifurcations mineures n'impliquent pas une perte de rôle ou de statut. Il arrive parfois que le reclassement se fasse par le haut et que les battus bénéficient d'une « prime à la défaite ». L'étude multi-niveau des expériences de défaite à travers le cas du PT/RS nous enfin a permis de mieux saisir certains traits du jeu politique brésilien, notamment en ce qui concerne les mobilités du personnel politique.

3^e partie

Les partis face à la défaite

Les défaites au Parti socialiste

La régulation par la « rénovation » du désordre partisan (2002, 2007, 2017)

Rémi Lefebvre

« La gauche est toujours belle dans l'opposition »

François Hollande, interview à la revue *Le Débat*, septembre 2016

Si l'effet des victoires électorales sur les partis politiques est déjà bien documenté¹, l'impact des défaites a été notablement négligé par la sociologie politique. Qu'est-ce que fait la défaite au parti ? Que défait-elle ? En quoi le « choc » de la défaite reconfigure-t-il les jeux partisans ? Quelle séquence ouvre-t-elle ? Les défaites comptent à l'évidence dans les cycles qui scandent la vie des partis et dans les temporalités qui façonnent leur carrière organisationnelle, d'autant plus que leur fréquence s'est accélérée pour les partis dominants. Pierre Martin a ainsi récemment montré que le rythme des alternances nationales s'est sensiblement accru en Europe depuis 25 ans². En France, le phénomène s'est banalisé depuis 1981. Le couplage des élections présidentielles et législatives, consécutive à « l'inversion du calendrier » en 2001, a concentré et dramatisé les défaites (la défaite présidentielle entraînant quasi-mécaniquement celle aux législatives). Au-delà des élections nationales, les partis à vocation gouvernementale sont périodiquement confrontés à des défaites dans les élections dites « intermédiaires » ou de second rang, construites par les médias comme des « tests nationaux », qui déstabilisent leur fonctionnement³. En France, ils subissent ainsi depuis les années 1990 des défaites quasi-systématiques aux élections locales ou européennes.

¹ L'arrivée au pouvoir peut provoquer afflux de militants, déplacement-absorption des élites vers les arènes centrales, mise en sommeil des instances ou phénomènes accentués de « cartellisation »... ALDRIN Philippe, BARGEL Lucie, BUE Nicolas et PINA Christine (dir.), *Politiques de l'alternance. Sociologie des changements (de) politiques*, Vulaines-sur-Seine, Le Croquant, 2016, 412 p.

² MARTIN Pierre, « Le déclin des partis de gouvernement en Europe », *Commentaire*, n°3, 2013, p. 542-554.

³ Cf. DOUILLET Anne-Cécile et LEFEBVRE Rémi, *Sociologie politique du pouvoir local*, Paris, Armand Colin, 2017, 271 p.

Tenu à distance du pouvoir national entre 1958 et 1981, le Parti socialiste, dominant à gauche depuis l'élection présidentielle de François Mitterrand, est régulièrement confronté à des défaites que ce soit au niveau national ou au niveau local. Suite à l'élection de François Hollande, le PS a subi cinq cinglantes défaites électorales aux élections municipales, sénatoriales, européennes, départementales et régionales, avant d'en connaître deux nouvelles, historiques par leur ampleur, aux élections présidentielle et législatives de 2017.

Les défaites électorales se sont donc banalisées pour le PS, leurs répétitions créant des habitudes et des formes de routines. Elles ont généré des phénomènes d'apprentissage de la « gestion de crise ». Les élites dirigeantes ont incorporé des « savoir-faire » organisationnels de défaite. La phase de défaite marque l'entrée dans l'opposition qui obéit à ses règles, codes et séquences propres. Ces phases constituent néanmoins toujours des conjonctures critiques⁴ en ce qu'elles mettent en désordre le parti, fluidifient le jeu partisan, appellent des luttes interprétatives concurrentielles et remettent en cause les rapports de forces internes. Les commentaires des médias contribuent à cette mise en crise de l'organisation. Les défaites produisent une inflation de discours qui procèdent de la nécessité d'une allocation et production de sens et participent de la construction de l'imputation de la défaite (quelles en sont les causes et surtout les « responsables »?), les prises de positions étant souvent indexées sur les intérêts des protagonistes en présence. Les défaites plongent les militants socialistes dans une introspection collective qui stimule la production d'analyses et réflexions sur le parti. Les défaites affectent également « l'agenda » partisan. Congrès, séminaires et autres états généraux sont organisés pour apurer la défaite et initier un nouvel élan. Les défaites génèrent des « entrepreneurs », souvent réformateurs ou « rénovateurs », qui se saisissent de la défaite et de ses « causes » pour subvertir les équilibres existants. À l'opposé, la rationalité stratégique des dirigeants en place tend à leur faire minimiser la défaite ou à en promouvoir des lectures mettant en avant des éléments exogènes. Enfin, les défaites sont génératrices d'injonction au changement et entraînent souvent des transformations des règles organisationnelles. On montrera que si les défaites déstabilisent l'ordre partisan socialiste, elles réactivent aussi une grammaire de l'institution partisane et révèlent, dans une conjoncture critique, des usages, normes, routines ou rôles stabilisés. Le prisme de la défaite est heuristique en ce qu'il permet d'interroger les phénomènes de plasticité, résistance ou

⁴ DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986. On raisonne ici par analogie, les contextes de défaite n'étant pas pleinement comparables aux crises étudiées par Michel Dobry. On n'observe pas ainsi dans les défaites analysées les phénomènes de déssectorisation au cœur de son analyse.

résilience de l'institution partisane mais aussi les temporalités et effets de cycle dans lesquels les partis sont pris.

On s'attachera ici à trois contextes post-électorales, ceux entraînés par les doubles défaites présidentielles et législatives de 2002, 2007 et 2017 (c'est à dire les défaites socialistes nationales depuis l'inversion du calendrier présidentiel). Il s'agira de mettre en regard des défaites suite à des scrutins « décisifs » consécutifs même si on verra que les élections « intermédiaires » jouent un rôle dans la définition des temporalités de la défaite et leur séquençage. On montrera que les défaites conduisent à une intensification des luttes partisans au PS autour de trois dynamiques concomitantes qui seront étudiées successivement : les luttes de sens, les luttes de leadership et enfin les luttes de redéfinition des règles du jeu organisationnel⁵.

« Défaire la défaite » : retour à « la base » et luttes interprétatives

Une séquence similaire se reproduit après les défaites de 2002, 2007 et 2017 : « retour à la base », introspection collective « sans complexes ni tabous », ouverture « des portes et des fenêtres » du parti, appel à l'autocritique, ouverture de la parole aux militants, diagnostic des faiblesses du parti...⁶ Des constats très proches portant sur le (dys)fonctionnement organisationnel sont formulés par les militants pendant les trois périodes. Ces phases de "casuistique" collective procèdent de ressorts internes mais obéissent aussi à des logiques de communication externes dans la mesure où il s'agit de donner des gages de capacité d'écoute à l'électorat et à l'opinion publique. Elles mettent en jeu le « sens » de l'élection. Les défaites électorales sont autant faites de données objectives que des multiples interprétations nécessairement partielles et partiales dont elles font l'objet après coup. Si l'issue de l'élection présidentielle ne prête pas à l'ambiguïté (il y a un vainqueur et un vaincu), son interprétation se révèle concurrentielle et prête aux controverses⁷.

⁵ Je remercie Carole Bachelot pour sa lecture critique et ses suggestions sur ce chapitre. Par ailleurs, il convient de préciser que celui-ci ayant été achevé à la mi-novembre 2017, nous disposons pour la double-défaite de 2017 de moins de recul analytique que pour celles de 2002 et 2007.

⁶ Cet exercice de délibération ne s'engage qu'après les élections législatives puisque la campagne requiert encore l'énergie des militants qu'il ne faut donc pas démobiliser.

⁷ La question du « Qui a gagné » ne se pose pas dans le cas des élections présidentielles à la différence des élections locales même elle laisse ouverte la question essentielle du « pourquoi ». Aux élections législatives, qui prêtent à des jugements plus complexes, l'ampleur de la défaite peut conduire à reconsidérer le verdict de l'élection présidentielle. Cf. LEHINGUE Patrick, « Mais qui a gagné ? Les mécanismes de production des verdicts électoraux (Le cas des scrutins municipaux) » in LAGROYE Jacques, LEHINGUE Patrick et SAWICKI Frédéric (dir.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005, p. 323-360.

Libérer la parole militante

La défaite réactive au PS une grammaire partisane valorisant fortement le débat et la délibération internes⁸. Des luttes interprétatives se déploient pour fixer les causes de l'événement et sont dynamisées et exacerbées par l'ouverture de la parole aux militants à travers diverses procédures. Les catégories d'Albert Hirschman apparaissent ici particulièrement heuristiques⁹. Alors que la norme unitaire impose la loyauté militante (loyalty) lors des mois précédant le scrutin et la campagne ou lors de la pratique du pouvoir, la parole militante est libérée (voice) dans une conjoncture qui apparaît à bien des égards comme cathartique. Cette ouverture du débat est d'autant plus prescrite que l'option de la sortie (exit) s'impose comme une possibilité pour de nombreux militants et que les dirigeants cherchent à limiter les flux de désengagement¹⁰. Tout se passe comme si l'introspection collective et le « retour à la base » devaient permettre de « purger » la défaite. Les désaveux électoraux ouvrent ainsi au PS des phases internes marquées par une réactivation du clivage traditionnel militants/élu, base/sommet et une réévaluation des ressources militantes que la pratique du pouvoir a disqualifiées¹¹. Les routines partisanes sont déstabilisées, la conjoncture étant marquée par un impératif de changement prenant l'appellation indigène de « rénovation ».

Le PS inaugure en 1993 le format des « états généraux », appelés dans la forme à devenir un modèle de délibération collective suivant les défaites électorales. Le principe de ces consultations est lancé par Michel Rocard quelques jours après les élections législatives aux termes desquelles le PS ne conserve que 52 députés. Il s'agit de permettre à la « base » d'analyser les causes de la cuisante défaite et de transmettre directement aux dirigeants leurs revendications mais aussi, plus stratégiquement pour les dirigeants, de « lâcher du lest » et de différer les questions de renouvellement des élites en place. Si les états généraux de 1993 s'adossent à la délégitimation d'une direction « coupée de la base », les délester d'enjeux de

⁸ LEFEBVRE Rémi, « Le sens flottant de l'engagement socialiste. Usages et ressorts de la "démocratisation" au PS » in LEFEBVRE Rémi et ROGER Antoine (dir.), *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p.105-130.

⁹ HIRSCHMAN Albert O., *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1970, 162 p.

¹⁰ JUHEM Philippe, « Investissements et désinvestissements militants » in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de sociologie politique*, Paris, La Découverte, 2009, p.478-491.

¹¹ Il faut distinguer les défaites à l'issue desquelles le parti quitte le pouvoir, comme c'est le cas en 2002 et 2017 (le diagnostic s'accompagne alors d'un travail de bilan et d'inventaire) ou entre à nouveau dans l'opposition (2007). La pratique du pouvoir tend à cadrer le débat interne, la défaite et l'entrée dans l'opposition le réouvre.

pouvoir immédiats permet, comme le montre Carole Bachelot, « de donner libre cours à des critiques radicales du fonctionnement interne et en particulier du mode de sélection des dirigeants¹² ». Décentralisés, les débats organisés portent sur quatre « enjeux » (le bilan, le projet et l'identité du PS, les formes d'organisation du parti, la stratégie et les alliances). Le parti est censé aussi s'ouvrir sur l'extérieur comme Laurent Fabius l'avait souhaité au comité directeur du 3 avril 1993 : « Je dis "parole aux militants" mais j'ajoute tout de suite que cela n'est nullement exclusif au contraire d'une consultation beaucoup plus large qui est indispensable : militants et sympathisants ; "portes et fenêtres ouvertes", je choisis cette expression ».

En 2002, la parole est « redonnée » aux militants et aux électeurs selon un schéma proche des états généraux de 1993. Un questionnaire est adressé aux adhérents et les interroge sur « ce qui s'est passé en 2002 », le bilan de la législature, l'état de la société, l'identité socialiste, le militantisme aujourd'hui, la stratégie politique de la gauche. Le conseil national d'octobre 2002 dresse un bilan d'étape de cette consultation, ainsi que des auditions avec syndicats et associations. Une brochure de soixante pages en formes de « cahiers de doléances » – l'appellation est de François Hollande – restitue en janvier 2003 le débat militant. Les paroles du « tiers état » militant ont été au préalable recueillies dans les fédérations.

En 2007, la défaite du PS à l'élection présidentielle est d'autant plus déstabilisante qu'elle est à la troisième consécutive. Elle stimule à nouveau la réflexion des militants et des dirigeants du parti. Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn appellent dès le soir du second tour sur les plateaux de télévision à une profonde refonte de la pensée socialiste. Au même moment, depuis le siège du PS rue de Solferino, la candidate Ségolène Royal, si elle reconnaît sa défaite, se prévaut des « 17 millions d'électeurs » qui ont voté pour elle pour réaffirmer son ambition de peser dans les débats post-électorales :

« Quelque chose s'est levé qui ne s'arrêtera pas (...) Ce que nous avons commencé ensemble, nous allons le continuer ensemble (...) Vous pouvez compter sur moi pour approfondir la rénovation de la gauche et la recherche de nouvelles convergences au-delà de ses frontières actuelles. C'est la condition de nos victoires futures. Je serai au rendez vous de ce travail indispensable et j'assumerai la responsabilité qui m'incombe désormais (...) D'autres rendez vous nous attendent. »

¹² BACHELOT Carole, « *Groupons-nous et demain...* », *Sociologie des groupes dirigeants du Parti socialiste français depuis 1993*, Paris, doctorat de science politique de l'IEP de Paris, 2008, 827 p.

Rapidement un nouveau cycle de rénovation est enclenché. Un forum de la « rénovation » est mis en place sur internet sur le mode des débats de 1993 et 2002. Un premier « Forum de la rénovation » physique a lieu le 24 novembre 2007. Trois rapports, fondés sur les 12000 contributions individuelles ou collectives des militants, sont produits à l'issue du processus.

En 2017, la défaite du PS est inédite par son ampleur. Le candidat socialiste n'arrive qu'en cinquième position au premier tour de l'élection présidentielle et, à l'issue des élections législatives, le groupe parlementaire socialiste, rebaptisé Nouvelle Gauche, atteint un étiage historique, passant de 284 à 31 députés. La recomposition du paysage politique, suite à la double victoire d'Emmanuel Macron et aux performances de Jean-Luc Mélenchon et de la France Insoumise, remet en cause le leadership du PS sur la gauche. Les conséquences de la défaite sont immédiates et tangibles. Le financement public du parti passe de 27 millions d'euros par an entre 2012 et 2017 à 7 millions. La vente du siège de Solferino et un plan social touchant la moitié des permanents du parti sont annoncés dès l'automne. Des débats et controverses s'engagent sur la « mort » possible du PS¹³. L'évocation de ses crises historiques précédentes et de sa résilience amène certains dirigeants à « raison garder¹⁴ ». Comme dans d'autres périodes de déclin, ses principales ressources demeurent ses élus locaux : 1000 maires de plus de 10 000 habitants, quatre présidents de région, 42 conseils départementaux, 13 députés européens, 69 sénateurs élus en septembre¹⁵.

Après cinq ans d'exercice du pouvoir où les arènes partisanes ont été démonétisées¹⁶, le parti fait à nouveau le choix de se recentrer sur son fonctionnement organisationnel et la délibération militante. Comme en 2002 et 2007 un appel à la base et une consultation des militants sont lancés : « La force de la famille socialiste réside dans ses militants. Il leur

¹³ Voir SAWICKI Frédéric, « N'annonçons pas trop vite la mort du PS », *Le Monde*, le 14 juin 2017.

¹⁴ « Combien de fois on a annoncé la mort du parti socialiste! Il est aujourd'hui en très mauvais état mais il y a de quoi faire! » considère ainsi Stéphane Le Foll (*Le Monde*, le 4 juillet 2017). Pour Henri Weber, il s'agit de la quatrième crise historique de refondation du parti. Optimiste, il prend l'exemple du parti travailliste qui connaît un regain alors qu'il « agonisait » il y a deux ans (« Non, le PS n'est pas (encore) tout à fait mort... », *Marianne*, le 25 juin 2017).

¹⁵ A l'occasion des élections sénatoriales et face à l'activisme médiatique des députés de la France Insoumise, le PS met en avant ses 120 parlementaires pour se présenter comme la principale force d'opposition parlementaire.

¹⁶ LEFEBVRE Rémi, « Dépassement » ou effacement du parti socialiste (2012-2017) ? », *Mouvements*, n°89, 2017, p. 11-21; SAWICKI Frédéric, « L'épreuve du pouvoir est-elle vouée à être fatale au parti socialiste? Retour sur le quinquennat de François Hollande », *Pouvoirs*, n°163, 2017, p. 27-41.

revient de décider et de dessiner l'avenir¹⁷. » Les tribunes de responsables socialistes appelant à une « régénération » militante se multiplient dans la presse. En juin, 33 jeunes premiers secrétaires de fédérations publient un texte où ils expriment « la volonté de ne pas se laisser voler la refondation ». Selon eux, « Le renouveau du PS doit passer par ses militants [...] faisons confiance à l'intelligence collective. Nous n'avons plus droit à l'échec, le renouveau doit être total¹⁸. » Lors d'un séminaire de rentrée fin août, la direction provisoire adopte une « feuille de route » sur laquelle les adhérents du parti sont appelés à se prononcer le 28 septembre. Comme le note Emmanuel Grégoire, rapporteur de cette question lors du séminaire, « nous vous proposons de renverser la table mais nous vous proposons de le faire ensemble avec méthode ». Les militants sont invités à répondre à treize questions portant sur la procédure de la refondation elle-même et organisées en trois séries d'enjeux : l'organisation des « forums de la refondation », les réformes statutaire du parti et, enfin, ses futures conventions et congrès. Aucune question ne porte à ce stade sur la ligne politique, la question idéologique ou le bilan du gouvernement. La participation est très faible lors du vote : seuls 24 390 adhérents y ont pris part (sur 98 045 inscrits, soit une participation de 24,88%). La direction du parti ne communique pas ses chiffres à la presse, le nombre de militants restant au parti étant devenu une question médiatiquement trop sensible.

Défaire la défaite en fixant son sens

Naming (nommer et identifier), Blaming (imputer des responsabilités¹⁹), Claiming (réclamer ou revendiquer) : les luttes de sens autour des défaites partisans s'apparentent à des processus qui ont pu être observés dans les travaux sur la construction des problèmes publics²⁰. Elles sont particulièrement vives après la défaite présidentielle de 2002 qui provoque une phase critique d'une intensité inédite dans l'histoire du PS. Avec seulement 16,18 % des suffrages exprimés, le candidat socialiste est éliminé dès le premier tour. L'effet de surprise²¹, la forte charge symbolique de la non qualification au second tour de l'élection présidentielle, la présence de Jean-Marie Le Pen face à Jacques Chirac et la décision de

¹⁷ Motion du bureau national, 4 septembre 2017.

¹⁸ *Libération*, 19 juin 2017.

¹⁹ Sur les discours d'imputation, LE BART Christian, « Le système des attributions causales dans le discours des candidats à l'élection présidentielle de 1988 », *Revue française de science politique*, vol. 40, n°2, 1990, p. 212-229

²⁰ NEVEU Erik, *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin, 2015, 286 p.

²¹ Michel Hastings présente le « 21 avril » comme « la mère de toutes les surprises électorales ». HASTINGS Michel, « La surprise électorale ou les infortunes de l'énonciation » in DABENE Olivier, HASTINGS Michel et MASSAL Julie (dir.), *La surprise électorale*, Aix-en-Provence, Karthala, 2007, p.13-30.

Lionel Jospin de se retirer la vie politique ouvrent une conjoncture politique fluide qui déstabilise l'ordre partisan. Les repères cognitifs habituels sont fragilisés d'autant que la situation est inédite et que l'horizon d'attente était la victoire²². Le désaveu électoral, exceptionnel dans ses conséquences, génère une crise d'allocation de sens : il convient de fixer la signification de la défaite et de la situation ainsi créée et inventer de nouvelles perspectives.

La défaite de 2002 suscite ainsi une inflation d'analyses et de productions éditoriales diverses (chroniques, entretiens, tribunes, articles, brochures) qui visent à produire et administrer un sens de la défaite. L'analyse de la défaite donne lieu à un troisième tour symbolique où il s'agit de faire parler les électeurs, de prêter au verdict électoral un sens politique ou sociologique, cet exercice de ventriloquie électoral mobilisant souvent l'expertise politologique. En septembre 2002, la publication théorique du PS (*La revue socialiste*) propose dans un numéro spécial des analyses de la défaite sollicitant à parité responsables du parti d'un côté, intellectuels, politistes ou sociologues de l'autre²³. D'intenses luttes interprétatives se déploient autour du « 21 avril » devenu une figure imposée du discours socialiste.

Deux cadrages polaires de l'événement s'imposent dans les exégèses électorales. Ils s'ordonnent en fonction du caractère contextuel/conjoncturel ou structurel prêté à la défaite et sont largement déductibles des positions et des ressources de pouvoir dans la hiérarchie du parti. L'échec est défini par la majorité dirigeante du parti, même si elle fait acte de contrition, comme relevant principalement d'un « accident ». Sont mises en avant sous ce registre explicatif : la mauvaise campagne malgré un « bon bilan », la montée de l'abstention, les effets d'agenda liés à la médiatisation excessive des questions de sécurité, le poids des sondages qui auraient trompé les électeurs et surtout la division de la gauche au premier tour de l'élection présidentielle. Pour les outsiders (la gauche du parti principalement), la défaite procède de phénomènes plus structurels liés à la droitisation du PS au pouvoir et au désaveu de l'électorat populaire. Un relatif consensus se dégage sur le « divorce » entre les catégories populaires et la gauche construit comme une des significations saillantes de l'élection présidentielle de 2002. Les données de la sociologie électorale, largement diffusées accréditent cette thèse. Le score socialiste a atteint son étiage électoral dans ce segment de la

²² PINGAUD Denis, *L'impossible défaite*, Paris, Seuil, 2002, 196 p.

²³ « 21 avril 2002. Comprendre », *La Revue socialiste*, n°9-10, septembre 2002.

société : 12% des ouvriers ont voté Jospin contre 14% pour Chirac et 26% pour Le Pen. La Revue socialiste publie ainsi significativement en mars 2003 un numéro spécial intitulé « Reconquérir les catégories populaires. »

La défaite de 2007 est interprétée selon d'autres schèmes explicatifs que ceux mobilisés en 2002. La question de la légitimité de la candidate, Ségolène Royal est mise en avant : profil personnel, maladroites de la campagne, procès en incompétence²⁴... La question du rapport au parti de la candidate est aussi saillante : pour les uns, elle l'aurait négligé, pour les autres, le parti ne l'aurait pas assez soutenue. D'autres enjeux sont discutés : « la droitisation » de la société française ou des personnes âgées, l'habileté de Nicolas Sarkozy, l'épuisement du modèle social-démocrate... Claude Bartolone cible dans un ouvrage les « erreurs » de la candidate Ségolène Royal dans une campagne présentée comme « imperdable »²⁵. Dans son livre *L'Impasse*, publié en septembre 2007 chez Flammarion, Lionel Jospin met en cause quant à lui une candidate qui ne possédait pas « les qualités humaines et les capacités politiques » nécessaires pour gagner et dont les propositions selon lui « n'étaient pas dans la culture de la gauche et du socialisme ». D'autres livres prolongent ce réquisitoire²⁶. Au fil des défaites présidentielles du PS, un genre éditorial (« le livre de défaite ») semble s'institutionnaliser, dans lequel se spécialisent certains dirigeants²⁷. C'est par exemple le cas de Marie-Noëlle Lienemann. Après avoir publié en 2002 un ouvrage critique envers Lionel Jospin qui avait rencontré un grand succès de librairie, l'ancienne secrétaire d'Etat renouvelle l'exercice en 2007 contre Ségolène Royal²⁸.

En 2017, ce que les commentateurs appellent le « désastre » électoral du PS suscite à nouveau des analyses sur le sens de la défaite renvoyé concurremment à des aspects structurels (épuisement du projet social-démocrate, défaite idéologique de la gauche qui aurait perdu la « bataille culturelle » au sens de Gramsci...), aux erreurs de communication ou de « pédagogie » de François Hollande, au bilan et à la ligne du gouvernement, à la division du parti, aux primaires, à la campagne de Benoit Hamon ou encore à des facteurs externes,

²⁴ MATONTI Frédérique, « La Singularité française. La campagne électorale de Ségolène Royal », *French politics, Culture & Society*, vol. 25, n°3, 2007, p. 86-101

²⁵ BARTOLONE Claude, *Une élection imperdable*, Paris, Éditions de L'Archipel, 2007

²⁶ A titre d'exemple: CAMBADELIS Jean-Christophe, *Parti pris*, Paris, Plon, 2007 ; BACHELAY Guillaume, *Désert d'avenir*, Paris, Bruno Leprince, 2007 ; MELENCHON Jean-Luc, *En quête de gauche. Après la défaite*, Paris, Balland, 2007.

²⁷ Sur les livres politiques, LE BART Christian, *La politique en librairie*, Paris, Armand Colin, 2012, 284 p.

²⁸ LIENEMANN Marie-Noëlle, *Ma part d'inventaire*, Paris, Ramsay, 2002 ; LIENEMANN Marie-Noëlle, *Au revoir, Royal*, Paris, éditions Perrin, 2007.

notamment les efficacités des campagnes de Jean-Luc Mélenchon et d'Emmanuel Macron. Le débat oppose principalement la gauche du parti aux partisans de François Hollande comme Stéphane Le Foll. Celui-ci déclare au Monde, le 12 juillet 2017 : « Au PS, on se pose toujours la question de savoir pourquoi on a perdu, en jugeant que c'est parce qu'on n'était pas assez à gauche, mais jamais personne ne se pose la question de savoir pourquoi les autres ont gagné. » Des livres, émergeant au genre « livre de défaites » précédemment évoqué, fleurissent à nouveau en librairie²⁹. Ces luttes portant sur la signification de la défaite apparaissent néanmoins relativement euphémisées par rapport aux défaites de 2002 et 2007. Tout se passe comme s'il fallait différer « l'explication » pour gagner du temps et éviter l'explosion du parti.

Cet attentisme se manifeste dans l'ambiguïté de l'entrée en opposition. La ligne politique du parti par rapport à la nouvelle majorité présidentielle apparaît ambiguë comme le montre la diversité des positions lors du vote de confiance du gouvernement d'Edouard Philippe. Le bureau national du 20 juin 2017 se prononce contre la confiance avec possibilité de voter l'abstention. Le vote des députés socialistes ne suit que partiellement cette consigne. 23 députés s'abstiennent tandis que 5 votent contre et trois pour. Le président du groupe, Olivier Faure, revendique une opposition de « gauche de gouvernement » tandis que son homologue au Sénat, Didier Guillaume, adopte une position nettement plus favorable au gouvernement d'Edouard Philippe. Le conseil national adopte finalement la « ligne » ambiguë d'une « opposition constructive et vigilante », que Jean-Christophe Cambadélis résume par la formule « Ni Macron, Ni Mélenchon » (*Le Monde*, 8 juillet 2017).

L'enjeu du leadership : les congrès de défaites

Luttes de sens et luttes de pouvoir sont intriquées. La défaite contribue à exacerber les luttes internes, à densifier les échanges de coups et à mettre au cœur de l'agenda partisan les questions de leadership. Elle est construite par les outsiders comme un désaveu des responsables en place qui justifient les luttes pour redéfinir la ligne du parti et s'appropriier le capital collectif qu'il constitue. La redistribution des positions de pouvoir se pose en des termes très différents en 2002, en 2007 et 2017. À la différence de Lionel Jospin, la candidate défaite en 2007 reste dans le jeu et cherche à peser sur les équilibres partisans en convertissant

²⁹ L'ancien premier secrétaire du PS est l'un des premiers à se prêter à l'exercice d'interprétation de la défaite socialiste : CAMBADELIS Jean-Christophe, *Chronique d'une débâcle, 2012-2017*, Paris, L'Archipel, 2017, 212 p.

son capital électoral (« ses » 17 millions d'électeurs) en capital partisan. Ségolène Royal cherche à réarticuler leadership présidentiel et leadership partisan. Si, en 2002, François Hollande, à la tête du PS depuis novembre 1997, est candidat à sa succession, il annonce dès l'échec de mai 2007 qu'il quittera la direction du PS à l'issue du prochain congrès. Dans la première configuration, avec le « retrait » de Lionel Jospin, le leadership présidentiel est vacant, dans la deuxième le leadership partisan est à reconstruire mais dans les deux périodes, la maîtrise de l'appareil partisan est toujours considérée comme une ressource politique centrale dans la perspective d'une candidature à l'élection présidentielle. 2017 offre une troisième configuration marquée par une vacance quasi-immédiate du leadership partisan (et a fortiori présidentiel). Jean-Christophe Cambadélis, battu dès le premier tour aux élections législatives, annonce son départ de la direction du parti et la mise en place d'une direction collégiale provisoire.

Le congrès, rite d'institution à la dramaturgie codifiée, est la procédure censée « solder » la séquence de défaite en stabilisant un sens de la défaite et en réglant la question du leadership. Au congrès de relatif apaisement et de routine des périodes de pouvoir s'oppose la forte conflictualité des congrès de défaite qui se doivent d'être « de refondation ». La maîtrise du calendrier et de l'ordre du jour partisan et son articulation avec les élections en cours (locales notamment) constituent pour les dirigeants en place une ressource essentielle dans les phases post-défaite. Les forums de « rénovation » constituent une manière d'occuper l'agenda partisan avant le congrès. Le rapport au temps des outsiders est quant à lui ambivalent : d'un côté ils ont un intérêt objectif à dilater le temps de débat pour mettre en désordre le parti, de l'autre ils doivent composer avec les stratégies des dirigeants en place qui cherchent à la diluer sans la « purger ».

La « clarification » du Congrès de Dijon (2003)

L'introspection collective qui suit la défaite de 2002 est censée s'achever en mai 2003 lors du congrès de Dijon, soit plus d'un an après la défaite présidentielle. Le premier secrétaire a habilement différé le congrès pour permettre la libre expression de la « base » militante à travers cinq forums de discussion au cours desquels 1500 militants viennent livrer leurs témoignages. L'appel à la base expose certes les dirigeants en place à la vindicte militante (« sortez les sortants ») mais permet de mettre à distance les courants, lesquels s'alarment de ce contournement tout en investissant par pragmatisme les espaces de débat ouverts. François

Hollande, candidat à sa succession, cherche très tôt à maintenir sa majorité et à fédérer autour de lui. Au cours de l'été 2002, le premier secrétaire intègre ainsi Laurent Fabius et ses partisans au sein de la direction. Confrontés à une menaçante réorganisation de la gauche du parti, le premier secrétaire et son associé-rival ont décidé de différer la confrontation en vue de l'élection présidentielle de 2007.

La défaite entraîne néanmoins une exacerbation de la concurrence et une redistribution des rapports de forces entre courants. Par son ampleur, elle crée les conditions d'une redéfinition de l'identité de l'organisation et constitue une fenêtre d'opportunité pour des entrepreneurs de changement. Un ensemble d'acteurs dominés dans le jeu partisan, plutôt situés à la gauche du parti, mesurent bien les potentialités inscrites dans la conjoncture du « 21 avril », érigé en un emblème générationnel de mobilisation, pour subvertir les hiérarchies politiques en place. La « rénovation » sert après la défaite de 2002 de label marqueur, de slogan identitaire d'un ensemble disparate d'acteurs.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la naissance du Nouveau Parti socialiste (NPS) lancé le 9 octobre 2002 par un appel dans le journal *Libération* de Julien Dray, Arnaud Montebourg et Vincent Peillon. Avec le « 21 avril » comme talisman, ce courant affirme son ancrage à la gauche du PS contre « le social-libéralisme » et la dérive « libérale » de l'Union européenne. Sur la base d'un discours rénovateur sur le plan institutionnel (la « Sixième République »), d'une critique de la professionnalisation politique (mise en cause du cumul des mandats) et de la mise en avant de thèmes « sociétaux », le NPS fédère des militants jeunes et fortement dotés en capital culturel. La démarche du NPS apparaît implicitement, au-delà de ses revendications refondatrices et constitutionnelles, comme « une entreprise de contestation de la faible mobilité interne partisane ». Proposant une réactivation de l'« ascenseur militant », elle s'appuie notamment sur « l'afflux de nouveaux militants, plus jeunes, arrivés au parti depuis le choc traumatique de la présidentielle³⁰ ». D'autres initiatives voient le jour. Le 9 octobre 2002, six secrétaires de fédération, représentant 19 000 adhérents, lancent autour de Marc Dolez qui dirige la fédération du Nord « un appel pour la refondation du PS ». Celui-ci exprime « l'exaspération » des militants devant la manière dont le congrès se prépare et se prévaut de « la parole des militants » qui, seule, peut être « régénératrice » après l'échec du 21 avril. Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon fondent quant à eux le 27 septembre 2002 le

³⁰ OLIVIER Laurent, « Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France (PS, RPR, UMP), *Revue française de science politique*, vol. 53, n°5, 2003, p. 777.

courant Nouveau Monde afin de substituer au « socialisme d'accompagnement », qui a été selon eux lourdement sanctionné le 21 avril, « une contestation sans équivoque de la mondialisation libérale ». La même injonction à la « rénovation » se traduit ainsi par trois entreprises concurrentes qui reposent sur des légitimations différentes : renouveau générationnel, valorisation des fédérations et de la base militante et retour aux fondamentaux de la première gauche.

Au congrès de Dijon, les motions déposées par une « gauche » du PS divisée fait face à une large coalition emmenée par le premier secrétaire sortant qui l'emporte (61,37% des suffrages militants). Le leadership de François Hollande est réassuré. Le cycle de la défaite se referme : le premier secrétaire annonce dans son discours de clôture du congrès qu'il est temps d'« en finir avec le 21 avril », met fin à une période d'« introspection » désormais considérée comme « mortifère » et annonce que les « socialistes sont de retour ».

La confusion du congrès de Reims (2008)

Le congrès de Reims de novembre 2008 ne conduit pas à la même clarification des enjeux de leadership. Son issue apparaît très confuse, la majorité issue de la synthèse générale du congrès du Mans de 2005 ayant rapidement explosé après la double défaite présidentielle et législative. Dans ces conditions, François Hollande décide dès l'été 2007 de reporter le congrès après les élections municipales de mars 2008 pour « décanter » les divergences socialistes, « donner du temps au temps » et surtout préserver l'unité du parti à l'approche d'une échéance électorale décisive. Les divers dirigeants conviennent alors que les luttes de leadership ne peuvent porter atteinte à l'implantation locale du parti qui met en jeu des intérêts électoraux désormais considérables.

Le congrès est beaucoup moins dominé par la défaite à l'élection présidentielle que celui de Dijon pour deux raisons principales. D'abord, car il se tient plus d'un an et demi après les élections de 2007. Ensuite car les élections municipales de mars 2008 ont entre temps porté l'implantation locale du parti à son apogée. La place centrale jouée par Ségolène Royal dans le congrès et son ambition de prendre le contrôle du parti prolongent cependant, en les retraduisant, les débats qui ont marqué la période post-présidentielle. La candidate tente alors d'incarner le changement en appelant de ses vœux une réforme profonde du parti. Face à la

défaite, elle incarne une forme de persévérance dans la volonté de changement³¹. Les divergences idéologiques se cristallisent ainsi lors du congrès essentiellement sur deux questions : l'alliance avec le Modem et surtout la « nature » du parti. Aux tenants du « vieux parti » (défavorables à un élargissement de la base militante, à des primaires ou à un parti « à l'américaine ») s'opposent les partisans de son « dépassement » autour de Ségolène Royal (au motif de son faible ancrage social et de l'obsolescence de la forme partisane). La candidate de 2007 appelle de ses vœux un assouplissement des modalités d'adhésion et un « parti de masses », ouvert sur la société et tout entier tourné vers l'élection présidentielle. Cet objectif d'ouverture est perçu par ses adversaires comme une menace qui conduirait à diluer le « vieux parti » dans un mouvement post-idéologique perméable aux logiques d'opinion. Aussi, en menaçant de « casser » les règles du jeu, Ségolène Royal suscite un réflexe identitaire contre elle. Six motions sont en lice lors du vote des militants. La motion de Gérard Collomb, soutenue par Ségolène Royal, arrive en tête avec 29% des voix, suivie de celles de Bertrand Delanoë (25,24%), de Martine Aubry (24,32%) et de Benoît Hamon (18,52%). Faute de synthèse, c'est le vote des militants après le congrès qui est décisif. Le 21 novembre 2008, selon les résultats officiels (et contestés de part et d'autre), Martine Aubry arrive en tête du second tour du vote des militants pour le poste de premier secrétaire, en l'emportant face à Ségolène Royal de 42 voix, soit 50,02 % contre 49,98 %.

Le sens itératif de la défaite

Le « sens » des défaites de 2002 et 2007 n'est pas fixé une fois pour toutes et sa définition redevient un enjeu au gré des échéances électorales ultérieures et des congrès qui le recomposent. La victoire très nette du PS aux élections régionales et cantonales de 2004, consacré comme « un 21 avril inversé », ouvre un nouveau cycle politique après le « traumatisme » de 2002. Les commentateurs politiques qui donnent alors sens et forme au verdict électoral sont aussi prompts à diagnostiquer le retour des catégories populaires qu'il n'avait établi la sanction ouvrière du candidat socialiste en 2002³². Alain Duhamel écrit ainsi (*Libération*, le 27 mars 2004) : « Le fameux "peuple de gauche" que tant d'articles et de livres, hier encore, présentaient comme un fuyard s'éloignant à toutes jambes du PS, a de nouveau massivement voté pour la gauche réformatrice ». *Libération* titre, le 25 mars 2004, quatre jours après le premier tour des régionales : « Ceux qui ne boudent plus la gauche » et donnent la parole aux électeurs de gauche revenus au « bercail ». Ce « retournement » électoral conforte un certain nombre de thèses politologiques largement partagées par les responsables socialistes : celles du « 21

³¹ Pour une analyse interactionniste des stratégies d'adaptation à l'échec, voir l'article séminal : GOFFMAN Erwing, « Calmer le jobard : quelques aspects de l'adaptation à l'échec » in CASTEL Robert, COSNIER Jacques et JACOB Isaac (dir.), *Le parler frais d'Erwing Goffman*, Paris, Minuit, 1989, p. 277-300.

³² 45% des électeurs ouvriers ont voté pour une liste de gauche (PS, PC, Verts) au premier tour de l'élection régionale.

avril » comme « accident » de l'histoire électorale ou celle de la labilité croissante des comportements électoraux. Le politiste Gérard Le Gall, membre du PS, relit ainsi la défaite de 2002 à l'aune de la victoire des élections régionales comme « le télescopage entre une métamorphose, la montée de l'individualisme sur fond de crise, une période préélectorale prédisposant à l'accident (faible croissance, gauche dispersée et désunie) et une conjoncture immédiate marquée par la nette prévalence d'un enjeu : la sécurité ». Il conclut : « si le 21 avril n'avait pas été un accident, on vérifierait sa reproduction. Ni juin 2002 ni mars 2004 ne l'ont confirmé » (*Le Monde*, le 14 avril 2004). Dans le même journal, Henri Weber revient sur le 21 avril qui selon lui a été « surinterprétée ». En 2008, la victoire historique du PS aux municipales conduit de la même manière à reconsidérer le message des électeurs de 2007. Le bon score de la motion de Ségolène Royal lors du vote des militants préparatoires au congrès de Reims redonne crédit à la thèse du piètre soutien de la part des « éléphants » dont elle aurait pâti un an plus tôt.

Incertitudes autour du congrès de « refondation » de 2018

Après la défaite de 2017, le congrès s'inscrit dans un contexte de vacance de leadership. Les deux finalistes de la primaire quittent le parti. Benoit Hamon annonce dès le début de l'été 2017 qu'il démissionne du PS pour lancer son propre mouvement. Il appelle de ses vœux la tenue « d'états généraux de toute la gauche pour fabriquer une maison commune en vue des élections municipales de 2020 ». De son côté, Manuel Valls annonce fin juin 2017 son départ du PS et son apparentement au groupe La République en Marche (LREM) de l'Assemblée nationale. C'est la spécificité de la situation de 2017 : la défaite remet en cause la domination du parti à gauche. La position du parti est triplement affaiblie par une série de départs et de défections de cadres et de militants vers LREM, le mouvement de Benoit Hamon et plus marginalement La France Insoumise. L'espace politique occupé par le PS se rétrécit fortement et un profond renouvellement élitare s'amorce. Les commentateurs prêtent des ambitions à des personnalités jusque là de second rang comme Luc Carvounas, Mathias Fekl, Nadjat Vallaud-Belkacem, Boris Vallaud... Après l'annonce de son départ le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis appelle à la mise en place d'une direction collégiale provisoire qui est instituée par le conseil national du 8 juillet³³. Cette direction (non prévue par les statuts) fait place à la fois à la sensibilité hamoniste (en dépit du départ du candidat à l'élection présidentielle) et hollandaise. L'équipe se compose de 16 membres. Elle est assistée de trois collectifs : coordination des élus (les trois présidents de groupe parlementaire et le président

³³ Le premier secrétaire analyse en ces termes sa décision de nommer une direction provisoire et de s'effacer par étapes : « je fais une défense élastique (*rises*). Je démissionne et je propose une direction provisoire avec une feuille de route qui permette de se rassembler et de préparer les conditions du prochain congrès. En faisant ça, je concours à sauver le PS » (*Libération*, le 2 octobre 2017). Il évoque au conseil national du 30 septembre « avoir maîtrisé la transition entre le désastre et l'aube du renouveau ».

de la fédération des élus), coordination des territoires, porte-parolat du PS. Un proche de Jean-Christophe Cambadélis, Rachid Temal, pilote les travaux de ce groupe de 29 personnes en sa qualité de secrétaire national de l'organisation.

La direction, pléthorique, permet d'accueillir toutes les sensibilités du parti mais conduit ce faisant à ne pas dégager et affirmer une ligne politique claire. La presse est unanime à présenter cette initiative comme un « replâtrage » et à brocarder une nouvelle « synthèse » socialiste. Le conseil national du 30 septembre prolonge le mandat de la direction collégiale dans une situation confuse. Un certain flottement s'installe dans les processus décisionnels du parti : la direction provisoire ne se substitue pas en effet aux autres instances (secrétariat national et bureau national) qui continuent à coexister. Les sensibilités internes se recomposent et se réorganisent en vue d'un prochain congrès même si les rapports de forces internes apparaissent encore peu lisibles.

Au début de l'été, Jean-Christophe Cambadélis avait préconisé que le congrès se tienne en février 2018, « ni trop tôt ni trop tard » (*Le Monde*, 10 juillet 2017). Cette option fait rapidement consensus. La perspective de deux congrès est néanmoins envisagée : un congrès politique et statutaire en février ou mars pour désigner une nouvelle direction et une orientation politique, un congrès de « refondation » qui pourrait s'organiser après les élections européennes de 2019, voire les élections municipales de 2020. L'incertitude porte principalement sur les règles de ces congrès. Premier secrétaire de la fédération de Paris, membre de la direction provisoire, Emmanuel Grégoire annonce ainsi en août, au nom de la direction collégiale, un changement des règles : « Nous avons décidé de proposer aux militants de changer les statuts du parti socialiste et de ne plus jamais donner le spectacle de congrès qui ne sont plus ni des débats de fond, ni des moments d'arbitrage d'orientation politique, mais des moments d'écurie, de conciliabules dans des arrières-cuisines, etc. Il faut vraiment tourner la page des vieux congrès. » (*Les Echos*, le 27 août 2017). Il rappelle l'épisode malheureux de Reims (2008), le « congrès de la triche », et de Toulouse (2012) et Poitiers (2015), des « congrès de synthèse jusqu'à l'absurde ». La forme traditionnelle du congrès est démonétisée et discréditée mais les contours de la réforme organisationnelle et de sa réinvention apparaissent flous. Les sensibilités situées à la gauche du parti craignent une remise en cause du vote des motions à la proportionnelle, règle centrale depuis le Congrès d'Epinais et menacent de quitter le parti si cette décision est prise. Une commission statutaire est mise en place le 7 novembre 2017 pour faire un certain nombre de propositions qui seront

tranchées par un vote des militants. Les nouvelles règles d'organisation sont censées produire un parti « plus moderne, plus agile, plus mobile, parfois plus discipliné, pour pouvoir préparer l'avenir ».

L'impératif de la « rénovation » et l'usure d'un référent

Les congrès de défaite mettent au centre de l'agenda partisan l'enjeu de l'organisation et sa nécessaire « rénovation ». La « crise » née de l'échec se traduit par une injonction au changement que les dirigeants en place cherchent tout autant à satisfaire qu'à maîtriser. La « rénovation » constitue un mot d'ordre relativement partagé qui suit de manière systématique les défaites. Mobilisé à la fois par les dirigeants en place et ceux qui les contestent, il s'impose comme une figure imposée même si il ne débouche que marginalement sur une réforme substantielle des règles et pratiques partisans. Autour de la « rénovation » s'institutionnalise au fil des années une routine de domestication de la défaite.

La rénovation comme répertoire de défaite et mythe organisationnel

Renouveler le parti, le réinventer, le refonder : depuis 1993, les périodes post-électorales sont dominées invariablement par les mêmes diagnostics et les mêmes mots d'ordre. Les défaites sont attribuées aux faiblesses d'une organisation jugée de manière relativement unanime comme insuffisamment militante, peu en prise avec les milieux populaires et l'électorat de référence, refermée sur elle-même, peu démocratique et ouverte au débat d'idée, notabilisée... Au terme des états généraux de 1993, Jean-Paul Huchon qui les coordonne alors appelait déjà de ses vœux un parti plus militant et ouvert et « en réseaux ». En 2002, François Hollande renoue avec l'inspiration des états généraux pour lancer un nouveau cycle de rénovation. En décembre 2002, il affirme l'ambition « d'un parti ouvert à plus de 30% des suffrages » et comptant 300 000 militants. Son analyse est sévère : « Prenons la mesure des choses : le nombre des adhérents du Parti socialiste est l'équivalent du nombre des électeurs d'une grosse circonscription législative. Il faut doubler les effectifs. Fixer un tel objectif suppose des changements de nos pratiques et de nos structures politiques » (*L'Hebdo des socialistes*, janvier 2003).

Le contexte critique consécutif à la défaite de 2007 ouvre de nouveau le champ des « possibles » sur le plan des réformes organisationnelles. La « rénovation » est relancée. Une

résolution présentée par François Hollande et adoptée par Conseil national lui assigne trois objectifs :

« 1) Réaffirmer les valeurs fondatrices de l'engagement socialiste 2) Rénover les procédures et revoir l'organisation afin de nous doter d'un instrument politique moderne et offensif en phase avec notre temps, ce qui suppose de simplifier notre fonctionnement, de redéfinir nos règles de délibération, nos processus de décision, les modalités de notre vie collective, 3) Engager le dialogue et la confrontation avec les associations, les syndicats, les autres formations progressistes, les citoyens pour tracer les nouvelles frontières de la gauche et construire un rassemblement majoritaire et cohérent. »

Extrait de la résolution du Conseil national du PS du 23 juin 2007

On peut analyser la rénovation comme un mythe organisationnel entendu comme une fiction nécessaire qui permet de réassurer la croyance dans l'adhésion au parti et sa résilience. Sa « fonctionnalité » stratégique renvoie à la légitimation d'élites dans un parti professionnalisé mais qui se vit encore comme « parti de militants ». La rénovation découle du décalage entre le parti tel qu'il perçu (un parti d'élus tendanciellement désencastré de la société) et tel qu'il voudrait être (au regard de la prégnance d'un idéal partisan issu du « parti de masses » ouvrier³⁴), ce décalage étant révélé et réactivé par les désaveux électoraux. Le succès du credo rénovateur tient à sa plasticité et aux usages multiples dont il fait l'objet. Sa fortune sémantique tient aux ambiguïtés de son contenu, à son caractère fourre-tout : si la rénovation est surtout organisationnelle et renvoie aux pratiques partisanses et militantes, elle est aussi idéologique ou « politique » selon certains de ses promoteurs. L'analyse de la défaite en termes de « nécessité de la rénovation » s'impose comme un des cadres interprétatifs de la défaite mais les acteurs en présence ne l'investissent pas de la même manière. Pour les outsiders, il constitue une injonction permettant de mettre en cause les équilibres de pouvoir établis et doit conduire à un réaligement sur une ligne « plus à gauche ». Les élites en place leur contestent le monopole du discours du changement en se l'appropriant. La rénovation concerne surtout pour eux les pratiques militantes et doit conduire à l'acceptation du réformisme. La « rénovation » constitue alors une des manières éprouvées de se relégitimer et de donner le change sans changer la donne. On peut parler, en s'inspirant des travaux de Fabien Desage et de David Guéranger sur la réforme intercommunale, d'un *illu* réformateur au PS, entendu comme la propension à investir un ensemble d'attentes dans la transformation

³⁴ LEFEBVRE Rémi, « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de "l'engagement distancié" et transformations du militantisme au parti socialiste », *Politix*, vol. 102, n° 2, 2013, p. 7-33.

du parti nonobstant les échecs des tentatives précédentes³⁵.

L'échec de la rénovation et les primaires

Le volontarisme réformateur constitue un répertoire avant tout sémantique et discursif de défaite qui ne donne lieu qu'à très peu de réformes concrètes et de changements dans les règles et le fonctionnement du parti. Aucune politique volontariste de recrutement militant n'est véritablement engagée ni après 2002 ni après 2007. La volonté de renouer des liens avec le monde intellectuel se manifeste par la création en avril 2009 d'un Laboratoire des idées qui dispose néanmoins de peu de moyens. La volonté de limiter le cumul des mandats par des règles internes se heurte à la résistance des élus.

Les victoires locales en 2004 comme en 2008 ont valeur d'absolution et mettent au second plan les questions d'organisation. La « rénovation » demeure autrement dit dans une large mesure une incantation. Les dirigeants socialistes savent désormais négocier les phases de défaite et domestiquer le potentiel de bouleversement qu'elles recèlent. La « rénovation » s'apparente à un rituel post-défaite maîtrisé aux effets savamment canalisés qui permet aux élites socialistes de donner des gages de changement³⁶. On peut néanmoins émettre l'hypothèse du rendement décroissant de ce registre d'amortissement de la défaite. Les socialistes croient-ils encore à leur mythe de la rénovation ?³⁷ Martine Aubry, première secrétaire du PS, exprime une certaine lucidité critique sur la rénovation lors du Conseil national du 12 septembre 2009 à la Maison de la Mutualité : « Cette rénovation, vous savez, comment le dire... Il n'y a rien de plus archaïque que les discours sur la rénovation parce qu'on en a beaucoup entendus. Mais il n'y a rien de plus moderne, il n'y a rien de plus ambitieux et finalement de plus enthousiasmant pour nous que porter cette rénovation dans les faits, et c'est ce que nous commençons à faire tous ensemble ce matin. » Le mot magique de « rénovation » semble s'être démonétisé au fil de ses instrumentalisation successives comme le montre le processus qui conduit à l'adoption des primaires ouvertes.

³⁵ DESAGE Fabien et GUERANGER David, *La politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2011, p. 44. La rénovation au PS traduit aussi, à l'instar de la réforme de l'État, un « souci de soi ». Voir BEZES Philippe, *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*, Paris, PUF, 2009, 519 p.

³⁶ Lors d'une observation d'un forum de la rénovation à Lille en novembre 2007, un membre de la direction nationale ironisant en aparté sur la récurrence de ce vocable réformateur cite explicitement le Tancrède du Guépard de Visconti : « pour que rien ne change, il faut d'abord que tout change ».

³⁷ On paraphrase ici Paul Veyne (VEYNE Paul, *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ? Essai sur l'imagination constituante*, Paris, Éditions du Seuil, 1983, 168 p.)

Dans un contexte de présidentialisation accrue du parti³⁸, lié à l'inversion du calendrier électoral et au quinquennat, l'enjeu de la rénovation se cristallise essentiellement à l'approche des élections de 2007 et 2012 sur les modalités de la désignation du candidat à l'élection présidentielle. L'incapacité à élargir la base militante conduit à la mise en œuvre de procédures d'adhésion à bas coût (« les adhérents à 20 euros ») via Internet en vue de la primaire fermée de 2006. L'adoption du principe des primaires ouvertes en 2009 peut être interprétée comme une « solution » procédurale à l'accumulation des défaites présidentielles successives (les trois échecs depuis 1995 créant un contexte favorable à l'innovation), à l'incapacité croissante du parti à réguler les questions de leadership, patente lors du congrès de Reims et aux impasses de la « rénovation ». Nommé secrétaire national à la rénovation à l'issue du congrès, en novembre 2008, Arnaud Montebourg produit un rapport sur cette question et, confronté aux résistances d'un parti jugé « conservateur » concentre son action sur le combat des primaires ouvertes qui est, selon lui, « la mère de toutes les batailles ». Les échecs de la rénovation ont ainsi été un des facteurs qui ont conduit à reformuler l'idéal d'ouverture du parti sur la société vers une nouvelle procédure de désignation du candidat³⁹. Arnaud Montebourg l'exprime avec éloquence : « plutôt que de rénover le parti de l'intérieur, on a choisi l'extérieur⁴⁰ ».

Comme l'atteste l'adoption par l'UMP des primaires ouvertes en 2013⁴¹, les défaites électorales, dans un contexte d'affaiblissement de la légitimité des partis, conduisent au dépassement de la forme partisane existante. Les primaires constituent une voie possible de ce dépassement⁴².

La refondation de 2017

³⁸ Pour une approche nuancée de cette question, voir HAEGEL Florence et SAWICKI Frédéric, « Résistible et chaotique, la présidentialisation de l'UMP et du PS » in DELOYE Yves, DEZE Alexandre et MAURER Sophie (dir.), *Institutions, élections, opinion, Mélanges en l'honneur de Jean-Luc Parodi*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, 289 p.

³⁹ Pour de plus amples développements, on renvoie sur cette question à LEFEBVRE Rémi, *Les primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris, Raisons d'agir, 2011, 172 p.

⁴⁰ *Le Monde*, 7 octobre 2011.

⁴¹ LEFEBVRE Rémi, « Les primaires à droite. Processus d'adoption et transformations du jeu partisan » in LEFEBVRE Rémi et TREILLE Eric (dir.), *Les primaires ouvertes en France. Adoption, codification, mobilisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, 319 p.

⁴² Notre analyse renvoie à celle d'André Blais et William Cross qui établissent que les défaites sont propices à une « démocratisation » de la sélection des candidats. BLAIS André et CROSS William, *Politics at the Centre*, Oxford, Oxford University Press, 2012, 230 p.

L'injonction au changement prend une forme lexicale légèrement amendée en 2017. Le terme de « rénovation » disparaît de la communication interne et externe du parti⁴³ pour faire à celui de « refondation » qui apparaît plus conforme au modèle auquel de nombreux acteurs se réfèrent (celui de la fin des années 1960 qui a conduit au congrès d'Epinais de 1971⁴⁴). Un agenda de la refondation, très proche des formes antérieures, se met en place : un processus ouvert de débat et de consultation à travers des forums doit déboucher sur un congrès comme en 2002 et 2007. La refondation s'engage sur la base du vote des militants et autour de forums organisés selon cinq questions : les valeurs et l'identité des socialistes, la conquête et l'exercice du pouvoir, les grands défis pour la France, les grands défis pour le parti socialiste, la France dans vingt ans. Sections et fédérations sont invitées à débattre en s'ouvrant aux associations, intellectuels, sympathisants... Une plateforme en ligne est créée qui permet de partager, commenter et amender des contributions autour de ces entrées thématiques et d'une entrée expression libre. On lit sur la présentation de la plateforme : « C'est une triple reconstruction, politique, stratégique et organisationnelle que nous avons à mettre en œuvre. Nous avons à écrire une nouvelle page de l'histoire du socialisme démocratique et c'est avec vous, militants, citoyens engagés, sympathisants que nous le ferons ». Le processus, qui présente de grandes similitudes avec celui mis en œuvre après défaites de 2002 et 2007, doit contribuer « à analyser sans tabou les causes des défaites successives. »

Conclusion

On a cherché ici à comprendre la « logique du désordre » partisan provoqué au PS par les défaites électorales⁴⁵. Dans les phases de défaite se déploient de l'instituant (des dynamiques de changement) et de l'institué (des usages stabilisés, des répertoires). Conjoncture fluidifiée (plus que fluide en toute rigueur) et chaude, marquée par une intensification et une redistribution des luttes, les séquences de défaite déstabilisent le jeu partisan et le mettent en désordre. Elles constituent une fenêtre d'opportunité qui permet à des entrepreneurs d'en tirer parti. Elles sont constitutives d'une injonction à la réflexion et au changement auquel les dirigeants socialistes ne peuvent se soustraire même s'ils en proposent des traductions

⁴³ Dans le discours au conseil national du 24 juin, les termes « refonder » ou « refondation » sont cités 16 fois par le premier secrétaire, le terme « rénovation » une fois et pour évoquer le passé.

⁴⁴ Notons que le terme de « refondation » est aussi au cœur de la démarche post défaite conduite au même moment par Les Républicains (LR) qui présente de grandes similitudes avec le processus socialiste (consultation de la base militante à travers un questionnaire, huit ateliers-débats, contributions, cycle de débats...).

⁴⁵ AIT-AOUDIA Myriam et ROGER Antoine (dir.), *La logique du désordre. Relire la sociologie de Michel Dobry*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, 358 p.

ajustées à leurs intérêts. Elles réactivent néanmoins des routines, des codes discursifs et culturels qui contribuent à amortir le choc de l'échec électoral et apparaissent d'autant plus centraux qu'ils s'institutionnalisent avec le temps et la répétition des défaites. Il y a bien au PS sur la période étudiée une routinisation des moments critiques et l'émergence de répertoires de défaites.

L'ordre partisan reprend ses droits autour d'un nouvel équilibre des forces après ses rites d'institution que sont les congrès ou les victoires aux élections intermédiaires qui ouvrent un nouveau cycle (on ne peut encore statuer pour 2017). Les répertoires de régulation des défaites procèdent bien de propriétés institutionnelles des partis et de leur grammaire⁴⁶. Dans les défaites se rejouent toujours au PS, au moins formellement, les relations dirigeants-militants qui sont une des tensions structurantes de l'organisation. La « base » militante y est produite ou reproduite⁴⁷. L'ethos critique, prégnant dans la culture militante, et la réflexivité sur l'institution sont fortement stimulés et sollicités⁴⁸. Dans ce parti, où l'idéal du « parti de militants » reste prégnant, le répertoire de la « rénovation » s'impose comme un registre de régulation des défaites électorales et de sortie de l'entropie post-défaite⁴⁹. Il combine appel à la parole « régénératrice » des militants, congrès de « refondation », impératif de réforme organisationnelle et rhétorique invariante du « nécessaire changement des pratiques ». Une boîte à outils de la défaite s'est ainsi constitué et depuis 2007, confrontés à d'autres défaites, les dirigeants y ont largement puisé.

Le surinvestissement dans le registre (essentiellement discursif) de la rénovation et le désaveu des faits ont néanmoins peu à peu produit un phénomène de décroyance et désenchantement qui devient patent en 2017. Un sentiment de déjà vu nourrit alors les perceptions des acteurs. Les élections municipales à venir constituent un enjeu essentiel pour la survie du parti. Par un effet de croyance enraciné dans les séquences précédentes, Jean-Christophe Cambadélis se

⁴⁶ Pour Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, les défaites réactivent la grammaire historique du « remords du pouvoir ». Dans l'opposition, le PS peut donner libre cours selon les auteurs à son « surmoi marxiste ». BERGOUNIOUX Alain et GRUNBERG Gérard, *L'Ambition et le remords*, Paris, Fayard, 2005, 610 p.

⁴⁷ Sur cette question, SUAUD Charles, « Le mythe de la base. Les États Généraux du développement agricole et la production d'une parole paysanne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-53, 1984, p. 56-79.

⁴⁸ Sur cette question, BALOGUE Martin, « Appréhender les critiques militantes par les processus de socialisation politique. Le cas du Parti Socialiste français », *Politique et Sociétés*, vol. 32, n°2, 2013, p.11-37. Voir plus généralement sur les institutions critiques, RAMBAUD Elsa, *Médecins Sans Frontières, Sociologie d'une institution critique*, Paris, Dalloz, 2015, 866 p. Il faudrait interroger à l'instar de l'auteure l'« organisation sociale » de la critique au PS c'est à dire les tactiques, les dispositifs et la structure des échanges qui rendent la critique possible dans cette institution et « les gratifications dont elle se nourrit et qu'elle alimente en retour ».

⁴⁹ L'entropie caractérise le degré de désorganisation ou de manque d'information d'un système.

risque dès octobre 2017 à une prévision : « Je vous file un pronostic comme cela : nous gagnerons les élections municipales, j'en suis persuadé⁵⁰. » Si l'histoire du parti offre des précédents de « renaissance » de la « vieille maison » et donc des ressources pour crédibiliser un possible « retour de balancier » (le renouveau du parti d'Epinais en 1971 deux ans seulement après la débâcle de 1969, la victoire de 1997 seulement quatre ans après les 52 députés de 1993...), les charmes régénérants de la rénovation rebaptisée refondation semblent s'être quelque peu évaporés et l'entrée dans l'opposition est beaucoup moins confortable que par le passé...

⁵⁰ *Marianne*, 1er octobre 2017.

8

Des défaites indolores ? Les rapports ambivalents de la gauche radicale française aux résultats électoraux

Romain MATHIEU et Quentin WALD

« Nous comprenons que des fois nous perdions. Nous perdons si souvent. Mais nous avons toujours fait avancer des idées, nous n'attendons qu'une chose : que l'on respecte nos drapeaux, que l'on respecte notre parole, que l'on nous respecte dans notre identité d'hommes et de femmes de gauche. »

Discours de Jean-Luc Mélenchon, Meeting pour les élections européennes, Ludres (Meurthe-et-Moselle), 13 mai 2014

Les partis de la gauche radicale française, définis ici comme ceux revendiquant un positionnement politique antilibéral à la gauche de la social-démocratie, entretiennent un rapport ambivalent aux élections. Ils y participent de manière régulière, et même routinisée¹, tout en menant une critique, souvent virulente, du système institutionnel auquel ils participent². Si cette tension entre un certain « pragmatisme électoral » et le refus de transiger avec les « grands principes » est caractéristique des organisations issues du mouvement ouvrier³, elle apparaît exacerbée, dans le cas de la gauche radicale française par sa relative marginalité politique. Pour les partis pouvant y être rattachés, la défaite électorale, entendue comme l'insuccès à obtenir le(s) mandat(s) mis en compétition, constitue l'issue la plus probable d'une participation électorale, particulièrement lors des scrutins uninominaux. Nous le verrons, elle est même souvent anticipée par leurs militants en amont des élections.

¹ La candidature à une élection peut d'ailleurs être considérée comme l'une des modalités du militantisme partisan. Une enquête quantitative menée au PG, au PCF et au NPA en 2010-2011 montre que respectivement 52,1%, 64,6% et 77,6% des congressistes ont déjà été candidats au nom de leur parti à une ou plusieurs élections. Cf. MATHIEU Romain, « *Tous ensemble !* » ? *Les dynamiques de transformation de la gauche radicale française*, Nancy, thèse de science politique, Université de Lorraine, 2015, p. 423.

² Cf. RAYNAUD Philippe, *L'extrême gauche plurielle. Entre démocratie radicale et révolution*, Paris, Autrement, 2006, 272 p. ; PEREIRA Irène, *Les grammaires de la contestation. Un guide de la gauche radicale*, Paris, La Découverte, 2010, 225 p. Cette logique d'attraction-répulsion à la politique institutionnelle qui n'est pas sans rappeler le rapport au vote des militants libertaires. Cf. LUCK Simon, « Entre contestation et participation. L'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaire », *Revue française de science politique*, n°2, 2008/58, p. 231-256.

³ LEFEBVRE Rémi et SAWICKI Frédéric, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2006, p. 21.

Ce paradoxe apparent invite à s'interroger sur le sens que les collectifs partisans de la gauche radicale donnent à leur participation aux élections et au « verdict des urnes ». Plus spécifiquement, dans le cadre de ce chapitre, nous cherchons à comprendre les modalités potentiellement différenciées avec lesquelles ils appréhendent et gèrent en leur sein la confrontation attendue à la défaite électorale. Au niveau empirique, notre propos s'appuie sur l'étude comparative de l'investissement de l'élection présidentielle de 2012 par les quatre principaux partis de la gauche radicale française : le Parti communiste français (PCF), le Parti de gauche (PG), le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et Lutte ouvrière (LO). Il mobilise des données récoltées dans le cadre de deux recherches doctorales distinctes, mais traitant d'objets similaires. La première, achevée en 2015⁴, portait sur la dynamique des interactions entre les différents partis qui participent à produire la gauche radicale française comme un espace relativement autonome du champ politique français, aussi bien à l'échelle nationale que locale (notamment dans le département de la Meurthe-et-Moselle). Quant à la seconde, encore en cours⁵, elle s'intéresse aux relations et modalités d'organisation des deux principaux partis constitutifs du Front de gauche (FG) – le PCF et le PG – dans trois départements aux caractéristiques distinctes (Ille-et-Vilaine, Loiret, Val-de-Marne). Concrètement, les enquêtes menées dans le cadre de ces recherches ont permis de récolter trois types de données sur lesquelles s'appuie l'analyse proposée dans ce chapitre : 1) des entretiens semi-directifs avec de cadres (nationaux et locaux) et de militants du PCF, du PG et du NPA ; 2) des articles issus du dépouillement systématique des principaux titres de la presse partisane de la gauche radicale (les hebdomadaires du PCF, *Communistes (Com)*, du PG, *A Gauche (AG)*, du NPA, *Tout est à nous ! (TEAN)* et de LO, *Lutte ouvrière (LO)*, complété pour ce dernier parti par une revue théorique, *Lutte de classe (LC)*) ; 3) des observations directes réalisées dans les différents partis étudiés (meetings, soirées électorales, congrès, conférences nationales et conseils nationaux). Par leur quantité et leur diversité, les sources recueillies nous paraissent offrir la possibilité de saisir et de comparer les interprétations partisans des résultats de l'élection présidentielle de 2012 qui s'est soldée par une défaite dès le premier tour pour les trois candidats des partis étudiés: Nathalie Arthaud (LO), Jean-Luc Mélenchon (FG) et Philippe Poutou (NPA).

Parti	Candidat	Nombre de	% des	Rang
--------------	-----------------	------------------	--------------	-------------

⁴ Sur la méthodologie de cette enquête, cf. MATHIEU Romain, *op. cit.*, p. 93-129.

⁵ WALD Quentin, *Le Parti Communiste Français et le Front de Gauche* (intitulé provisoire), thèse de doctorat en cours de réalisation à l'Institut du Droit Public et de la Science Politique de l'Université Rennes I.

politique		voix	inscrits	d'arrivée
PCF (FG)	Jean-Luc	3 984 822	11,10%	4/10
PG (FG)	Mélenchon			
NPA	Philippe Poutou	411 160	1,15%	8/10
LO	Nathalie Arthaud	202 548	0,56%	9/10

Tableau 1. Résultats des candidats de la gauche radicale au premier tour de l'élection présidentielle le 22 avril 2012

L'hypothèse au cœur de notre chapitre est que les modalités de réception de la défaite au sein du PCF, du PG, du NPA et de LO varient selon deux facteurs complémentaires.

Premièrement, selon la place accordée à la compétition électorale dans leurs cultures partisanes respectives⁶. Les partis politiques sont ici pensés comme des « ateliers d'identités et d'imaginaires collectifs⁷ » qui donnent sens à l'activité politique et structurent les représentations et pratiques de ses membres. Comme le souligne Frédéric Sawicki, « les stratégies et les manières de faire de la politique des entrepreneurs politiques ne s'expliquent pas uniquement comme le produit de la quête raisonnée et systématique du pouvoir, mais sont conditionnées par des cadres cognitifs et normatifs objectivés dans des règles et un langage⁸ ». Pour le dire autrement, la poursuite d'un mandat électif n'est qu'un moteur de l'activisme politique parmi d'autres, dont l'importance varie d'un parti à un autre, selon les représentations du collectif, de sa nature et des desseins s'y étant imposés comme dominants⁹. Les rapports à la compétition électorale, et donc à la défaite, dépendent largement des cultures partisanes propres à chaque organisation, et parfois très hétérogènes entre des groupements partageant pourtant une certaine proximité idéologique.

Deuxièmement, les modalités de réception de la défaite peuvent également varier de manière

⁶ LAZAR Marc, « Cultures politiques et partis politiques en France », in CEFAÏ Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, p. 171-172.

⁷ HASTINGS Michel, « Partis politiques et administration du sens », in ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 22.

⁸ SAWICKI Frédéric, « Les partis politiques comme entreprises culturelles », in CEFAÏ Daniel (dir.), *op. cit.*, p. 197-198.

⁹ Sur la diversité des logiques d'investissement en politique : GAXIE Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 2003 (4^e édition), p. 94-96.

plus conjoncturelle selon les profits extra-électorales escomptés d'une participation à une élection. Les positions de pouvoir ne sont pas les seuls trophées mis en compétition lors d'un scrutin. L'accès à des dispositifs institutionnalisés de propagande politique, notamment à la télévision et dans l'espace public, ou encore l'obtention de financements publics, peuvent aussi constituer des incitations significatives pour des partis considérés comme des outsiders politiques, y compris pour ceux entretenant par ailleurs un rapport critique aux élections. Ne pas investir de candidats, c'est prendre le risque de se priver des différentes ressources matérielles mais surtout symboliques qui y sont mises en jeu. La campagne électorale peut alors devenir pour certains d'entre eux plus importante que l'issue même du scrutin.

Pour saisir au mieux les rapports que les partis de la gauche radicale française entretiennent à la défaite électorale, nous avons fait le choix d'organiser notre propos en trois parties, correspondant à trois phases successives du processus électoral. La première partie se concentre sur l'amont de l'élection, et plus spécifiquement sur les débats se développant au sein du PCF, du PG, du NPA et de LO dans l'année précédant l'élection présidentielle de 2012, sur l'opportunité d'y participer. La deuxième partie porte sur le travail de définition des objectifs électoraux par chacun des partis étudiés, et sur leur réévaluation dans la dynamique de la campagne électorale. Enfin, la troisième et dernière partie analyse les effets de la défaite advenue sur les collectifs partisans.

Faut-il participer à l'élection présidentielle ?

Faire le choix de participer à une élection, implique pour une organisation politique de se conformer à un ensemble de règles, juridiques ou symboliques, régissant cette procédure d'allocation des positions de pouvoir politique¹⁰. Cette nécessaire conformation contraint le travail de formalisation d'une offre électorale. Elle n'est cependant nullement synonyme d'une uniformisation des pratiques et représentations de l'élection. Si elles décident toutes d'investir un candidat pour l'élection présidentielle de 2012, les principales formations de la gauche radicale ne le font ainsi ni de la même manière ni pour les mêmes raisons.

Des conceptions différenciées de la participation aux élections

Bien qu'ils occupent des positions proches dans l'espace politique, les partis de gauche

¹⁰ BAILEY Frederick George, *Les règles du jeu politique : étude anthropologique*, Paris, PUF, 1971, p.18.

radicale française n'entretiennent pas tous un rapport identique aux élections. Héritiers des premiers mouvements ouvriers à avoir investi la compétition électorale dès le XIXe, le PCF et le PG (issu d'une scission du Parti Socialiste en 2008) continuent, malgré leurs critiques, à les appréhender comme un mode d'accès légitime à des positions de pouvoir politique¹¹. Ils y présentent presque systématiquement des candidats, à tous les échelons. Pour reprendre les analyses de Michel Offerlé, les deux principales formations constitutives du FG partagent les fondements de « l'activité politique comme activité spécifique », en ce qu'ils s'accordent « sur la nature de la compétition : la dévolution du pouvoir se fait par l'élection, seule démocratique ; la lutte politique est une lutte symbolique qui se fait par des mots¹² ».

Cette adhésion aux principes fondamentaux de la démocratie représentative ne se retrouve pas dans les représentations de l'élection dominantes à LO et au NPA. Dans ces deux partis issus du trotskisme, la disqualification du principe électoral est commune. Elle conduit à une mise à distance des élections et à leur redéfinition comme un simple moment de publicisation de leurs idées :

« Faire de la propagande autour de ces objectifs, les faire partager, ne signifie pas encore avoir la détermination de les imposer. La lutte de classe ne se déroule pas dans le domaine éthéré des idées, mais dans la réalité des rapports de forces. [...] Nous mettrons à profit la campagne électorale pour mener une propagande communiste, en accentuant ce que nous avons fait lors des élections précédentes. Il ne s'agit évidemment pas de faire voter sur le communisme, ce qui serait tout simplement stupide. »

« La campagne électorale », *LC*, 140, décembre 2011

« À l'occasion des élections nous voulons prolonger les batailles quotidiennes en faisant entendre la voix des exploités et des opprimés, du monde du travail, des immigrés, des femmes, de la jeunesse, de toutes les victimes de l'austérité mise en place par un État soumis aux banques et au patronat, qui utilise le racisme et la xénophobie pour nous diviser. À partir des positions débattues et adoptées par notre parti depuis sa fondation, nous défendons un programme de rupture avec le capitalisme, pour un autre partage des richesses, pour que les salariés et l'ensemble de la population ne paient pas la crise. C'est un programme pour les luttes, pour leur généralisation. C'est la seule voie, face à la crise sociale, politique et écologique qui ne saurait se résoudre dans le cadre d'une alternance, du respect des institutions et de la propriété privée. »

¹¹ BECKER Jean-Jacques, *Le Parti communiste veut-il prendre le pouvoir ? La stratégie du PCF, de 1930 à nos jours*, Paris, Seuil, 1981, 332 p.

¹² OFFERLÉ Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2006 (5^e édition), p. 90-91.

« Déclaration de la Conférence nationale du NPA pour l'élection présidentielle », *TEAN*, 109, juin 2011

C'est par ce rapport instrumental et propagandiste aux élections que les directions successives des deux partis ont justifié le fait d'investir des candidats pour des élections et particulièrement pour la plus médiatisée d'entre elles, l'élection présidentielle. Alors que LO y présente une candidate sans interruption depuis 1974 (Arlette Laguiller à six reprises puis Nathalie Arthaud depuis 2012), le principal initiateur du NPA, la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), y avait déjà pris part à quatre reprises avant 2012, en 1969 et en 1974 avec Alain Krivine, puis en 2002 et en 2007 avec Olivier Besancenot. Cette relative banalisation de la participation aux élections n'est cependant pas sans susciter de régulières controverses entre les militants de ces organisations. Si certains, minoritaires, restent résolument hostiles à tout engagement électoral, et prônent un repli sur la seule sphère des luttes sociales¹³, d'autres, plus nombreux, se contentent de regretter la part croissante prise par les actions électorales dans les activités de leur parti :

« Je pense que c'est une bonne chose de se présenter aux élections pour avoir une tribune pour défendre nos idées. Après, je pense qu'on a quand même beaucoup été bouffés par ça dans les dernières années, ce qui fait, qu'en fait, finalement, ce qui devrait être un outil devient un but, et ça, cela nous parasite beaucoup pour définir un programme, etc. Au bout du compte, là, je suis contente que cela soit terminé. »

Entretien avec Sylvie (militante du NPA, ex-LO), Meurthe-et-Moselle, juin 2012

Des processus variables de sélection des candidats

Dans les mois précédant l'élection présidentielle de 2012, les directions des différents partis de la gauche radicale se saisissent de la question de leur participation au scrutin selon les procédures conformes à leurs statuts respectifs. Elles restent cependant extrêmement attentives aux décisions et prises de position des uns et des autres, s'appréhendant tour à tour comme des rivaux ou des partenaires potentiels.

LO est le premier parti à finaliser son dispositif pour la présidentielle de 2012 en investissant Nathalie Arthaud comme candidate dès décembre 2010. Au nom de la conception propagandiste des élections précédemment évoquée, la direction de LO s'accorde sans

¹³ C'est d'ailleurs le choix fait par une autre organisation trotskiste, le Parti ouvrier indépendant.

véritable débat sur l'importance de disposer pour la septième fois consécutive de son propre candidat à l'élection présidentielle. Elle rejette ensuite sans ambiguïté la proposition d'alliance qui lui est faite par le NPA¹⁴. Ce refus n'est pas tant fondé sur des divergences idéologiques que sur des enjeux stratégiques. Considérant l'élection comme une tribune, la direction de LO juge plus efficace de privilégier la « pureté idéologique¹⁵ » de la propagande plutôt que de conclure une alliance qui suppose un compromis programmatique et idéologique :

« Pendant la campagne, nous aurons à répondre à la pression unitaire à la gauche de la gauche. Quelle que soit la façon dont cette pression s'exprimera, ce sera toujours pour nous reprocher de ne pas nous être alignés derrière Mélenchon, à l'instar du Parti communiste. Nous y répondrons, bien sûr, et nous dirons ce que nous pensons de leur politique. Mais, plutôt que de polémiquer avec ce qu'ils disent ou ne disent pas, il est plus important de dire et de répéter ce que nous avons à dire nous-mêmes. Contrairement à ce que raconteront les commentateurs, nous ne sommes pas en rivalité sur le terrain électoral. [...] Nous avons à expliquer, à commencer par les milieux proches de nous, que seul compte le premier tour, où ceux qui se sentent du camp des travailleurs ont la possibilité d'exprimer leur identité politique. »

« La campagne électorale », *LC*, 140, décembre 2011

Du côté du NPA en revanche, l'annonce par Olivier Besancenot en mai 2011 qu'il n'entend pas se présenter à nouveau ouvre un vif débat sur l'opportunité de participer à l'élection. Le groupe dirigeant du parti se déchire autour de trois scénarios concurrents : l'investiture par le parti d'un autre candidat ; la participation à l'émergence d'une candidature commune aux différents acteurs de la gauche radicale ; le ralliement à la candidate de LO. L'extrême conflictualité des échanges met à jour de profondes divergences entre les responsables du parti quant aux fondements de l'activité politique. Défendant une candidature commune à plusieurs partis de gauche radicale, les segments « unitaires » et une partie de l'ancienne majorité du NPA dénoncent l'« enfermement identitaire¹⁶ » de la nouvelle majorité. Celle-ci les accuse en retour de « perdre leur sang-froid » et estime qu'« il faut être présent à cette échéance (présidentielle), se saisir de cette opportunité pour diffuser le plus largement

¹⁴ « Lettre de la direction de LO », *TEAN*, 100, 28 avril 2011.

¹⁵ Pour reprendre l'expression de LANUQUE Jean-Guillaume et LEVY Pierre, « Lutte ouvrière, monolithe du trotskysme ? », in DELWIT Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2014, p. 139.

¹⁶ « Sursaut ou déclin », *TEAN*, 103, 19 mai 2011.

possible nos idées¹⁷ ». Selon elle, en cas de non-participation, « la visibilité du NPA serait compromise pendant six mois¹⁸ ». Le groupe majoritaire du NPA défend ainsi une candidature du NPA autour d'une conception instrumentale de l'élection tandis que l'opposition « unitaire » défend la nécessité de rechercher des alliances autour d'une candidature commune et entend prendre en compte les contraintes de l'exercice électoral : « Nous ne pouvons contourner le champ politique et social tel qu'il est et refuser de nous doter d'une politique en prise avec la situation et ses contradictions, sauf à cultiver l'isolement comme une vertu et à se contenter d'une orientation atemporelle et propagandiste¹⁹. » En juin 2011, la désignation de Philippe Poutou comme candidat par la convention nationale du parti acte la victoire du premier scénario, celui de la candidature autonome, sur les autres. L'investiture de cet ancien militant LO et LCR jusqu'alors largement inconnu est cependant immédiatement présentée comme étant censée réaffirmer l'investissement du NPA dans les luttes sociales et son combat contre la « politique politicienne ». Dès sa nomination, Philippe Poutou est ainsi dépeint comme un « ouvrier candidat » investi dans le mouvement social²⁰.

Au sein du FG, le processus de désignation d'un candidat commun à l'élection présidentielle se heurte à la faible institutionnalisation de la coalition. Pendant tout le premier semestre 2011, les partis du FG cherchent à trouver accord pour les élections présidentielle et législatives de 2012. Les procédures de désignation spécifiques à chaque parti sont bricolées en fonction de leurs objectifs respectifs dans la négociation inter-partisane et des rapports de force internes. Du côté du PG, Jean-Luc Mélenchon annonce sa candidature dès le mois de janvier 2011. Le but est alors d'accélérer les négociations au sein du FG et d'obtenir le plus rapidement possible le ralliement de la direction communiste à sa candidature. Au PCF, la procédure de désignation du candidat à la présidentielle est plus tardive et incertaine. Pierre Laurent fait part de sa préférence pour un soutien à Jean-Luc Mélenchon en avril 2011²¹ mais ce n'est qu'en juin 2011 qu'une conférence nationale tranche entre soutien au fondateur du PG dans le cadre du FG, candidature d'André Chassaigne (dans le cadre du FG) et candidature communiste autonome (Emmanuel Dang Tran). Si la première option l'emporte assez nettement parmi les délégués réunis (63,6% des suffrages), le soutien communiste à la

¹⁷ « Faire entendre la voix des anticapitalistes dans les luttes et les élections », *TEAN*, 106, 9 juin 2011.

¹⁸ « 500 signatures », *TEAN*, 117, 29 septembre 2011.

¹⁹ « L'enjeu véritable de la CN », *TEAN*, 106, 9 juin 2011.

²⁰ « Philippe Poutou : Un ouvrier candidat, pas le candidat ouvrier », *TEAN*, 109, 30 juin 2011.

²¹ « Rapport de Pierre Laurent, CN 8-9 avril 2011 », *Com*, 432, 13 avril 2011.

candidature de Jean-Luc Mélenchon ne devient définitif qu'à l'issue d'une primaire fermée, le 18 juin. Une nouvelle fois, celle-ci tourne en la faveur de Jean-Luc Mélenchon (59,12% des voix) qui devient donc officiellement le candidat de l'ensemble des partis coalisés. Si elle peut paraître surprenante, la procédure de sélection du représentant du PCF à l'élection présidentielle de 2012 répond à un double objectif. Le premier est de respecter la démocratie interne – d'où la primaire - tout en contenant les divisions internes qui le fragilisent alors, d'où la convention nationale organisée en amont. Le second est de renforcer la position des négociateurs communistes dans les discussions au sein du FG. Outre permettre de réguler les résistances intra-partisanes, la consultation des adhérents présente l'avantage de déstabiliser les partenaires de la coalition, en faisant peser le risque d'un rejet « à la base ». En donnant à voir le caractère négocié du soutien communiste à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, il s'agit de le présenter comme une importante concession nécessitant une forme de réciprocité²². Concrètement, les dirigeants du PCF entendent montrer que ce soutien à un prix, en l'occurrence un accord de répartition favorable à leur parti pour les élections législatives.

Tout en partageant un rapport critique aux logiques de fonctionnement de la démocratie représentative, les principaux partis de la gauche radicale française sont porteurs de conceptions très différentes de la compétition électorale. Dans les cultures partisanes de LO et, dans une moindre mesure, du NPA, c'est une représentation propagandiste et instrumentale de la participation électorale qui domine. À l'inverse, au sein des partis du FG, les élections restent perçues comme un moyen légitime, bien qu'imparfait, d'attribution des positions de pouvoir politique. Ces divergences de conception induisent des attentes différentes quant aux gains d'une participation aux élections.

Construction des objectifs électoraux et campagne électorale

Les campagnes électorales constituent, pour les partis et leurs membres, des séquences d'intensification du travail de mobilisation politique²³. Pour certains, elles ont comme objectif principal de permettre de rallier le maximum d'électeurs et, idéalement, d'accéder à des positions de pouvoir politique. Pour d'autres, elles apparaissent comme des fins en soi ;

²² « Rapport de Pierre Laurent, CN 8-9 avril 2011 », *Com*, 432, 13 avril 2011. Dominique Andolfatto pointe le pragmatisme de cette décision visant à protéger le PCF d'un nouvel échec électoral. Cf. ANDOLFATTO Dominique, « Splendeurs et misères du Front de gauche. Jean-Luc Mélenchon, le PCF et les élections de 2012 », *Communisme*, 2013, p. 465-511

²³ LEFEBVRE Rémi, « Le Travail de mobilisation électorale », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p.406-421.

l'objectif n'étant pas tant d'obtenir des mandats que de faire parler de soi et de son offre politique. Bien qu'elles aient en commun une certaine marginalité politique qui leur rend *a priori* difficile d'envisager une victoire à l'élection présidentielle, LO et NPA d'une part, et FG de l'autre, ne poursuivent pas les mêmes desseins lorsqu'ils se lancent dans l'élection.

Quand participer, c'est déjà gagner

Aux termes de la loi du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République, chaque candidat doit réunir les parrainages d'au moins 500 élus pour pouvoir se présenter effectivement devant les électeurs. Ces parrainages doivent être déposés au Conseil Constitutionnel, qui en vérifie le nombre et la validité, avant « le sixième vendredi précédant le premier tour de scrutin » soit, en 2012, avant le 16 mars. Si cette « course aux parrainages » constitue désormais une composante à part entière de la campagne électorale, sa signification varie sensiblement d'un parti à un autre.

Du côté du FG, l'obtention des parrainages nécessaires ne constitue à aucun moment un véritable enjeu pour le candidat Jean-Luc Mélenchon. Le soutien du PCF et de son maillage d'élus locaux lui offre en effet, dès l'été 2011, l'assurance d'avoir le nombre de soutiens suffisant pour satisfaire les exigences légales. Néanmoins, l'officialisation des parrainages offre aux dirigeants du PCF une nouvelle occasion de souligner la position prééminente de leur parti au sein du FG. Ainsi, si Pierre Laurent précise publiquement que 850 des 1100 soutiens finalement obtenus par Jean-Luc Mélenchon proviennent d'élus communistes, ce n'est pas innocent²⁴. Il opère ainsi un cadrage de la situation coalitionnelle en laissant entendre que cette candidature n'aurait pas été possible sans le PCF. Il réaffirme alors les prétentions élevées de son parti pour la répartition des investitures aux législatives.

Du côté du NPA et de LO en revanche, réussir à obtenir les parrainages nécessaires représente un objectif à part entière qui concentre les énergies militantes pendant de longs mois. La recherche des signatures est associée à un discours mobilisateur fondé sur les dispositions individuelles et collectives au militantisme. Au NPA, le décompte des parrainages est régulièrement effectué, les meilleures fédérations citées en exemple et l'investissement militant constamment valorisé. Les règles électorales sont retraduites par la confrontation à leur culture partisane cultivant la défiance à l'égard des institutions étatiques et des élections.

²⁴ « Jean-Luc Mélenchon a déposé ses 1100 parrainages », *L'Humanité*, 16 mars 2012.

Tout en étant régulièrement décriée par les représentants du NPA et de LO comme « une barrière antidémocratique », la règle contraignante des parrainages leur offre une opportunité de mise en scène identitaire de leurs organisations comme des partis de militants, extérieurs au monde politique dominant. La capacité même à participer à l'élection devient une forme de victoire collective, célébrée avec soulagement une fois le nombre de parrainages suffisant acquis :

« J'ai déposé les signatures qui m'assurent d'être présente à l'élection présidentielle, je tiens à remercier tous les maires car je sais qu'ils ne partagent pas forcément mes idées mais, par ce geste démocratique, ils ont permis ma candidature. [...] Ce n'est jamais facile [...] car il faut déployer beaucoup d'énergie, sillonner le pays, aller discuter, convaincre des milliers de maires pour être parrainé et je suis soulagée après ce dépôt. »

« Dans la course aux signatures, Nathalie Arthaud arrive première », *Libération*, 7 mars 2012.

« Le NPA a réussi son premier tour administratif ! Philippe Poutou, l'ouvrier candidat, s'invite au banquet des politiques. »

« L'ouvrier enfin candidat ! », *TEAN*, 140, mars 2012.

Le cadrage opéré par les dirigeants du NPA et LO de la phase d'officialisation des candidatures leur permet ainsi paradoxalement de réaffirmer leurs revendications antisystèmes : le fait de participer aux élections n'est pas présenté comme le signe d'une acceptation du système politique, et de ses règles, mais au contraire comme une victoire remportée contre celui-ci.

Campagne électorale et réajustement des objectifs

La conception propagandiste de l'élection mobilisée au sein de LO et du NPA pour justifier l'investiture d'un candidat à l'élection présidentielle a pour conséquence la non-formalisation d'attentes en termes de score. Officiellement, l'important n'est pas de réaliser un quelconque résultat mais d'accroître les capacités de mobilisation du parti dans la perspective de luttes extra-électorales. D'ailleurs, dans les mois précédant l'élection présidentielle de 2012, on ne retrouve aucune trace dans les débats internes d'un quelconque objectif chiffré ou même de préoccupation stratégiques visant à accroître la base de soutien électorale, y compris lorsque les sondages se montrent peu flatteurs.

Le FG présente une configuration toute différente. Si les acteurs coalisés sont relativement

prudents en début de campagne, ils vont, encouragés par la dynamique de leur campagne qu'enregistrent les enquêtes d'opinion et l'affluence dans les meetings, réévaluer en cours de route leurs ambitions. Au moment de son investiture, aucun objectif électoral précis n'est assigné à Jean-Luc Mélenchon. Pour les dirigeants communistes, les élections législatives semblent constituer le seul véritable enjeu, la présidentielle apparaissant presque secondaire. En avril 2011, le Conseil national du PCF estime ainsi que « l'objectif essentiel [des élections de 2012] sera d'aboutir à un groupe du Front de gauche où la composante communiste sera renforcée pour mieux répondre aux attentes de la population²⁵ ». La défaite à la présidentielle semble actée comme une évidence et l'attention se porte déjà sur le coup d'après : le renouvellement de l'Assemblée nationale. Il est attendu des élections législatives de juin 2012 qu'elles permettent au PCF de conserver ses mandats ou d'en gagner de nouveaux, afin d'assurer la survie du groupe à l'Assemblée, de renforcer sa capacité à peser sur les nouveaux équilibres politiques à gauche et, enfin, de préserver les ressources financières du PCF²⁶.

Au sein même de l'équipe de campagne constituée autour de Mélenchon, les attentes apparaissent mesurées au début de la campagne électorale. Claude Debons, membre du conseil national du FG, se contente ainsi en décembre 2010 d'espérer « un résultat "significatif"... bon, du genre 7-8%, ... moi, je ne rêve pas au score à deux chiffres, je crois que c'est impossible. Mais 7-8%, c'est peut-être possible » (entretien réalisé à Paris en décembre 2011). De même, Nathalie, militante du PG, se rappelle d'un début de campagne prudent : « Il fallait rester les pieds sur terre, nous attaquions ici notre premier véritable coup d'essai [...] il ne fallait pas s'attendre au grand soir. » (entretien réalisé dans le Loiret en avril 2014). Tout en mobilisant des référents propres au PCF, Serge livre un récit similaire : « On n'entendait pas vraiment passer le premier tour, on voulait surtout montrer que les communistes étaient toujours là et actifs [...] et éviter par le biais de cette stratégie d'union de rejouer le fiasco de 2007 [Marie-George Buffet y obtient 1,93% des suffrages exprimés]. » (entretien réalisé en Ille-et-Vilaine en avril 2013).

Au début de l'année 2012, les éditoriaux de *A Gauche*, rédigés par François Delapierre, directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon, commencent à se faire plus optimistes,

²⁵ « résolution du CN 8-9 avril 2011 », *Com*, 432, 13 avril 2011.

²⁶ On peut y voir une manifestation de la semi-cartellisation du PCF. Cf. ANDOLFATTO Dominique et GREFFET Fabienne, « La « semi-cartellisation » du Parti communiste français », in AUCANTE Yohann et DEZE Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 321-346.

présentant l'émergence d'une véritable « révolution citoyenne »²⁷. Le registre est identique dans la presse communiste : « Il se passe quelque chose dans le pays, de très profond dans la gauche et autour du Front de gauche²⁸. » Le récit de Frédéric Génévée (membre du conseil exécutif national du PCF) tranche ainsi avec celui de Claude Debons quelques semaines auparavant :

Il y a quelques mois, on ne pensait pas qu'on en serait là aujourd'hui. Vraiment. En termes d'influence, on pèse à gauche, on pèse dans le débat. Nos thèmes sur la critique du capitalisme financier, maintenant, sont repris, ... y compris par François Hollande. Cela veut dire qu'on marque le terrain. Et puis on fait des meetings incroyables, il y a beaucoup de monde... alors cela ne veut pas dire que le score... Je ne sais pas quel sera le score, mais... Bon, il sera supérieur à celui de Marie-George Buffet. »

Entretien avec Frédéric Génévée, Paris, janvier 2012

Convaincus désormais de « faire l'événement », les acteurs coalisés affichent des objectifs plus ambitieux. La tactique du « front contre front » devient l'un des principaux axes de la campagne et amène à affirmer un objectif relationnel : dépasser l'« ennemi » Front National. François Delapierre écrit ainsi en mars 2012 que « le Front de Gauche est en train de faire bouger les lignes » : « Nous avons fait dérailler la mécanique FN et arrêté son opération de "dédiabolisation". Nous exerçons une attraction idéologique sur l'électorat de gauche qui pèse sur le candidat du PS²⁹. » Le compte-rendu d'une réunion des secrétaires départementaux du PCF évoque « l'optimisme » et « l'enthousiasme » des cadres communistes³⁰. Cet optimisme se nourrit grandement des sondages de plus en plus flatteurs et témoigne d'une suspension temporaire de la critique habituellement d'usage au sein de la gauche radicale à l'égard de cette méthode :

« Nous qui étions d'habitude si prompts à dénoncer les sondages "mensongers", "manipulateurs", "à la solde des puissants", nous avons perdu toute capacité de réflexion quand ces sondages nous ont brossés dans le sens du poil. Une fois passée la certitude de faire un score à deux chiffres ça n'arrêtait pas de grimper, de grimper, et on a voulu voir uniquement ce que nous voulions voir. Quand on a été crédités de 15% et plus, on s'est même mis à rêver d'un score à la Duclos [21,27% des suffrages en 1969]. »

Entretien avec Jacky (militant PCF), Ille-et-Vilaine, avril 2013

²⁷ « Résistance ! », *AG*, 1287, 17 janvier 2012 ; « Projection », *AG*, 1288, 27 janvier 2012.

²⁸ « Une dynamique de rassemblement », *Com*, 464, 1^{er} février 2012.

²⁹ « A 50 jours », *AG*, 1294, 9 mars 2012.

³⁰ *Com*, 470, 14 mars 2012.

Face à la progression des intentions de vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon, les sondages n'apparaissent plus comme des artefacts, mais comme l'expression de l'opinion et la démonstration d'une campagne efficace. Il en va de même pour l'affluence grandissante dans les meetings sur laquelle se fonde la croyance d'un nombre croissant de militants en la capacité de leur candidat à effectuer une percée électorale inédite, qui viendrait bousculer les équilibres politiques habituels.

Ainsi, les attentes à l'égard de la campagne et des résultats varient sensiblement d'un parti à un autre selon la place accordée aux élections dans chaque culture partisane. Ces anticipations différenciées conditionnent le rapport au « verdict des urnes ». Dit autrement, les modalités de réception et d'évaluation de la performance électorale, et en l'occurrence à la défaite, ne dépendent pas uniquement du score effectivement obtenu mais du contexte partisan et de l'univers de sens dans lequel elle advient.

Que faire de la défaite ? La gestion de l'après-élection

Daniel Gaxie a mis en évidence l'importance des luttes d'interprétation des élections dans la compétition politique : « L'élection est une sanction de la gestion d'un patrimoine électoral dans laquelle l'interprétation de la sanction fait partie de la sanction elle-même. Le résultat ne vaut que par l'analyse que l'on en donne et le verdict électoral n'existe réellement que lorsque les adversaires en présence ont dégagé une tendance générale et imposé la légitimité de leur interprétation³¹. » En ce sens, il convient moins de s'intéresser à la défaite en tant que réalité objective qui s'impose aux acteurs qu'aux interactions à travers lesquelles la défaite est construite comme un succès ou comme un échec, et parfois même successivement comme l'un puis comme l'autre.

Des défaites pleines de promesses

Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle de 2012, les principaux médias nationaux regorgent d'analyses soulignant les scores décevants des candidats de la gauche radicale. Alors que les résultats des candidats du NPA (1,15% des voix) et de LO (0,56%), en

³¹ GAXIE Daniel, *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978, p. 10-11.

net recul par rapport à 2007³², sont clairement qualifiés de contre-performances³³, celui de Jean-Luc Mélenchon (11,1%) apparaît mitigé³⁴. Le candidat du FG obtient en effet un score bien meilleur que celui de Marie-Georges Buffet cinq ans auparavant, mais nettement en-deçà des derniers sondages pré-électoraux et de celui de la candidate du FN, Marine Le Pen (17,9%).

La qualification en tant qu'échec de la performance de leurs candidats respectifs est cependant rapidement réfutée par les directions de LO, du NPA et du FG. Elles s'attachent ainsi toutes à produire des interprétations des résultats alternatives à celles des médias dominants visant, d'une part, à relativiser la portée de l'élection présidentielle et, d'autre part, à présenter leur campagne électorale comme le point de départ d'une dynamique de mobilisation pleine de promesses pour l'avenir. Ainsi, la défaite de Philippe Poutou est présentée comme étant, malgré son ampleur, parfaitement conforme aux attentes et objectifs initiaux du parti :

« Nous savions bien que la sympathie que Philippe Poutou avait suscitée, l'écho rencontré, auraient du mal à se transformer en vote. [...] Ce score faible ne mesure pas l'impact réel de notre campagne ni son importance pour la suite. L'ouvrier candidat, l'inconnu, a réussi à se faire entendre, à bousculer les routines politicienne et médiatique, à faire entendre nos idées, à gagner une large sympathie. C'est l'aboutissement d'une longue bataille politique pour faire entendre dans cette cacophonie électorale la voix du monde du travail, une voix anticapitaliste. »

« Notre campagne, un acquis qui comptera », *TEAN*, 146, 26 avril 2012.

De même, les publications de LO s'efforcent de muer la défaite de Nathalie Arthaud en réussite politique, la campagne ayant permis une diffusion large des idées du parti :

« Pour tous les journalistes et les experts politiques qui résumant la vie politique au cirque électoral, notre score de 0,5 % à 0,7 % sera considéré comme l'échec de notre campagne et de notre politique. Mais je tiens d'abord à rappeler que, si 0,5 % à 0,7 % cela pèse peu dans les urnes, cela fait près de 200 000 personnes qui ont approuvé notre programme de lutte. [...] Et au-delà du score, camarades, nous pouvons être fiers de cette campagne. [...] La campagne électorale que nous venons de faire nous donne un point d'appui. Oh ! ce ne sont pas nos résultats

³² UBBIALI Georges, « Les usages du trotskisme dans l'extrême gauche française (LO, LCR, PT) », in GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2008, p. 261-275.

³³ « Contre-performance pour Poutou, avec 1,2 % », *Le Monde*, 22 avril 2012 et « Pari perdu pour Nathalie Arthaud, avec 0,6 % des voix », *Le Monde*, 22 avril 2012.

³⁴ « Mélenchon, quatrième avec 11,1 % : pari perdu mais score record », *Le Monde*, 22 avril 2012.

électorales qui vont nous aider. Mais le score est une chose, la campagne et les idées que nous avons propagées en est une autre. Les résultats électoraux s'oublient, alors que les idées vont faire leur chemin. »

ARTHAUD Nathalie, « Une campagne où nous avons défendu nos idées », *LO*, 2282, 27 avril 2012.

Des tentatives analogues de promotion d'une interprétation méliorative des résultats sont observables du côté du FG. Les directions du PG et du PCF s'entendent pour appréhender la défaite de leur candidat commun comme « un succès incontestable » et une étape majeure vers la conquête du pouvoir³⁵. François Delapierre promet ainsi des lendemains qui chantent pour le FG :

« Il ne faut pas additionner des choux et des carottes... Et pourtant les commentateurs comparent les voix obtenues dimanche par Jean-Luc Mélenchon avec des sondages. « Alors déçus ? » entonnent-ils en chœur. Mais ce sont les sondeurs qui devraient s'expliquer sur cet écart ! Il faut rapporter une élection à une autre élection. Le score du Front de Gauche marque une progression fulgurante par rapport à la dernière élection nationale, les européennes. 3 millions de voix en plus et un pourcentage presque doublé. Qui dit mieux ? Personne ! Cette poussée du Front de Gauche change le paysage. Elle met la gauche à un niveau très élevé. »

DELAPIERRE François, « Une poussée exceptionnelle », *AG*, 1301, 27 avril 2012.

Le discours est identique au PCF, où on salue une « progression considérable » par rapport à 2007 et l'enrayement du long déclin électoral du parti³⁶ :

« Notre score, à deux chiffres, inédit depuis trente ans, obtenu à l'issue d'une campagne exaltante, est un événement de l'élection. Le Front de gauche progresse de manière continue à chaque élection, depuis sa création lors des élections européennes. [...] Le poids de ces quatre millions de voix, rassemblées grâce à notre travail, à nos choix stratégiques et à celui de nos partenaires du Front de gauche, nous redonne une place inédite en reconstituant un nouveau paysage à gauche. »

« Rapport de Pierre Laurent au CN du 25 avril 2012 », *Com*, 477, mai 2012.

Ce travail de réinterprétation de la défaite de Jean-Luc Mélenchon est prioritairement orienté vers les militants et les acteurs coalisés du FG eux-mêmes. À l'instar de la mobilisation référendaire de 2005, les « quatre millions de voix » du 22 avril sont érigés en mythe, en

³⁵ *AG*, 1301, 27 avril 2012, « Nous tenons les clefs du futur ».

³⁶ Sur l'évolution électorale du PCF : LAVABRE Marie-Claire et PLATONE François, *Que reste-t-il du PCF ?*, Paris, Autrement, 2003, 158 p. ; ANDOLFATTO Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, Monaco, Editions du Rocher, 2005, 312 p. ; MISCHI Julian, *Le communisme désarmé*, Marseille, Agone, 2014, 332 p. ; PUDAL Bernard, *Un Monde défait*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2009, 215 p.

événement clé d'une forme de « roman de parti » du FG³⁷, venant légitimer les fondements de cette coalition. Au PG comme au PCF, la campagne est érigée en épopée triomphale ayant vocation à prendre place dans la mémoire des militants, à constituer pour eux une référence commune, indépendamment de leur parti d'origine. Jean-Luc Mélenchon offre une version paradigmatique de ces envolées lyriques dans l'introduction d'un ouvrage consacré à la campagne « historique » du FG :

« Nous avons tiré de nos ferveurs une force autonome et conquérante qui s'ébroue à présent sous le soleil de la grande histoire. [...] Plus rien ne nous arrêtera. Les quatre millions de voix qui se sont rassemblées pour le dire le 22 avril 2012 sont un commencement joyeux dans le bruit et la fureur de notre temps. Elles annoncent qu'un autre futur est possible ! Avec le Front de Gauche, nous avons fait "place au peuple" sur la scène politique et médiatique. »

MELENCHON Jean-Luc, « Introduction », in BURLOT Stéphane, *Résistance. L'album de campagne du Front de Gauche*, Bruno Leprince, 2012, p. 9.

Dans les semaines suivant l'élection présidentielle, les interprétations négatives (absence du second tour, candidat distancé par l'extrême droite), comme les divergences potentielles (prise de position pour le second tour, sens à donner à la coalition), sont à l'inverse totalement éclipsées des prises de position publiques des représentants du PG et du PCF. L'heure est à l'entente autour d'une volonté affichée de renforcer le degré d'institutionnalisation du FG³⁸, en s'appuyant sur la dynamique de l'élection présidentielle.

A la lecture des premières interprétations des résultats de leur candidat par les dirigeants partisans, les implications de leur défaite apparaissent très limitées : soit elle est présentée comme n'ayant guère d'importance, soit elle est retraduite en un succès politique. La distance critique aux élections et les faibles attentes, en particulier dans les cas de LO et du NPA, facilitent l'acceptation de la défaite, qui ne donne dès lors guère lieu à des ajustements stratégiques ou programmatiques significatifs. Ce constat doit cependant être nuancé. En effet, la seule analyse des interprétations des résultats par les directions immédiatement après le scrutin ne suffit pas, les effets organisationnels et militants de la défaite se posant à plus long

³⁷ Sur la notion de roman de parti : PUDAL Bernard, *Prendre parti : Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989, p. 23 et suivantes.

³⁸ WALD Quentin, *Le Front de Gauche. Essai sur une tentative de reconstitution de la gauche politique française (2009-2013)*, Rennes, mémoire de science politique, Université Rennes I, 2013 ; MATHIEU Romain, « A la recherche de la démocratie en coalition. L'exemple du Front de gauche », in ANDOLFATTO Dominique et GOUJON Alexandra (dir.), *Les partis politiques, ateliers de la démocratie*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2016, p. 109-119.

terme.

Les effets de la défaite sur les collectifs partisans

La mémoire de la défaite n'est pas immuable : elle est retravaillée et potentiellement remise en cause à l'aune de ses effets durables sur le collectif partisan. Le degré d'investissement dans ces luttes d'interprétation varie sensiblement selon l'importance initiale accordée à l'enjeu électoral, dont on a vu qu'elle était très variable au sein des différentes composantes de la gauche radicale française. Il est possible de mettre en évidence trois séries d'effets de la défaite sur ces collectifs partisans.

Tout d'abord, une défaite électorale peut donner lieu à une reconfiguration des relations intra-partisanes. En considérant un parti comme « un champ de luttes et comme un espace de concurrence objectivée entre des agents ainsi disposés qu'ils luttent pour la définition légitime du parti et pour le droit de parler au nom de l'entité et de la marque collective »³⁹, la défaite constitue une ressource symbolique dans les luttes internes. L'exemple du PCF en atteste. Alors même que la candidature de Jean-Luc Mélenchon était fortement contestée en interne avant son investiture, la dynamique encourageante de sa campagne, puis sa défaite initialement dépeinte comme très honorable, renforcent l'alignement intra-partisan ou, plus exactement, accroît le coût d'expression des divergences. Lors du premier Conseil national consécutif au premier tour de l'élection présidentielle, les opposants au FG semblent absents : sur cinquante-deux intervenants, seuls quatre évoquent de manière critique Jean-Luc Mélenchon, sans aller jusqu'à rejeter le FG⁴⁰. Les interventions sont également beaucoup plus homogènes qu'à l'accoutumée. À l'inverse, le résultat des élections législatives est immédiatement investi par les segments contestataires pour disqualifier la stratégie du FG et la direction nationale du PCF⁴¹. Le recul sensible en nombre de voix par rapport à l'élection présidentielle (moins de deux millions au premier tour des législatives contre quatre à celui de la présidentielle) et, surtout, la perte par le parti de cinq de ses douze députés contribue à une réactivation des clivages internes préexistants. La non-satisfaction de l'objectif de renforcement de la représentation communiste à l'Assemblée acte la fin de la courte parenthèse unanimiste sur l'interprétation de la défaite de la présidentielle comme

³⁹ OFFERLÉ Michel, *op. cit.*, p. 14.

⁴⁰ « CN 25 avril 2012 », *Com*, 477, 2 mai 2012.

⁴¹ CAUTRES Bruno, « Le vote Mélenchon. Le poids de l'héritage communiste et les limites d'une dynamique », in PERRINEAU Pascal (dir.), *Le vote normal. Les élections présidentielle et législatives d'avril-mai-juin 2012*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2013, p. 111-131.

« prometteuse »⁴². Les opposants au FG au sein de la direction du parti rejettent cette fois immédiatement les lectures relativistes de la défaite des législatives proposées par le secrétaire national Pierre Laurent⁴³, et relancent les controverses internes sur la légitimité de la coalition, qui continuent à animer le parti jusqu'à aujourd'hui⁴⁴.

D'autant plus que la défaite peut aussi fragiliser l'équilibre financier du parti qui la subit. Une campagne électorale coûteuse et un résultat insuffisant pour obtenir un remboursement ou accéder à un financement public affectent en effet durablement les capacités d'action d'un parti. Ce risque financier est largement anticipé par les partis de gauche radicale et ce, quelles que soient leurs attentes et anticipations. LO et le NPA alignent ainsi leurs dépenses sur le minimum de remboursement forfaitaire (c'est-à-dire qui ne dépend pas du résultat obtenu mais seulement de la participation à l'élection présidentielle). Ainsi, Philippe Poutou et Nathalie Arthaud mettent en place des campagnes financièrement minimalistes. Après remboursement, la campagne présidentielle de Philippe Poutou ne coûte que 32 706€, et celle de Nathalie Arthaud, 242 288€⁴⁵. Malgré la différence de résultat et de coût de la campagne, la logique est identique dans le cas de la campagne de Jean-Luc Mélenchon. Dans un premier temps, alors que les estimations des instituts de sondage sont faibles et que le remboursement des frais de campagne est encore incertain (nécessité de dépasser le seuil des 5% des suffrages exprimés), le budget de campagne de Jean-Luc Mélenchon reste bien inférieur au plafond de remboursement et, plus encore, au plafond des dépenses autorisées. Ce n'est qu'avec la progression dans les sondages et l'affluence dans les événements de campagne que le budget va fortement augmenter (il double pendant cette séquence). Mais, même dans cette configuration plus favorable, le budget de campagne reste très proche du plafond de remboursement qui est fixé à 50% du plafond des dépenses autorisées. Ainsi, la campagne de

⁴² « CN 13 septembre 2012 », *Com*, 489, 19 septembre 2012.

⁴³ Cf. « Rapport de Pierre Laurent au CN du 18 juin 2012 », *Com*, n°484, 20 juin 2012.

⁴⁴ Le même constat peut être fait en 2017. En effet, après avoir soutenu le même candidat à la présidentielle, le PCF et la France insoumise (FI) se sont affrontés aux législatives lors desquelles le PCF obtient 2,72% des suffrages exprimés (contre 11,03% pour FI). Reconnu au sein du PCF comme une défaite et un échec malgré une (légère) progression en nombre d'élus, ce résultat ne modifie pas les équilibres intra-partisans, mais les réactive autour du débat récurrent sur l'avenir du PCF. Ainsi, quelques jours seulement après les législatives, Pierre Laurent déclare au CN du PCF : « La question de l'avenir du Parti est posée. [...] Nos résultats législatifs sont un échec grave en termes de voix et de crédibilité nationale ». Ce résultat nécessite, selon le leader communiste, une « révolution politique » du PCF et un « processus de profonde transformation du Parti ». Cf. Rapport de Pierre Laurent au CN des 23 et 24 juin 2017. La défaite de 2017 conduit ici aux mêmes réponses organisationnelles qu'après la présidentielle de 2007. Cf. PUDAL Bernard, « PCF : un parti peut-il en cacher un autre ? », in GEAY Bertrand et WILLEMEZ Laurent (dir.), *op. cit.*, p. 239-258 ; MATHIEU Romain, *op. cit.*, p. 158-168.

⁴⁵ *Journal officiel*, 30 janvier 2013.

Jean-Luc Mélenchon coûte 9 514 318€ pour un remboursement de 8 004 225€⁴⁶. Ainsi, si la défaite ne se double pas de réelles difficultés financières, la défaite anticipée produit des effets sur les dispositifs de campagne via une modération des dépenses.

Les effets financiers de la défaite électorale sont plus visibles à l'issue des élections législatives car le financement public dépend des résultats obtenus (première fraction) et du nombre de parlementaires se déclarant membres d'un parti (seconde fraction). Pour être éligible à la première fraction, il est nécessaire de franchir un seuil (1% des suffrages exprimés dans un minimum de cinquante circonscriptions issues de trente départements). Contrairement à 2007, LO et le NPA ne parviennent pas à franchir ce seuil en 2012 et, de ce fait, perdent tout financement public. Dans ce cas, la défaite électorale se double de difficultés financières et grève les capacités financières du parti pour les élections à venir. Le financement public représentait, pour LO, 347 410€ soit 10,25% de son budget en 2012. Dans son budget 2013, cette perte n'est pas compensée, mais elle l'est en grande partie dès le budget 2015, grâce à une augmentation des autres recettes (produits divers, etc.) alors même que les élections municipales de 2014 ont privé LO de quasiment tous ses élus municipaux (94 303€ de reversions pour l'exercice 2012). En parvenant à compenser les pertes liées à son activité électorale (financement public et contribution des élus), LO limite les effets financiers de la défaite et maintient son activité électorale traditionnelle. Ce n'est pas le cas du NPA. Dans la foulée de la présidentielle de 2012, le NPA lance ainsi une souscription plus ambitieuse que les années précédentes et ne participe que partiellement aux scrutins de 2014 et 2015. Mais les difficultés financières du NPA ne sont pas uniquement liées à ses contre-performances électorales : elles se combinent avec une crise interne. Le financement public obtenu par la LCR à l'issue des élections législatives de 2007 s'élevait, pour l'exercice 2012 à 851 147€, soit près d'un quart du budget NPA/LCR en 2012. Le budget du NPA est ainsi divisé par trois entre 2012 et 2015, mais seulement un peu moins de la moitié de cette perte financière s'explique par la perte du financement public. Dans le même temps, entre 2012 et 2015, le total des cotisations des adhérents baisse de 32%. Dans les deux cas, la défaite et ses effets financiers ne produisent guère de changements tactiques, comme le montre le récit de Sylvie (NPA) qui idéalise, d'une certaine manière, le retour à un parti de militants, modeste et populaire, qu'implique la perte du financement public :

⁴⁶ *Ibid.* Au final la campagne présidentielle de 2012 est nettement moins coûteuse que celle de 2007. Le résultat de Marie-George Buffet n'avait alors pas permis au PCF d'obtenir le remboursement des dépenses de campagne.

« Vu les résultats aux législatives, le NPA va avoir un financement public ?

Ah, non, on n'en a pas. Puisqu'il n'y a que 18 circonscriptions où on a dépassé les 1% et il en fallait cinquante, donc...

Cela va être difficile pour la suite...

Ben, on... on fera un parti militant, qui marchera à la souscription, aux cotisations, et puis voilà ! En général, l'argent qu'on touche de l'Etat, c'est ce qui nous permet de nous présenter aux élections, donc on fera moins d'élections et ce sera très bien [Rire]. »

Entretien avec Sylvie (militante NPA), Meurthe-et-Moselle, juin 2012.

Enfin, la défaite peut produire chez les militants un sentiment de déception et influencer ainsi les logiques de leur engagement⁴⁷. Derrière la satisfaction de façade affichée par les directions des partis de la gauche radicale au lendemain de l'élection présidentielle de 2012, des traces de cette déception militante se retrouvent jusque dans la presse partisane. Si certains articles reconnaissent brièvement les regrets de certains militants quant à la défaite de leur candidat, ce n'est cependant que pour mieux les relativiser (en les mettant par exemple sur le compte de la fatigue ou de la jeunesse) et insister à nouveau sur les aspects positifs de la campagne et des résultats :

« Utilisant la déception, voire les larmes, de jeunes militants qui aspiraient à plus et à mieux, et qui ont reçu, choqués, l'annonce du score du FN, voilà que les commentateurs parlent d'un demi échec. Nous récusons totalement cela. Le score est une grande victoire, une première et grande victoire pour nous qui visons désormais plus haut. »

Com, 477, 2 mai 2012.

Les déceptions ne sont ainsi évoquées que pour mieux réaffirmer leur caractère limité. Les entretiens que nous avons menés à l'issue de la campagne présidentielle de 2012 auprès de militants font pourtant apparaître un important décalage entre ce discours d'institution et la réception militante de la défaite, notamment au sein du FG. Alors que la presse partisane et les déclarations publiques des dirigeants nuancent ou réfutent toute idée d'échec, la défaite est perçue par les militants interrogés comme un réveil, un retour à une réalité d'autant plus douloureuse qu'elle est synonyme d'effondrement des illusions collectives :

« Comme pour toute ivresse, le plus dur c'est le lendemain, et là on a eu un peu mal aux

⁴⁷ Sur les logiques de désengagement militant, cf. FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, 319 p. ; MATHIEU Romain, « Trajectoires de dissidents. La redéfinition collective et individuelle des engagements partisans », in HIGELE Jean-Pascal et JACQUOT Lionel (dir.), *Figures de l'engagement. Objets, formes, trajectoires*, Nancy, Presses universitaires de Lorraine, 2017, p. 115-132.

cheveux. »

Entretien avec Pierre (militant PCF), Val-de-Marne mai 2013.

« Nous avons un peu perdu la mesure du raisonnable pendant la campagne, nous avons pris trop de confiance en nous et en nos possibilités politiques, et à voler trop près du soleil nous nous y sommes brûlé les ailes, la chute a été immédiate, et douloureuse. »

Entretien avec André (militant PG), Val-de-Marne, juillet 2013.

D'autres font part de leur déception, non quant au résultat obtenu, mais quant à l'incapacité à dépasser le FN :

« Réaliser 11% ce n'est pas un échec. La grosse déception est surtout venue du fait que l'extrême droite est beaucoup plus haute que nous. »

Entretien avec Vincent (militant PCF), Ille-et-Vilaine, février 2013.

« Nous n'avons pas su, en tant que militants et organisations, apparaître plus crédibles que la bête immonde pour les citoyens, c'est là que réside notre principale défaite. »

Entretien avec Nathalie (militante PG), Loiret, avril 2014.

La déception peut conduire dans certains cas à un désengagement durable ou temporaire. Les propos de Maxime expriment bien les difficultés à maintenir son engagement après les désillusions des élections législatives :

« J'ai été séduit par les discours de Jean-Luc Mélenchon et j'ai voulu participer à cette campagne [...] quand j'ai vu sur le net des photos de la Bastille ça a été un déclic [...] j'ai instantanément voulu être avec tous ces gens [...] après le premier tour, je me suis progressivement éloigné, je n'ai pas été relancé par les militants pour d'autres choses. »

Entretien avec Maxime (militant FG), Loiret, janvier 2013.

Dans la situation qu'il évoque, la défaite se combine avec le retour à la routine de l'activité partisane, et rend particulièrement sensible pour cet acteur le décalage entre ses dispositions militantes et celles des militants des partis coalisés. Ceux-ci sont en effet partie prenante de diverses instances de socialisation permettant de relativiser la défaite électorale. Même si ce cas individuel n'est pas généralisable à l'ensemble des sympathisants non encartés, on peut néanmoins considérer que la défaite participe, parmi d'autres variables, d'une forme de démobilisation, en particulier pour les acteurs les moins bien intégrés aux institutions partisans. Ainsi, le constat de Claude Giraud, pour qui « les émotions sont un facteur

d'engagement compulsif, car elles ne se maintiennent pas dans le temps et ne se transforment pas *ipso facto* en adhésions raisonnées et constantes⁴⁸ », semble bien s'appliquer à ces engagements aussi fugaces que fragiles dans l'effervescence d'une campagne.

Conclusion

Les réactions au sein du NPA ou de LO d'un côté, celles caractérisant le FG de l'autre, attestent de l'inégalité des collectifs partisans face à la défaite. Les acteurs du FG s'investissent bien davantage dans les luttes d'interprétation des résultats ; de même, la non-réalisation des objectifs impacte bien davantage les acteurs de cette coalition. La place, le rôle et la valeur accordés à la compétition électorale dans chaque culture partisane apparaissent comme des variables pertinentes pour considérer leur rapport à la défaite électorale. Cette notion permet en effet de dépasser la simple dichotomie victoire/défaite. La réception partisane de la défaite ne dépend pas – ou pas seulement – du résultat obtenu, mais également des cadres cognitifs mobilisés pour la rendre intelligible et se doter d'une interprétation partagée du scrutin. En d'autres termes, le rapport à la compétition électorale conditionne, parmi d'autres variables, la capacité des acteurs à traduire une défaite en succès ou à l'inverse en échec politique.

Par de nombreux aspects, les élections présidentielle et législatives de 2017 confirment ces éléments. Les partis les plus critiques de la compétition électorale sont aussi ceux que la défaite, bien que sévère⁴⁹, affecte le moins. Pour ces partis, la participation à la compétition électorale ne vise pas la conquête du pouvoir ; les élections y constituent alors des moments quasi-exclusivement propagandistes, ce qui a comme conséquence une focalisation sur la capacité à *entrer en et faire* campagne, là où, pour d'autres partis, la campagne n'est qu'une modalité de la compétition pour la dévolution du pouvoir. Ainsi, pour les anciens alliés du FG qui accordent une forme de centralité aux luttes électorales (sans pour autant abandonner toute critique du fait électoral), la réception de la défaite dépend plus fortement de la dynamique de la campagne et des résultats. Les premiers éléments recueillis auprès de militants communistes et de la France insoumise semblent ainsi témoigner d'une forme de déception identique à celle constatée en 2012 pour les militants fortement investis dans la

⁴⁸ GIRAUD Claude, *Qu'est-ce que l'engagement ?*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 141.

⁴⁹ Avec respectivement 1,09% et 0,64% des suffrages exprimés, Philippe Poutou et Nathalie Arthaud obtiennent des résultats marginaux.

campagne présidentielle. À l'inverse, les militants communistes, du fait d'un soutien tardif et critique à la candidature de Jean-Luc Mélenchon d'une part, d'un engagement moindre dans sa campagne d'autre part, semblent moins affectés par la défaite. Au-delà, le résultat obtenu (19,58% des suffrages exprimés) contribue très largement à « effacer » la défaite au profit de la valorisation d'un résultat qui « montre une progression historique, avec un quasi-doublement [du] score par rapport à 2012. [...] Au total, Jean-Luc Mélenchon rate la qualification pour le deuxième tour de seulement 1,72 points et 620 000 voix, soit environ 10 voix par bureau de vote⁵⁰ ». *In fine*, la réception d'une défaite électorale, qu'elle soit ou non renforcée par un échec politique, ne dépend pas seulement du résultat obtenu mais de la culture d'organisation propre à chaque parti qui tend à renforcer ou au contraire à minorer les effets de la défaite, tout au moins dans le cas d'acteurs occupant des positions dominées et entretenant une distance critique à la compétition électorale.

⁵⁰ « Le peuple a parlé », *L'Heure du Peuple*, 1524, 28 avril 2017.

Postface

Variations autour de l'Homme défait

Michel HASTINGS

« Victi vincimus » (« Vaincus, nous sommes vainqueurs »)

PLAUTE, *Casina*, Acte 1.1.

« Disons la vérité, je n'avais jamais imaginé ma défaite. Elle ne faisait partie d'aucune des prévisions communément acceptées¹. » « J'ai perdu, j'ai gagné, puis reperdu. J'ai toujours su qu'être candidat me mettrait en sursis². » Valéry Giscard d'Estaing en 1981, Boni de Castellane en 1898. Là, le président sortant d'une Cinquième République qui ne s'était jamais encore donnée à un candidat de gauche, ici le dandy aristocrate qui aimait tant réactiver dans ses campagnes le charme sépia des allégeances villageoises. Ils ont peu de choses en commun, sinon d'avoir un jour connu l'expérience de la défaite électorale, et ressenti le besoin de la mettre en mots. La défaite électorale n'est cependant pas toujours aussi bavarde. Elle produit surtout des contingents de taiseux et d'invisibles. Depuis les débuts de la démocratie représentative, ils sont en effet des centaines de milliers à avoir ainsi rejoint les limbes électorales, l'immense cohorte hétéroclite des disparus que l'histoire a tôt fait d'engloutir dans ses archives de l'oubli. Certes, il est des perdants plus lumineux que d'autres, des perdants sublimes que la surprise de l'échec vient faucher en pleine gloire ; il en est qui perdent, avec constance et détermination, prompts à déclarer que l'enjeu et la victoire sont ailleurs, à l'image de cet « optimisme héréditaire d'une minorité politique qui croit avoir gagné chaque fois qu'elle perd », si bien analysé par Italo Calvino³ ; il en est qui promettent de revenir, conquérants et triomphants, et qui lustrent leurs espérances dans le refrain des leçons de l'échec. Toutefois, les perdants deviendront le plus souvent des perdus. Des perdus de vue, d'abord, candidats éphémères à la biographie imprécise, frères d'ombre de Louis-François Pinagot⁴, dont personne ne viendra jamais reconstituer les fils ténus d'une candidature improbable. Etienne Brassoux, Louis Dumortier, Gaston Binsse, leurs noms

¹ GISCARD D'ESTAING Valéry, *Le pouvoir et la vie*, Tome 2, Paris, Editions Compagnie 12, 1988, p.123.

² MENSION-RIGAU Eric, *Boni de Castellane*, Paris, Perrin, 2008, p.253.

³ CALVINO Italo, *La journée d'un scrutateur*, Paris, Seuil, 1966, p.14.

⁴ CORBIN Alain, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot, sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Paris, Flammarion, 1998.

figurent en dernières positions d'une liste de candidats SFIO aux élections municipales de 1925 dans la région minière de Mazingarbe. Ils ne seront pas élus, ni ultérieurement reconduits comme candidats. Des perdus d'avance, ensuite, comme ces envoyés en terre de mission dont le sort est déjà scellé avant même les débuts de la campagne. « Avant-garde », « semeur de graine », « chair à scrutin », disait-on, tels ces candidats républicains qui osaient s'aventurer dans les années 1880 en terres de chouannerie. Des perdus de réputation, enfin, comme ces notables et hobereaux dont la défaite électorale détruit des stocks d'éligibilité patiemment thésaurisés et vient mettre un terme à l'histoire patrimoniale d'un mandat local. Tous sont victimes de la sanction majoritaire de la compétition électorale. On a certes pris l'habitude de comptabiliser les résultats d'un scrutin à partir d'agrégats plus ou moins naturalisés⁵, de rapporter la défaite à l'échelon d'une organisation partisane ou du clivage gauche-droite, mais en dernière instance, ce sont toujours des individus singuliers qui remportent le trophée ou mordent la poussière.

La théorie démocratique, comme la sociologie électorale, a trop souvent délaissé les vaincus, à l'exception de ceux dont la notoriété permettait de construire un récit édifiant de leur échec. Les vaincus ordinaires des élections ont en revanche été enfouis dans les trous de mémoire de la geste électorale. Il arrive que l'on ne meure pas tout à fait seul en politique ; la défaite est aussi souvent celle d'un parti, d'une liste, d'une coalition, d'une mobilisation, de soutiens divers. Les raz-de-marée ne font pas non plus dans le détail, et la sortie des sortants prend alors des allures de débâcle collective. Mais en passant la défaite électorale sous le microscope, on découvre ses réalités au cœur des subjectivités en souffrance, là où les effets psycho-émotionnels de la déconsidération exigent des formes à la fois standardisées et personnalisées de réparation. Les micro-logiques de la défaite demeurent bien souvent encore une boîte noire. Il manque des travaux d'approche socio-biographique⁶, de psychologie sociale, capables d'identifier l'équation individuelle des battus, les variables socio-culturelles permettant d'interpréter les voies sociales de l'échec. « L'homme politique défait », c'est l'étiquette générique que prennent ici les candidats battus. La sécheresse arithmétique de leur score minoritaire ne saurait faire oublier que « l'échec emporte toujours une partie de nous-mêmes⁷ ».

⁵ OFFERLÉ Michel (dir.), *La profession politique, XIX^e - XX^e siècles*, Paris, Belin, 1999.

⁶ LECLERCQ Catherine, *Histoires d'« ex ». Une approche socio-biographique du désengagement des militants du parti communiste français*, Paris, Thèse de doctorat en science politique, IEP Paris, 2008.

⁷ LACROIX Jean, *L'échec*, Paris, PUF, 1964, p.82.

Au terme de cet ouvrage pionnier, le temps est venu de rassembler les premiers résultats, d'en formaliser les avancées théoriques et sociologiques, et d'envisager sereinement les chantiers à venir. Devant le caractère polysémique et protéiforme de la construction et de l'interprétation de la défaite électorale, cinq séries de questions seront posées, au ras de l'homme politique défait, au plus près de la croisure entre ses équations personnelles et son expérience sociale du politique. Un premier ensemble d'interrogations concerne le régime de temporalité de la défaite. Dans quelle chronologie s'inscrit-elle ? Se résume-t-elle au *speech act* d'un verdict électoral officialisé, dans la forme la plus archaïque du récit, à savoir la séparation absolue du vaincu et du vainqueur ? Ne convient-il pas au contraire d'inscrire la défaite électorale dans une séquence socio-historique de plus longue durée, au cours de laquelle de nombreux acteurs contribuent à produire le verdict en l'inscrivant dans les horizons de sens qui faciliteront la diffusion d'une interprétation légitime de la défaite. Un deuxième ensemble d'interrogations portera sur la traduction subjective de la défaite. Qu'est-ce qu'être perdant du point de vue de l'acteur qui perd ? Que vient défaire la défaite ? Quelle est la nature des déconstructions qu'elle est censée entraîner ? Il s'agit ici d'analyser la défaite électorale comme un événement instituant, un moment créateur de significations nouvelles qui vient bouleverser la situation existante d'une individualité. « Je n'ai rien à perdre » entend-on parfois de la part d'un candidat dont les chances de gagner sont présumées faibles. Pas si sûr ! Certes, les conséquences politiques et symboliques d'une défaite politique dépendent de configurations sociopolitiques à chaque fois différentes, mais l'échec électoral demeure toujours une expérience fondamentale de l'incomplétude. Les mises en récit de la défaite électorale nous rappellent ainsi ce que Jacques Lacan appelait « les vertiges de la faille ». Un troisième ordre de questionnements concernera l'opportunité que nous offrent les défaites électorales de revisiter, de manière originale, les problématiques de la professionnalisation du métier politique, du désengagement de la carrière politique et de la réécriture des récits de légitimation. Comment la défaite électorale affecte-t-elle les trajectoires politiques ? Quelles sont les logiques sociales et politiques qui président aux différentes modalités de repositionnement et de reconversion ? Toutes les défaites électorales ne sont pas synonymes de mort politique, mais toutes inscrivent leurs marques dans une biographie. Peut-on encore endosser (prétendre ou se voir attribuer) le rôle politique et symbolique de représentant ou de porte-parole après une défaite ? Au-delà du candidat battu, la défaite électorale affecte également des collectifs partisans dont la machinerie tendue vers la conquête du pouvoir peut néanmoins trouver dans l'échec une occasion de procéder à des changements organisationnels ou idéologiques, à des accélérations de passages de témoin entre générations, bref la défaite

peut s'avérer aussi fondatrice de régulation. Une quatrième série de questions nous semble ouverte par la perspective de mieux considérer la portée heuristique d'une sociologie politique des défaites électorales qui opérerait aussi bien au niveau des données quantitatives ou socio-historiques, que d'une ethnographie fine des cas. Quelles sont les sources les plus appropriées pour saisir la défaite électorale ? Quelle est l'approche la plus pertinente pour circonscrire le périmètre de la défaite ? Comment décrire et analyser, pour paraphraser Howard Becker, la diversité des mondes de la défaite électorale ? Une sociologie compréhensive, à l'écoute du sens que les perdants donnent à leur défaite, montrerait combien celle-ci travaille les représentations de soi et contribue à requalifier les parcours de vie. En passant par l'individu et les études de cas invite dès lors à réfléchir sur les jeux et les enjeux d'échelle⁸, et sur la pertinence de croiser une anthropologie culturelle de la défaite avec le choix du récit comme mode d'exposition⁹. Enfin nous terminerons ce parcours en terres de défaites, par une série de propositions dont les perspectives heuristiques se situent aux marges du périmètre investi par les différentes contributions de cet ouvrage collectif. Quelques bribes programmatiques supplémentaires comme autant d'ultimes invitations à parcourir les territoires encore peu défrichés de la défaite électorale.

La coproduction du verdict de la défaite

Une approche positiviste associera la défaite à la proclamation du résultat, le verdict électoral ayant alors pour fonction de révéler et d'officialiser la séparation entre les vainqueurs et les vaincus. L'expression la plus ritualisée de ce positivisme demeure la mise en scène du journal télévisé de 20h le soir d'un scrutin présidentiel ou législatif. Toute la dramaturgie est centrée sur l'égrenage des secondes, et la mission révélatrice de ce moment, pourtant de plus en plus éventé par les circulations parallèles d'informations sur les réseaux sociaux. Mais qui a perdu ? Comme l'a bien analysé Patrick Lehingue¹⁰, ce ne sont pas seulement les données chiffrées, provisoires ou définitives, qui font et fondent le verdict électoral. La mesure de la défaite ne se résume pas à « une gouvernance par les nombres »¹¹, fussent-ils rendus magiques par l'autorité du principe majoritaire et les effets de croyance qu'ils tendent à

⁸ REVEL Jacques (dir), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil-Gallimard, 1996.

⁹ HAEGEL Florence et LAVABRE Marie-Claire, *Destins ordinaires. Identité singulière et mémoire partagée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

¹⁰ LEHINGUE Patrick, « Mais qui a gagné ? Les mécanismes de production des verdicts électoraux », in LAGROYE Jacques, LEHINGUE Patrick et SAWICKI Frédéric (dir.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005, p.323-358.

¹¹ SUPIOT Alain, *La gouvernance par les nombres*, Paris, Fayard, 2015.

imposer. Le verdict électoral n'est pas seulement l'expression objectivée d'un résultat mais le produit d'une élaboration collective commencée en amont du vote et poursuivie après l'énoncé des résultats. On peut donc parler d'une véritable coproduction du verdict de la défaite, au sens où une diversité d'opérateurs sociaux, politiques, journalistiques, universitaires, dont la compétence consiste à parler et faire parler les voix, participent lors de la campagne (souvent plus tôt) et dans les mois qui suivent les résultats, à la fabrication des interprétations légitimes des données issues des sondages et des témoignages dont la dimension prophétique socialise précocement l'opinion aux attendus de la défaite. Un dispositif narratif se met alors en place, fournissant aussi bien les éléments de langage, les principaux cadres cognitifs, que les premiers usages des répertoires émotionnels, à travers lesquels le verdict sera désormais pensé. C'est donc d'abord pendant le temps de la compétition elle-même que se construit une partie significative des assignations de sens du futur résultat. La scénarisation de la défaite constitue l'un des principaux éléments d'une intrigue prédictive dont les auteurs échafaudent jour après jour les hypothèses. Ces enquêteurs de l'avenir participent ainsi conjointement à l'élaboration d'une science du politique fondée sur les attendus de la défaite¹². Qui va perdre ? Qui a le plus à perdre ? A partir de quand a-t-on déjà tout perdu ? Les réponses à ces questions structurent *ex ante* à la fois le champ de compétition des experts du commentaire électoral et les matrices sémantiques et normatives qui constitueront le verdict de la défaite électorale.

Cette emprise des sondages et des discours prédictifs contribue à la formation d'attendus dont la question de savoir qui l'emportera est le plus évidente. Répondre ou tenter de répondre à cette question conduit à produire des anticipations, d'autant plus dramatisées que les incertitudes sont grandes. Si la personnalisation de la démocratie représentative amène à s'intéresser en priorité aux figures considérées comme « naturellement » « présidentiables », les attendus peuvent aussi porter sur des rapports de force entre la gauche et la droite, sur la capacité de nouvelles formations à franchir le plafond de verre des lois électorales. Les attendus sont en grande partie le produit d'une forme d'orthodoxie résultant d'une présomption de connaissances acquises (empreintes des configurations passées, hypothèses sur la rationalité des électeurs). Ces attendus fonctionnent en permanence et de manière plus ou moins explicite comme des grilles de lecture du verdict à venir. Le résultat électoral s'y pense donc à l'intérieur de catégories préconçues dont il est complexe de savoir si elles

¹² On tirera ici profit de « l'enquête sur les enquêtes » présentée par Luc Boltanski dans : BOLTANSKI Luc, *Enigmes et complots*, Paris, Gallimard, 2012.

déterminent en partie le comportement des électeurs, mais qui assurément construisent la défaite comme l'horizon de sens d'un verdict annoncé. La fabrique *ex post* du verdict électoral existe aussi sous la forme d'une appropriation académique des résultats. On peut en donner une illustration à travers la manière dont les discours de la surprise ont été mobilisés au sujet de l'élection présidentielle de 2017, soit pour entériner ce que ce scrutin avait d'inédit voire de sidérant, soit au contraire pour en inscrire les résultats dans les évidences d'une histoire déjà amorcée ou dans l'ordre d'une « révolution bien tempérée »¹³. Le thème de la défaite qui vient de loin, du « vote disruptif »¹⁴ constituent, au-delà de leurs apparentes contradictions, une même manière d'enchaîner le verdict électoral dans un procès interprétatif de la défaite électoral comme œuvre collective dont il serait intéressant, nous semble-t-il, de dénouer les différents acteurs, modalités et enjeux.

Ajoutons un truisme qui ouvrira peut-être d'autres perspectives : si le verdict de la défaite électorale est ainsi collectivement pensé, c'est qu'il est politiquement pensable. Il demeure en effet dans la compétition démocratique suffisamment de place pour le pluralisme et l'imprévu, afin que la défaite soit elle-même envisageable. On peut en effet s'interroger sur ce que la défaite veut dire dans le cadre des régimes aux élections sans choix. Y-a-t-il défaite à perdre devant celui qui doit impérativement gagner ? « C'est demain le jour de l'élection solennelle du bienfaiteur. Nous remettons au Bienfaiteur les clefs de notre bonheur. Il va de soi que cela n'a rien de commun avec les élections désordonnées et inorganisées qui avaient lieu chez les anciens et dont - cela paraît ridicule - le résultat lui-même était inconnu à l'avance. Que peut-il y avoir de plus insensé que d'organiser un Etat sur des contingences absolument imprévisibles, à l'aveuglette ? Est-il besoin de dire que rien chez nous n'est laissé au hasard ? Rien d'inattendu ne peut survenir [...] On dit que les anciens pratiquaient le vote secret, en se cachant comme des voleurs. Pourquoi tout ce mystère ? Nous n'avons rien à cacher, nous n'avons honte de rien, c'est pourquoi nous fêtons les élections loyalement et en plein jour. Je vois les autres voter pour le bienfaiteur et ceux-ci me voient également. Cette procédure est beaucoup plus noble sincère que celle en honneur chez les anciens, secrète et d'une couardise de bandits »¹⁵. » Dans cet extrait de *Nous autres* (1923), Zamiatine évoque un monde meilleur dans lequel la communauté des hommes réitère son allégeance au pouvoir divin. La célébration unanimiste des noces de la transparence et de la prévisibilité consacre

¹³ RAYNAUD Philippe, *Emmanuel Macron : une révolution bien tempérée*, Paris, Desclée de Brouwer, 2018.

¹⁴ PERRINEAU Pascal (dir), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

¹⁵ ZAMIATINE Eugène, *Nous autres*, Paris, Gallimard, 1971 (1923), p.144.

donc la défaite devenue impensable.

La démonétisation des capitaux

« Marquiset pleurait comme un enfant qui venait d'échouer à son premier examen. Que de désenchantements ! Que de désillusions ! Adieu beaux rêves d'avenir, ô campagnes trompeuses, inéluctable destin ! C'est dit je ne serai point conseiller général [...] Ce pauvre Marquiset s'apercevait, mais trop tard, qu'il est dangereux de jouer avec le suffrage universel, enfant aveugle qui frappe de ces coups redoutables dont on ne se relève point¹⁶. » Cet extrait d'une nouvelle de la fin du XIX^e siècle, censée raconter avec humour les déboires du vicomte de la Brunetière reproduit l'un des poncifs de tout discours sur la défaite électorale, que l'on peut résumer sous la question faussement naïve : Sait-on jamais ce que l'on perd en perdant ? L'une des principales conséquences de la défaite électorale est en effet de reconsidérer la valeur des crédits qui avaient fondé la légitimité à présenter une candidature. Comme l'a montré Jean-Patrice Lacam¹⁷, dans un excès de métaphores économistes, l'homme politique est « un investisseur », un entrepreneur dont les stratégies d'entretien de ses divers capitaux fondent en partie la confiance des citoyens dans le lien de représentation. Etre candidat, assurer un mandat, c'est déployer en permanence un stock de ressources biographiques, socioculturelles, partisanses, idéologiques, à travers « des opérations de crédit par lesquelles les agents confèrent à une personne socialement désignée comme digne de créance les pouvoirs mêmes qu'ils lui reconnaissent¹⁸ ». Perdre une élection remet en cause le rapport que le candidat vaincu entretient avec ses différentes ressources. Le discrédit, au sens premier du terme, est la déperdition d'un capital de confiance, de notoriété et de reconnaissance. Il convient bien entendu de rapporter cette proposition à l'extrême diversité des enjeux, des contextes et des carrières politiques. Pour reprendre une vieille distinction d'Albert Thibaudet, la défaite d'un héritier ne sera jamais celle d'un boursier. Elle ne sanctionne ni l'accumulation ni l'exploitation des mêmes biens matériels et symboliques.

Qu'est-ce en effet que perdre un scrutin pour un notable local, dont l'enracinement familial se confond avec l'histoire du village, et qui sollicite, pour un quatrième mandat, le suffrage de ses concitoyens en promouvant « la constante honorabilité de ma famille dont le berceau fut

¹⁶ FERLAY Marius, *Le candidat malgré lui*, Valence, s/ed., 1885.

¹⁷ LACAM Jean-Patrice, « Le politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques », *Revue Française de Science Politique*, vol. 38, n°1, 1998, p.23-47.

¹⁸ BOURDIEU Pierre, « La représentation politique », in *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001, p.241.

bien près de chez vous, le bon souvenir de cette confiance que vous avez témoignée à mon père pendant ses longues années de notariat, les agréables relations que j'y ai moi-même¹⁹ » ? La défaite électorale prend ici l'allure d'une disgrâce, d'une déconfiture personnelle certes, mais qui affecte aussi l'ensemble du travail d'investissement dans un nom, une position sociale, une autorité acquise dans le cadre d'interactions fondées sur une éthique de la fidélité et de la loyauté. De nombreux travaux ont montré les modalités de constitution de ces patrimoines symboliques, trop peu se sont intéressés à leur dévalorisation, à leur dilapidation, ainsi qu'aux stratégies éventuelles de recapitalisation et de refondation des ressources. Le regard ethnographique permettrait de saisir, au plus près de l'acteur politique, la réception de sa défaite envisagée sous la métaphore de la ruine²⁰. La défaite notabiliaire crée non seulement le risque de voir disparaître un fragment de la mémoire autochtone, mais aussi d'imposer la contrainte, pour continuer d'exister politiquement, de savoir négocier le processus de « déligibilité²¹ ».

Le coût de la défaite doit également être indexé à toute une série de facteurs liés à la nature et à l'intensité des investissements qui ont mené à la candidature. L'étendue des sacrifices consentis pour entrer en politique, la socialisation plus ou moins forte dans le métier politique, l'ancienneté de la professionnalisation, l'attachement intime à une promesse, vont déterminer un rapport singulier à la défaite, et expliquer la manière dont celle-ci conduit à endosser le rôle socialement attendu du perdant. La défaite électorale crée en effet les conditions d'un horizon d'attente dans lequel le candidat défait doit jouer sa partition, mettre en musique son échec, tout en favorisant les conditions de son acceptabilité sociale. Il lui faudra alors « mobiliser des symboles déterminés, travailler sur des représentations et des croyances, adopter des styles psychologiques de comportement traversés par des vertus visibles²² ». Le renoncement de Lionel Jospin au soir de son élimination au premier tour de la présidentielle de 2002, suscita l'étonnement. Rares furent ceux qui y virent l'expression d'une certaine noblesse dont le précédent gaullien de 1969 aurait pu faire jurisprudence. On préféra au contraire gloser avec des accents psycho-culturalistes sur la rigidité puritaine du protestant, le vertuisme désuet de l'ex trotskiste, parce que la démission inattendue du Premier ministre ne

¹⁹ POURCHER Yves, *Les maîtres de granit. Les notables de Lozère du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Olivier Orban, 1987.

²⁰ POURCHER Yves, *Votez tous pour moi ! Les campagnes électorales de Jacques Blanc en Languedoc-Roussillon (1986-2004)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

²¹ ABELES Marc, *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989.

²² BRAUD Philippe, *Le jardin des délices démocratiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1991, p.175.

s'accompagnait alors d'aucune véritable mise en roman de sa propre défaite, plongeant les citoyens dans une sorte de dissonance cognitive que seul un sursaut de morale collective pouvait apaiser. La défaite électorale se transforma ainsi en expérience de sidération, d'autant plus forte que le candidat d'extrême droite était présent au second tour, et au sujet de laquelle Jospin lui-même semblait vouloir empêcher tout effort d'interprétation, comme pour mieux la ranger au rayon des mystères de la politique.

Le devenir des élus est également étroitement corrélé à la prise de rôles politiques façonnés par le genre²³. La défaite électorale d'une candidature féminine vient ainsi souvent conforter des assignations sexuées. La symbolisation de l'échec demeure encore très souvent marquée par la virilité d'un champ lexical saturé d'images belliqueuses, revanchardes ou chevaleresques. Le « déserteur » ou le « conquérant » demeurent des stéréotypes puisés au vieil imaginaire de l'héroïsme politique. Savoir perdre est une manière d'affirmer un caractère bien trempé, tout en rappelant des qualités marquées par l'histoire sociale de la masculinité. On peut donc s'attendre à ce que l'initiation au rôle d'élue s'accompagne d'un apprentissage également genré de la défaite. L'inégale rétribution féminine des capitaux militants, la faiblesse des ressources mémorielles conduiront plus rapidement la perdante que le perdant à envisager le désengagement politique²⁴. Sur le plan psychologique, l'investissement émotionnel d'une candidature féminine, marquée encore dans certains milieux sociaux par un déficit d'estime à se considérer légitime comme candidate, peut également inscrire la défaite électorale dans un récit de la culpabilité fondé sur l'itinéraire d'une vie revisitée à travers le prisme de la confiance perdue : « Après mon élimination au premier tour, avec un score si faible, j'ai revu ma vie, mes études arrêtées trop tôt, mon divorce... Je me suis dit que quand on est une femme, ce n'est pas la politique qui vous redonnera confiance²⁵. » Nous manquons encore de travaux sur les manières genrées de faire son deuil d'un projet ou d'une carrière politique. Mais il n'est pas présomptueux d'imaginer qu'une perdante mobilisera moins qu'un perdant le lexique de la responsabilité d'autrui dans l'interprétation de sa défaite ; en revanche, elle réinterrogera davantage les fondements de sa compétence, tant l'échec personnel fait écho aux conditions sociales de construction de l'estime de soi.

²³ NAVARRE Maud, *Devenir élue. Genre et carrière politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015 ; SINEAU Mariette, *Femmes et pouvoir sous la Cinquième République*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

²⁴ FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

²⁵ Cité in MILLOUD Cécile, *L'échec en politique. Contribution à l'étude des représentations politiques et des stratégies de légitimation des candidats français*, Grenoble, Thèse de doctorat en science politique, IEP de Grenoble, 2000, p.369.

La refonte des trajectoires

La défaite électorale est une sortie involontaire, parfois prévisible et intégrée, d'une scène politique organisée par le scrutin, et dont les résultats marquent les évincés. Mais combien de temps dure une défaite ? Moment transitoire ou peine perpétuelle ? Y-a-t-il une vie politique après la défaite électorale ? Le perdant entre dans un monde de temporalités diverses et contradictoires qui définiront la suite de son cursus. Entre fortune et infortune, chaque défaite possède son historicité et décline ses propres rapports au temps. Le temps court de la surprise²⁶, de l'étonnement, le temps refroidi du rebond, du nouveau départ, le temps sans fin de la renonciation solennelle. Certains défaites ont le goût amer de la fin de carrière, de l'exit définitif, de la page qui se tourne. Elles viennent clore, non sans brutalité parfois, un long parcours de mandats cumulés, de fiefs consolidés, de tenures électorales patiemment entrées au patrimoine politique d'un élu ou de sa famille, dont l'ancrage territorial semblait défier les ans. On parle alors d'« usure », de « candidature de trop », d'« héritage trop lourd » pour expliquer ces fins de série aux mines d'enterrement²⁷. Les effets conjugués de la républicanisation des campagnes et de la nationalisation du vote²⁸ ont ainsi mis un terme, à partir des années 1880, à de nombreuses rentes électorales, dont les propriétaires n'ont pas su convertir à temps leurs vieilles capacités notabiliaires en ressources de professionnalisation, comme le fit avec dextérité le baron de Mackau²⁹. La défaite électorale bouscule alors des liens traditionnels et reconfigure les dispositifs de politisation, en chassant le « seigneur des voix ». Le défait l'est à vie, l'histoire le confirmera ; le verdict des urnes entérine la volonté des citoyens de changer d'époque en changeant d'élu, et de résister ainsi aux prétentions jugées désuètes à les représenter³⁰.

La défaite électorale peut également ouvrir une parenthèse plus ou moins longue, une césure dans la carrière, marquée par la mise à l'ombre, la prise de distance ou l'exil intérieur. La parabole de la traversée du désert évoque ce temps de latence où la trajectoire politique semble en sursis, suspendue aux épreuves de l'attente d'un improbable retour. Parenthèse plus ou moins longue pendant laquelle le perdant cherche à survivre, entre macération de ses

²⁶ DABENE Olivier, HASTINGS Michel et MASSAL Julie (dir.), *La surprise électorale. Paradoxes du suffrage universel*, Paris, Karthala, 2007.

²⁷ PARODI Jean-Luc et PATRIAT Claude (dir.), *L'héritage en politique*, Paris, Economica, 1992.

²⁸ GABORIAUX Chloé, *La République en quête de citoyens. Les républicains français face au bonapartisme rural (1848-1880)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

²⁹ PHELIPPEAU Eric, *L'invention de la politique moderne*, Paris, Belin, 2002.

³⁰ DUTOYA Virginie et HAYAT Samuel, « Prétendre représenter. La construction sociale de la représentation politique », *Revue Française de Science Politique*, vol. 66, n°1, 2016, p.7-25.

amertumes et sculpture de sa statue, rédaction de ses mémoires et entretien de ses réseaux. À la solitude du rejet s'ajoute alors la solitude du retrait. C'est dans ce temps particulier, indéfini et différé, de la défaite que germent néanmoins les plus éclatantes victoires, celles qui prennent les couleurs de la revanche ou de la mythologie du sauveur³¹. La traversée du désert s'accomplit alors dans le retour en grâce. La défaite devient régénératrice, et sa résilience vertueuse anoblit le coup d'arrêt en lui donnant une suite triomphale. Il est des défaites enfin que la victoire ultérieure viendra, sinon effacer, tout au moins adoucir en son apprentissage de la patience. Battus dans les urnes et dans la rue au printemps 1848, les démocrates-socialistes souhaitaient faire entendre leur voix à l'élection présidentielle de décembre. Une partie d'entre eux, réunis autour du journal *Le Peuple*, décidèrent de promouvoir « un candidat impossible³² », qui incarnerait par sa personne leur protestation. Ils choisirent François-Vincent Raspail, un chef clubiste, savant et médecin des pauvres, alors emprisonné. Malgré un faible score national, Raspail cristallisa un vote de classe, faisant de sa candidature une étape dans la construction du mouvement ouvrier français, et le dotant personnellement d'un capital de notoriété qu'il allait aller fructifier en exil, avant de l'emporter dix-huit ans plus tard. Ces défaites électorales ne sont donc que les étapes d'un destin qui déroule son propre cours, insensible aux aléas de l'histoire courte des votations, à la seule écoute des appels au long cours de la vocation. « Ce choix va bien sûr m'entraîner à changer la forme de mon engagement, à prendre le recul qui s'impose quand on n'a pas réussi, au moins momentanément, à convaincre les siens », assurait François Bayrou au soir de son échec au scrutin présidentiel de 2012. Tout en envisageant la possibilité d'être, un jour, un recours. « L'heure de vérité vient. (...) Il se passera moins de temps qu'on ne le croit avant que le peuple français n'exige des institutions rééquilibrées, des hommes d'Etat à la volonté ferme et à l'esprit ouvert », et de conclure : « Le jour où les Français imposeront cette conscience et cette volonté nouvelles, je serai et nous serons au milieu d'eux pour que vive la France³³. »

Les effets de la défaite électorale sur les carrières politiques gagneraient également à être mieux étudiés dans le cadre particulier des parachutages. Des enquêtes ethnographiques montreraient dans le détail la manière dont les candidats doivent apprendre à composer et recomposer les modalités de leur légitimation, à négocier leurs ressources entre exigences locales et aspirations nationale, à reconfigurer leurs compétences en fonction des subcultures

³¹ GIRARDET Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986.

³² HAYAT Samuel, « Se présenter pour protester. La candidature impossible de François-Vincent Raspail en décembre 1848 », *Revue Française de Science Politique*, vol. 64, n°5, 2014, p.869-903.

³³ *Le Monde*, 17 juin 2012.

autochtones³⁴. Les parachutages rappellent crûment que l'élection demeure une transaction, le moment où s'échangent non seulement des biens publics indivisibles mais aussi toute une petite monnaie de signes et d'indices qui facilitera la réalisation d'un commerce de confiance entre la société locale et ceux qui sollicitent ses voix. Or, le parachuté apparaît comme celui dont l'extériorité vient casser le rêve d'immanence sociale dont est porteur originellement le lien de représentation. Les discours inquiets ou les rejets qu'il suscite rappellent l'extraordinaire prégnance de l'imaginaire de la territorialité qui veut qu'un élu soit d'abord un élu du sol. Le nomadisme électoral de Jules Guesde, puis les vicissitudes de ses multiples candidatures à Roubaix, illustrent les limites d'une politisation de l'offre politique et d'une dépersonnalisation du lien politique, lorsque celles-ci semblent vouloir par trop s'affranchir des lois de l'apesanteur identitaire³⁵. La défaite du parachuté témoigne des difficultés d'une greffe dont les idiosyncrasies locales et les contextes sociopolitiques nationaux forment une configuration à chaque fois singulière. Toutefois, ces défaites ont en commun de révéler la tension qui s'opère autour des valeurs légitimatrices du cursus politique, entre le crédit de compétence et le crédit d'enracinement, entre le centre et la périphérie, dont les traditionnels rapports de force sont bousculés par les changements intervenus dans les itinéraires de carrière politique.

Quand les défaites se racontent

La parole des défaites mérite une attention toute particulière dans le but de saisir les effets psychosociaux de l'échec subi, et la manière dont les mises en récit fonctionnent comme des rituels de réparation. Ainsi que l'a montré Christian Le Bart, l'écriture est une modalité d'exercice du métier politique³⁶. Elle accompagne les stratégies de mise en scène de soi en associant dans le contrat de lecture la promesse d'une authenticité et les signes d'une compétence à représenter. Certes, ceux qui prennent la plume ne sont guère sociologiquement représentatifs de l'immense population des candidats non élus pour lesquels perdre, c'est aussi perdre la voix. Les logiques du marché éditorial et du champ politique réduisent en effet l'accès à la publicité des discours aux candidats déjà les mieux dotés en capitaux de visibilité et de notoriété, c'est-à-dire aux individus dont la défaite électorale a déjà souvent fait l'objet

³⁴ VALLIN Pierre, *Paysans rouges du Limousin. Mentalités et comportements politiques à Compreignac et dans le nord de la Haute-Vienne (1890-1914)*, Paris, L'Harmattan, 1985.

³⁵ LEFEBVRE Rémi, *Le socialisme saisi par l'institution municipale des années 1880 aux années 1980*, Lille, Thèse de doctorat en science politique, Université de Lille 2, 2001.

³⁶ LE BART Christian, « L'écriture comme modalité d'exercice du métier politique », *Revue Française de Science Politique*, vol. 48, n°1, 1998, p.76-96.

de commentaires journalistes et politiques. Par ailleurs, il convient de situer les dispositifs d'argumentation et de justification dans le champ politique, médiatique et littéraire dont le discours relève, afin de lier l'entreprise argumentative au jeu des positionnements dans le champ. Ainsi, lorsque Ségolène Royal écrit dans *Ma plus belle histoire c'est vous* : « J'ai perdu le match, pardon à toutes celles et ceux qui voulaient gagner avec moi³⁷. », elle inscrit son récit dans l'ordre de l'excuse : « Divisant son moi entre celle qui a échoué et celle qui le regrette, elle reconnaît la vérité du reproche, et par la même occasion répudie le moi et le comportement qui ont mené à la faute en promettant de faire mieux à l'avenir³⁸. » L'ancienne candidate socialiste au scrutin présidentiel de 2007 déploie la panoplie d'un *ethos* positif autour des valeurs de l'empathie et de la sincérité, afin de mieux embarquer le lecteur-électeur dans le partage consolatoire de sa défaite. Parler de sa propre défaite électorale, conduit l'acteur politique à résoudre la tension entre un bilan à interpréter et un projet à relancer, entre le passif du passé et l'espérance du retour. Tirer publiquement les leçons de l'échec sur le mode de la contrition, dire apprendre de ses erreurs, n'a toutefois de sens que dans le cadre socio-institutionnel dans lequel se tient le discours. Ségolène Royal endosse en effet le rôle de la candidate perdante face à ses électeurs tout en jouant celui de la combattante qui refuse d'abdiquer, et entend demeurer dans le jeu pour de futurs combats à gagner, surtout après les multiples critiques qu'elle avait essuyées dans son propre camp. La prise de parole sur la défaite électorale est ici en tout point conforme à la charte tacite des déclarations du perdant au lendemain des résultats, dont le *storytelling* a pour fonction d'assourdir l'écho de la défaite en la transformant en épreuve fortifiante d'un avenir non compromis.

Mais qu'en est-il de celles et ceux que les résultats ont plongés dans les silences de l'oubli ? Ils ne sont pas tous anonymes, et peuvent localement faire l'objet d'une certaine notoriété. Tel cet instituteur qui s'est présenté sous les couleurs du Parti communiste pendant près de trente ans en terre de mission d'une circonscription du département du Nord. D'autres battus n'ont réalisé qu'un petit tour pour s'en aller définitivement. Quelques traces dans les archives demeurent de leur défaite : un communiqué de presse remerciant les électeurs de leur confiance, une vague interprétation de l'échec, une consigne de vote pour le second tour. Les signes d'un passage souvent fugace dans l'arène politique. Protéiforme, la défaite électorale est néanmoins l'expérience la mieux partagée de la compétition démocratique. Une sociologie

³⁷ ROYAL Ségolène, *Ma plus belle histoire, c'est vous*, Paris, Grasset, 2007.

³⁸ AMOSSY Ruth, « Des sciences du langage aux sciences sociales : l'argumentation dans le discours », *A Contrario*, n°2, 2011, p.22.

politique de la défaite électorale doit tenir compte du caractère ambivalent de l'identité du perdant et adapter son approche à la tension qui existe entre l'épaisseur socioculturelle de l'homme défait et l'individualisation des modes d'assomption de son échec. Elle peut bien entendu privilégier l'ambition de traiter un phénomène collectif, voire se laisser séduire par l'artefact d'un « perdant moyen », ou de catégories de perdants rapportées à des facteurs explicatifs quantifiables. Elle ne saurait cependant sous-estimer la fécondité d'une approche compréhensive susceptible de restituer la diversité des modes de réalisation de soi comme perdant, qui dessine un « espace de possibles » complexe, où se côtoient une pluralité de comportements, de représentations et de discours. À l'opposé d'une sociologie normative des conduites d'échec, il nous semble intéressant de défendre ce que Nathalie Heinich nomme « une sociologie de la singularité », c'est-à-dire « une sociologie descriptive des valeurs qui structurent les jugements, les représentations, les actions, et auxquelles les comportements des individus ne sont réductibles ni à de pures interactions, ni à de purs intérêts³⁹ ».

Face aux tentations de dessiner les traits du *loser* exemplaire, le souci d'interroger les singularités de l'acteur, invite à construire un ensemble d'idéaux-types du perdant, à partir non seulement de caractéristiques objectives mais aussi subjectives, telles que l'entretien permet de les expliciter en travaillant sur les représentations et les valeurs. Il faut le regretter, de telles enquêtes, nationales ou comparatives, sont encore trop rares voire inexistantes. Cécile Milloud est néanmoins parvenue, dans une thèse malheureusement inédite, à bâtir une typologie en identifiant trois profils de perdants, à partir de leurs registres de discours sur la défaite électorale qu'ils avaient récemment subie, et les représentations du rôle politique qu'ils avaient endossées. Cette recherche mettait en avant deux éléments récurrents dans le travail d'appropriation de la défaite électorale et de légitimation d'une nécessaire « défense de face ». Le sujet défait construit d'abord son récit en l'arrimant de manière systématique aux grandes mythologies de la démocratie représentative (respect de la majorité, choix de citoyens libres et éclairés, pluralisme des opinions, la vocation du métier politique). Ce rappel des principes fonde une posture éthique en autorisant le perdant à revendiquer sa propre contribution au respect du jeu démocratique. La défaite n'entache pas ainsi l'honneur d'avoir participé à la vie de la nation. Le sujet défait mobilise ensuite les ressorts psycho-affectifs de la démocratie pluraliste⁴⁰. De nombreux registres émotionnels participent à la lecture de la défaite électorale, et il est fréquent de repérer les bricolages et les ajustements que les acteurs

³⁹ HEINICH Nathalie, *Etre écrivain. Création et identité*, Paris, La Découverte, 2000, p.343.

⁴⁰ BRAUD Philippe, *Le suffrage universel contre la démocratie*, Paris, PUF, 1980.

réalisent, notamment dans leur volonté d'imputer la responsabilité de leur échec. L'estime de soi qui a été fragilisée par la défaite doit être ressoudée. Les sentiments de frustration, d'aigreur, de colère affleurent en permanence, mais sont très souvent immédiatement conjurés par une pose maîtrisée à base de retenue, de grandeur et de magnanimité. En revanche, l'évocation fréquente de la trahison condamne la défaite à se prolonger indéfiniment dans de douloureuses réminiscences⁴¹.

L'indicible de l'échec se révèle donc plus loquace qu'on ne le croit. Les mises en récit de la défaite électorale dévoilent des stratégies complexes, socialement acceptables et individuellement agencées, dont une analyse fine permettrait notamment de sortir de l'impasse dans laquelle nous avait menés le concept de « personnalité » à la mode entre 1950 et 1975. Une resociologisation de cette catégorie faussement transculturelle, avec les outils de l'ethnopsychiatrie par exemple, ouvrirait des pistes intéressantes afin de mieux comprendre ce que l'épreuve de la défaite fait au perdant et la manière dont celui-ci, en retour, se joue de la défaite en la verbalisant dans des ordres discursifs, suffisamment plastiques pour répondre aussi bien aux demandes de son for intérieur qu'aux situations socialement créées par son environnement. Une étude des modalités de gestion de la blessure narcissique que provoque une défaite électorale inattendue ou particulièrement sévère mettrait ainsi en lumière les différentes modalités de déni qui participent de l'éthos de « la bête politique », insubmersible et jamais morte.

Ouvertures résolument buissonnières

La défaite électorale s'offre enfin à l'ouverture de chantiers plus radicaux, moins visités, trop périlleux peut-être, mais dont les potentialités heuristiques nous sembleraient relever d'une volonté de la science politique de procéder à de nouvelles manières d'interroger ses objets, d'expérimenter de nouveaux procédés d'analyse moins routiniers. Donnons-nous deux projets d'ordre programmatique.

D'abord, celui d'une sociohistoire contrefactuelle des défaites électorales. Que se serait-il passé si François Mitterrand avait gagné dès 1965 ou 1974 ? Que serait-il advenu si Lionel

⁴¹ FERON Elise, « Popularité médiatique et pouvoir local. Bernard Kouchner dans la 20^e circonscription du Nord », in DOLEZ Bernard et HASTINGS Michel (dir.), *Le parachutage politique*, Paris, L'Harmattan, 2003, p.215-230.

Jospin s'était qualifié pour le second tour de la présidentielle de 2002 ? Qu'auraient été les résultats du scrutin de 1995 si Jacques Delors, alors en position de favori, avait déposé sa candidature ? François Fillon aurait-il gagné si son « affaire » n'avait pas éclaté ? Sans parler des « scénarios catastrophes » régulièrement construits autour d'une hypothétique victoire du Front national. Certains s'indigneront de cette proposition qui rappelle trop les travers spéculatifs de certaines proses journalistiques. Manque de sérieux, futilité, confusionnisme, méthodologie de contrebande, les arguments de la condamnation sont bien connus, mais ne sauraient être balayés d'un revers de main. Le raisonnement contrefactuel qui s'applique à inventer un passé contrefait et non advenu semble de prime abord contraire aux principes de scientificité. « Si le passé ne conduit pas inéluctablement à notre présent, autrement dit si l'action des hommes et des femmes qui nous ont précédés a eu du sens, quel est le statut de ce passé qui aurait pu avoir été⁴² ? » Une histoire conjecturale de la défaite électorale permettrait, selon nous, de restituer le champ des possibles à un moment historique donné, d'enrichir la panoplie des situations d'opportunité et de rendre compte des modalités d'action qui s'imposent aux différents acteurs. L'uchronie électorale qui relaterait de façon romancée des issues électorales alternatives n'est pas vaine, si elle contribue à proposer des approches plus composites des enchaînements causaux, en tentant d'articuler autrement les régularités et les changements. Par exemple, une lecture « possibiliste » des événements de 1848 inscrirait les scrutins d'avril et de décembre dans des « nœuds de potentialité » qui donneraient un éclairage neuf sur la manière dont se sont imposées les matrices de l'étonnement et du « rendez-vous manqué » comme catégories interprétatives dominantes de ces élections. Le comportement de Cavaignac n'a cessé d'être interprété par les contemporains à l'aune de la virtualité gâchée de son succès. S'il n'avait pas été défait, la République aurait pu correspondre à ce qu'elle devait être, telle était l'opinion partagée des journaux de l'époque qui manipulaient ainsi déjà les ressorts d'une histoire optionnelle. Jouer la dissonance entre les temps advenus et les temps refoulés permet de réévaluer les chronologies naturalisées en opérant sur les embranchements de l'Histoire un travail d'imagination qui permet de restituer l'incertitude des situations. La projection contrefactuelle sur les défaites électorales est aujourd'hui un pas de côté épistémologique encore mal assumé en sociologie électorale, mais les premiers travaux des historiens et des anthropologues nous livrent suffisamment de preuves de la fécondité d'une démarche à investir avec précaution.

Une autre manière d'aborder la défaite électorale consisterait à solliciter les sources

⁴² DELUERMOZ Quentin et SINGARAVELOU Pierre, *Pour une histoire des possibles*, Paris, Seuil, 2016, p.11.

iconographiques. Il n'existe pas de véritable tradition d'analyse de l'image en science politique, alors que les historiens, les sociologues et les anthropologues l'ont hissée au rang des matériaux empiriques indispensables⁴³. Les travaux d'Annie Duprat⁴⁴ et d'Antoine de Baecque⁴⁵ ont montré la richesse des corpus imagés qui ont saisi le corps physique et symbolique de Louis XVI lors de la Révolution française. Les gravures de l'époque donnent à voir un monarque vaincu, humilié, déchu. L'imagerie populaire se fixe alors dans des stéréotypes de la représentation iconographique de l'échec dont la plupart circuleront à travers le siècle jusqu'à Daumier qui les adaptera aux figures de son temps. De nos jours, la photographie et la télévision produisent des flots d'images sur les candidats qui viennent d'apprendre leur défaite. Un nouvel art du savoir bien perdre, comme on parlait hier d'un savoir bien mourir, s'impose désormais devant l'objectif des caméras. La défaite est devenue le moment où la société vérifie le respect de certaines de ses normes sociales. Les différents travaux qui ont étudié les contestations des résultats électoraux, l'éradication des violences au profit du contentieux juridique ont souvent laissé dans l'ombre les processus d'acceptation de la défaite électorale. De la même manière qu'existe une sociohistoire du consentement à l'impôt⁴⁶, il serait intéressant d'envisager une sociohistoire du consentement à la défaite. Le consentement se définissant ici comme le contrat de publicité à donner à sa défaite, tant au niveau de sa verbalisation que de sa monstration⁴⁷.

L'exercice s'apparente bien sûr à une petite entreprise d'obscénité, mais il est devenu aujourd'hui indispensable de construire une certaine image de sa propre défaite. Peut-on parler alors d'une esthétique de la défaite ? Montrer la défaite électorale fait partie des rituels politiques qu'impose aujourd'hui le champ médiatique. Interroger le candidat battu, faire parler les militants du parti vaincu, surprendre les signes de tristesse, de déception ou de colère, « en-visager » la défaite comme le masque mémorable d'une épreuve individuelle et d'une exhibition sociale, tout un protocole de visibilité s'empare de la défaite électorale. La théâtralité n'est jamais loin qui impose aux perdants l'épreuve du paraître. L'humiliation de l'échec, l'effet de surprise, l'angoisse de disparaître du paysage politique doivent faire l'objet d'un travail de dénégation ostentatoire, afin d'afficher publiquement une expression de

⁴³ PINA Christine et SAVARESE Eric (dir.), *La politique par l'image. Iconographie politique et sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 2017.

⁴⁴ DUPRAT Annie, *Le roi décapité. Essais sur les imaginaires politiques*, Paris, Cerf, 1992.

⁴⁵ DE BAECQUE Antoine, *Le corps de l'histoire*, Paris, Calmann-Lévy, 1993.

⁴⁶ DELALANDE Nicolas, *Les Batailles de l'impôt. Consentement et résistances de 1789 à nos jours ?*, Paris, Seuil, 2011.

⁴⁷ Pour un travail voisin sur l'art de la reddition, voir : WAGNER-PACIFICI Robin, *The Art of Surrender. Decomposing sovereignty at conflict's end*, Chicago, Chicago University Press, 2005.

dignité et d'honneur. La tragédie du « mauvais perdant » consiste à perdre une seconde fois devant les électeurs devenus des citoyens voyeurs.

Une sociologie politique de la défaite électorale doit bien entendu tenir les deux bouts qui associent le social et l'individuel, comme n'a cessé de nous y inviter Norbert Elias. Inscrite dans des configurations politiques, socioculturelles dont il faut connaître les contraintes et les opportunités, la défaite électorale constitue aussi un accident biographique. Qu'elle soit vécue comme une sanction, une injustice, une épreuve, elle exige des rituels piaculaire où les questions du deuil, de la culpabilité et de l'aveu se trouvent brutalement posées. L'homme défait est un orphelin. Sa transformation post-défaite tient à plusieurs facteurs : la redéfinition des rapports entre vie privée et vie militante, le maintien ou non des liens de sociabilité. La défaite électorale est bien un « moment critique⁴⁸ », l'expression d'une crise plus ou moins aiguë de la construction de la subjectivité des individus, qui devra se résoudre dans le cadre d'un processus de renégociation identitaire. Si perdre est une expérience normale de la compétition démocratique, l'homme défait demeure le héros blafard de son théâtre de la cruauté.

⁴⁸ STRAUSS Anselm, *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Paris, Métailié, 1992.

Table des matières

LES AUTEURS.....	5
INTRODUCTION.....	7
POUR UNE SOCIOLOGIE POLITIQUE DE LA DEFAITE ELECTORALE.....	7
TOUTES LES DEFAITES NE SONT PAS DES ECHECS, ET INVERSEMENT	8
SAISIR LA DEFAITE.....	12
LA SCIENCE POLITIQUE FACE A LA DEFAITE ELECTORALE.....	15
ORGANISATION DE L'OUVRAGE	20
1. QU'EST-CE QU'UNE DEFAITE ELECTORALE SOUS LA MONARCHIE DE JUILLET ?	24
LES AMBIGUÏTES DE LA MONARCHIE DE JUILLET	26
LA DEFAITE ELECTORALE VUE PAR LE PREFET HUGUES-IENA DARCY	28
DEFAITES ET CONFIGURATIONS ELECTORALES.....	33
2. DES DEFAITES INCONTESTABLES ? LE CONSENTEMENT AU RESULTAT ELECTORAL A L'EPREUVE DE LA DEMATERIALISATION DU VOTE.....	40
LA DEMATERIALISATION DU VOTE EN FRANCE.....	41
DES DISPOSITIFS DE VOTE CONTROVERSEES.....	44
L'OPACITE DE LA PRODUCTION ELECTRONIQUE DES RESULTATS	47
DES RECOURS VOUES A L'ECHEC	51
CONCLUSION.....	54
3. REFUSER LA DEFAITE. LA TRAJECTOIRE CONTESTATAIRE D'ANDRES MANUEL LOPEZ OBRADOR ET L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2006 AU MEXIQUE.....	57
LES SAVOIR-FAIRE CONTESTATAIRES DE LOPEZ OBRADOR	59
DANS LA PEAU DU FAVORI.....	62
L'INACCEPTABLE DEFAITE.....	65
REORIENTER ET ROUTINISER LA CONTESTATION.....	69
CONCLUSION.....	72
4. LA « TRAVERSEE DU DESERT ». LES MODALITES DE LA RECONVERSION POST-DEFAITE DE GEORGES CLEMENCEAU SOUS LA TROISIEME REPUBLIQUE (1893-1902).....	76
LA REPUDIATION : PERDRE SON ROLE	79
<i>La disgrâce avant la défaite</i>	<i>79</i>
<i>La « mort politique » du Tigre.....</i>	<i>81</i>
LA REDEMPTION : S'INVENTER UN NOUVEAU ROLE	83
<i>La tentation de la fuite</i>	<i>83</i>
<i>Les chemins de la reconversion : entre opportunités et contraintes</i>	<i>84</i>
<i>Faire de la politique autrement.....</i>	<i>86</i>
LA RESURRECTION : REPRENDRE ET TRANSCENDER SON ROLE.....	88
<i>Le salut par l'écriture ?.....</i>	<i>89</i>
<i>Le retour en grâce.....</i>	<i>91</i>
<i>La rentrée en scène.....</i>	<i>93</i>
CONCLUSION.....	96
5. SURVIVRE A LA DEFAITE JUSQU'A EN MOURIR. LES INCIDENCES DE LA DEFAITE SUR LA CARRIERE MILITANTE D'ANDRZEJ LEPPER EN POLOGNE (1991-2011)	98
ANDRZEJ LEPPER : NEUFS DEFAITES, TROIS VICTOIRES ET UN ENTERREMENT	100
UNE DEFAITE INAUGURALE SANS PREJUDICE	102
LA RESILIENCE A LA DEFAITE D'UN MILITANT MULTI-POSITIONNE	104
LA DECOUVERTE TARDIVE DU SUCCES	107

L'IMPOSSIBLE REPETITION DE L'HISTOIRE	111
CONCLUSION.....	114
6. DEFAITES ET BIFURCATIONS POLITIQUES. LE PERSONNEL POLITIQUE DU PARTI DES TRAVAILLEURS AU BRESIL FACE A LA DEFAITE.....	118
REBONDIR APRES LES DEFAITES : LES FORMES DU RECLASSEMENT	122
<i>Ronger son frein : les reclassements par le bas.....</i>	<i>125</i>
<i>Trouver un matelas : les reclassements horizontaux.....</i>	<i>127</i>
<i>Se projeter malgré la défaite : les reclassements par le haut.....</i>	<i>129</i>
LE PARTI ET LE PATRON : LES LOGIQUES DU RECLASSEMENT POST-DEFAITE.....	132
<i>Les filières partisans du reclassement post-défaite.....</i>	<i>133</i>
<i>La logique de patronage dans les reclassements post-défaites.....</i>	<i>136</i>
CONCLUSION.....	138
7. LES DEFAITES AU PARTI SOCIALISTE. LA REGULATION PAR LA « RENOVATION » DU DESORDRE PARTISAN (2002, 2007, 2017)	141
« DEFAIRE LA DEFAITE » : RETOUR A « LA BASE » ET LUTTES INTERPRETATIVES	143
<i>Libérer la parole militante.....</i>	<i>144</i>
<i>Défaire la défaite en fixant son sens.....</i>	<i>147</i>
L'ENJEU DU LEADERSHIP : LES CONGRES DE DEFAITES.....	150
<i>La « clarification » du Congrès de Dijon (2003).....</i>	<i>151</i>
<i>La confusion du congrès de Reims (2008).....</i>	<i>153</i>
<i>Incertitudes autour du congrès de « refondation » de 2018.....</i>	<i>155</i>
L'IMPERATIF DE LA « RENOVATION » ET L'USURE D'UN REFERENT	157
<i>La rénovation comme répertoire de défaite et mythe organisationnel.....</i>	<i>157</i>
<i>L'échec de la rénovation et les primaires.....</i>	<i>159</i>
<i>La refondation de 2017.....</i>	<i>160</i>
CONCLUSION.....	161
8. DES DEFAITES INDOLORES ? LES RAPPORTS AMBIVALENTS DE LA GAUCHE RADICALE FRANÇAISE AUX RESULTATS ELECTORAUX.....	165
FAUT-IL PARTICIPER A L'ELECTION PRESIDENTIELLE ?	168
<i>Des conceptions différenciées de la participation aux élections.....</i>	<i>168</i>
<i>Des processus variables de sélection des candidats.....</i>	<i>170</i>
CONSTRUCTION DES OBJECTIFS ELECTORAUX ET CAMPAGNE ELECTORALE	173
<i>Quand participer, c'est déjà gagner.....</i>	<i>174</i>
<i>Campagne électorale et réajustement des objectifs.....</i>	<i>175</i>
QUE FAIRE DE LA DEFAITE ? LA GESTION DE L'APRES-ELECTION	178
<i>Des défaites pleines de promesses.....</i>	<i>178</i>
<i>Les effets de la défaite sur les collectifs partisans.....</i>	<i>182</i>
CONCLUSION.....	187
POSTFACE. VARIATIONS AUTOUR DE L'HOMME DEFAIT	189
LA COPRODUCTION DU VERDICT DE LA DEFAITE	192
LA DEMONETISATION DES CAPITAUX.....	195
LA REFONTE DES TRAJECTOIRES.....	198
QUAND LES DEFAITS SE RACONTENT	200
OUVERTURES RESOLUMENT BUISSONNIERES.....	203